Les principaux textes de la profession d'avocat

Français - Arabe

Les cahiers

Mandature 2012-2014

du Conseil National des Barreaux

Traduction réalisée grâce au soutien du ministère français des affaires étrangères

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Conseil National des Barreaux

Avant-propos

La profession d'avocat est une profession libérale et indépendante. Cette indépendance, fondamentale dans une démocratie et dans un Etat de droit, n'est pas une récompense ni une consécration, c'est une responsabilité et ce sont des devoirs.
Pour croire en l'efficacité de la justice, le citoyen doit avoir confiance en la capacité des avocats à représenter effectivement le justiciable en toute liberté.
Il est donc essentiel que l'avocat, celui qui est appelé pour parler au nom de l'autre, exerce sa profession dans le cadre de règles éthiques et professionnelles de nature à garantir la confiance que le citoyen place en lui. C'est l'application de règles professionnelles aux avocats, notamment les règles d'organisation, de qualification, de déontologie, de contrôle et de responsabilité, qui procure la nécessaire garantie d'indépendance, d'intégrité et de compétence, socle de cette confiance.
Je suis heureux que les règles applicables à la profession d'avocat en France soient aujourd'hui rendues accessibles aux institutions étatiques et professionnelles des Etats arabophones qui ont décidé de s'engager sur la voie du renforcement de l'Etat de droit, de la promotion des valeurs démocratiques et du respect des droits de l'homme. Les avocats y ont et y auront toute leur place.

Bâtonnier Bertrand Debosque
Président de la Commission des affaires européennes
et internationales du Conseil national des barreaux

La France est engagée aujourd'hui, dans de nombreuses régions du monde, en faveur du renforcement de l'État de droit et de la gouvernance démocratique, dont le système judiciaire est l'un des rouages essentiels. Les avocats sont les garants d'un procès contradictoire et équitable. C'est pourquoi le droit français veille à garantir leur indépendance, condition nécessaire d'une justice libre, elle-même indépendante, et pilier de la démocratie.
Ainsi, les avocats sont-ils soumis à de nombreuses règles : leur déontologie repose sur des valeurs fortes de respect du secret professionnel, probité, humanité et désintéressement ; leur formation juridique initiale et continue vise l'excellence ; leur profession organise la résolution des conflits d'intérêt en interdisant en particulier l'exercice d'une autre fonction juridique.
Ces textes juridiques sont l'expression de cette vision exigeante du métier d'avocat. J'espère que cette traduction, réalisée avec le soutien du ministère des Affaires étrangères, pourra servir d'élément de comparaison et de réflexion à un plus grand nombre de praticiens dans des pays animés par de fortes aspirations démocratiques et en pleine réforme institutionnelle. C'est tout le sens de cette démarche d'amitié et d'échanges.

Jean-Baptiste Mattéi
Directeur général de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats,
Ministère des affaires étrangères

Sommaire

Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971
portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques
Page 7

Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991
organisant la profession d'avocat
Page 29

Décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005
relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat
Page 77

Décision à caractère normatif n° 2005-003
portant adoption du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat
Page 81

Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

TITRE 1ER : CRÉATION ET ORGANISATION DE LA NOUVELLE PROFESSION D'AVOCAT

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 1

I.-Une nouvelle profession dont les membres portent le titre d'avocat est substituée aux professions d'avocat, d'avoué près les cours d'appel et de conseil juridique. Les membres de ces professions font d'office partie, s'ils n'y renoncent, de la nouvelle profession. Les conseils juridiques, inscrits sur la liste dressée par le procureur de la République à la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, sont inscrits au tableau du barreau établi près le tribunal de grande instance auprès duquel ils sont inscrits comme conseil juridique avec effet à la date de leur entrée dans la profession, s'ils l'exerçaient avant le 16 septembre 1972, ou de leur inscription sur la liste.
Sous réserve des dispositions prévues à l'article 26 de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel, les avoués près les cours d'appel sont inscrits, à la date de leur première prestation de serment dans l'une ou l'autre des professions d'avoué et d'avocat, au tableau du barreau établi près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé leur office et les sociétés d'avoués sont inscrites au barreau établi près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est fixé leur siège.
Les membres de la nouvelle profession exercent l'ensemble des fonctions antérieurement dévolues aux professions d'avocat, d'avoué près les cours d'appel et de conseil juridique, dans les conditions prévues par le titre Ier de la présente loi.
La profession d'avocat est une profession libérale et indépendante.
Le titre d'avocat peut être suivi, le cas échéant, de la mention des titres universitaires, des distinctions professionnelles, de la profession juridique réglementée précédemment exercée, d'un titre dont le port est réglementé à l'étranger et permet l'exercice en France des fonctions d'avocat ainsi que de celle d'une ou deux spécialisations obtenues dans les conditions fixées par l'article 21-1, dont une spécialisation en procédure d'appel, dont les anciens avoués devenus avocats bénéficient de plein droit.
Les personnes ayant travaillé en qualité de collaborateur d'avoué postérieurement au 31 décembre 2008 et justifiant, au plus tard le 1er janvier 2012, de la réussite à l'examen d'aptitude à la profession d'avoué, bénéficient dans les mêmes conditions de la spécialisation en procédure d'appel.
Les avocats inscrits à un barreau et les conseils juridiques, en exercice depuis plus de quinze ans à la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques et qui renoncent à faire partie de la nouvelle profession sont autorisés à solliciter l'honorariat de leur activité professionnelle. Il en va de même pour ceux qui entrent dans la nouvelle profession, lors de la cessation de leur activité si elle intervient après vingt ans au moins d'exercice de leur profession antérieure et de la nouvelle profession.
Les avoués en exercice depuis plus de quinze ans à la date d'entrée en vigueur du chapitre Ier de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 précitée bénéficient des dispositions prévues à l'alinéa précédent.

II.-(Paragraphe supprimé).

III.-Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 5, les avocats inscrits au barreau de l'un des tribunaux de grande instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre peuvent exercer les attributions antérieurement dévolues au ministère d'avoué près les tribunaux de grande instance auprès de chacune de ces juridictions. Ils peuvent exercer les attributions antérieurement dévolues au ministère d'avoué près les cours d'appel auprès de la cour d'appel de Paris quand ils ont postulé devant l'un des tribunaux de grande instance de Paris, Bobigny et Créteil, et auprès de la cour d'appel de Versailles quand ils ont postulé devant le tribunal de grande instance de Nanterre.
Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 5 demeurent cependant applicables aux procédures de saisie immobilière, de partage et de licitation.
En outre, un avocat ne peut exercer les attributions antérieurement dévolues au ministère d'avoué devant un autre tribunal que celui auprès duquel est établi son barreau ni au titre de l'aide judiciaire, ni dans des instances dans lesquelles il ne serait pas maître de l'affaire chargé également d'assurer la plaidoirie.
Les avocats inscrits au 16 septembre 1972 à l'un des barreaux mentionnés au premier alinéa du présent paragraphe III peuvent, à titre personnel, conserver leur domicile professionnel dans l'un quelconque des ressorts des tribunaux de grande instance de

Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre dès lors que ce domicile avait été établi antérieurement à cette date.

IV.-Les avocats inscrits au barreau de l'un des tribunaux de grande instance de Bordeaux et Libourne peuvent postuler devant chacune de ces juridictions.

V.-Les avocats inscrits au barreau de l'un des tribunaux de grande instance de Nîmes et Alès peuvent postuler devant chacune de ces juridictions.

VI.-Les deuxième et troisième alinéas du III sont applicables aux avocats visés aux IV et V.

Article 2
Les offices d'avoué près les tribunaux de grande instance et les offices d'avoués près les cours d'appel sont supprimés.
Les avoués sont indemnisés, dans les conditions fixées au chapitre II de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 précitée, de la perte du droit qui leur est reconnu par l'article 91 de la loi du 2 avril 1816 de présenter un successeur à l'agrément du garde des sceaux, ministre de la justice.

Article 3
Les avocats sont des auxiliaires de justice.
Ils prêtent serment en ces termes : "*Je jure, comme avocat, d'exercer mes fonctions avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité*".
Ils revêtent dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires, le costume de leur profession.

Article 3 bis
L'avocat peut librement se déplacer pour exercer ses fonctions.

Article 4
Nul ne peut, s'il n'est avocat, assister ou représenter les parties, postuler et plaider devant les juridictions et les organismes juridictionnels ou disciplinaires de quelque nature que ce soit, sous réserve des dispositions régissant les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.
Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'application des dispositions législatives ou réglementaires spéciales en vigueur à la date de publication de la présente loi et, notamment, au libre exercice des activités des organisations syndicales régies par le code du travail ou de leurs représentants, en matière de représentation et d'assistance devant les juridictions sociales et paritaires et les organismes juridictionnels ou disciplinaires auxquels ils ont accès.
Nul ne peut, s'il n'est avocat, assister une partie dans une procédure participative prévue par le code civil.

Article 5
Les avocats exercent leur ministère et peuvent plaider sans limitation territoriale devant toutes les juridictions et organismes juridictionnels ou disciplinaires, sous les réserves prévues à l'article précédent.
Ils exercent exclusivement devant le tribunal de grande instance dans le ressort duquel ils ont établi leur résidence professionnelle et devant la cour d'appel dont ce tribunal dépend les activités antérieurement dévolues au ministère obligatoire des avoués près les tribunaux de grandeinstance et les cours d'appel. Toutefois, les avocats exercent ces activités devant tous les tribunaux de grande instance près desquels leur barreau est constitué.
Par dérogation aux dispositions contenues dans les alinéas précédents, lorsque le nombre des avocats inscrits au tableau et résidant dans le ressort du tribunal de grande instance sera jugé insuffisant pour l'expédition des affaires, les avocats établis auprès d'un autre tribunal de grande instance du ressort de la même cour d'appel pourront être autorisés à diligenter les actes de procédure.
Cette autorisation sera donnée par la cour d'appel.

Article 6
Les avocats peuvent assister et représenter autrui devant les administrations publiques, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires.
Ils peuvent, s'ils justifient de sept années d'exercice d'une profession juridique réglementée, remplir les fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale ou d'administrateur de société. Le conseil de l'ordre peut accorder une dispense d'une partie de cette durée.

Article 6 bis
Les avocats peuvent recevoir des missions confiées par justice.

Article 6 ter
Les avocats peuvent, dans le cadre de la réglementation qui leur est propre, représenter, en qualité de mandataire, l'une des parties intéressées à la conclusion de l'un des contrats mentionnés au premier alinéa de l'article L. 222-7 du code du sport.
La méconnaissance par un avocat exerçant l'activité mentionnée au premier alinéa des obligations résultant pour lui du dernier alinéa des articles 10 et 66-5 de la présente loi ainsi que du deuxième alinéa de l'article L. 222-5 du code du sport est passible des

peines prévues au premier alinéa de l'article L. 222-20 du même code. Le montant de l'amende peut être porté au-delà de 30 000 € jusqu'au double des sommes indûment perçues en violation du dernier alinéa de l'article 10 de la présente loi.
Les infractions aux règles de rémunération mentionnées au premier alinéa de l'article L. 222-5 du code du sport sont punies d'une amende de 7 500 €.

Article 7
L'avocat peut exercer sa profession soit à titre individuel, soit au sein d'une association dont la responsabilité des membres peut être, dans les conditions définies par décret, limitée aux seuls membres de l'association ayant accompli l'acte professionnel en cause, d'une société civile professionnelle, d'une société d'exercice libéral ou d'une société en participation prévues par la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé, soit en qualité de salarié ou de collaborateur libéral d'un avocat ou d'une association ou société d'avocats. Il peut également être membre d'un groupement d'intérêt économique ou d'un groupement européen d'intérêt économique.
Sans préjudice des dispositions du présent article, l'avocat peut exercer sa profession en qualité de collaborateur libéral d'un avocat selon les modalités prévues par l'article 18 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises.
Le contrat de travail doit être établi par écrit. Il doit préciser les modalités de la rémunération.
L'avocat salarié ne peut avoir de clientèle personnelle. Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées, il bénéficie de l'indépendance que comporte son serment et n'est soumis à un lien de subordination à l'égard de son employeur que pour la détermination de ses conditions de travail.
Le contrat de collaboration ou le contrat de travail ne doit pas comporter de stipulation limitant la liberté d'établissement ultérieure du collaborateur ou du salarié.
En aucun cas, les contrats ou l'appartenance à une société, une association ou un groupement ne peuvent porter atteinte aux règles déontologiques de la profession d'avocat, et notamment au respect des obligations en matière d'aide judiciaire et de commission d'office, et à la faculté pour l'avocat collaborateur ou salarié de demander à être déchargé d'une mission qu'il estime contraire à sa conscience ou susceptible de porter atteinte à son indépendance.
Les litiges nés à l'occasion d'un contrat de travail ou de la convention de rupture, de l'homologation ou du refus d'homologation de cette convention ainsi que ceux nés à l'occasion d'un contrat de collaboration libérale sont, en l'absence de conciliation, soumis à l'arbitrage du bâtonnier, à charge d'appel devant la cour d'appel. En ces matières, le bâtonnier peut, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, déléguer ses pouvoirs aux anciens bâtonniers ainsi qu'à tout membre ou ancien membre du conseil de l'ordre.

Article 8
Tout groupement, société ou association prévu à l'article 7 peut être constitué entre avocats, personnes physiques, groupements, sociétés ou associations d'avocats appartenant ou non à des barreaux différents, exerçant en France, dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans la Confédération suisse.
L'association ou la société peut postuler auprès de chaque tribunal et de la cour d'appel dont chacun d'eux dépend, par le ministère d'un avocat inscrit au barreau établi près ce tribunal.

Article 8-1
Sans préjudice des dispositions de l'article 5, l'avocat peut établir un ou plusieurs bureaux secondaires, après déclaration au conseil de l'ordre du barreau auquel il appartient.
Lorsque le bureau secondaire est situé dans le ressort d'un barreau différent de celui où est établie sa résidence professionnelle, l'avocat doit en outre demander l'autorisation du conseil de l'ordre du barreau dans le ressort duquel il envisage d'établir un bureau secondaire. Le conseil de l'ordre statue dans les trois mois à compter de la réception de la demande. A défaut, l'autorisation est réputée accordée. L'autorisation ne peut être refusée que pour des motifs tirés des conditions d'exercice de la profession dans le bureau secondaire. Sans préjudice des sanctions disciplinaires pouvant être prononcées par le conseil de l'ordre du barreau auquel appartient l'avocat, elle ne peut être retirée que pour les mêmes motifs.
Dans tous les cas, l'avocat disposant d'un bureau secondaire doit y exercer une activité professionnelle effective sous peine de fermeture sur décision du conseil de l'ordre du barreau dans lequel il est situé.

Article 8-2
Par dérogation aux dispositions de l'article 8-1, les avocats inscrits au barreau de l'un des tribunaux de grande instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre ne peuvent ouvrir un bureau secondaire dans le ressort de l'un de ces tribunaux de grande ins-

tance autre que celui du barreau auquel ils appartiennent.

Article 9
L'avocat régulièrement commis d'office par le bâtonnier ou par le président de la cour d'assises ne peut refuser son ministère sans faire approuver ses motifs d'excuse ou d'empêchement par le bâtonnier ou par le président.

Article 10
La tarification de la postulation devant le tribunal de grande instance et des actes de procédure est régie par les dispositions sur la procédure civile. Les honoraires de consultation, d'assistance, de conseil, de rédaction d'actes juridiques sous seing privé et de plaidoirie sont fixés en accord avec le client.
A défaut de convention entre l'avocat et son client, l'honoraire est fixé selon les usages, en fonction de la situation de fortune du client, de la difficulté de l'affaire, des frais exposés par l'avocat, de sa notoriété et des diligences de celui-ci.
Toute fixation d'honoraires, qui ne le serait qu'en fonction du résultat judiciaire, est interdite. Est licite la convention qui, outre la rémunération des prestations effectuées, prévoit la fixation d'un honoraire complémentaire en fonction du résultat obtenu ou du service rendu.
L'avocat est tenu de conclure avec son client une convention d'honoraires pour les procédures de divorce. Des barèmes indicatifs des honoraires pratiqués par les avocats pour ces procédures, établis à partir des usages observés dans la profession, sont publiés par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, pris après avis du Conseil national des barreaux. Ces barèmes sont révisés au moins tous les deux ans.
Dans le mandat donné à un avocat pour la conclusion de l'un des contrats mentionnés au premier alinéa de l'article L. 222-7 du code du sport, il est précisé le montant de ses honoraires, qui ne peuvent excéder 10 % du montant de ce contrat. Lorsque, pour la conclusion d'un tel contrat, plusieurs avocats interviennent ou un avocat intervient avec le concours d'un agent sportif, le montant total de leur rémunération ne peut excéder 10 % du montant de ce contrat. L'avocat agissant en qualité de mandataire de l'une des parties intéressées à la conclusion d'un tel contrat ne peut être rémunéré que par son client.
Par dérogation aux dispositions de l'avant-dernier alinéa, les fédérations sportives délégataires peuvent fixer, pour la rémunération du ou des avocats, un montant inférieur à 10 % du contrat conclu par les parties mises en rapport.

Chapitre II : De l'organisation et de l'administration de la profession

Article 11
Nul ne peut accéder à la profession d'avocat s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° Etre français, ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou ressortissant d'un Etat ou d'une unité territoriale n'appartenant pas à ces Communautés ou à cet Espace économique qui accorde aux Français la faculté d'exercer sous les mêmes conditions l'activité professionnelle que l'intéressé se propose lui-même d'exercer en France, sous réserve des décisions du conseil des Communautés européennes relatives à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne ou avoir la qualité de réfugié ou d'apatride reconnue par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides ;

2° Etre titulaire, sous réserve des dispositions réglementaires prises pour l'application de la directive 2005 / 36 / CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005, et de celles concernant les personnes ayant exercé certaines fonctions ou activités en France, d'au moins une maîtrise en droit ou de titres ou diplômes reconnus comme équivalents pour l'exercice de la profession par arrêté conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre chargé des universités ;

3° Etre titulaire du certificat d'aptitude à la profession d'avocat, sous réserve des dispositions réglementaires mentionnées au 2°, ou, dans le cadre de la réciprocité, de l'examen prévu au dernier alinéa du présent article ;

4° N'avoir pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes moeurs ;

5° N'avoir pas été l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

6° N'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens,

la faillite personnelle et les banqueroutes.
Les titulaires de la licence en droit qui ont obtenu ce diplôme sous le régime antérieur à celui fixé par le décret n° 54-343 du 27 mars 1954 relatif au nouveau régime des études et des examens en vue de la licence en droit sont considérés, pour l'application de la présente loi, comme titulaires d'une maîtrise en droit. Il en est de même pour les licenciés en droit ayant obtenu ce titre lorsque la licence a été organisée sur quatre années.
L'avocat ressortissant d'un Etat ou d'une unité territoriale n'appartenant pas aux Communautés européennes ou à l'Espace économique européen, s'il n'est pas titulaire du certificat d'aptitude à la profession d'avocat, doit subir, pour pouvoir s'inscrire à un barreau français, les épreuves d'un examen de contrôle des connaissances en droit français selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. Il en est de même d'un ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen qui aurait acquis la qualité d'avocat dans un Etat ou une unité territoriale n'appartenant pas à ces Communautés ou à cet Espace économique et qui ne pourrait invoquer le bénéfice des dispositions réglementaires prises pour l'application de la directive 2005 / 36 / CE du 7 septembre 2005.

Article 12
Sous réserve du dernier alinéa de l'article 11, des dispositions réglementaires prises pour l'application de la directive 2005 / 36 / CE du 7 septembre 2005 précitée et de celles concernant les personnes justifiant de certains titres ou ayant exercé certaines activités, la formation professionnelle exigée pour l'exercice de la profession d'avocat est subordonnée à la réussite à un examen d'accès à un centre régional de formation professionnelle et comprend une formation théorique et pratique d'une durée d'au moins dix-huit mois, sanctionnée par le certificat d'aptitude à la profession d'avocat.
Cette formation peut être délivrée dans le cadre du contrat d'apprentissage prévu par le titre Ier du livre Ier du code du travail.

Article 12-1
Sous réserve des dérogations prévues par voie réglementaire pour l'application de la directive 2005/36/ CE du 7 septembre 2005 précitée, la spécialisation est acquise par une pratique professionnelle continue d'une durée, fixée par décret en Conseil d'Etat, qui ne peut être inférieure à deux ans, validée par un jury qui vérifie les compétences professionnelles dans la spécialité, et attestée par un certificat délivré par le Conseil national des barreaux.
Sur la base d'un dossier constitué par l'intéressé, le jury se prononce à l'issue d'un entretien qui comprend une mise en situation professionnelle.
Les docteurs en droit ont accès directement à la formation théorique et pratique prévue à l'article 12, sans avoir à subir l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle des avocats.

Article 12-2
La personne admise à la formation est astreinte au secret professionnel pour tous les faits et actes qu'elle a à connaître au cours de sa formation et des stages qu'elle accomplit auprès des professionnels, des juridictions et des organismes divers.
Lorsque au cours de sa formation dans le centre, elle accomplit un stage en juridiction, elle peut assister aux délibérés.
Dès son admission à la formation, elle doit, sur présentation du président du conseil d'administration du centre régional de formation professionnelle, prêter serment devant la cour d'appel dans le ressort de laquelle le centre a son siège, en ces termes : "*Je jure de conserver le secret de tous les faits et actes dont j'aurai eu connaissance en cours de formation ou de stage*."

Article 13
La formation est assurée par des centres régionaux de formation professionnelle.
Le centre régional de formation professionnelle est un établissement d'utilité publique doté de la personnalité morale. Son fonctionnement est assuré par la profession d'avocat, avec le concours de magistrats et des universités et, le cas échéant, de toute autre personne ou organisme qualifiés.
Le conseil d'administration du centre régional de formation professionnelle est chargé de l'administration et de la gestion du centre. Il adopte le budget ainsi que le bilan et le compte de résultat des opérations de l'année précédente.
Le centre régional de formation professionnelle est chargé, dans le respect des missions et prérogatives du Conseil national des barreaux :

1° D'organiser la préparation au certificat d'aptitude à la profession d'avocat ;

2° De statuer sur les demandes de dispense d'une partie de la formation professionnelle en fonction des diplômes universitaires obtenus par les intéressés, sous réserve des dispositions réglementaires prises pour l'application de la directive 2005 / 36 / CE du 7 septembre 2005 précitée ;

3° D'assurer la formation générale de base des avo-

cats et, le cas échéant, en liaison avec les universités, les organismes d'enseignement ou de formation professionnelle publics ou privés ou les juridictions, leur formation complémentaire ;

4° De passer les conventions mentionnées à l'article L. 116-2 du code du travail ;

5° De contrôler les conditions de déroulement des stages effectués par les personnes admises à la formation ;

6° D'assurer la formation continue des avocats ;

7° D'organiser l'entretien de validation de la compétence professionnelle prévu au deuxième alinéa de l'article 12-1 pour l'obtention d'un certificat de spécialisation.

Article 13-1
Le garde des sceaux, ministre de la justice, arrête, sur proposition du Conseil national des barreaux, le siège et le ressort de chaque centre régional de formation professionnelle.
Il peut être procédé à des regroupements dans les mêmes formes, après consultation des centres concernés par le Conseil national des barreaux. Les biens mobiliers et immobiliers des centres régionaux de formation professionnelle appelés à se regrouper sont transférés au centre issu du regroupement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 1039 du code général des impôts s'appliquent, sous réserve de la publication d'un décret en Conseil d'Etat autorisant le transfert de ces biens.
Le centre régional peut, après avis conforme du Conseil national des barreaux, créer une section locale dans les villes pourvues d'unités de formation et de recherche juridique.

Article 14
Les recours à l'encontre des décisions concernant la formation professionnelle sont soumis à la cour d'appel compétente.

Article 14-1
Le financement des centres régionaux de formation professionnelle est notamment assuré par :

1° Une contribution de la profession d'avocat.
Le Conseil national des barreaux fixe annuellement cette contribution pour l'exercice à venir, en fonction des besoins de financement des centres pour l'exercice en cours et de l'évolution prévisible du nombre des bénéficiaires de la formation. Cette contribution, qui ne peut excéder 11 millions d'euros pour 2002, ne peut chaque année augmenter de plus de 10 % par rapport à l'année précédente.
La participation de chaque ordre, financée en tout ou partie par des produits financiers des fonds, effets ou valeurs mentionnés au 9° de l'article 53, est déterminée par le Conseil national des barreaux, en proportion du nombre d'avocats inscrits au tableau.
Les dépenses supportées par l'ordre au profit du centre régional de formation viennent en déduction de cette participation.
A défaut de paiement de cette participation dans un délai d'un mois à compter d'une mise en demeure de payer, le Conseil national des barreaux délivre, à l'encontre de l'ordre redevable, un titre exécutoire constituant une décision à laquelle sont attachés les effets d'un jugement au sens du 6° de l'article 3 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution ;

2° Une contribution de l'Etat, conformément aux dispositions de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 précitée ;

3° Le cas échéant, des droits d'inscription.

Le Conseil national de barreaux perçoit ces contributions et les répartit entre les centres régionaux de formation professionnelle.
Les conditions d'application du présent article, et notamment celles relatives aux droits d'inscription et à la déductibilité des dépenses mentionnées au quatrième alinéa, sont déterminées par décret.

Article 14-2
La formation continue est obligatoire pour les avocats inscrits au tableau de l'ordre.
Un décret en Conseil d'Etat détermine la nature et la durée des activités susceptibles d'être validées au titre de l'obligation de formation continue. Le Conseil national des barreaux détermine les modalités selon lesquelles elle s'accomplit.

Article 15
Les avocats font partie de barreaux qui sont établis auprès des tribunaux de grande instance, suivant les règles fixées par les décrets prévus à l'article 53. Ces décrets donnent aux barreaux la faculté de se regrouper.
Chaque barreau est administré par un conseil de l'ordre élu pour trois ans, au scrutin secret, par tous les avocats inscrits au tableau de ce barreau et par les avocats honoraires dudit barreau. Le conseil de l'ordre est renouvelable par tiers chaque année. Il est présidé par un bâtonnier élu pour deux ans dans les mêmes conditions. Le bâtonnier peut être assisté

par un vice-bâtonnier élu avec lui dans les mêmes conditions et pour la même durée.
En cas de décès ou d'empêchement définitif du bâtonnier, les fonctions de ce dernier sont assurées, jusqu'à la tenue de nouvelles élections, par le vice-bâtonnier, s'il en existe ou, à défaut, par le membre le plus ancien du conseil de l'ordre.
Les élections peuvent être déférées à la cour d'appel par tous les membres du barreau disposant du droit de vote et par le procureur général.

Article 16
Dans les barreaux où le nombre des avocats inscrits au tableau est inférieur à huit et qui n'auraient pas usé de la faculté de se regrouper prévue à l'article 15, les fonctions du conseil de l'ordre sont remplies par le tribunal de grande instance.

Article 17
Le conseil de l'ordre a pour attribution de traiter toutes questions intéressant l'exercice de la profession et de veiller à l'observation des devoirs des avocats ainsi qu'à la protection de leurs droits. Sans préjudice des dispositions de l'article 21-1, il a pour tâches, notamment :

1° D'arrêter et, s'il y a lieu, de modifier les dispositions du règlement intérieur, de statuer sur l'inscription au tableau des avocats, sur l'omission de ce tableau décidée d'office ou à la demande du procureur général, sur l'inscription et sur le rang des avocats qui, ayant déjà été inscrits au ta-bleau et ayant abandonné l'exercice de la profession, se présentent de nouveau pour la reprendre ainsi que sur l'autorisation d'ouverture de bureaux secondaires ou le retrait de cette autorisation.
Lorsqu'un barreau comprend au moins cinq cents avocats disposant du droit de vote mentionné au deuxième alinéa de l'article 15, le conseil de l'ordre peut siéger, en vue de statuer, soit sur l'inscription au tableau du barreau ou sur l'omission du tableau, soit sur l'autorisation d'ouverture de bureaux secondaires ou le retrait de cette autorisation, en une ou plusieurs formations de cinq membres, présidées par le bâtonnier ou un ancien bâtonnier. Les membres qui composent ces formations peuvent être des membres du conseil de l'ordre ou des anciens membres du conseil de l'ordre ayant quitté leurs fonctions depuis moins de huit ans. Ces membres sont choisis sur une liste arrêtée chaque année par le conseil de l'ordre.
La formation restreinte peut renvoyer l'examen de l'affaire à la formation plénière ;

2° De concourir à la discipline dans les conditions prévues par les articles 22 à 25 de la présente loi et par les décrets visés à l'article 53 ;

3° De maintenir les principes de probité, de désintéressement, de modération et de confraternité sur lesquels repose la profession et d'exercer la surveillance que l'honneur et l'intérêt de ses membres rendent nécessaire ;

4° De veiller à ce que les avocats soient exacts aux audiences et se comportent en loyaux auxiliaires de la justice ;

5° De traiter toute question intéressant l'exercice de la profession, la défense des droits des avocats et la stricte observation de leurs devoirs ;

6° De gérer les biens de l'ordre, de préparer le budget, de fixer le montant des cotisations des avocats relevant de ce conseil de l'ordre ainsi que de celles des avocats qui, appartenant à un autre barreau, ont été autorisés à ouvrir un ou plusieurs bureaux secondaires dans son ressort, d'administrer et d'utiliser ses ressources pour assurer les secours, allocations ou avantages quelconques attribués à ses membres ou anciens membres, à leurs conjoints survivants ou à leurs enfants dans le cadre de la législation existante, de répartir les charges entre ses membres et d'en poursuivre le recouvrement ;

7° D'autoriser le bâtonnier à ester en justice, à accepter tous dons et legs faits à l'ordre, à transiger ou à compromettre, à consentir toutes aliénations ou hypothèques et à contracter tous emprunts ;

8° D'organiser les services généraux de recherche et de documentation nécessaires à l'exercice de la profession ;

9° De vérifier la tenue de la comptabilité des avocats, personnes physiques ou morales, et la constitution des garanties imposées par l'article 27 et par les décrets visés à l'article 53 ;

10° D'assurer dans son ressort l'exécution des décisions prises par le Conseil national des barreaux ;

11° De veiller à ce que les avocats aient satisfait à l'obligation de formation continue prévue par l'article 14-2 ;

12° De collaborer avec les autorités compétentes des Etats membres de la Communauté européenne ou des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen pour faciliter l'application de la

directive 2005 / 36 / CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles ;

13° De vérifier le respect par les avocats de leurs obligations prévues par le chapitre Ier du titre VI du livre V du code monétaire et financier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de se faire communiquer, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, les documents relatifs au respect de ces obligations.
Les contrats de collaboration ou de travail conclus par les avocats sont communiqués au conseil de l'ordre qui peut, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, mettre en demeure les avocats de modifier les contrats dont les stipulations seraient contraires aux dispositions de l'article 7.

Article 18
Les ordres des avocats mettent en oeuvre, par délibération conjointe et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires, les moyens appropriés pour régler les problèmes d'intérêt commun, tels : l'informatique, la communication électronique, la formation professionnelle, la représentation de la profession, le régime de la garantie.
Les bâtonniers des barreaux d'une même cour d'appel soumettent à la délibération du conseil de l'ordre qu'ils président les questions mentionnées au dernier alinéa de l'article 21.

Article 19
Toute délibération ou décision du conseil de l'ordre étrangère aux attributions de ce conseil ou contraire aux dispositions législatives ou réglementaires est annulée par la cour d'appel, sur les réquisitions du procureur général.
Peuvent également être déférées à la cour d'appel, à la requête de l'intéressé, les délibérations ou décisions du conseil de l'ordre de nature à léser les intérêts professionnels d'un avocat.

Article 20
Les décisions du conseil de l'ordre relatives à l'inscription au tableau, à l'omission ou au refus d'omission du tableau, et à l'autorisation d'ouverture de bureaux secondaires ou à la fermeture de tels bureaux, peuvent être déférées à la cour d'appel par le procureur général ou par l'intéressé.

Article 21
Chaque barreau est doté de la personnalité civile.
Le bâtonnier représente le barreau dans tous les actes de la vie civile. Il prévient ou concilie les différends d'ordre professionnel entre les membres du barreau et instruit toute réclamation formulée par les tiers.
Tout différend entre avocats à l'occasion de leur exercice professionnel est, en l'absence de conciliation, soumis à l'arbitrage du bâtonnier qui, le cas échéant, procède à la désignation d'un expert pour l'évaluation des parts sociales ou actions de sociétés d'avocats. En cette matière, le bâtonnier peut déléguer ses pouvoirs aux anciens bâtonniers ainsi qu'à tout membre ou ancien membre du conseil de l'ordre.
La décision du bâtonnier peut être déférée à la cour d'appel par l'une des parties.
Les conditions dans lesquelles le bâtonnier peut déléguer ses pouvoirs et les modalités de la procédure d'arbitrage sont déterminées par décret en Conseil d'Etat pris après avis du Conseil national des barreaux.
L'ensemble des bâtonniers des barreaux du ressort de chaque cour d'appel désigne tous les deux ans celui d'entre eux chargé, ès qualité de bâtonnier en exercice, de les représenter pour traiter de toute question d'intérêt commun relative à la procédure d'appel.

Article 21-1
Le Conseil national des barreaux, établissement d'utilité publique doté de la personnalité morale, est chargé de représenter la profession d'avocat notamment auprès des pouvoirs publics. Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le Conseil national des barreaux unifie par voie de dispositions générales les règles et usages de la profession d'avocat.
Le Conseil national des barreaux perçoit le produit de la contribution pour l'aide juridique instaurée par l'article 1635 bis Q du code général des impôts. Pour répartir ce produit entre les barreaux, selon les critères définis au troisième alinéa de l'article 27 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, le Conseil national des barreaux conclut une convention de gestion avec l'Union nationale des caisses des règlements pécuniaires des avocats, association régie par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association et fédérant l'ensemble des caisses des règlements pécuniaires des avocats auxquelles sont versés les fonds ainsi alloués aux barreaux. Cette convention est agréée par le garde des sceaux, ministre de la justice. Le produit de la contribution est intégralement affecté au paiement des avocats effectuant des missions d'aide juridictionnelle, par l'intermédiaire des caisses des règlements pécuniaires des avocats.
Le Conseil national des barreaux s'assure, sous le

contrôle du garde des sceaux, ministre de la justice, et avec le concours de l'Union nationale des caisses des règlements pécuniaires des avocats, que les barreaux et leurs caisses des règlements pécuniaires des avocats, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont applicables, utilisent à juste titre les fonds qui leur sont ainsi alloués.

Le conseil national peut, devant toutes les juridictions, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession d'avocat.

Le Conseil national des barreaux est, en outre, chargé de définir les principes d'organisation de la formation et d'en harmoniser les programmes. Il coordonne et contrôle les actions de formation des centres régionaux de formation professionnelle et exerce en matière de financement de la formation professionnelle les attributions qui lui sont dévolues à l'article 14-1. Il détermine les conditions générales d'obtention des mentions de spécialisation, dresse la liste nationale des membres du jury prévu au premier alinéa de l'article 12-1 ainsi que la liste nationale des avocats titulaires de mentions de spécialisation.

Il est en outre chargé d'arrêter la liste des personnes susceptibles de bénéficier de la directive 2005/36/CE du 7 septembre 2005 précitée et celle des candidats admis à subir les épreuves de l'examen de contrôle des connaissances prévu au dernier alinéa de l'article 11.

Lorsque le Conseil national des barreaux siège en matière de formation professionnelle, des magistrats et des membres de l'enseignement supérieur lui sont adjoints.

Le Conseil national des barreaux peut, dans les conditions prévues par décret en Conseil d'Etat, assister le conseil de l'ordre dans l'exercice de sa mission définie au 13° de l'article 17.

Article 21-2

Le Conseil national des barreaux est composé d'avocats élus au suffrage direct par deux collèges :

- le collège ordinal, composé des bâtonniers et des membres des conseils de l'ordre ;
- le collège général, composé de l'ensemble des avocats disposant du droit de vote mentionné au deuxième alinéa de l'article 15.

Chaque collège élit la moitié des membres du Conseil national des barreaux.

L'élection dans chaque collège a lieu sur la base d'une ou plusieurs circonscriptions.

En cas de pluralité de circonscriptions, la répartition des sièges à pourvoir entre les circonscriptions est proportionnelle au nombre des avocats inscrits dans chacune d'elles.

Le président de la conférence des bâtonniers et le bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Paris en exercice sont membres de droit du Conseil national des barreaux.

Chapitre III : De la discipline

Article 22

Un conseil de discipline institué dans le ressort de chaque cour d'appel connaît des infractions et fautes commises par les avocats relevant des barreaux qui s'y trouvent établis.

Toutefois, le Conseil de l'ordre du barreau de Paris siégeant comme conseil de discipline connaît des infractions et fautes commises par les avocats qui y sont inscrits.

L'instance disciplinaire compétente en application des alinéas qui précèdent connaît également des infractions et fautes commises par un ancien avocat, dès lors qu'à l'époque des faits il était inscrit au tableau ou sur la liste des avocats honoraires de l'un des barreaux établis dans le ressort de l'instance disciplinaire.

Article 22-1

Le conseil de discipline mentionné au premier alinéa de l'article 22 est composé de représentants des conseils de l'ordre du ressort de la cour d'appel. Aucun conseil de l'ordre ne peut désigner plus de la moitié des membres du conseil de discipline et chaque conseil de l'ordre désigne au moins un représentant. Des membres suppléants sont nommés dans les mêmes conditions.

Peuvent être désignés les anciens bâtonniers, les membres des conseils de l'ordre autres que le bâtonnier en exercice et les anciens membres des conseils de l'ordre ayant quitté leur fonction depuis moins de huit ans.

Le conseil de discipline élit son président.

Les délibérations des conseils de l'ordre prises en application du premier alinéa et l'élection du président du conseil de discipline peuvent être déférées à la cour d'appel.

Le conseil de discipline siège en formation d'au moins cinq membres délibérant en nombre impair. Il peut constituer plusieurs formations, lorsque le nombre des avocats dans le ressort de la cour d'appel excède cinq cents.

La formation restreinte peut renvoyer l'examen de l'affaire à la formation plénière.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Article 22-2
Le Conseil de l'ordre du barreau de Paris siégeant comme conseil de discipline peut constituer plusieurs formations d'au moins cinq membres, délibérant en nombre impair et présidées par un ancien bâtonnier ou à défaut par le membre le plus ancien dans l'ordre du tableau.
Les membres qui composent ces formations disciplinaires peuvent être des membres du conseil de l'ordre autres que le bâtonnier en exercice ou des anciens membres du conseil de l'ordre ayant quitté leur fonction depuis moins de huit ans.
Le président et les membres de chaque formation, ainsi que leurs suppléants, sont désignés par délibération du conseil de l'ordre.
La formation restreinte peut renvoyer l'examen de l'affaire à la formation plénière.

Article 23
L'instance disciplinaire compétente en application de l'article 22 est saisie par le procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle elle est instituée ou le bâtonnier dont relève l'avocat mis en cause.
Ne peut siéger au sein de la formation de jugement l'ancien bâtonnier qui, au titre de ses fonctions antérieures, a engagé la poursuite disciplinaire.
L'instance disciplinaire statue par décision motivée, après instruction contradictoire. Le conseil de l'ordre dont relève l'avocat poursuivi désigne l'un de ses membres pour procéder à l'instruction contradictoire de l'affaire. Ce dernier, s'il est membre titulaire ou suppléant de l'instance disciplinaire, ne peut siéger au sein de la formation de jugement réunie pour la même affaire.
Sa décision peut être déférée à la cour d'appel par l'avocat intéressé, le bâtonnier dont il relève ou le procureur général.

Article 24
Lorsque l'urgence ou la protection du public l'exigent, le conseil de l'ordre peut, à la demande du procureur général ou du bâtonnier, suspendre provisoirement de ses fonctions l'avocat qui en relève lorsque ce dernier fait l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire. Cette mesure ne peut excéder une durée de quatre mois, renouvelable.
Les membres du conseil de l'ordre, membres titulaires ou suppléants du conseil de discipline ou de la formation disciplinaire visée à l'article 22-2, ne peuvent siéger au sein du conseil de l'ordre ou de la formation disciplinaire susvisée lorsqu'ils se prononcent en application du présent article.
Le conseil de l'ordre peut, dans les mêmes conditions, ou à la requête de l'intéressé, mettre fin à cette suspension, hors le cas où la mesure a été ordonnée par la cour d'appel qui demeure compétente.
La suspension provisoire cesse de plein droit dès que les actions pénale et disciplinaire sont éteintes.
Les décisions prises en application du présent article peuvent être déférées à la cour d'appel par l'avocat intéressé, le bâtonnier dont il relève ou le procureur général.

Article 25
Toute juridiction qui estime qu'un avocat a commis à l'audience un manquement aux obligations que lui impose son serment, peut saisir le procureur général en vue de poursuivre cet avocat devant l'instance disciplinaire dont il relève.
Le procureur général peut saisir l'instance disciplinaire qui doit statuer dans le délai de quinze jours à compter de la saisine. Faute d'avoir statué dans ce délai, l'instance disciplinaire est réputée avoir rejeté la demande et le procureur général peut interjeter appel. La cour d'appel ne peut prononcer de sanction disciplinaire qu'après avoir invité le bâtonnier ou son représentant à formuler ses observations.
Lorsque le manquement a été commis devant une juridiction de France métropolitaine et qu'il y a lieu de saisir une instance disciplinaire située dans un département ou un territoire d'outre-mer ou à Mayotte, le délai prévu à l'alinéa précédent est augmenté d'un mois.
Il en est de même lorsque le manquement a été commis devant une juridiction située dans un département ou un territoire d'outre-mer, ou à Mayotte, et qu'il y a lieu de saisir une instance disciplinaire située en France métropolitaine.

Article 25-1
En cas de manquement aux obligations ou de contravention aux règles découlant des dispositions sur la procédure, les avocats encourent les sanctions édictées par lesdites dispositions.

Chapitre IV : De la responsabilité et de la garantie professionnelles

Article 26
Les instances en responsabilité civile contre les avocats suivent les règles ordinaires de procédure.

Article 27
Il doit être justifié, soit par le barreau, soit collectivement ou personnellement par les avocats, soit à la fois par le barreau et par les avocats, d'une assurance garantissant la responsabilité civile profes-

sionnelle de chaque avocat membre du barreau, en raison des négligences et fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions.
Il doit également être justifié d'une assurance au profit de qui il appartiendra, contractée par le barreau ou d'une garantie affectée au remboursement des fonds, effets ou valeurs reçus.
Le bâtonnier informe le procureur général des garanties constituées.
Les responsabilités inhérentes à l'activité de fiduciaire et aux activités visées au deuxième alinéa de l'article 6 et à l'article 6 bis sont supportées exclusivement par les avocats qui les exercent ; elles doivent faire l'objet d'assurances spéciales qui sont contractées à titre individuel ou collectif, dans les conditions fixées par la loi du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance ou, pour l'activité de fiduciaire, de garanties financières.

Chapitre V : Indemnisation. (abrogé)

Chapitre VI : Dispositions transitoires et diverses

Article 42
Les membres de la nouvelle profession d'avocat, à l'exception des avocats salariés qui, avant la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, exerçaient en tant que salariés la profession de conseil juridique, et des mandataires sociaux qui relevaient du régime des salariés, sont affiliés d'office à la Caisse nationale des barreaux français prévue à l'article L. 723-1 du code de la sécurité sociale.
Un décret en Conseil d'Etat prévoit les conditions dans lesquelles, après consultation des caisses de retraite complémentaire, pourront être compensées entre elles les conséquences financières contractuelles des dispositions de l'alinéa précédent.

Article 43
Les obligations de la caisse d'allocation vieillesse des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires au titre du régime de base et du régime complémentaire sont prises en charge par la caisse nationale des barreaux français, dans des conditions fixées par décret, en ce qui concerne les personnes exerçant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou ayant exercé avant cette date la profession d'avoué près les tribunaux de grande instance ou la profession d'agréé près les tribunaux de commerce, ainsi que leurs ayants droit.
La Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales et la caisse d'assurance vieillesse des officiers ministériels, des officiers publics et des compagnies judiciaires au titre du régime de base, du régime complémentaire et du régime invalidité-décès restent tenues aux obligations dont elles sont redevables en ce qui concerne les personnes exerçant à la date d'entrée en vigueur du chapitre Ier de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel ou ayant exercé avant cette date la profession d'avoué près les cours d'appel, leurs conjoints collaborateurs ainsi que leurs ayants droit.
Pour l'application de l'article L. 723-11 du code de la sécurité sociale, la durée d'assurance des avoués devenant avocats tient compte du total du temps passé dans l'une et l'autre professions d'avoué et d'avocat.
Les transferts financiers résultant de l'opération sont fixés par convention entre les caisses intéressées et, à défaut, par décret. Ils prennent en compte les perspectives financières de chacun des régimes.

Article 44
La caisse nationale des barreaux français est substituée aux chambres départementales et régionales d'avoués de grande instance et aux chambres régionales d'agréés ayant souscrit auprès des sociétés d'assurances des conventions instituant des régimes supplémentaires de retraite ; elle est habilitée à souscrire toutes conventions ayant pour objet l'organisation de tels régimes pour l'ensemble de la nouvelle profession.

Article 45
A titre subsidiaire, le fonds garantit le paiement des sommes nécessaires au maintien des droits acquis à la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Si la mise en application de celle-ci a pour conséquence une réduction du nombre de cotisants au régime visé à l'article précédent entraînant la diminution de ces droits, cette garantie s'exerce soit par la prise en charge d'un complément de cotisation, soit par le rachat d'unités de rentes, soit par la constitution de rentes viagères.

Article 46
Les rapports entre les avocats et leur personnel sont régis par la convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats et ses avenants, quel que soit le mode d'exercice de la profession d'avocat.
Toutefois, jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention collective de travail et au plus tard un an après la date fixée à l'article 34 de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel, les rapports entre

les anciens avoués près les cours d'appel devenus avocats et leur personnel demeurent réglés par la convention collective et ses avenants qui leur étaient applicables avant la date d'entrée en vigueur du chapitre Ier de la même loi, y compris pour les contrats de travail conclus après cette date.
Pendant cette période, en cas soit de regroupement d'avocats et d'anciens avoués au sein d'une association ou d'une société, soit de fusion de sociétés ou d'associations, le personnel salarié bénéficie de la convention collective qui lui était applicable avant la date d'entrée en vigueur du chapitre précité ou, à défaut, de la convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats et ses avenants.
A défaut de conclusion d'une nouvelle convention collective de travail à l'expiration du délai prévu au deuxième alinéa, les rapports entre les anciens avoués près les cours d'appel devenus avocats et leur personnel sont régis par la convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats et ses avenants. Les salariés conservent, dans leur intégralité, les avantages individuels qu'ils ont acquis en application de leur ancienne convention collective nationale.
Les clauses des contrats de travail des salariés issus des études d'avoués restent applicables dès lors qu'elles ne sont pas en opposition avec la nouvelle convention collective de travail prévue à l'alinéa précédent ou de la convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats.
Lorsqu'un avoué, à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 précitée, exerce la profession d'avocat, d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, de notaire, de commissaire-priseur judiciaire, de greffier de tribunal de commerce, d'huissier de justice, d'administrateur judiciaire ou de mandataire judiciaire, les salariés qu'il n'a pas licenciés conservent l'ancienneté et les droits acquis liés à leur contrat de travail en vigueur.

Article 47
Dans les instances en cours le 16 septembre 1972, l'avoué antérieurement constitué, s'il est devenu avocat, conservera en tant que tel, dans la suite de la procédure et jusqu'au jugement sur le fond, les attributions qui lui étaient initialement dévolues. De même, l'avocat choisi par la partie aura seul le droit de plaider.

Le tout sous réserve de démission, décès ou radiation de l'un, ou bien d'accord entre eux, ou de décision contraire de la partie intéressée.

Article 48
L'interdiction temporaire d'exercice prononcée contre un avoué ou un agréé près un tribunal de commerce ainsi que les peines disciplinaires prononcées au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi à l'encontre d'un avocat, d'un avoué ou d'un agréé, continuent à produire leurs effets. Il en est de même des sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre d'un avocat ou d'un conseil juridique avant la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ou postérieurement à cette date, en application du présent article, quelle que soit la profession réglementée à laquelle il accède en application de la présente loi.
Les pouvoirs des juridictions disciplinaires du premier degré supprimées par la présente loi sont prorogés à l'effet de statuer sur les procédures pendantes devant elles au jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, ainsi que sur tous faits professionnels antérieurs à cette dernière date.
Les compétences disciplinaires des juridictions du premier degré sont prorogées à l'effet de statuer sur les procédures concernant un conseil juridique pendantes devant elles avant la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, ainsi que sur tous faits professionnels antérieurs à cette date.
Ces juridictions sont également compétentes pour statuer sur les recours contre les décisions des commissions régionales statuant sur les demandes d'honorariat des conseils juridiques ayant renoncé à entrer dans la nouvelle profession.
La cour d'appel et la Cour de cassation demeurent saisies des procédures disciplinaires pendantes devant elles.

Article 49 (abrogé)

Article 50
I.-Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 précitée, auront accompli l'intégralité de la durée du stage nécessaire pour l'inscription sur une liste de conseils juridiques sont dispensées, par dérogation au quatrième alinéa (3°) de l'article 11 et à l'article 12, du certificat d'aptitude à la profession d'avocat et du stage exigé avant l'entrée en vigueur du titre II de la loi n° 2004-130 du 11 février 2004 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires, des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques.

II.-Les avocats titulaires d'une ou plusieurs mentions de spécialisation à la date d'entrée en vigueur de la

loi n° 2011-331 du 28 mars 2011 de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et de certaines professions réglementées peuvent faire le choix, sur justification d'une pratique professionnelle effective dans le domaine revendiqué, d'un ou de deux certificats de spécialisation dont la liste est fixée par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.
Le Conseil national des barreaux détermine les modalités selon lesquelles cette faculté s'accomplit.

III.-Les anciens conseils juridiques qui exercent la profession d'avocat et qui, avant la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 précitée, exerçaient en outre les activités de commissaires aux comptes sont autorisés, à titre dérogatoire, à poursuivre ces dernières activités ; toutefois, ils ne pourront exercer ni cumulativement ni successivement pour une même entreprise ou pour un même groupe d'entreprises les fonctions d'avocat et le mandat de commissaire aux comptes.

IV.-Les personnes en cours de formation professionnelle à la date d'entrée en vigueur du titre II de la loi n° 2004-130 du 11 février 2004 précitée poursuivent leur formation selon les modalités en vigueur avant cette date. Toutefois, les titulaires du certificat d'aptitude à la profession d'avocat n'ayant pas commencé ou terminé leur stage dans les deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du titre II de la loi n° 2004-130 du 11 février 2004 précitée en sont dispensés à l'expiration de cette période de deux ans. Les personnes qui demeurent inscrites sur la liste du stage conservent le droit de participer à l'élection du conseil de l'ordre et du bâtonnier.
En cas d'échec à la dernière session de l'examen d'aptitude à la profession d'avocat organisée avant la date d'entrée en vigueur du titre II de la loi n° 2004-130 du 11 février 2004 précitée, les personnes qui souhaitent reprendre leur formation ou, en cas de deuxième échec, qui y sont autorisées par délibération du conseil d'administration du centre régional de formation professionnelle, sont soumises aux dispositions entrées en vigueur à cette date.

V.-Le chapitre III dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-130 du 11 février 2004 précitée est applicable aux anciens avocats qui étaient inscrits sur la liste du stage à l'époque des faits visés à l'article 22.

VI.-A Mayotte, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, les personnes en cours de formation professionnelle à la date d'entrée en vigueur des articles 1er (I), 6 (I), 8 (I), 10 (I) de l'ordonnance n° 2006-639 du 1er juin 2006 poursuivent leur formation selon les modalités en vigueur avant cette date. Toutefois, les titulaires du certificat d'aptitude à la profession d'avocat n'ayant pas commencé ou terminé leur stage dans les deux ans à compter de la même date en sont dispensés à l'expiration de cette période de deux ans. Les personnes qui demeurent inscrites sur la liste du stage conservent le droit de participer à l'élection du conseil de l'ordre et du bâtonnier.
En cas d'échec à la dernière session de l'examen d'aptitude à la profession d'avocat organisée avant la date d'entrée en vigueur fixée au premier alinéa, les personnes qui souhaitent reprendre leur formation ou, en cas de deuxième échec, qui y sont autorisées par délibération du conseil d'administration du centre régional de formation professionnelle, sont soumises aux dispositions entrées en vigueur à cette date.

Article 51 (abrogé)

Article 52
Il sera organisé une coordination entre les régimes de retraite dont relevaient les clercs, secrétaires et employés d'avoué, d'agréé et d'avocat et les régimes dont ils relèvent ou pourront relever du fait de leur nouvelle profession ou de leur nouvel emploi. Le fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat garantit le paiement des sommes nécessaires au maintien des droits acquis ou en cours d'acquisition à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, y compris en ce qui concerne les régimes de retraite complémentaires.

Article 53
Dans le respect de l'indépendance de l'avocat, de l'autonomie des conseils de l'ordre et du caractère libéral de la profession, des décrets en Conseil d'Etat fixent les conditions d'application du présent titre. Ils présentent notamment :

1° Les conditions d'accès à la profession d'avocat ainsi que les incompatibilités, les conditions d'inscription au tableau et d'omission du tableau et les conditions d'exercice de la profession dans les cas prévus aux articles 6 à 8-1 ;

2° Les règles de déontologie ainsi que la procédure et les sanctions disciplinaires ;

3° Les règles d'organisation professionnelle, notamment la composition des conseils de l'ordre et les modes d'élection, de fonctionnement, de financement et les attributions du Conseil national des barreaux ;

4° Les conditions dans lesquelles l'autorisation prévue au quatrième alinéa de l'article 5 sera donnée ;

5° Les conditions relatives à l'établissement du contrat de collaboration ou du contrat de travail prévu à l'article 7 ;

6° La procédure de règlement des contestations concernant le paiement des frais et honoraires des avocats ;

7° Les conditions d'application du dernier alinéa de l'article 21 ;

8° (Alinéa supprimé).

9° Les conditions d'application de l'article 27 et, notamment, les conditions des garanties, les modalités du contrôle et les conditions dans lesquelles les avocats reçoivent des fonds, effets ou valeurs pour le compte de leurs clients, les déposent , sauf lorsqu'ils agissent en qualité de fiduciaire, dans une caisse créée obligatoirement à cette fin par chaque barreau ou en commun par plusieurs barreaux et en effectuent le règlement ;

10° Les conditions de délivrance d'un certificat de spécialisation et les cas et les conditions dans lesquels une mention de spécialisation pourra être adjointe à la dénomination d'avocat et les dérogations qui pourront y être apportées ;

11° Les modalités de dispense du diplôme et du certificat d'aptitude à la profession d'avocat et les conditions dans lesquelles seront établies les équivalences de titres ou de diplômes mentionnées à l'article 11, ainsi que les conditions dans lesquelles la détention d'un diplôme universitaire d'enseignement supérieur en sciences juridiques ou politiques peut dispenser de tout ou partie de la formation professionnelle ou de tout ou partie des conditions exigées pour la délivrance d'un certificat de spécialisation ;

12° Les conditions d'application de l'article 50 ;

13° Les modalités de la coordination et les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie du fonds d'organisation de la nouvelle profession d'avocat, prévues à l'article 52 ;

14° La composition, les modes d'élection et le fonctionnement des conseils d'administration des centres régionaux de formation professionnelle ;

15° Les mesures nécessaires à l'application de la directive C.E.E. n° 77-249 du 22 mars 1977 du Conseil des communautés européennes.

TITRE II : REGLEMENTATION DE LA CONSULTATION EN MATIERE JURIDIQUE ET DE LA REDACTION D'ACTES SOUS SEING PRIVE

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 54

Nul ne peut, directement ou par personne interposée, à titre habituel et rémunéré, donner des consultations juridiques ou rédiger des actes sous seing privé, pour autrui :

1° S'il n'est titulaire d'une licence en droit ou s'il ne justifie, à défaut, d'une compétence juridique appropriée à la consultation et la rédaction d'actes en matière juridique qu'il est autorisé à pratiquer conformément aux articles 56 à 66.

Les personnes mentionnées aux articles 56, 57 et 58 sont réputées posséder cette compétence juridique.

Pour les personnes exerçant une activité professionnelle réglementée mentionnées à l'article 59, elle résulte des textes les régissant.

Pour chacune des activités non réglementées visées à l'article 60, elle résulte de l'agrément donné, pour la pratique du droit à titre accessoire de celle-ci, par un arrêté, pris après avis d'une commission, qui fixe, le cas échéant, les conditions de qualification ou d'expérience juridique exigées des personnes exerçant cette activité et souhaitant pratiquer le droit à titre accessoire de celle-ci.

Pour chacune des catégories d'organismes visées aux articles 61, 63, 64 et 65, elle résulte de l'agrément donné, pour la pratique du droit à titre accessoire, par un arrêté, pris après avis de la même commission, qui fixe, le cas échéant, les conditions de qualification ou d'expérience juridique exigées des personnes pratiquant le droit sous l'autorité de ces organismes.

La commission mentionnée aux deux alinéas précédents rend son avis dans un délai de trois mois à compter de sa saisine.

Cette commission peut émettre, en outre, des recommandations sur la formation initiale et continue des catégories professionnelles concernées.

Un décret fixe la composition de la commission, les modalités de sa saisine et les règles de son fonctionnement.

L'agrément prévu au présent article ne peut être uti-

lisé à des fins publicitaires ou de présentation de l'activité concernée;

2° S'il a été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

3° S'il a été l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ;

4° S'il a été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 précitée ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 précitée ;

5° S'il ne répond en outre aux conditions prévues par les articles suivants du présent chapitre et s'il n'y est autorisé au titre desdits articles et dans les limites qu'ils prévoient.

Une personne morale dont l'un des dirigeants de droit ou de fait a fait l'objet d'une sanction visée au présent article peut être frappée de l'incapacité à exercer les activités visées au premier alinéa par décision du tribunal de grande instance de son siège social, à la requête du ministère public.
La commission mentionnée au 1° est installée au plus tard dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi n° 97-308 du 7 avril 1997.
La condition de diplôme ou de compétence juridique prévue au 1° est applicable à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la promulgation de la loi n° 97-308 du 7 avril 1997.

Article 55
Toute personne autorisée par le présent chapitre à donner des consultations juridiques ou à rédiger des actes sous seing privé, pour autrui, de manière habituelle et rémunérée, doit être couverte par une assurance souscrite personnellement ou collectivement et garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'elle peut encourir au titre de ces activités.
Elle doit également justifier d'une garantie financière, qui ne peut résulter que d'un engagement de caution pris par une entreprise d'assurance régie par le code des assurances ou par un établissement de crédit habilités à cet effet, spécialement affectée au remboursement des fonds, effets ou valeurs reçus à ces occasions.
En outre, elle doit respecter le secret professionnel conformément aux dispositions des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et s'interdire d'intervenir si elle a un intérêt direct ou indirect à l'objet de la prestation fournie.
Les obligations prévues à l'alinéa précédent sont également applicables à toute personne qui, à titre habituel et gratuit, donne des consultations juridiques ou rédige des actes sous seing privé.

Article 56
Les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, les avocats inscrits à un barreau français, les notaires, les huissiers de justice, les commissaires-priseurs judiciaires, les administrateurs judiciaires et les mandataires-liquidateurs disposent concurremment, dans le cadre des activités définies par leurs statuts respectifs, du droit de donner des consultations juridiques et de rédiger des actes sous seing privé pour autrui.

Article 57
Les personnes entrant dans le champ d'application du décret du 29 octobre 1936 relatif aux cumuls de retraites, de rémunérations et de fonctions, en activité ou en retraite, et dans les conditions prévues par ledit décret, ainsi que les enseignants des disciplines juridiques des établissements privés d'enseignement supérieur reconnus par l'Etat délivrant des diplômes visés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, peuvent donner des consultations en matière juridique.

Article 58
Les juristes d'entreprise exerçant leurs fonctions en exécution d'un contrat de travail au sein d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises peuvent, dans l'exercice de ces fonctions et au profit exclusif de l'entreprise qui les emploie ou de toute entreprise du groupe auquel elle appartient, donner des consultations juridiques et rédiger des actes sous seing privé relevant de l'activité desdites entreprises.

Article 59
Les personnes exerçant une activité professionnelle réglementée peuvent, dans les limites autorisées par la réglementation qui leur est applicable, donner des consultations juridiques relevant de leur activité principale et rédiger des actes sous seing privé qui constituent l'accessoire direct de la prestation fournie.

Article 60
Les personnes exerçant une activité professionnelle non réglementée pour laquelle elles justifient d'une qualification reconnue par l'Etat ou attestée par un

organisme public ou un organisme professionnel agréé peuvent, dans les limites de cette qualification, donner des consultations juridiques relevant directement de leur activité principale et rédiger des actes sous seing privé qui constituent l'accessoire nécessaire de cette activité.

Article 61
Les organismes chargés d'une mission de service public peuvent, dans l'exercice de cette mission, donner des consultations juridiques.

Article 62 (abrogé)

Article 63
Les associations reconnues d'utilité publique, ou dont la mission est reconnue d'utilité publique conformément au code civil local d'Alsace-Moselle, les fondations reconnues d'utilité publique, les associations agréées de consommateurs, les associations agréées exerçant leur activité dans les domaines de la protection de la nature et de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie et du logement, les associations habilitées par la loi à exercer les droits de la partie civile devant la juridiction pénale, les associations familiales et les unions d'associations familiales régies par le code de la famille et de l'aide sociale, les groupements mutualistes régis par le code de la mutualité peuvent donner à leurs membres des consultations juridiques relatives aux questions se rapportant directement à leur objet.

Article 64
Les syndicats et associations professionnels régis par le code du travail peuvent donner des consultations juridiques et rédiger des actes sous seing privé au profit des personnes dont la défense des intérêts est visée par leurs statuts, sur des questions se rapportant directement à leur objet.

Article 65
Les organismes constitués, sous quelque forme juridique que ce soit, entre ou par des organisations professionnelles ou interprofessionnelles ainsi que les fédérations et confédérations de sociétés coopératives peuvent donner des consultations juridiques et rédiger des actes sous seing privé au profit de ces organisations ou de leurs membres, sur des questions se rapportant directement à l'activité professionnelle considérée.

Article 66
Les organes de presse ou de communication au public par voie électronique ne peuvent offrir à leurs lecteurs ou auditeurs de consultations juridiques qu'autant qu'elles ont pour auteur un membre d'une profession juridique réglementée.

Article 66-1
Le présent chapitre ne fait pas obstacle à la diffusion en matière juridique de renseignements et informations à caractère documentaire.

Article 66-2
Sera puni des peines prévues à l'article 72 quiconque aura, en violation des dispositions du présent chapitre, donné des consultations ou rédigé pour autrui des actes sous seing privé en matière juridique.

Article 66-3
Les organismes chargés de représenter les professions visées à l'article 56 et les organisations professionnelles représentatives de ces professions peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions prévues à l'article 66-2.

Chapitre 1er bis : le contreseing de l'avocat

Article 66-3-1
En contresignant un acte sous seing privé, l'avocat atteste avoir éclairé pleinement la ou les parties qu'il conseille sur les conséquences juridiques de cet acte.

Article 66-3-2
L'acte sous seing privé contresigné par les avocats de chacune des parties ou par l'avocat de toutes les parties fait pleine foi de l'écriture et de la signature de celles-ci tant à leur égard qu'à celui de leurs héritiers ou ayants cause. La procédure de faux prévue par le code de procédure civile lui est applicable.

Article 66-3-3
L'acte sous seing privé contresigné par avocat est, sauf disposition dérogeant expressément au présent article, dispensé de toute mention manuscrite exigée par la loi.

Chapitre II : Dispositions diverses

Article 66-4
Sera puni des peines prévues à l'article 72 quiconque se sera livré au démarchage en vue de donner des consultations ou de rédiger des actes en matière juridique. Toute publicité aux mêmes fins est subordonnée au respect de conditions fixées par le décret visé à l'article 66-6.

Article 66-5
En toutes matières, que ce soit dans le domaine du conseil ou dans celui de la défense, les consultations adressées par un avocat à son client ou destinées à celui-ci, les correspondances échangées entre le client et son avocat, entre l'avocat et ses confrères à l'exception pour ces dernières de celles portant la mention " officielle ", les notes d'entretien et, plus généralement, toutes les pièces du dossier sont couvertes par le secret professionnel.
Ces dispositions ne font pas obstacle, à compter de la conclusion d'un contrat de fiducie, à l'application à l'avocat qui a la qualité de fiduciaire, de la réglementation spécifique à cette activité, sauf pour les correspondances, dépourvues de la mention " officielle ", adressées à cet avocat par un confrère non avisé qu'il agit en cette qualité.
Le présent article ne fait pas obstacle à l'obligation pour un avocat de communiquer les contrats mentionnés à l'article L. 222-7 du code du sport et le contrat par lequel il est mandaté pour représenter l'une des parties intéressées à la conclusion de l'un de ces contrats aux fédérations sportives délégataires et, le cas échéant, aux ligues professionnelles qu'elles ont constituées, dans les conditions prévues à l'article L. 222-18 du même code.

Article 66-6
Les modalités d'application du présent titre sont précisées par un décret en Conseil d'Etat.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 67
L'avocat qui exerce ses activités en France peut faire précéder ou suivre son nom de celui de l'association, de la société ou du groupement d'avocats auquel il appartient.
Les sociétés ou les groupements de conseils existant à la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques pourront conserver leur dénomination sociale, même si celle-ci n'est pas constituée du nom des associés ou anciens associés, et l'utiliser en cas de fusion ou scission.
Les avocats, les associations d'avocats ou les sociétés d'avocats qui sont affiliés à un réseau pluridisciplinaire, national ou international, mentionnent leur appartenance à ce réseau.

Article 68
Les avocats qui ont prêté serment avant la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques sont dispensés de le prêter à nouveau selon la formule de l'article 3.

Article 71
A modifié les dispositions suivantes :
· Modifie CODE PENAL - art. 408 (Ab)

Article 72
Sera puni d'une amende de 4500 euros et, en cas de récidive, d'une amende de 9000 euros et d'un emprisonnement de six mois ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura, n'étant pas régulièrement inscrit au barreau, exercé une ou plusieurs des activités réservées au ministère des avocats dans les conditions prévues à l'article 4, sous réserve des conventions internationales.

Article 73
Toute personne qui, dans la dénomination d'un groupement professionnel constitué sous quelque forme que ce soit, utilise, en dehors des cas prévus par la loi, le mot "ordre" est passible des peines [*sanctions pénales*] prévues à l'article 72.

Article 74
Quiconque aura fait usage, sans remplir les conditions exigées pour le porter, d'un titre tendant à créer, dans l'esprit du public, une confusion avec le titre et la profession réglementés par la présente loi sera puni des peines encourues pour le délit d'usurpation de titre prévu par l'article 433-17 du code pénal [*sanctions pénales*]. Les mêmes peines seront applicables à celui qui aura fait usage du titre de conseil juridique ou d'un titre équivalent pouvant prêter à confusion, sous réserve des dispositions du quatrième et du cinquième alinéas du paragraphe I de l'article 1er de la présente loi.

Article 75 (abrogé)

Article 76
Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi, et notamment :
Les articles 24 et 29 de la loi du 22 ventôse an XII modifiée relative aux écoles de droit ;
Les articles 2 et 4 de la loi n° 54-390 du 8 avril 1954 constatant la nullité de l'acte dit loi n° 2525 du 26 juin 1941 instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat ;
L'ordonnance n° 45-2594 du 2 novembre 1945 portant statut des agréés près les tribunaux de commerce ;
L'article 39 de la loi de finances rectificative n° 62-873 du 31 juillet 1962.
Cesse de recevoir application en tant qu'elle

concerne les avocats, la loi n° 57-1420 du 31 décembre 1957 sur le recouvrement des honoraires des avocats.
Sont abrogés en tant qu'ils concernent les avoués près les tribunaux de grande instance :
La loi du 27 ventôse an VIII sur l'organisation des tribunaux ;
Les articles 27, 31, 32 de la loi du 22 ventôse an XII relative aux écoles de droit ;
La loi du 20 avril 1810 sur l'organisation de l'ordre judiciaire et d'administration de la justice ;
Les articles 3, 4, 5, 6, 7 du décret du 2 juillet 1812, modifié par l'ordonnance du 27 février 1822, par le décret du 29 mai 1910 et par la loi du 2 avril 1942, validée par l'ordonnance du 9 octobre 1945 sur la faculté de plaider reconnue aux avoués en matière civile ou correctionnelle ;
L'article 91 de la loi du 28 avril 1816 sur les finances ;
Le décret du 25 juin 1878 relatif à la plaidoirie des avoués près les tribunaux de grande instance ;
La loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux notaires, avoués, huissiers ;
L'ordonnance n° 45-2591 du 2 novembre 1945 relative au statut des avoués ;
L'ordonnance n° 45-1418 du 28 juin 1945 relative à la discipline de certains officiers ministériels.
Dans toute disposition législative applicable à la date d'entrée en vigueur du titre Ier de la loi n° 90-1259 du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, le mot : "avocat" est substitué aux mots : "conseil juridique".

Article 77 (abrogé)

Article 78 (abrogé)

Article 79 (abrogé)

Article 80
La présente loi sera applicable dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, à l'exception du chapitre V de son titre Ier, et sous réserve du maintien des règles de procédure civile et d'organisation judiciaire locales.

Article 81-1
L'article 14-1 est applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

Article 82 (abrogé)

TITRE IV : DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXERCICE PERMANENT DE LA PROFESSION D'AVOCAT EN FRANCE PAR LES RESSORTISSANTS DES ETATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE AYANT ACQUIS LEUR QUALIFICATION DANS UN AUTRE ETAT MEMBRE

Chapitre Ier : Dispositions relatives à l'exercice permanent sous le titre professionnel d'origine

Article 83
Tout ressortissant de l'un des Etats membres de la Communauté européenne peut exercer en France la profession d'avocat à titre permanent sous son titre professionnel d'origine, à l'exclusion de tout autre, si ce titre professionnel figure sur une liste fixée par décret.
Dans ce cas, il est soumis aux dispositions de la présente loi, sous réserve des dispositions du présent chapitre.

Article 84
L'avocat souhaitant exercer à titre permanent sous son titre professionnel d'origine est inscrit sur une liste spéciale du tableau du barreau de son choix. Cette inscription est de droit sur production d'une attestation délivrée par l'autorité compétente de l'Etat membre de la Communauté européenne auprès de laquelle il est inscrit, établissant que ladite autorité lui reconnaît le titre.
L'avocat exerçant à titre permanent sous son titre professionnel d'origine fait partie du barreau auprès duquel il est inscrit dans les conditions prévues à l'article 15. Il participe à l'élection des membres du Conseil national des barreaux.
La privation temporaire ou définitive du droit d'exercer la profession dans l'Etat où le titre a été acquis entraîne le retrait temporaire ou définitif du droit d'exercer. Le conseil de l'ordre est compétent pour prendre la décision tirant les conséquences de celle prononcée dans l'Etat d'origine.

Article 85
Le titre professionnel d'origine dont il est fait usage ne peut être mentionné que dans la ou l'une des langues officielles de l'Etat membre où il a été acquis.
La mention du titre professionnel d'origine est toujours suivie de l'indication de l'organisation professionnelle dont l'intéressé relève ou de la juridiction auprès de laquelle il est inscrit dans l'Etat membre où le titre a été acquis, ainsi que de celle du barreau auprès duquel il est inscrit en France.

Article 86
L'avocat exerçant à titre permanent sous son titre professionnel d'origine est tenu de s'assurer pour les risques et selon les règles prévus à l'article 27.
Il est réputé satisfaire à l'obligation prévue au premier alinéa s'il justifie avoir souscrit, selon les règles de l'Etat membre où le titre a été acquis, des assurances et garanties équivalentes. A défaut d'équivalence dûment constatée par le conseil de l'ordre, l'intéressé est tenu de souscrire une assurance ou une garantie complémentaire.

Article 87
L'avocat inscrit sous son titre professionnel d'origine peut exercer selon les modalités prévues aux articles 7 et 8.
Il peut également, après en avoir informé le conseil de l'ordre qui a procédé à son inscription, exercer au sein ou au nom d'un groupement d'exercice régi par le droit de l'Etat membre où le titre a été acquis, à condition :

1° Que plus de la moitié du capital et des droits de vote soit détenue par des personnes exerçant au sein ou au nom du groupement d'exercice sous le titre d'avocat ou sous l'un des titres figurant sur la liste prévue à l'article 83 ;

2° Que le complément du capital et des droits de vote soit détenu par des personnes exerçant la profession d'avocat, sous le titre d'avocat ou sous l'un des titres figurant sur la liste prévue à l'article 83, ou par des personnes exerçant l'une des autres professions libérales juridiques ou judiciaires soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

3° Que les titulaires des pouvoirs de direction, d'administration et de contrôle exercent leur profession au sein ou au nom du groupement ;

4° Que l'usage de la dénomination du groupement soit réservé aux seuls membres des professions mentionnées au 1°.

Lorsque les conditions prévues aux 1° à 4° ne sont pas remplies, l'intéressé ne peut exercer que selon les modalités prévues au premier alinéa. Il peut toutefois faire mention de la dénomination du groupement au sein ou au nom duquel il exerce dans l'Etat d'origine.
L'avocat inscrit sous son titre professionnel d'origine peut, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, exercer en France au sein ou au nom d'une société régie par le droit de l'Etat membre où le titre a été acquis et ayant pour objet l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé.

Article 88
Avant l'engagement de poursuites disciplinaires à l'encontre d'un avocat exerçant sous son titre professionnel d'origine, le bâtonnier en informe l'autorité compétente de l'Etat membre où l'intéressé est inscrit, qui doit être mise en mesure de formuler ses observations écrites à ce stade et lors du déroulement, le cas échéant, de la procédure disciplinaire, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.
Lorsque la poursuite disciplinaire est engagée sur le fondement de l'article 25, le délai prévu au deuxième alinéa dudit article est augmenté d'un mois.

Chapitre II : Dispositions relatives à l'accès des ressortissants communautaires à la profession d'avocat

Article 89
L'avocat exerçant sous son titre professionnel d'origine, qui justifie d'une activité effective et régulière sur le territoire national d'une durée au moins égale à trois ans en droit français, est, pour accéder à la profession d'avocat, dispensé des conditions résultant des dispositions prises pour l'application de la directive 2005 / 36 / CE du 7 septembre 2005 précitée. Il justifie de cette activité auprès du conseil de l'ordre du barreau au sein duquel il entend exercer sous le titre d'avocat.
Lorsque l'avocat exerçant sous son titre professionnel d'origine justifie d'une activité effective et régulière sur le territoire national d'une durée au moins égale à trois ans, mais d'une durée moindre en droit français, le conseil de l'ordre apprécie le caractère effectif et régulier de l'activité exercée ainsi que la capacité de l'intéressé à poursuivre celle-ci.

Article 90
Lors de l'examen de la demande de l'intéressé, le conseil de l'ordre assure le secret des informations le concernant.
Lorsque l'intéressé satisfait aux conditions de l'article 89, le conseil de l'ordre ne peut refuser son inscription que sur le fondement des dispositions des 4°, 5° et 6° de l'article 11, en cas d'incompatibilité ou pour un autre motif tiré d'une atteinte à l'ordre public.
Il est procédé à son inscription au tableau après que l'intéressé a prêté le serment prévu à l'article 3.

L'avocat inscrit au tableau de l'ordre en application des dispositions du présent chapitre peut faire suivre son titre d'avocat de son titre professionnel d'origine, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article 85.

Chapitre III : Dispositions diverses

Article 91
L'exercice de la profession d'avocat par un avocat ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France est exclusif de toute participation, même à titre occasionnel, à l'exercice de fonctions au sein d'une juridiction.

Article 92
Les barreaux, chacun pour ce qui le concerne, collaborent avec les autorités compétentes des Etats membres de la Communauté européenne et leur apportent l'assistance nécessaire pour faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un Etat membre autre que celui où la qualification a été acquise.

Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat

Décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat

TITRE 1ER : L'ORGANISATION ET L'ADMINISTRATION DES BARREAUX

Chapitre Ier : Les barreaux

Article 1
Les avocats établis près de chaque tribunal de grande instance forment un barreau. Le barreau comprend les avocats inscrits au tableau.

Article 2
Les avocats établis auprès de plusieurs tribunaux de grande instance situés dans le ressort d'une même cour d'appel peuvent, par décision votée à la majorité des voix des avocats de chaque barreau, se grouper pour former un seul barreau.

Article 3
L'assemblée générale de l'ordre des avocats est composée des avocats disposant du droit de vote mentionné au deuxième alinéa de l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 susvisée.

Article 4
Sous réserve des dispositions de l'article 16 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, chaque barreau est administré par un conseil de l'ordre des avocats, dont la composition est déterminée ainsi qu'il suit :
- trois membres dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est de huit à quinze ;
- six membres dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est de seize à trente ;
- neuf membres dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est de trente et un à cinquante ;
- douze membres dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est de cinquante et un à cent ;
- dix-huit membres dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est de cent un à deux cents ;
- vingt et un membres dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est de deux cent un à mille ;
- vingt-quatre membres dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est supérieur à mille ;
- quarante-deux membres à Paris.

Le conseil de l'ordre ne siège valablement que si plus de la moitié de ses membres sont présents. Il statue à la majorité des voix.

NOTA :
Décret n° 2011-1985 du 28 décembre 2011 art 13 I : les présentes dispositions s'appliquent, dans chaque barreau, à compter de la première élection du bâtonnier ou de l'avocat destiné à lui succéder, à l'exclusion de la confirmation par l'assemblée générale de l'ordre, suivant la publication du présent décret.

Article 4-1
La délibération du conseil de l'ordre, qui fixe la composition des formations prévues au deuxième alinéa du 1° de l'article 17 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, est notifiée au procureur général par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Par dérogation au dernier alinéa de l'article 4, la formation restreinte ne peut siéger valablement que si plus des deux tiers de ses membres sont présents.
La formation restreinte ne peut renvoyer l'examen de l'affaire à la formation plénière qu'après audition du candidat à l'inscription au barreau ou de l'avocat concerné.
Lorsqu'il existe plusieurs formations restreintes au sein d'un même conseil de l'ordre, la répartition des affaires est effectuée selon les modalités fixées par le règlement intérieur.

Article 5
Les membres du conseil de l'ordre sont élus pour trois ans au scrutin secret uninominal majoritaire à deux tours par l'assemblée générale de l'ordre.
Le conseil de l'ordre est renouvelable par tiers chaque année. Le règlement intérieur fixe les modalités de l'élection.
Les membres du conseil de l'ordre sont immédiatement rééligibles à l'expiration d'un premier mandat. A l'expiration du deuxième de deux mandats successifs, les membres sortants, à l'exception des anciens bâtonniers, ne sont rééligibles qu'après un délai de deux ans. Ce délai est réduit à un an dans les barreaux de moins de seize avocats disposant du droit de vote.
En cas d'égalité des voix, l'avocat le plus âgé est proclamé élu.

Article 6
Le conseil de l'ordre est présidé par un bâtonnier élu pour deux ans au scrutin secret majoritaire à deux tours par l'assemblée générale de l'ordre suivant les modalités fixées par le règlement intérieur. Si aucun des candidats n'a obtenu au premier tour la majo-

rité des suffrages exprimés, seuls peuvent se présenter au deuxième tour les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de ces suffrages. En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est proclamé élu.
Toute candidature à l'élection mentionnée au précédent alinéa peut être présentée conjointement avec celle d'un avocat appelé à exercer les fonctions de vice-bâtonnier. En cas de candidatures conjointes, la désignation du bâtonnier entraîne celle du vice-bâtonnier. Le vice-bâtonnier exerce ses fonctions pendant toute la durée du mandat du bâtonnier. Il siège au sein du conseil de l'ordre avec voix consultative.
L'élection du bâtonnier et, le cas échéant, de l'avocat appelé à exercer les fonctions de vice-bâtonnier précède l'élection des membres du conseil de l'ordre.
Le bâtonnier n'est pas immédiatement rééligible en qualité de bâtonnier. Toutefois, dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote n'est pas supérieur à trente, le bâtonnier peut exercer deux mandats successifs.
A l'expiration de son mandat, le vice-bâtonnier n'est pas immédiatement rééligible à cette fonction. Les fonctions de vice-bâtonnier sont incompatibles avec celles de membre du conseil de l'ordre.
Sauf dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote n'est pas supérieur à trente, il est procédé, à une date fixée par le règlement intérieur, à l'élection d'un avocat destiné à succéder au bâtonnier sous réserve de confirmation par l'assemblée générale de l'ordre, dans les conditions prévues au premier alinéa, à l'expiration du mandat du bâtonnier en fonctions.L'élection de cet avocat a lieu dans les mêmes formes.L'avocat ainsi désigné, s'il n'est pas membre du conseil de l'ordre, siège au sein de celui-ci avec voix consultative jusqu'à la fin du mandat du bâtonnier.
Toute candidature à l'élection mentionnée à l'alinéa précédent peut être présentée conjointement avec celle d'un avocat appelé à exercer les fonctions de vice-bâtonnier, sous réserve de confirmation par l'assemblée générale de l'ordre dans les conditions prévues au précédent alinéa. L'avocat ainsi désigné, s'il n'est pas membre du conseil de l'ordre, siège au sein de celui-ci avec voix consultative jusqu'à la fin du mandat du bâtonnier.

NOTA :
Décret n° 2011-1985 du 28 décembre 2011 art 13 I : les présentes dispositions s'appliquent, dans chaque barreau, à compter de la première élection du bâtonnier ou de l'avocat destiné à lui succéder, à l'exclusion de la confirmation par l'assemblée générale de l'ordre, suivant la publication du présent décret.

Article 6-1
Tous les deux ans dans le premier mois de l'année civile, les bâtonniers des barreaux d'une même cour d'appel désignent à la majorité celui d'entre eux chargé, en qualité de bâtonnier en exercice, de les représenter pour traiter des questions mentionnées au dernier alinéa de l'article 21 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée. La décision est communiquée sans délai au premier président de la cour d'appel et au procureur général près cette même cour.
En l'absence de désignation à l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, le bâtonnier du barreau du tribunal de grande instance situé au siège de la cour d'appel ou, à défaut, du tribunal de grande instance le plus proche de la cour assure cette représentation.

Article 7
Le bâtonnier peut déléguer une partie de ses pouvoirs au vice-bâtonnier, s'il en existe, ainsi que, pour un temps limité, à un ou plusieurs membres du conseil de l'ordre. En cas d'absence ou d'empêchement temporaire, il peut, pour la durée de cette absence ou de cet empêchement, déléguer la totalité de ses pouvoirs au vice-bâtonnier ou, à défaut, à un ou plusieurs membres du conseil de l'ordre.
Le bâtonnier peut également déléguer les pouvoirs qu'il tient du dernier alinéa de l'article 7 et du troisième alinéa de l'article 21 de la loi du 31 décembre 1971 précitée aux anciens bâtonniers de l'ordre et aux anciens membres du conseil de l'ordre inscrits sur une liste qu'il dresse chaque année après délibération du conseil de l'ordre.

NOTA :
Décret n° 2011-1985 du 28 décembre 2011 art 13 I : les dispositions de l'article 7 telles qu'elles résultent de l'article 5 1° du présent décret, s'appliquent, dans chaque barreau, à compter de la première élection du bâtonnier ou de l'avocat destiné à lui succéder, à l'exclusion de la confirmation par l'assemblée générale de l'ordre, suivant la publication du présent décret.

Article 8
Ne peut être élu aux fonctions de bâtonnier, de vice-bâtonnier ou de membre du conseil de l'ordre qu'un avocat inscrit au tableau. Une société ou groupement d'avocats ne peut être élu à ces fonctions.

NOTA :
Décret n° 2011-1985 du 28 décembre 2011 art 13 I : les présentes dispositions s'appliquent, dans chaque barreau, à compter de la première élection

du bâtonnier ou de l'avocat destiné à lui succéder, à l'exclusion de la confirmation par l'assemblée générale de l'ordre, suivant la publication du présent décret.

Article 9
Dans les barreaux qui comprennent plus de seize avocats disposant du droit de vote, ne peuvent être élus aux fonctions de bâtonnier, de vice-bâtonnier ou de membre du conseil de l'ordre, sous réserve des dispositions de l'article 8, que les avocats disposant du droit de vote et qui ont prêté serment depuis plus de quatre ans au 1er janvier de l'année au cours de laquelle a lieu l'élection.

NOTA :
Décret n° 2011-1985 du 28 décembre 2011 art 13 I : les présentes dispositions s'appliquent, dans chaque barreau, à compter de la première élection du bâtonnier ou de l'avocat destiné à lui succéder, à l'exclusion de la confirmation par l'assemblée générale de l'ordre, suivant la publication du présent décret.

Article 10
Les élections générales ont lieu dans les trois mois qui précèdent la fin de l'année civile, à la date fixée par le conseil de l'ordre. Les élections partielles ont lieu dans les trois mois de l'événement qui les rend nécessaires.
Quelle que soit la date de l'élection, les mandats du bâtonnier et des membres du conseil de l'ordre commencent au début de l'année civile suivante pour se terminer à la fin d'une année civile.
Lorsque, pour quelque cause que ce soit, le bâtonnier ou un membre du conseil de l'ordre cesse ses fonctions avant le terme normal de son mandat, il est procédé à l'élection d'un remplaçant pour la période restant à courir jusqu'à ce terme. Quand cette période est inférieure à un an, la réélection est immédiatement possible en la même qualité ; les réélections suivantes sont soumises aux dispositions des articles 5 et 6.

Article 11
Lorsque le nombre des avocats inscrits à un barreau devient au moins égal à huit, le bâtonnier et les membres du conseil de l'ordre sont élus dans le délai d'un mois à partir de la dernière inscription. Le bâtonnier et les membres du conseil de l'ordre entrent en fonction dès la proclamation des résultats.
Si l'élection intervient au cours du premier semestre de l'année, le premier renouvellement partiel a lieu, la même année, à la période prévue au premier alinéa de l'article 10. Si l'élection intervient au cours du deuxième semestre de l'année, le premier renouvellement partiel a lieu l'année suivante, à la période prévue au premier alinéa de l'article 10. En vue des deux premiers renouvellements partiels du conseil de l'ordre, les membres sortants sont désignés par voie de tirage au sort.
Quelle que soit la date de son élection, le mandat du bâtonnier se termine à la fin de la seconde année qui suit celle de son élection.

Article 12
Les avocats disposant du droit de vote peuvent déférer les élections à la cour d'appel dans le délai de huit jours qui suivent ces élections.
La réclamation est formée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au secrétariat-greffe de la cour d'appel ou remise contre récépissé au greffier en chef. Dans tous les cas, l'intéressé avise sans délai de sa
réclamation le procureur général et le bâtonnier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Le procureur général peut déférer les élections à la cour d'appel dans le délai de quinze jours à partir de la notification qui lui a été faite par le bâtonnier du procès-verbal des élections. Il informe dans le même délai le bâtonnier de son recours, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 13
Sous réserve des dispositions particulières contenues dans le présent décret, les décisions relatives à l'inscription, au refus d'inscription au tableau, à l'omission du tableau, à l'inscription d'une mention de spécialisation ou au refus d'une telle inscription et au contrat de collaboration ou de travail ainsi que les décisions prises en matière disciplinaire sont notifiées, dans les quinze jours de leur date, au procureur général et à l'avocat concerné, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Sous réserve des dispositions particulières contenues dans le présent décret, toute délibération de caractère réglementaire est notifiée au procureur général, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et portée à la connaissance des avocats inscrits au tableau, dans les quinze jours de sa date.
Les délibérations relatives à l'établissement ou à la modification du règlement intérieur sont, en outre, communiquées au premier président de la cour d'appel, au président du tribunal de grande instance et portées à la connaissance des avocats inscrits au tableau. Une copie du règlement intérieur et des modifications intervenues est également déposée au greffe de chaque juridiction près laquelle est établi un barreau et tenue à la disposition de tout intéressé.

Article 14
Le procureur général peut déférer à la cour d'appel, conformément au premier alinéa de l'article 19 de la loi du 31 décembre 1971 précitée et dans les conditions prévues à l'article 16, une délibération ou une décision du conseil de l'ordre. Il en avise le bâtonnier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 15
Lorsqu'un avocat s'estimant lésé dans ses intérêts professionnels par une délibération ou une décision du conseil de l'ordre entend la déférer à la cour d'appel, conformément au deuxième alinéa de l'article 19 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, il saisit préalablement de sa réclamation le bâtonnier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication de la délibération ou de la décision.
La décision du conseil de l'ordre sur la réclamation doit être notifiée à l'avocat intéressé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai d'un mois à compter de la réception de la lettre recommandée prévue au premier alinéa.
En cas de décision de rejet de la réclamation, l'avocat peut la déférer à la cour d'appel dans les conditions prévues à l'article 16. Si, dans le délai d'un mois prévu au deuxième alinéa du présent article, aucune décision n'a été notifiée, la réclamation est considérée comme rejetée et l'avocat peut déférer dans les mêmes conditions à la cour d'appel le rejet de sa réclamation.

Article 16
Le recours devant la cour d'appel est formé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au secrétariat-greffe de la cour d'appel ou remis contre récépissé au greffier en chef. Il est instruit et jugé selon les règles applicables en matière contentieuse à la procédure sans représentation obligatoire.
Le délai du recours est d'un mois.
Sauf en matière disciplinaire, le conseil de l'ordre est partie à l'instance.
La cour d'appel statue en audience solennelle dans les conditions prévues à l'article R. 212-5 du code de l'organisation judiciaire et en la chambre du conseil, après avoir invité le bâtonnier à présenter ses observations. Toutefois, à la demande de l'intéressé, les débats se déroulent en audience publique ; mention en est faite dans la décision.
La décision de la cour d'appel est notifiée par le secrétariat-greffe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au procureur général, au bâtonnier et à l'intéressé.
Le délai d'appel suspend l'exécution de la décision du conseil de l'ordre. L'appel exercé dans ce délai est également suspensif.

Article 17
Les délibérations du barreau ont lieu en assemblée générale, selon des modalités fixées par le règlement intérieur.

Article 18
L'assemblée générale ne peut examiner que les questions qui lui sont respectivement soumises soit par le conseil de l'ordre, soit par un de ses membres, à la condition qu'il en informe le conseil de l'ordre quinze jours à l'avance.
Le conseil de l'ordre délibère dans le délai de trois mois sur les avis et les vœux exprimés par l'assemblée générale.
En cas de rejet, le conseil motive sa décision. Les décisions du conseil sont portées à la connaissance de la plus prochaine réunion de l'assemblée générale. Elles sont consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de tous les avocats.

Chapitre II : Le Conseil national des barreaux
Section I : Composition et fonctionnement

Article 19
Le Conseil national des barreaux est composé de quatre-vingts membres élus pour trois ans ainsi que du président de la conférence des bâtonniers et du bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Paris.
Les membres élus du Conseil national des barreaux sont immédiatement rééligibles à l'expiration du premier mandat. A l'expiration du deuxième de deux mandats successifs, les membres sortants ne sont rééligibles qu'après un délai de trois ans.

Article 20
Le collège ordinal et le collège général sont divisés en deux circonscriptions, l'une nationale, à l'exception du barreau de Paris, l'autre correspondant à ce barreau.

Article 21
Le président du Conseil national des barreaux porte, avant le 1er juillet de l'année de l'élection, à la connaissance de chaque bâtonnier et des présidents des organisations professionnelles d'avocats ayant obtenu des sièges lors de la précédente élection au Conseil national des barreaux, le nombre des sièges devant être pourvus dans chaque circonscription pour le collège ordinal et le collège général. La répartition, établie selon la règle de proportionnalité

prévue par la loi du 30 décembre 1995 susvisée, est la même dans chaque collège. Lorsque l'application de cette règle n'aboutit pas à un nombre entier de sièges, le siège restant est attribué à celle des circonscriptions qui obtient le résultat le plus élevé ou, en cas d'égalité, à la circonscription autre que celle de Paris.

Article 22
Le collège ordinal est composé, dans chacune des circonscriptions, du ou des bâtonniers et des membres du ou des conseils de l'ordre exerçant leurs fonctions dans la circonscription concernée.
Sont éligibles par ce collège, au scrutin uninominal majoritaire à un tour, les bâtonniers, anciens bâtonniers et membres et anciens membres des conseils de l'ordre exerçant la profession d'avocat, ainsi que les présidents et membres des anciennes commissions nationale et régionales des conseils juridiques exerçant la profession d'avocat.

Article 23
Le collège général est composé, dans chacune des circonscriptions, des avocats disposant du droit de vote défini à l'article 15 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.
Sont éligibles par ce collège, au scrutin de liste proportionnel avec attribution du reste à la plus forte moyenne, les avocats inscrits au tableau au 1er janvier de l'année du scrutin.
Chaque liste doit comporter un nombre de candidats correspondant au nombre de sièges à pourvoir.

Article 24
Dans chaque barreau, le bâtonnier est chargé de l'organisation des opérations électorales et du dépouillement des votes.

Article 25
Le bâtonnier communique au président du Conseil national des barreaux, avant le 1er mars de l'année de l'élection, le nombre des membres de son barreau ayant, au 1er janvier de l'année du scrutin, la qualité d'électeur dans le collège général, telle que définie à l'article 15, alinéa 2, de la loi du 31 décembre 1971 précitée.
Avant la même date, chaque bâtonnier de la circonscription nationale détermine et communique au président, pour le collège ordinal de son barreau, le nombre de voix dont dispose chaque électeur en divisant le nombre d'avocats disposant du droit de vote au 1er janvier de l'année du scrutin par le nombre d'électeurs, le quotient étant arrondi au nombre entier inférieur. Chaque électeur dispose d'un bulletin de vote portant le nombre de voix dont il dispose.
Dans la circonscription de Paris, chaque électeur du collège ordinal dispose d'une voix.

Article 26
Les opérations de vote se déroulent dans chaque barreau, chaque électeur votant dans son barreau.
Les déclarations de candidature, individuelles pour le collège ordinal et par listes pour le collège général, doivent être remises contre récépissé au président du Conseil national des barreaux, au plus tard la dernière semaine du mois de septembre.
Dans le collège général, chaque liste comporte mention de son titre, qui peut être le nom ou les initiales d'une organisation professionnelle ou syndicale, à condition qu'il soit justifié, lors de la déclaration de candidature, de l'accord exprès de cette organisation ou de ce syndicat. Cet accord peut être annexé dans un document séparé. La liste comporte les nom et prénoms de chaque candidat, le barreau auquel il appartient, la date d'inscription au tableau, le mode d'exercice de la profession et la signature de l'intéressé. Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste ou dans deux collèges.

Article 27
Dans la semaine suivant la date de clôture du dépôt des listes, le président du Conseil national des barreaux fixe la date du scrutin, qui a lieu le même jour pour les deux collèges et dans les deux mois précédant l'expiration du mandat des membres en exercice.

Article 28
Le vote a lieu au scrutin secret et, pour ce qui concerne le collège général, sans panachage ni vote préférentiel.
Les électeurs peuvent voter par procuration. Chaque mandataire ne peut disposer de plus d'une procuration.
Les électeurs peuvent également voter à distance par voie électronique, lorsque l'ordre dont ils relèvent a adopté les dispositions techniques nécessaires. Dans ce cas, quinze jours au moins avant la date du scrutin, l'ordre porte à la connaissance de chacun de ses membres disposant du droit de vote les modalités pratiques du scrutin et lui adresse un code personnel et confidentiel.
Le dépouillement a lieu à la clôture du scrutin dans chaque barreau. Les résultats sont consignés dans des procès-verbaux établis en double exemplaire et signés par le bâtonnier et les scrutateurs.
Le premier exemplaire est transmis sans délai par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au président du Conseil national des barreaux.
Le deuxième exemplaire est conservé avec les bul-

letins de vote préalablement placés dans une enveloppe scellée par le bâtonnier.
Le recensement général des votes est effectué par le bureau du Conseil national des barreaux. Il en est dressé procès-verbal.

Article 29
I. - Sont élus dans le collège ordinal les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages, dans la limite des postes à pourvoir dans chaque circonscription.

II. - Dans le collège général, seules les listes ayant obtenu au moins 4 p. 100 des suffrages exprimés dans l'une des circonscriptions sont attributaires des sièges dans cette circonscription.
Il est attribué à chaque liste autant d'élus que le nombre de suffrages obtenus dans les bureaux de vote ci-dessus déterminés contient de fois le quotient électoral.
Le quotient électoral est égal au nombre total des suffrages obtenus par les différentes listes ayant atteint 4 p. 100 divisé par le nombre de sièges à pourvoir.
Les sièges non pourvus par application du quotient sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne.
A cet effet, le nombre de voix obtenues par chaque liste est divisé par le nombre, augmenté d'une unité, des sièges déjà attribués à la liste.
Le premier siège non pourvu est attribué à la liste ayant le plus fort résultat.
Il est procédé successivement à la même opération pour chacun des sièges non pourvus.

Article 30
Dans l'un ou l'autre collège, en cas d'égalité de voix, le candidat proclamé élu est celui dont la date d'inscription à un tableau est la plus ancienne et, à égalité d'ancienneté, le candidat le plus âgé.

Article 31
Un procès-verbal des opérations de vote est établi et communiqué à chaque bâtonnier ainsi qu'aux présidents des organisations professionnelles visées à l'article 21.

Article 32
Si un membre du Conseil national des barreaux vient à cesser ses fonctions avant l'expiration de leur durée normale, il est pourvu à son remplacement :
- dans le collège ordinal, par le candidat non élu ayant obtenu le plus grand nombre de voix dans la même circonscription que celui qui a cessé ses fonctions ;
- dans le collège général, par le premier candidat non élu de la liste.
Si, à défaut de remplaçants, l'effectif du conseil national est réduit d'au moins un quart, il est procédé à une élection destinée à pourvoir les sièges vacants dans les conditions prévues aux articles 22 à 27. Toutefois, il n'y a pas lieu à élection partielle dans les six mois précédant le renouvellement du conseil national.

Article 33
Tout avocat peut déférer l'élection des membres du Conseil national des barreaux à la cour d'appel de Paris dans le délai de huit jours à compter de la proclamation des résultats.
Le procureur général peut déférer les élections à la cour d'appel de Paris dans le délai de quinze jours de la proclamation des résultats.
Le recours est formé, instruit et jugé comme il est dit à l'article 16. Le greffier en chef de la cour d'appel avise immédiatement du recours le procureur général et le président du Conseil national des barreaux.

Article 34
Le bureau du Conseil national des barreaux est composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un trésorier et de quatre autres membres, élus au scrutin secret uninominal majoritaire à deux tours. Il comprend, en outre, le président de la conférence des bâtonniers et le bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Paris en exercice qui sont vice-présidents de droit à l'exclusion de toute autre fonction.
A l'exception du président, dont le mandat est d'un an renouvelable deux fois, les membres élus du bureau le sont pour une durée de trois ans. Leur mandat est renouvelable une fois.
Si un membre élu du bureau vient à cesser ses fonctions avant l'expiration de la durée normale de son mandat, il est pourvu à son remplacement dans le délai de trois mois. En ce cas, les fonctions du nouveau membre expirent à l'époque où auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.
L'élection des membres du bureau peut être contestée par tout membre du Conseil national des barreaux et par le procureur général devant la cour d'appel de Paris, dans les conditions prévues à l'article 33.

Article 35
Les fonctions de membre du Conseil national des barreaux sont gratuites et ne peuvent donner lieu qu'au remboursement de frais de voyage et de séjour, dans les conditions fixées par le Conseil national des barreaux.

Le président, les membres élus du bureau, le président de la commission de la formation professionnelle instituée à l'article 39 et les présidents des commissions permanentes instituées, le cas échéant, par le règlement intérieur peuvent recevoir, pour frais de représentation, une indemnité dont le montant est fixé par le Conseil national des barreaux.

Article 36
Le Conseil national des barreaux se réunit sur la convocation de son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du tiers au moins de ses membres.

Il ne délibère valablement que si la moitié de ses membres sont présents. A défaut, le Conseil national des barreaux est convoqué de nouveau et délibère sans condition de quorum. Il se prononce à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 37
Le Conseil national des barreaux établit son budget de fonctionnement. Ses ressources sont constituées notamment par une cotisation annuelle à la charge des avocats inscrits à un tableau.
Le Conseil national des barreaux fixe chaque année le montant des cotisations et leurs modalités de paiement.

Article 38
Les modalités de fonctionnement du Conseil national des barreaux sont fixées par un règlement intérieur arrêté en assemblée générale et communiqué au garde des sceaux, ministre de la justice.

Article 38-1
Les décisions unifiant par voie de dispositions générales les règles et usages de la profession d'avocat prises par le Conseil national des barreaux en application du premier alinéa de l'article 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée sont, dans le délai de trente jours de leur date, notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au garde des sceaux, ministre de la justice, et au conseil de l'ordre de chacun des barreaux. Elles sont publiées au Journal officiel de la République française.

Section II : Dispositions particulières à la formation professionnelle

Article 39
Le Conseil national des barreaux comprend une commission de la formation professionnelle présidée par le président du conseil national ou par un membre du conseil qu'il délègue et composée ainsi qu'il suit :

1° Six avocats élus par le conseil national en son sein ;

2° Deux magistrats désignés par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice ;

3° Deux membres de l'enseignement supérieur, désignés dans les mêmes formes, sur proposition du ministre chargé des universités. Des suppléants, en nombre égal, sont désignés dans les mêmes conditions.

La durée des fonctions des magistrats et des membres de l'enseignement supérieur est de trois ans, renouvelable une fois.
La commission ne peut valablement statuer que si huit au moins de ses membres sont présents.
En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.
La commission peut s'adjoindre, avec voix consultative, des personnalités qualifiées en matière de formation.
Sur les questions mentionnées au deuxième alinéa de l'article 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, le conseil national délibère au vu des propositions de la commission. Participent aux délibérations les magistrats et membres de l'enseignement supérieur appartenant à la commission.
La commission statue sur les mesures individuelles mentionnées au troisième alinéa de l'article 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.

Article 40
Le Conseil national des barreaux perçoit et répartit entre les centres régionaux de formation professionnelle d'avocats la participation de l'Etat au financement de la formation professionnelle, prévue par l'article 13 de la loi du 31 décembre 1971 précitée. Il répartit également la cotisation des avocats affectée à cette formation.
La participation de l'Etat donne lieu chaque année à l'inscription d'un crédit au budget du ministère de la justice, dans les conditions prévues au titre IV du livre IX du code du travail.
Le financement de la formation professionnelle est soumis au contrôle d'un contrôleur budgétaire désigné par arrêté du ministre chargé du budget ; les modalités du contrôle sont également fixées par arrêté du ministre chargé du budget.

Article 41
Les décisions individuelles du Conseil national des barreaux prises en application des deuxième et troi-

sième alinéas de l'article 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 précitée sont notifiées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au procureur général près la cour d'appel de Paris et, selon le cas, à l'intéressé ou au centre régional de formation professionnelle dans les quinze jours de leur date.
Les décisions du Conseil national des barreaux peuvent être déférées à la cour d'appel de Paris par le procureur général, l'intéressé et le centre régional de formation professionnelle dans les conditions prévues aux premier, deuxième, quatrième et sixième alinéas de l'article 16.
Le secrétariat-greffe de la cour d'appel avise du recours, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le président du Conseil national des barreaux.
La cour statue après avoir invité le président du Conseil national des barreaux à présenter ses observations.
La décision de la cour est notifiée par le secrétariat-greffe, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au procureur général, au président du Conseil national des barreaux et, selon le cas, à l'intéressé ou au centre régional de formation professionnelle.

TITRE II : ACCÈS À LA PROFESSION D'AVOCAT

Chapitre 1 : La formation professionnelle
Section I : Les centres régionaux de formation professionnelle d'avocats
Sous-section 1 : Organisation

Article 42
Chaque centre régional de formation professionnelle est doté d'un conseil d'administration composé d'avocats, de magistrats et d'un universitaire désignés dans les conditions fixées aux articles suivants.
Chaque fois qu'il délibère sur une question concernant la formation professionnelle des futurs avocats ou le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, le conseil d'administration s'adjoint avec voix délibérative deux représentants des élèves du centre.
Ces représentants sont élus pour un an par les élèves du centre, au cours du premier trimestre de l'année civile, au scrutin secret uninominal majoritaire à un tour.
Les bâtonniers en exercice du ressort du centre et un représentant désigné par le Conseil national des barreaux sont convoqués aux réunions du conseil d'administration. Ils peuvent participer à ces réunions sans voix délibérative.
Les personnes désignées à l'alinéa précédent ne peuvent assister au vote des délibérations portant sur le budget du centre.
Le représentant du Conseil national des barreaux ne peut assister au vote des délibérations portant sur le regroupement des centres dans les conditions de l'article 13-1 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Article 43
Chaque conseil de l'ordre des barreaux du ressort du centre régional de formation professionnelle désigne un avocat titulaire au conseil d'administration.
Les conseils de l'ordre des barreaux du ressort de la cour d'appel de Paris peuvent désigner comme avocat titulaire leur bâtonnier en exercice. Dans ce cas, les dispositions des quatrième et cinquième alinéas de l'article 42 ne lui sont pas applicables.
Ce titulaire dispose d'un nombre de voix variant en fonction de l'effectif du barreau qu'il représente.
Les représentants des barreaux comprenant moins de 100 avocats disposent d'une voix.
Les représentants des barreaux comprenant 100 avocats ou plus disposent d'une voix supplémentaire par fraction de 100.
Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le conseil de l'ordre du barreau de Paris désigne 12 représentants titulaires disposant chacun de 4 voix.

Article 44
Les conseils d'administration comprennent un magistrat, un membre du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ainsi qu'un professeur des universités ou un maître de conférences habilité à diriger des recherches.
Le magistrat appelé à faire partie du conseil d'administration d'un centre de formation professionnelle est désigné par le premier président et le procureur général de la cour d'appel du siège du centre.
Le membre du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel est désigné par le président de la cour administrative d'appel dans le ressort de laquelle se trouve situé le siège du centre, le cas échéant sur proposition du président du tribunal administratif si le président de la cour administrative d'appel entend désigner un membre d'un tribunal administratif.
Le professeur des universités ou le maître de conférences est désigné par décision conjointe des présidents des universités situées dans le ressort du centre et habilitées à délivrer une licence ou un master en droit.
Chacun de ces membres dispose d'une voix lorsque les membres avocats disposent de moins de 10 voix, de 2 voix lorsque les membres avocats disposent de 10 à 19 voix, de 3 voix lorsque les membres avocats

disposent de 20 à 150 voix, de 15 voix lorsque les membres avocats disposent de plus de 150 voix.

Article 44-1
Le conseil d'administration ne délibère valablement que si le tiers de ses membres disposant d'au moins la moitié des voix est présent.
A défaut, le conseil d'administration est convoqué à nouveau et délibère sans condition de quorum. Il se prononce à la majorité des voix.

Article 45
Des membres suppléants sont désignés en nombre égal à celui des titulaires et dans les mêmes conditions.
Le mandat des membres du conseil, qu'il soit effectué en qualité de titulaire ou de suppléant, est de trois ans, renouvelable une fois.
Lorsque le mandat d'un membre du conseil cesse avant le terme prévu, il est procédé au remplacement de l'intéressé, selon les mêmes modalités, pour la durée du mandat restant à courir.
A l'expiration des deux mandats successifs, les membres sortants ne sont rééligibles qu'après un délai de trois ans.

Article 46
Le conseil d'administration désigne parmi ses membres le président qui doit être un avocat, un secrétaire et un trésorier.

Article 47
Le président du conseil d'administration représente le centre régional de formation professionnelle. Il peut, après avis de ce conseil, déléguer temporairement partie de ses attributions à un membre du conseil d'administration.

Article 48
Le conseil d'administration arrête le règlement intérieur du centre régional de formation professionnelle.
Le règlement intérieur est notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au procureur général près la cour d'appel du siège du centre ainsi qu'au Conseil national des barreaux, dans les quinze jours de sa date. Le procureur général ou le Conseil national des barreaux peuvent le déférer à la cour d'appel dans les conditions prévues aux premier, deuxième et sixième alinéas de l'article 16 ; il avise par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le président du conseil d'administration. La cour statue après avoir invité le président du conseil d'administration à présenter ses observations.
La décision de la cour d'appel est notifiée par le secrétariat-greffe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au procureur général et au président du conseil d'administration.

Article 49
Le conseil d'administration autorise son président à ester en justice, à accepter tous dons ou legs, à transiger ou à compromettre, à consentir toutes aliénations ou hypothèques et à contracter tous emprunts.

Article 50 (abrogé)

Sous-section 2 : Conditions d'accès

Article 51
Sous réserve des dispositions de l'article 23 de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel, pour être inscrits dans un centre régional de formation professionnelle, les candidats doivent avoir subi avec succès l'examen d'accès au centre, dont le programme et les modalités sont fixés par arrêté conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre chargé des universités, après avis du Conseil national des barreaux.
Cet examen, qui comporte des épreuves écrites d'admissibilité et des épreuves orales d'admission, est organisé par les universités qui sont désignées à cet effet par le recteur d'académie, après avis du garde des sceaux, ministre de la justice.
Les sujets des épreuves écrites d'admissibilité sont choisis par le jury prévu à l'article 53.

Article 52
Pour être admis à se présenter à l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle, les candidats doivent être titulaires d'un des titres ou diplômes prévus à l'article 11 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.
Nul ne peut se présenter plus de trois fois à cet examen.

Article 53
Le jury de l'examen est composé ainsi qu'il suit :

1° Deux professeurs des universités ou maîtres de conférences, chargés d'un enseignement juridique, dont le président du jury, désignés par le président de l'université qui organise l'examen ;

2° Un magistrat de l'ordre judiciaire désigné conjointement par le premier président de la cour d'appel dans le ressort de laquelle se trouve située l'université qui organise l'examen et par le procureur général près ladite cour ainsi qu'un membre du corps des

tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel désigné par le président de la cour administrative d'appel dans le ressort de laquelle se trouve située l'université qui organise l'examen, le cas échéant sur proposition du président du tribunal administratif si le président de la cour administrative d'appel entend désigner un membre du tribunal administratif ;

3° Trois avocats désignés en commun par les bâtonniers des ordres d'avocats concernés.

4° Des enseignants en langues étrangères désignés dans les conditions prévues au 1°, qui ne siègent que pour les candidats qu'ils ont examinés.

Un nombre égal de suppléants est désigné dans les mêmes conditions.
Les membres du jury, à l'exception de ceux qui sont mentionnés au 4°, ne peuvent siéger plus de cinq années consécutives.
Au cas où le nombre des candidats le justifie, plusieurs jurys peuvent être constitués.
Les épreuves d'admission, à l'exception des épreuves de langue et de l'épreuve portant sur la protection des libertés et des droits fondamentaux, sont subies devant un examinateur désigné par le président du jury dans l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2° et 3°.
L'épreuve portant sur la protection des libertés et des droits fondamentaux est subie devant trois examinateurs désignés par le président du jury dans chacune des catégories mentionnées aux 1°, 2° et 3°.
Les épreuves de langues sont subies devant un examinateur désigné par le président du jury dans la catégorie mentionnée au 4°.
Le jury peut s'adjoindre des examinateurs spécialisés avec voix consultative.

Article 54
La liste des diplômes universitaires permettant d'être dispensé de tout ou partie de l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle est fixée par arrêté conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre chargé des universités, après avis du Conseil national des barreaux.

Article 55
Des étudiants étrangers peuvent être admis dans un centre régional de formation professionnelle en qualité d'auditeur libre, selon des modalités définies par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Sous-section 3 : Contenu de la formation

Article 56
Les centres régionaux de formation professionnelle assurent la formation des élèves avocats. Le Conseil national des barreaux en définit les principes d'organisation.
Les décisions prises par le Conseil national des barreaux en application de l'alinéa qui précède sont, dans le délai de trente jours de leur date, notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au garde des sceaux, ministre de la justice, et aux centres régionaux de formation professionnelle. Elles sont publiées au Journal officiel de la République française.

Article 57
Les élèves des centres régionaux de formation professionnelle reçoivent, en vue de la pratique du conseil et du contentieux, une formation commune de base, d'une durée de six mois, portant notamment sur le statut et la déontologie professionnels, la rédaction des actes juridiques, la plaidoirie et le débat oral, les procédures, la gestion des cabinets d'avocats ainsi que sur une langue vivante étrangère. Le centre régional de formation professionnelle choisit la ou les langues enseignées parmi celles prévues par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.
Le programme et les modalités des enseignements et formation sont fixés par le conseil d'administration du centre régional de formation professionnelle en conformité avec les dispositions arrêtées par le Conseil national des barreaux.
Selon des principes définis par le Conseil national des barreaux, les élèves peuvent être dispensés par le centre de tout ou partie des enseignements autres que ceux relatifs à la formation commune de base.

Article 58
Une deuxième période de formation, d'une durée de six mois, pouvant à titre exceptionnel être portée à huit mois, est consacrée à la réalisation du projet pédagogique individuel de l'élève avocat, selon des principes définis par le Conseil national des barreaux. Ce projet pédagogique, proposé par l'élève avocat et élaboré avec le concours du centre régional de formation professionnelle, est agréé par ce dernier.
Une troisième période de formation, d'une durée de six mois, est consacrée à un stage auprès d'un avocat.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Article 58-1
Les trois périodes de formation définies aux articles 57 et 58 doivent être effectuées en continu. Le conseil d'administration du centre régional de formation professionnelle fixe l'ordre dans lequel elles se déroulent successivement.
A titre exceptionnel, le Conseil national des barreaux peut autoriser un centre régional de formation professionnelle à organiser ces trois périodes en alternance.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Article 59
Tous les avocats inscrits au tableau ayant prêté serment depuis plus de quatre ans au 1er janvier de l'année en cours peuvent être maîtres de stage.
Le conseil d'administration de chaque centre régional de formation professionnelle ou son président par délégation, dresse annuellement, après avis des conseils de l'ordre des barreaux concernés, la liste des avocats maîtres de stage.
L'avocat ne peut, sans motif légitime, refuser d'être inscrit sur cette liste.
La décision d'affectation est prise par le président du centre régional de formation professionnelle, qui peut, en cours de stage, décider un changement d'affectation.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Article 60
L'élève s'initie à l'activité professionnelle de l'avocat maître de stage, sans pouvoir se substituer à celui-ci dans aucun acte de sa fonction.
Il doit notamment, aux côtés du maître de stage :

1° Assister à la réception de clients ;

2° Assister à des audiences ou séances de différentes juridictions ou commissions ou aux actes d'instruction préparatoire ;

3° Avec l'autorisation du président, formuler des observations orales à l'audience ;

4° Collaborer à la consultation et à la rédaction d'actes en matière juridique.

Le centre régional de formation professionnelle peut faire participer les élèves à des consultations juridiques organisées par les ordres d'avocats.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Sous-section 4 : Statut de l'élève du centre régional de formation professionnelle

Article 62
L'élève dépend juridiquement du centre régional de formation professionnelle auprès duquel il est inscrit, même pendant la durée des stages qu'il accomplit.
Lorsqu'ils ont la qualité de stagiaires de la formation professionnelle, les élèves des centres bénéficient de l'aide de l'Etat en ce qui concerne leurs rémunérations dans les conditions fixées au titre VI du livre IX du code du travail.
Par ailleurs, des conventions conclues par l'Etat avec les centres régionaux de formation professionnelle déterminent les conditions dans lesquelles ces centres servent des bourses attribuées en fonction de critères sociaux.

Article 63
L'élève qui méconnaît les obligations résultant du présent décret ou du règlement intérieur du centre régional de formation professionnelle ou qui commet des faits contraires à l'honneur ou à la probité peut faire l'objet de l'une des sanctions disciplinaires suivantes :

1° L'avertissement ;

2° Le blâme ;

3° L'exclusion temporaire du centre pour une durée de six mois au plus.

Article 64
Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le conseil de discipline du centre régional de formation professionnelle. Le conseil de discipline est saisi par le président du conseil d'administration du centre.

Le président du conseil d'administration ne peut pas être membre du conseil de discipline.
Le conseil de discipline comprend :
a) Un avocat appartenant au conseil d'administration du centre, président ;
b) Un magistrat et l'universitaire appartenant au conseil d'administration du centre ;
c) Deux avocats chargés d'enseignement au centre de formation professionnelle ;
d) Deux représentants des élèves élus par ceux-ci au scrutin secret uninominal à un tour au cours du premier trimestre de chaque année civile.

Les personnes mentionnées aux a, b et c ci-dessus sont désignées pour un an au cours du premier trimestre de l'année civile par le conseil d'administration du centre. Lorsqu'il est mis fin à ce mandat avant le terme prévu, il est procédé au remplacement de l'intéressé, selon les mêmes modalités, pour la durée du mandat restant à courir.
Aucune peine ne peut être prononcée sans que l'intéressé ait été entendu ou appelé avec un délai d'au moins huit jours et qu'il ait eu au préalable accès à son dossier. Il peut se faire assister par un avocat et, s'il le souhaite, par un délégué des élèves.
En cas de partage égal des voix des membres du conseil de discipline, la solution la plus favorable à l'élève est adoptée.

Article 65 (abrogé)

Article 66
La décision du conseil de discipline est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'intéressé. Elle peut être déférée, par l'élève intéressé, à la cour d'appel dans les conditions prévues aux premier, deuxième et sixième alinéas de l'article 16.
La cour d'appel statue en chambre du conseil. Toutefois, à la demande de l'intéressé, les débats se déroulent en audience publique ; mention en est faite dans la décision.
La décision de la cour d'appel est notifiée à l'intéressé par le secrétariat-greffe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Copie de la décision est adressée par le secrétariat-greffe au président du conseil de discipline qui n'est pas partie à l'instance.

Article 67
Lorsqu'un élève entreprend un nouveau cycle de formation comprenant les trois périodes définies aux articles 57 et 58, il peut demander son inscription dans un autre centre régional de formation professionnelle.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.
Section II : Le certificat d'aptitude à la profession d'avocat

Article 68
Les épreuves du certificat d'aptitude à la profession d'avocat sont subies à l'issue de la formation organisée par le centre régional de formation professionnelle.
L'examen du certificat d'aptitude à la profession d'avocat est organisé par le centre.
L'élève ne peut se présenter qu'à l'examen organisé par le centre dont il a suivi l'enseignement en dernier lieu.
Le programme et les modalités du certificat d'aptitude à la profession d'avocat sont fixés par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, après avis du Conseil national des barreaux.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Article 69
I. - Le jury d'examen comprend :
1° Deux professeurs des universités ou maîtres de conférences, chargés d'un enseignement juridique, dont le président du jury, désignés dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article 44 ;

2° Un magistrat de l'ordre judiciaire et un membre du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel désignés dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article 44 ;

3° Trois avocats désignés par décision conjointe des bâtonniers des ordres d'avocats du ressort du centre ;

4° Des enseignants en langues étrangères désignés dans les conditions fixées au 1°, qui ne siègent que pour les candidats qu'ils ont examinés.

II. - Lorsque plusieurs centres régionaux de formation professionnelle décident d'organiser en commun les épreuves du certificat d'aptitude à la profession d'avocat, le jury est désigné de la façon suivante :

1° Le magistrat de l'ordre judiciaire, conjointement par les premiers présidents des cours d'appel des sièges des centres et les procureurs généraux près lesdites cours ;

2° Le membre du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, conjointement par les présidents des cours administratives d'appel concernées, le cas échéant après avis des présidents des tribunaux administratifs intéressés ;

3° Les deux professeurs des universités ou maîtres de conférences, dont le président du jury ainsi que les enseignants en langues étrangères, par décision conjointe des présidents des universités intéressées ;

4° Les trois avocats, par décision conjointe des bâtonniers des ordres d'avocats du ressort des centres.

III. - Les épreuves orales sont subies devant trois examinateurs désignés par le président du jury dans chacune des catégories mentionnées aux 1°, 2° et 3° du I. Toutefois, les épreuves de langues sont subies devant un examinateur désigné par le président du jury dans la catégorie mentionnée au 4° du I.

IV. - Un nombre égal de suppléants est désigné dans les conditions prévues au I et au II.

Les membres du jury, à l'exception de ceux mentionnés au 4° du I, ne peuvent siéger plus de cinq années consécutives.
Le jury peut s'adjoindre des examinateurs spécialisés avec voix consultative.
Au cas où le nombre de candidats le justifie, plusieurs jurys peuvent être constitués dans les conditions fixées au présent article.

Article 70
Une session d'examen a lieu, à l'issue des trois périodes de formation définies aux articles 57 et 58, à une date fixée par le président du conseil d'administration du centre régional de formation professionnelle, et au plus tard dans les deux mois à compter de l'expiration de ce cycle de formation.
Une session de rattrapage est organisée selon des modalités fixées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, après avis du Conseil national des barreaux.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Article 71
En cas de premier échec à l'examen, l'élève peut accomplir à nouveau les trois périodes de formation définies aux articles 57 et 58 du présent décret.
Après un deuxième échec, le candidat ne peut plus se représenter au certificat d'aptitude à la profession d'avocat. Toutefois, à titre exceptionnel et par délibération dûment motivée, le conseil d'administration du centre régional de formation professionnelle peut autoriser le candidat à accomplir un troisième cycle de formation.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Section III : Le stage (abrogé)
Sous-section 1 : Inscription sur la liste du stage. (abrogé)
Sous-section 2 : Régime du stage. (abrogé)
Section III : Le stage des avocats ayant acquis leur titre professionnel à l'étranger

Article 84
Les avocats inscrits à un barreau étranger peuvent effectuer un stage d'une durée d'un an, renouvelable deux fois, auprès d'un avocat inscrit au tableau. Ces stagiaires conservent leur qualité d'avocat étranger.
Ils participent, dans les conditions prévues à l'article 60, à l'activité professionnelle de l'avocat maître de stage, sans pouvoir se substituer à celui-ci dans aucun acte de sa fonction. L'exercice d'autres activités professionnelles entraîne le retrait de l'agrément.
Le maître de stage informe le bâtonnier de l'accueil du stagiaire et de la période prévue pour l'accomplissement du stage au moins un mois avant le début de celui-ci.
Le bâtonnier saisit le conseil de l'ordre qui, dans ce délai, accorde ou refuse son agrément. Cette décision est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze jours de sa date à l'intéressé et au procureur général qui peuvent la déférer à la cour d'appel dans les conditions prévues à l'article 16. A défaut de notification d'une décision dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti au conseil de l'ordre pour statuer, la demande est considérée comme rejetée et l'intéressé peut apporter sa réclamation devant la cour d'appel dans les conditions fixées à la phrase précédente.
Dans tous les cas, l'intéressé avise sans délai de sa réclamation, par lettre recommandée avec de-

mande d'avis de réception, le procureur général et le bâtonnier.

NOTA :
Décret 2004-1386 2004-12-21 art. 49 I : Ces dispositions entreront en vigueur le 1er septembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 50 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Section IV : La formation permanente. (abrogé)
Section IV : La formation continue

Article 85
La formation continue prévue par l'article 14-2 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée assure la mise à jour et le perfectionnement des connaissances nécessaires à l'exercice de sa profession pour l'avocat inscrit au tableau de l'ordre.
La durée de la formation continue est de vingt heures au cours d'une année civile ou de quarante heures au cours de deux années consécutives.
L'obligation de formation continue est satisfaite :

1° Par la participation à des actions de formation, à caractère juridique ou professionnel, dispensées par les centres régionaux de formation professionnelle ou les établissements universitaires ;

2° Par la participation à des formations dispensées par des avocats ou d'autres établissements d'enseignement ;

3° Par l'assistance à des colloques ou à des conférences à caractère juridique ayant un lien avec l'activité professionnelle des avocats ;

4° Par la dispense d'enseignements à caractère juridique ayant un lien avec l'activité professionnelle des avocats, dans un cadre universitaire ou professionnel ;

5° Par la publication de travaux à caractère juridique.

Au cours des deux premières années d'exercice professionnel, cette formation inclut dix heures au moins portant sur la déontologie. Toutefois, au cours de cette même période, les personnes mentionnées aux articles 97-1 et 98 doivent consacrer la totalité de leur obligation de formation à des enseignements portant sur la déontologie et le statut professionnel.
Sauf lorsqu'ils relèvent de l'obligation de formation mentionnée dans la seconde phrase de l'alinéa précédent, les titulaires d'un certificat de spécialisation prévu à l'article 86 consacrent la moitié de la durée de leur formation continue à ce ou ces domaines de spécialisation. S'ils sont titulaires de deux certificats de spécialisation, ils accomplissent dix heures au moins de formation dans chacun de ces domaines de spécialisation, soit vingt heures au cours d'une année civile et quarante heures au cours de deux années consécutives.
A défaut, l'avocat perd le droit de faire usage de sa ou ses mentions de spécialisation dans les conditions prévues à l'article 92-5.
Les modalités de mise en œuvre des dispositions du présent article sont fixées par le Conseil national des barreaux.
Les décisions déterminant les modalités selon lesquelles s'accomplit l'obligation de formation continue, prises par le Conseil national des barreaux en application du second alinéa de l'article 14-2 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée sont, dans le délai de trente jours de leur date, notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au garde des sceaux, ministre de la justice, et au conseil de l'ordre de chacun des barreaux. Elles sont publiées au Journal officiel de la République française.

Article 85-1
Les avocats déclarent, au plus tard le 31 janvier de chaque année civile écoulée, auprès du conseil de l'ordre dont ils relèvent, les conditions dans lesquelles ils ont satisfait à leur obligation de formation continue au cours de l'année écoulée. Les justificatifs utiles à la vérification du respect de cette obligation sont joints à cette déclaration.

Section V : Dispositions relatives aux mentions de spécialisation
Sous-section 1 : Dispositions générales

Article 86
La liste des mentions de spécialisations est fixée par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, sur proposition du Conseil national des barreaux. Elle peut être révisée à tout moment.
Le Conseil national des barreaux publie chaque année la liste nationale des avocats admis à faire usage d'une ou de deux mentions de spécialisation, y compris ceux titulaires de la mention de spécialisation en procédure d'appel prévue au quatrième alinéa du I de l'article 1er de la loi du 31 décembre 1971 précitée.
Il dresse également chaque année la liste nationale des membres du jury prévu à l'article 91. (1)

NOTA :
(1) Décret n° 2011-1985 du 28 décembre 2011 art 13

II : les dispositions de l'article 86 telles qu'elles résultent de l'article 8 2° du présent décret, s'appliquent à compter du 1er janvier 2012 en tant qu'elles sont relatives à la mention de spécialisation en procédure d'appel.

Article 87
L'usage d'une mention de spécialisation est porté à la connaissance du conseil de l'ordre des avocats soit lors de la demande d'inscription au tableau, soit postérieurement à cette inscription.
La déclaration faite par l'avocat doit être accompagnée du certificat de spécialisation prévu à l'article 12-1 de la loi du 31 décembre 1971 précitée. Cette exigence n'est pas applicable aux anciens avoués et à leurs anciens collaborateurs mentionnés au quatrième alinéa du I de l'article 1er de la même loi lorsqu'ils entendent faire usage de la mention de spécialisation en procédure d'appel.

Sous-section 2 : Conditions de pratique professionnelle

Article 88
La pratique professionnelle nécessaire à l'obtention d'un certificat de spécialisation est de quatre années. Elle peut être acquise en France ou à l'étranger :

1° En qualité d'avocat, dans le domaine de la mention de spécialisation revendiquée ;

2° En qualité de salarié, dans un cabinet d'avocat intervenant dans le domaine de la spécialisation revendiquée ;

3° En qualité de membre, d'associé, de collaborateur ou de salarié dans une autre profession juridique ou judiciaire réglementée ou dans celle d'expert-comptable, dont les fonctions correspondent à la spécialisation revendiquée ;

4° Dans un service juridique d'une entreprise, d'une organisation syndicale, d'une administration ou d'un service public, d'une organisation internationale travaillant dans la spécialité revendiquée ;

5° Dans un établissement universitaire ou d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat, en qualité de professeur ou maître de conférences chargé de l'enseignement de la discipline juridique considérée ;

6° En qualité de membre du Conseil d'Etat, de magistrat de la Cour des comptes, de l'ordre judiciaire, des tribunaux administratifs, des cours administratives d'appel, et des chambres régionales des comptes, affecté au sein d'une formation correspondant à la spécialisation revendiquée.

Elle peut aussi résulter, à titre individuel, d'activités, de travaux ou de publications relatifs à la spécialité. Elle peut avoir été acquise dans une ou plusieurs des fonctions mentionnées au présent article dès lors que la durée totale de ces activités est au moins égale à quatre ans.

Article 90
Pour être pris en considération, le temps de pratique professionnelle doit avoir été accompli dans les conditions suivantes :

1° Correspondre à la durée normale de travail, telle qu'elle résulte des règlements, conventions collectives, accords ou usages en vigueur pour la catégorie professionnelle considérée ;

2° Avoir été rémunéré conformément aux règlements, conventions collectives, accords ou usages visés au 1° ;

3° Ne pas avoir été suspendu pendant plus de trois mois.

L'exercice de la pratique professionnelle doit être justifié par une attestation mentionnant la durée du service effectué et la nature des fonctions occupées. Pour l'application du troisième alinéa de l'article 88, l'attestation est remplacée par une déclaration sur l'honneur, accompagnée de la liste des activités, travaux ou publications dont l'avocat fait état.

Sous-section 3 : L'entretien de validation des compétences professionnelles

Article 91
L'entretien de validation des compétences professionnelles est organisé par les centres régionaux de formation professionnelle dans les conditions fixées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, pris après avis du Conseil national des barreaux.
Il se déroule devant un jury de quatre membres désignés par le président du Conseil national des barreaux sur la liste nationale prévue au troisième alinéa de l'article 86. Le jury comprend :

1° Deux avocats admis à faire usage de la mention de spécialisation revendiquée ou, à défaut, justifiant d'une qualification suffisante dans cette spécialité, dont le rapporteur et le président du jury ;

2° Un professeur ou maître de conférences chargé d'un enseignement juridique dans le domaine de spécialisation revendiqué ;

3° Un magistrat de l'ordre judiciaire ou un membre du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.
Un nombre égal de suppléants est désigné dans les mêmes conditions.
Aucun membre du jury ne peut siéger plus de cinq années consécutives.
En cas de partage des voix, celle du président du jury est prépondérante.
Les présidents des universités habilitées à délivrer une licence ou un master en droit, les bâtonniers en exercice, les premiers présidents et procureurs généraux des cours d'appel, les présidents des cours administratives d'appel et les présidents des tribunaux administratifs dans le ressort desquels se trouvent situés les sièges des centres de formation professionnelle, communiquent au président du Conseil national des barreaux, au plus tard le 31 janvier de chaque année civile, une liste de personnes pouvant être désignées en application des 1°, 2° et 3°.

Article 92
Les candidatures pour l'obtention d'un certificat de spécialisation sont adressées au président du Conseil national des barreaux dans les conditions fixées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, pris après avis du Conseil national des barreaux.

Article 92-1
Le rapporteur mentionné au 1° de l'article 91 étudie la recevabilité du dossier du candidat dont le contenu est fixé par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, après avis du Conseil national des barreaux. Le rapporteur transmet son rapport aux autres membres du jury au plus tard dans les deux mois de la désignation de celui-ci.

Article 92-2
Le jury procède à l'entretien du candidat sur la base de son dossier et vérifie par une mise en situation professionnelle que les compétences sont acquises dans le domaine de spécialisation revendiqué.
Il arrête la liste des candidats déclarés admis. Le centre régional de formation professionnelle en informe sans délai le Conseil national des barreaux.

Article 92-3
Le président du Conseil national des barreaux délivre les certificats de spécialisation aux candidats admis. Il procède à l'inscription des avocats titulaires desdits certificats sur la liste nationale prévue à l'article 86 et en informe les bâtonniers des ordres concernés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il notifie aux candidats non admis, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les quinze jours de leur signature, les décisions refusant le ou les certificats de spécialisation.

Article 92-4
La décision refusant un certificat de spécialisation peut être déférée par l'intéressé à la cour d'appel de Paris, dans le délai d'un mois suivant sa notification, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au secrétariat-greffe de la cour d'appel ou remis contre récépissé au greffier en chef. Le recours est instruit et jugé selon les règles applicables en matière contentieuse à la procédure sans représentation obligatoire.

Sous-section 4 : La péremption du droit de faire usage de la mention de spécialisation

Article 92-5
Le bâtonnier met en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception l'avocat titulaire d'un certificat de spécialisation qui n'aurait pas satisfait à son obligation de formation continue prévue au dixième alinéa de l'article 85 de justifier dans un délai de trois mois à compter de la notification du respect de cette obligation.
A défaut de justification dans ce délai, le conseil de l'ordre dont il relève peut interdire à l'avocat de faire usage de sa ou ses mentions de spécialisation. Cette mesure ne peut être prononcée sans que l'intéressé ait été entendu ou appelé dans un délai d'au moins huit jours par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
La décision du conseil de l'ordre interdisant de faire usage de la mention de spécialisation est notifiée à l'intéressé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les quinze jours de sa date. L'intéressé peut la déférer à la cour d'appel dans les conditions prévues à l'article 16.
Le bâtonnier avise de cette décision sans délai le président du Conseil national des barreaux qui procède au retrait de l'avocat de la liste nationale prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 86.

Article 92-6
L'avocat retrouve le droit de faire usage de sa mention de spécialisation s'il justifie auprès du conseil de l'ordre dont il relève, dans les deux ans suivant la notification de l'interdiction mentionnée à l'article 92-5, de ce qu'il a satisfait à l'obligation de formation

continue prévue à l'article 85.
Le bâtonnier en avise le président du Conseil national des barreaux qui procède à la réinscription de l'avocat sur la liste nationale prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article 86.

Chapitre II : Le tableau
Section I : L'inscription au tableau
Sous-section 1 : Conditions générales d'inscription

Article 93
Peuvent être inscrits au tableau d'un barreau :
1° Les titulaires du certificat d'aptitude à la profession d'avocat ;

2° Les personnes bénéficiant d'une des dispenses prévues à l'article 97 ;

3° Les personnes bénéficiant de la dispense prévue à l'article 97-1 et ayant suivi une formation en déontologie et réglementation professionnelle d'une durée de vingt heures dispensée par un centre régional de formation professionnelle d'avocats ;

4° Les personnes bénéficiant d'une des dispenses prévues à l'article 98 et ayant subi avec succès l'examen de contrôle des connaissances en déontologie et réglementation professionnelle prévu à l'article 98-1 ;

5° Les personnes bénéficiant de la dispense prévue à l'article 99 ;

6° Les personnes ayant acquis la qualité d'avocat dans un Etat ou une unité territoriale n'appartenant pas à la Communauté européenne ou à l'Espace économique européen et qui ont subi avec succès le certificat d'aptitude à la profession d'avocat ou l'examen de contrôle des connaissances prévu au dernier alinéa de l'article 11 de la loi du 31 décembre 1971 précitée ;

7° Les sociétés civiles professionnelles, les sociétés d'exercice libéral d'avocats :

8° Les groupements d'avocats prévus à l'article 50-XIII de la loi du 31 décembre 1971 précitée.
Les personnes mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° sont tenues de prêter le serment prévu au deuxième alinéa de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.

Article 93-1
Sont inscrits sur une liste spéciale du tableau et sont alors tenus à la prestation du serment mentionné à l'article 93 les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne, des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ayant acquis leur qualité d'avocat dans l'un de ces Etats membres ou parties autre que la France ou dans la Confédération suisse et souhaitant exercer en France leur activité sous leur titre professionnel d'origine.

Article 94
Le tableau du barreau comporte, s'il y a lieu, la mention de la ou des spécialisations de l'avocat inscrit.

Article 95
Le conseil de l'ordre arrête le tableau qui comprend la section des personnes physiques et la section des personnes morales. L'ouverture d'un bureau secondaire dans le ressort du barreau auprès duquel l'avocat est inscrit est portée sur le tableau après le nom de l'avocat.
La liste des avocats qui ont été autorisés à ouvrir un bureau secondaire dans le ressort du barreau alors qu'ils ne sont pas inscrits au tableau de ce barreau est annexée à ce tableau.
Le tableau est publié au moins une fois par an, au 1er janvier de chaque année, et déposé aux secrétariats-greffes de la cour et du tribunal de grande instance.

Article 95-1
Le tableau ne peut comporter la mention "avocat salarié" ou "avocat collaborateur".

Article 96
Les avocats personnes physiques sont inscrits d'après leur rang d'ancienneté, sous réserve des dispositions du premier alinéa de l'article 1er-I de la loi du 31 décembre 1971 précitée. Le rang d'ancienneté est fonction de la première inscription au tableau, même si celle-ci a été interrompue.
Le rang d'inscription des avocats associés est déterminé d'après leur ancienneté personnelle.
Le rang d'inscription des personnes morales est déterminé par leur date d'inscription.
Pour l'application du deuxième alinéa de l'article 95, la liste des avocats qui ont ouvert un bureau secondaire est établie en fonction de la date de la décision autorisant l'ouverture du bureau.

Sous-section 2 : Conditions d'inscription particulières en fonction des activités précédemment exercées

Article 97
Sont dispensés de la condition de diplôme prévue à

l'article 11 (2°) de la loi du 31 décembre 1971 précitée, de la formation théorique et pratique, du certificat d'aptitude à la profession d'avocat :

1° Les membres et anciens membres du Conseil d'Etat et les membres et anciens membres du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

2° Les magistrats et anciens magistrats de la Cour des comptes, des chambres régionales des comptes et des chambres territoriales des comptes de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie ;
3° Les magistrats et anciens magistrats de l'ordre judiciaire régis par l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 ;

4° Les professeurs d'université chargés d'un enseignement juridique ;

5° Les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ;

6° Les anciens avoués près les cours d'appel ;

7° Les anciens avocats inscrits à un barreau français et les anciens conseils juridiques.

Article 97-1
Les personnes justifiant de huit ans au moins d'exercice de responsabilités publiques les faisant directement participer à l'élaboration de la loi sont dispensées de la formation théorique et pratique et du certificat d'aptitude à la profession d'avocat.

Article 98
Sont dispensés de la formation théorique et pratique et du certificat d'aptitude à la profession d'avocat :

1° Les notaires, les huissiers de justice, les greffiers des tribunaux de commerce, les administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises, les anciens syndics et administrateurs judiciaires, les conseils en propriété industrielle et les anciens conseils en brevet d'invention ayant exercé leurs fonctions pendant cinq ans au moins ;
2° Les maîtres de conférences, les maîtres assistants et les chargés de cours, s'ils sont titulaires du diplôme de docteur en droit, en sciences économiques ou en gestion, justifiant de cinq ans d'enseignement juridique en cette qualité dans les unités de formation et de recherche ;

3° Les juristes d'entreprise justifiant de huit ans au moins de pratique professionnelle au sein du service juridique d'une ou plusieurs entreprises ;

4° Les fonctionnaires et anciens fonctionnaires de catégorie A, ou les personnes assimilées aux fonctionnaires de cette catégorie, ayant exercé en cette qualité des activités juridiques pendant huit ans au moins, dans une administration ou un service public ou une organisation internationale ;

5° Les juristes attachés pendant huit ans au moins à l'activité juridique d'une organisation syndicale.

6° Les juristes salariés d'un avocat, d'une association ou d'une société d'avocats, d'un office d'avoué ou d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, justifiant de huit ans au moins de pratique professionnelle en cette qualité postérieurement à l'obtention du titre ou diplôme mentionné au 2° de l'article 11 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée ;

7° Les personnes mentionnées à l'article 22 de la loi n° 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel ;

8° Les collaborateurs de député ou assistants de sénateur justifiant avoir exercé une activité juridique à titre principal avec le statut de cadre pendant au moins huit ans dans ces fonctions ;
Les personnes mentionnées aux 3°, 4°, 5°, 6° et 8° peuvent avoir exercé leurs activités dans plusieurs des fonctions visées dans ces dispositions dès lors que la durée totale de ces activités est au moins égale à huit ans.

Article 98-1
Les personnes bénéficiant d'une des dispenses prévues à l'article 98 doivent avoir subi avec succès devant le jury prévu à l'article 69 un examen de contrôle des connaissances en déontologie et réglementation professionnelle.
Le programme et les modalités de cet examen sont fixés par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, après avis du Conseil national des barreaux.
Nul ne peut se présenter plus de trois fois à l'examen de contrôle des connaissances.

Sous-section 3 : Conditions particulières d'inscription au barreau des ressortissants de la Communauté économique européenne. (abrogé)

Sous-section 3 : Dispositions particulières relatives à la reconnaissance des qualifications

professionnelles des personnes ayant acquis la qualité d'avocat dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France

Article 99
Peuvent être inscrites au tableau d'un barreau sans remplir les conditions de diplômes, de formation théorique et pratique ou d'examens professionnels prévues aux articles 11 et 12 de la loi du 31 décembre 1971 précitée les personnes qui, d'une part, ont suivi avec succès un cycle d'études postsecondaires d'une durée d'au moins un an ou d'une durée équivalente à temps partiel, dont l'une des conditions d'accès est l'accomplissement du cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur ou l'accomplissement d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ce cycle d'études postsecondaires et qui, d'autre part, justifient :

1. De diplômes, certificats, autres titres ou formations assimilées permettant l'exercice de la profession dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen délivrés :

a) Soit par l'autorité compétente de cet Etat et sanctionnant une formation acquise de façon prépondérante dans l'Espace économique européen ;

b) Soit par un pays tiers, à condition que soit fournie une attestation émanant de l'autorité compétente de l'Etat membre ou partie qui a reconnu les diplômes, certificats, autres titres ou formations assimilées, certifiant que leur titulaire a une expérience professionnelle de trois ans au moins dans cet Etat ;

2. Ou de l'exercice à plein temps de la profession pendant deux ans au moins au cours des dix années précédentes dans un Etat membre ou partie qui ne réglemente pas l'accès ou l'exercice de cette profession, à condition que cet exercice soit attesté par l'autorité compétente de cet Etat. Toutefois, la condition d'une expérience professionnelle de deux ans n'est pas exigée lorsque le ou les titres de formation détenus par le demandeur sanctionnent une formation réglementée directement orientée vers l'exercice de la profession.
Sauf si les connaissances qu'il a acquises au cours de son expérience professionnelle sont de nature à rendre cette vérification inutile, l'intéressé doit subir devant le jury prévu à l'article 69 un examen d'aptitude dont le programme et les modalités sont fixés par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, après avis du Conseil national des barreaux :

1° Lorsque sa formation porte sur des matières substantiellement différentes de celles qui figurent aux programmes de l'examen d'accès à un centre régional de formation professionnelle et du certificat d'aptitude à la profession d'avocat ;

2° Lorsqu'une ou plusieurs des activités professionnelles dont l'exercice est subordonné à la possession de ces diplômes et examens ne sont pas réglementées dans l'Etat membre d'origine ou de provenance ou sont réglementées de manière différente et que cette différence est caractérisée par une formation spécifique requise en France portant sur des matières substantiellement différentes de celles couvertes par le diplôme dont le demandeur fait état ;

3° Ou lorsque la durée de la formation dont il se prévaut est inférieure d'au moins un an à celle prévue par l'article 11 de la loi du 31 décembre 1971.

Le Conseil national des barreaux accuse réception du dossier du demandeur dans un délai d'un mois et, le cas échéant, informe le requérant de tout document manquant. Il se prononce par décision motivée au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la présentation du dossier complet de l'intéressé.A défaut de notification d'une décision dans ce délai, la demande est réputée rejetée et l'intéressé peut se pourvoir devant la cour d'appel de Paris.

La décision du Conseil national des barreaux par laquelle est arrêtée la liste des candidats admis à se présenter à l'examen d'aptitude précise, le cas échéant, les matières sur lesquelles les candidats doivent être interrogés compte tenu de leur formation initiale et de leur expérience professionnelle.
Nul ne peut se présenter plus de trois fois à l'examen d'aptitude.

Le Conseil national des barreaux établit tous les deux ans un rapport comportant un relevé statistique des décisions prises en application du présent article et un bilan de son application. Ce rapport est adressé au garde des sceaux, ministre de la justice.

Sous-section 3 : Dispositions particulières relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles des personnes ayant acquis la qualité d'avocat dans un Etat membre de la

Communauté européenne autre que la France ou dans la Confédération suisse (abrogé)

Sous-section 4 : Conditions particulières d'inscription au barreau des personnes ayant acquis la qualité d'avocat dans un Etat ou une unité territoriale n'appartenant pas à la Communauté économique européenne. (abrogé)

Sous-section 4 : Conditions particulières d'inscription au barreau des personnes ayant acquis la qualité d'avocat dans un Etat ou une unité territoriale n'appartenant ni à la Communauté européenne, ni à l'Espace économique européen, ni à la Confédération suisse.

Article 100
Les modalités et le programme de l'examen de contrôle des connaissances prévu au dernier alinéa de l'article 11 de la loi du 31 décembre 1971 précitée pour l'inscription au tableau d'un barreau français des personnes ayant acquis la qualité d'avocat dans un Etat ou une unité territoriale n'appartenant ni à la Communauté européenne, ni à l'Espace économique européen, ni à la Confédération suisse sont fixés par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, après avis du Conseil national des barreaux.
L'examen est subi devant le jury prévu à l'article 69.
Le Conseil national des barreaux peut, au vu des travaux universitaires ou scientifiques du candidat, dispenser celui-ci de certaines épreuves. Il le peut également lorsque la coopération développée avec ses homologues étrangers lui a permis de s'assurer que sa formation ou son expérience professionnelle rendait cette vérification inutile.
Nul ne peut se présenter plus de trois fois à l'examen de contrôle des connaissances.
Sous-section 4 : Conditions particulières d'inscription au barreau des personnes ayant
acquis la qualité d'avocat dans un Etat ou une unité territoriale n'appartenant pas
à la Communauté européenne ou à la Confédération suisse. (abrogé)

Section II : La procédure d'inscription

Article 101
La demande d'inscription est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé au bâtonnier. Elle est accompagnée de toutes justifications utiles en ce qui concerne tant les conditions mentionnées à l'article 11 de la loi du 31 décembre 1971 précitée que les obligations définies à l'article 27 de la même loi.
Lorsqu'un avocat ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne , d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ayant acquis son titre dans l'un de ces Etats membres ou parties autres que la France ou dans la Confédération suisse souhaite obtenir son inscription en France sur la liste spéciale du tableau d'un barreau, il joint à sa demande une attestation d'inscription, datée de moins de trois mois, délivrée par l'autorité compétente du pays dans lequel il a acquis le titre sous lequel il entend exercer.

Article 101-1
L'avocat inscrit sous son titre professionnel d'origine qui décide d'exercer au sein ou au nom d'un groupement d'exercice régi par le droit de l'Etat dans lequel son titre a été acquis dans les conditions prévues à l'article 87 de la loi du 31 décembre 1971 précitée communique au conseil de l'ordre, qui a procédé à son inscription, les statuts de ce groupement ainsi que tous les documents relatifs à son organisation et à son fonctionnement.

Article 102
Le conseil de l'ordre statue sur la demande d'inscription dans les deux mois à compter de la réception de la demande.
La décision du conseil de l'ordre portant inscription au tableau est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze jours de sa date au procureur général, qui peut la déférer à la cour d'appel.
La décision portant refus d'inscription est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze jours de sa date à l'intéressé et au procureur général, qui peuvent la déférer à la cour d'appel.
A défaut de notification d'une décision dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti au conseil de l'ordre pour statuer, l'intéressé peut considérer sa demande comme rejetée et se pourvoir devant la cour d'appel.
L'article 16 est applicable aux recours formés en application des deuxième, troisième et quatrième alinéas. L'intéressé avise de sa réclamation sans délai, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le procureur général et le bâtonnier.
Lorsque le procureur général défère une décision à la cour d'appel, il en avise le bâtonnier.

Article 103
Aucun refus d'inscription ou de réinscription ne peut être prononcé par le conseil de l'ordre sans que l'intéressé ait été entendu ou appelé dans un délai d'au

moins huit jours par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Section III : L'omission du tableau

Article 104
Doit être omis du tableau l'avocat qui se trouve dans un des cas d'exclusion ou d'incompatibilité prévus par la loi ou qui ne satisfait pas aux obligations de garantie et d'assurance prévues par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.

Article 105
Peut être omis du tableau :

1° L'avocat qui, soit par l'effet de maladie ou infirmité graves ou permanentes, soit par acceptation d'activités étrangères au barreau, est empêché d'exercer réellement sa profession ;

2° L'avocat qui, sans motifs valables, n'acquitte pas dans les délais prescrits sa contribution aux charges de l'ordre ou sa cotisation à la Caisse nationale des barreaux français ou au Conseil national des barreaux, soit les sommes dues au titre des droits de plaidoirie ou appelées par la caisse au titre de la contribution équivalente ;

3° L'avocat qui, sans motifs légitimes, n'exerce pas effectivement sa profession.

Article 106
L'omission du tableau est prononcée par le conseil de l'ordre soit d'office, soit à la demande du procureur général ou de l'intéressé. L'omission ne peut être prononcée sans que l'intéressé ait été entendu ou appelé selon les modalités prévues à l'article 103.

Article 107
La réinscription au tableau est prononcée par le conseil de l'ordre. Avant d'accueillir la demande de réinscription, le conseil de l'ordre vérifie que l'intéressé remplit les conditions requises pour figurer au tableau.

Article 108
Les décisions en matière d'omission et de réinscription sont prises dans les mêmes formes et donnent lieu aux mêmes recours qu'en matière d'inscription.

Section III : L'omission du tableau ou de la liste du stage. (abrogé)

Section IV : Honorariat

Article 109
Sous réserve des dispositions du cinquième alinéa de l'article 1er-I de la loi du 31 décembre 1971 précitée, le titre d'avocat honoraire peut être conféré par le conseil de l'ordre aux avocats qui ont exercé la profession pendant vingt ans au moins et qui ont donné leur démission.
Les droits et les devoirs des avocats honoraires sont déterminés par le règlement intérieur.

Article 110
Lorsque la participation d'un avocat à une commission administrative ou à un jury de concours ou d'examen est prévue par une disposition législative ou réglementaire, l'autorité chargée de la désignation peut porter son choix sur un avocat honoraire acceptant cette mission.

TITRE III : L'EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Chapitre Ier : Incompatibilités

Article 111
La profession d'avocat est incompatible :

a) Avec toutes les activités de caractère commercial, qu'elles soient exercées directement ou par personne interposée ;

b) Avec les fonctions d'associé dans une société en nom collectif, d'associé commandité dans les sociétés en commandite simple et par actions, de gérant dans une société à responsabilité limitée, de président du conseil d'administration, membre du directoire ou directeur général d'une société anonyme, de gérant d'une société civile à moins que celles-ci n'aient, sous le contrôle du conseil de l'ordre qui peut demander tous renseignements nécessaires, pour objet la gestion d'intérêts familiaux ou professionnels.

Article 112
L'avocat justifiant de moins de sept années d'exercice d'une profession juridique réglementée doit, pour pouvoir être élu aux fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale ou d'administrateur de société, solliciter préalablement une dispense auprès du conseil de l'ordre de son barreau.
La demande de dispense est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé au conseil de l'ordre et comporte en annexe un exemplaire des statuts sociaux

et, lorsque la société a au moins une année d'activité, une copie du dernier bilan.
Le conseil de l'ordre peut demander à l'avocat de lui fournir toute explication et tous documents utiles.
A défaut de réponse du conseil de l'ordre dans le délai de deux mois à compter de la réception de la demande, la dispense est réputée refusée.

Article 113
L'avocat qui est élu aux fonctions de membre du conseil de surveillance d'une société commerciale ou d'administrateur d'une société commerciale doit en informer par écrit le conseil de l'ordre dont il relève dans un délai de quinze jours à compter de la date de son élection.
Il joint à sa déclaration un exemplaire des statuts et, lorsque la société a au moins une année d'activité, une copie du dernier bilan. Il est délivré à l'avocat un récépissé de sa déclaration.
Le conseil de l'ordre demande à l'avocat de fournir toutes explications sur les conditions dans lesquelles il exerce ses fonctions de membre du conseil de surveillance ou d'administrateur de société commerciale et de fournir, le cas échéant, tous documents utiles.
Si le conseil de l'ordre estime que l'exercice de ces fonctions est ou devient incompatible avec la dignité et la délicatesse imposées aux avocats par les règles du barreau, il peut, à tout moment, inviter l'intéressé à se démettre de ses fonctions immédiatement. La décision du conseil de l'ordre est notifiée à l'avocat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 114
Les décisions du conseil de l'ordre prises en application des articles 112 et 113 peuvent être déférées par l'avocat intéressé à la cour d'appel dans les conditions prévues à l'article 16. L'avocat avise sans délai de sa réclamation le bâtonnier.

Article 115
La profession d'avocat est incompatible avec l'exercice de toute autre profession, sous réserve de dispositions législatives ou réglementaires particulières.
La profession d'avocat est compatible avec les fonctions d'enseignement, les fonctions de collaborateur de député ou d'assistant de sénateur, les fonctions de suppléant de juge d'instance, de membre assesseur des tribunaux pour enfants ou des tribunaux paritaires de baux ruraux, de conseiller prud'homme, de membre des tribunaux des affaires de sécurité sociale, ainsi qu'avec celles d'arbitre, de médiateur, de conciliateur ou de séquestre.

Article 116
Les avocats peuvent être chargés par l'Etat de missions temporaires même rétribuées mais à la condition de ne faire pendant la durée de leur mission aucun acte de leur profession, ni directement ni indirectement, sauf autorisation du conseil de l'ordre. L'avocat chargé de mission en avise le bâtonnier. Celui-ci saisit le conseil de l'ordre, qui décide si cette mission est compatible avec la poursuite de l'exercice professionnel. Dans l'affirmative, l'avocat intéressé est maintenu au tableau.

Article 117
L'avocat investi d'un mandat de député, de sénateur ou de membre du Parlement européen est soumis aux incompatibilités édictées par les articles L.O. 149 et L.O. 297 du code électoral.

Article 118
L'avocat investi d'un mandat de conseiller régional ou de membre de l'assemblée de Corse ne peut, pendant la durée de son mandat, accomplir aucun acte de sa profession, directement ou indirectement, contre la région ou la collectivité territoriale, les départements et communes qui en font partie ainsi que les établissements publics de ces collectivités territoriales.

Article 119
L'avocat investi d'un mandat de conseiller général ne peut, pendant la durée de ce mandat, accomplir aucun acte de sa profession, directement ou indirectement, ni contre le département dans lequel il est élu, ni contre les communes qui en font partie, ni contre les établissements publics de ce département ou de ces communes.

Article 120
L'avocat investi d'un mandat de conseiller municipal ne peut accomplir aucun acte de la profession, directement ou indirectement, contre la commune et les établissements publics communaux en relevant.

Article 121
Les avocats qui remplissent les fonctions de maire, adjoint au maire, conseiller municipal ou conseiller d'arrondissement de Paris, Lyon ou Marseille ne peuvent accomplir aucun acte de leur profession, directement ou indirectement, dans les affaires intéressant la ville et les établissements publics en relevant.

Article 122
Il est interdit aux avocats anciens fonctionnaires de l'Etat de conclure et de plaider contre les adminis-

trations ressortissant au département ministériel auquel ils ont appartenu, pendant un délai de cinq ans à dater de la cessation de leurs fonctions. Il en est de même pour les avocats anciens fonctionnaires territoriaux à l'égard des collectivités territoriales dont ils ont relevé.

Article 122-1
L'avocat exerçant les fonctions de collaborateur de député ou d'assistant de sénateur ne peut accomplir aucun acte de sa profession, directement ou indirectement, ni contre un membre du Parlement, ni contre un ancien parlementaire pour le compte duquel il a exercé lesdites fonctions, ni contre une association ayant pour objet la gestion des collaborateurs de parlementaires ou de groupes politiques, ni dans l'une des instances mentionnées à l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, ni contre l'Etat, les collectivités territoriales ou toute autre personne publique.
Cette interdiction prend fin après un délai de cinq ans à compter de la cessation de ses fonctions de collaborateur de député ou d'assistant de sénateur.

Article 123
L'avocat qui souhaite exercer en qualité de fiduciaire en informe par écrit, avant d'accomplir tout acte relatif à cette activité, le conseil de l'ordre dont il relève.
Il joint à sa déclaration une attestation de souscription des assurances spéciales et, le cas échéant, des garanties financières prévues par le quatrième alinéa de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.
Chaque attestation spécifie le montant de la couverture accordée et sa période de validité. Elle est transmise, par l'avocat, au constituant et, le cas échéant, au bénéficiaire.
Pendant la durée de l'activité fiduciaire, les attestations sont adressées chaque année par l'avocat au conseil de l'ordre.
Elles sont adressées au constituant et, le cas échéant, au bénéficiaire dans le délai d'un mois à compter du renouvellement ou de toute modification des contrats d'assurance ou des garanties financières.
En cas de cessation de la garantie pour quelque cause que ce soit, l'assureur doit immédiatement en informer par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le constituant, le bénéfi-ciaire s'il y a lieu, ainsi que le bâtonnier.

Chapitre II : Modalités particulières d'exercice de la profession

Section I : L'association

Article 124
Une association d'avocats peut comprendre des avocats personnes physiques et des personnes morales exerçant la profession d'avocat.
Chacun des membres de l'association est tenu des actes accomplis par l'un d'entre eux, au nom de l'association, à proportion de ses droits dans l'association.
Chacun des membres de l'association répond, en outre, sur l'ensemble de son patrimoine, des actes professionnels qu'il accomplit à l'égard de ses clients.
La dénomination de l'association est immédiatement précédée ou suivie de la mention "association d'avocats".
Le contrat d'association, sur décision unanime des associés, peut prévoir que la mise en cause de la responsabilité professionnelle de l'un de ses membres n'engagera pas celle des autres associés. Cette clause est opposable aux tiers, dès lors qu'elle a fait l'objet des formalités prévues aux articles 124-1 à 126.
Dans ce cas, la dénomination de l'association est immédiatement précédée ou suivie de la mention "association d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle" ou des initiales "AARPI".
Les droits dans l'association de chacun des avocats associés lui sont personnels et ne peuvent être cédés.

Article 124-1
L'appartenance à l'association avec la dénomination de celle-ci doit être indiquée dans les actes professionnels et les correspondances de chaque associé.

Article 125
Les contrats d'association doivent faire l'objet d'une convention écrite.
Dans la quinzaine de la conclusion du contrat, un exemplaire de la convention qui fonde l'association est remis contre récépissé ou expédié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à chaque bâtonnier concerné.
Dans la quinzaine de la modification du contrat d'association, un exemplaire de l'acte modificatif est remis contre récépissé ou expédié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à chaque bâtonnier concerné.
Le bâtonnier saisit le conseil de l'ordre, qui dispose d'un délai d'un mois à compter de la remise du ré-

cépissé ou de la réception de la lettre, pour mettre en demeure les associés, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de modifier la convention de façon qu'elle soit en conformité avec les règles applicables à la profession.

Article 126
Après accomplissement des formalités prévues à l'article 125, la constitution de l'association fait l'objet de l'insertion d'un avis dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du lieu d'inscription au tableau de l'ordre de chacun des associés.
L'avis contient la dénomination, la liste des associés, le nom du barreau auquel ils appartiennent et, s'il y a lieu, la mention indiquant que l'association s'est placée sous le régime de la responsabilité professionnelle de chacun des associés.

Article 127
Le procureur général peut demander communication du contrat d'association.
Tout intéressé peut demander communication de la liste des associés et de la proportion de leurs droits dans l'association ainsi que, le cas échéant, des clauses du contrat d'association relatives à la responsabilité professionnelle individuelle de ses membres.
Ce droit de communication peut être exercé à chaque lieu d'établissement de l'association.

Article 128
Les décisions du conseil de l'ordre en cette matière sont susceptibles de recours, dans les conditions prévues à l'article 16.

Article 128-1
Le retrait ou l'admission d'un associé donne lieu à la publication mentionnée à l'article 126 et, en cas d'adhésion d'un nouvel associé, les dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article 125 et de l'article 128 sont applicables.

Section II : La collaboration

Article 129
Les conditions de la collaboration sont convenues par les parties dans le cadre qui est déterminé par le règlement intérieur du barreau en ce qui concerne notamment la durée de la collaboration, les périodes d'activité ou de congé, les modalités de la rétrocession d'honoraires et celles dans lesquelles l'avocat collaborateur peut satisfaire à sa clientèle personnelle ainsi que les modalités de la cessation de la collaboration. Le règlement intérieur peut comporter un barème des rétrocessions d'honoraires minimales.

Article 130
L'avocat collaborateur d'un autre avocat demeure maître de l'argumentation qu'il développe. Lorsque cette argumentation est contraire à celle que développerait l'avocat auquel il est lié, il est tenu, avant d'agir, d'en informer ce dernier.

Article 131
L'avocat est civilement responsable des actes professionnels accomplis pour son compte par son ou ses collaborateurs.

Article 132
Lorsqu'il exerce ses activités professionnelles en qualité de collaborateur, l'avocat indique, outre son propre nom, le nom de l'avocat pour le compte duquel il agit.

Article 133
Dans la quinzaine de la conclusion du contrat ou de l'acte modificatif, un exemplaire en est remis contre récépissé ou expédié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au conseil de l'ordre du barreau auprès duquel l'avocat collaborateur est inscrit. Ce conseil de l'ordre peut, dans un délai d'un mois, mettre en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les avocats de modifier la convention de telle façon qu'elle soit en conformité avec les règles professionnelles.

Le conseil de l'ordre contrôle notamment :

1° L'absence de clause limitant la liberté d'établissement ultérieure ;

2° L'absence de toutes dispositions limitant les obligations professionnelles en matière d'aide juridictionnelle et de commission d'office ;

3° L'existence d'une clause prévoyant la faculté de demander à être déchargé d'une mission contraire à la conscience de l'avocat collaborateur ;

4° L'absence de clause susceptible de porter atteinte à l'indépendance que comporte le serment d'avocat.

Article 134
Le procureur général peut demander communication du contrat de collaboration.

Article 135
Les décisions du conseil de l'ordre sont susceptibles de recours, dans les conditions prévues à l'article 16.

Section III : Le salariat

Article 136
Lorsqu'il exerce ses activités professionnelles en qualité de salarié, l'avocat indique, outre son propre nom, le nom de l'avocat pour le compte duquel il agit.

Article 137
L'avocat salarié est lié par un contrat de travail écrit qui ne peut porter atteinte au principe déontologique d'égalité entre avocats, nonobstant les obligations liées au respect des clauses relatives aux conditions de travail.

Article 138
L'avocat employeur est civilement responsable des actes professionnels accomplis pour son compte par son ou ses salariés.
Il est tenu, pour le compte de l'avocat salarié, au paiement des cotisations dues, par cet avocat, pour le fonctionnement de l'ordre et celui du Conseil national des barreaux.

Article 139
Dans la quinzaine de la conclusion du contrat de travail ou de la modification de l'un de ses éléments substantiels, un exemplaire en est remis contre récépissé ou expédié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au conseil de l'ordre du barreau auprès duquel l'avocat salarié est inscrit. Ce conseil de l'ordre peut, dans un délai d'un mois, mettre en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les avocats de modifier le contrat de travail pour le mettre en conformité avec les règles professionnelles.
Le conseil de l'ordre contrôle notamment, à l'exclusion des clauses relatives aux conditions de travail :

1° L'absence de clause limitant la liberté d'établissement ultérieure ;

2° L'absence de toutes dispositions limitant les obligations professionnelles en matière d'aide juridictionnelle et de commission d'office ;

3° L'existence d'une clause prévoyant la faculté de demander à être déchargé d'une mission contraire à la conscience de l'avocat salarié ;

4° L'absence de clause susceptible de porter atteinte à l'indépendance que comporte le serment d'avocat.

Article 140
Le procureur général peut demander communication du contrat de travail.

Article 141
Les décisions du conseil de l'ordre en cette matière sont susceptibles de recours, dans les conditions prévues à l'article 16.

Section IV : Le règlement des litiges nés à l'occasion d'un contrat de collaboration ou d'un contrat de travail

Article 142
Pour tout litige né à l'occasion d'un contrat de collaboration ou d'un contrat de travail, à défaut de conciliation, le bâtonnier du barreau auprès duquel l'avocat collaborateur ou salarié est inscrit est saisi par l'une ou l'autre des parties soit par requête déposée contre récépissé au secrétariat de l'ordre des avocats, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
L'acte de saisine précise, à peine d'irrecevabilité, l'objet du litige, l'identité des parties et les prétentions du saisissant.

Article 143
Le bâtonnier peut s'abstenir. Il ne peut être récusé que pour une des causes prévues à l'article 341 du code de procédure civile.
La demande de récusation du bâtonnier est déposée au secrétariat de l'ordre des avocats. Elle est instruite et jugée dans les formes prévues aux articles 344 à 354 du code de procédure civile. En cas d'abstention ou de récusation du bâtonnier en exercice, il est remplacé par le plus ancien bâtonnier dans l'ordre du tableau, membre du conseil de l'ordre ou, à défaut, par le membre du conseil de l'ordre le plus ancien dans l'ordre d'inscription au tableau.

Article 144
Dès l'enregistrement de la requête, le bâtonnier saisi fixe les délais dans lesquels les parties seront tenues de produire leurs observations ainsi que toute pièce utile à l'instruction du litige. Il arrête la date à laquelle il entendra leurs observations orales. Les parties peuvent, à tous les stades de la procédure, être assistées par un confrère. Les avocats des parties sont rendus destinataires de la copie de toute correspondance adressée aux parties par le bâtonnier dans le cadre de la procédure.
Le bâtonnier convoque les parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au moins huit jours avant la date de l'audience. La lettre de convocation mentionne que les intéressés peuvent être assistés par un avocat. Copie de la lettre de saisine est jointe à la convocation du défendeur.

Article 145
Les procès-verbaux de l'instance et les transactions sont signés par le bâtonnier et les parties.

Article 146
Le bâtonnier statue sur les contestations relatives à l'étendue de sa saisine.

Article 147
Le bâtonnier a le pouvoir de trancher l'incident de vérification d'écriture ou de faux conformément aux dispositions des articles 287 à 294 et 299 du code de procédure civile.
En cas d'inscription de faux incidente, l'article 313 du code de procédure civile est applicable devant le bâtonnier. Le délai de l'instance continue à courir du jour où il est statué sur l'incident.

Article 148
En cas de mesure d'urgence sollicitée par l'une des parties, le bâtonnier peut être saisi à bref délai.
Dans tous les cas d'urgence, le bâtonnier peut, sur la demande qui lui en est faite par une partie, ordonner toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend.
Le bâtonnier peut toujours, même en présence d'une contestation sérieuse, ordonner les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.
Dans le cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable, il peut accorder une provision.

Article 149
Sauf cas de récusation et sous réserve du cas d'interruption de l'instance, le bâtonnier est tenu de rendre sa décision dans les quatre mois de sa saisine à peine de dessaisissement au profit de la cour d'appel. Ce délai peut être prorogé dans la limite de quatre mois par décision motivée du bâtonnier. Cette décision est notifiée aux parties, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
En cas d'urgence, il est tenu de rendre sa décision dans le mois de sa saisine, à peine de dessaisissement au profit du premier président de la cour d'appel.

Article 150
Les débats sont publics. Toutefois, le bâtonnier peut décider que les débats auront lieu ou se poursuivront hors la présence du public à la demande de l'une des parties ou s'il doit résulter de leur publicité une atteinte à l'intimité de la vie privée.

Article 151
Si la décision ne peut être prononcée sur-le-champ, le prononcé en est renvoyé, pour plus ample délibéré, à une date que le bâtonnier indique. Dès la mise en délibéré de l'affaire, aucune demande ne peut être formée ni aucun moyen soulevé. De même, aucune observation ne peut être présentée ni aucune pièce produite si ce n'est à la demande du bâtonnier.

Article 152
La décision du bâtonnier est notifiée par le secrétariat du conseil de l'ordre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux parties qui peuvent en interjeter appel dans les conditions prévues aux premier, deuxième et sixième alinéas de l'article 16. Copie de la décision du bâtonnier est adressée au procureur général par le secrétariat de l'ordre.
La publicité des débats est assurée conformément aux dispositions de l'article 150.
La décision de la cour d'appel est notifiée aux parties par le secrétariat-greffe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Copie est adressée par le secrétariat-greffe au bâtonnier et au procureur général.

Article 153
Sont de droit exécutoires à titre provisoire les décisions du bâtonnier qui ordonnent le paiement de sommes au titre des rémunérations dans la limite maximale de neuf mois de rétrocession d'honoraires ou de salaires calculés sur la moyenne des trois derniers mois.
Les autres décisions peuvent être rendues exécutoires par le président du tribunal de grande instance lorsqu'elles ne sont pas déférées à la cour d'appel.

Chapitre III : Règles professionnelles

Section I : Dispositions générales

Article 154
Ont seules droit au titre d'avocat les personnes inscrites au tableau d'un barreau français. Les avocats doivent faire suivre leur titre d'avocat de la mention de ce barreau ainsi que, le cas échéant, de celui du barreau étranger auquel ils appartiennent.

Article 155
Pour les vérifications effectuées en application du 13° de l'article 17 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, les avocats communiquent au bâtonnier, sur simple demande, les documents dont la conserva-

tion est prévue par l'article L. 561-12 du code monétaire et financier.

Article 156
Le Conseil national des barreaux peut désigner soit l'un de ses membres, soit toute personne qualifiée, pour assister, à sa demande, le conseil de l'ordre dans ces opérations de vérifications.

Article 157
Le bâtonnier informe le procureur général et le président du Conseil national des barreaux, au moins une fois par an, du résultat de ces vérifications.

Article 158-161 – abrogés

Article 162
Le règlement intérieur du conseil de l'ordre fixe les dispositions nécessaires pour assurer l'information du public quant aux modalités d'exercice de la profession par les membres de son barreau.

Article 163
Tout avocat qui fait l'objet d'une action judiciaire en dommages-intérêts en raison de son activité professionnelle doit en informer sans délai le bâtonnier.

Article 164
Les dispositions de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce ne sont pas applicables aux avocats.

Section II : Domicile professionnel

Article 165
Sous réserve des dispositions des articles 1er-III et 8-1 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, l'avocat est tenu de fixer son domicile professionnel dans le ressort du tribunal de grande instance auprès duquel il est établi.

Article 166
Les décisions du conseil de l'ordre statuant sur l'ouverture de bureaux secondaires ainsi que les recours exercés contre ces décisions sont soumis aux règles prévues aux deuxième, troisième, cinquième et sixième alinéas de l'article 102 et à l'article 103.

Article 167
Les décisions autorisant l'ouverture d'un bureau secondaire prises par le conseil de l'ordre d'un barreau dont ne relève pas l'avocat sont portées par ce conseil à la connaissance du bâtonnier de l'ordre auquel appartient l'avocat, qui en informe le procureur général compétent.
Il en est de même, aux fins, le cas échéant, de poursuites disciplinaires devant le conseil de l'ordre auquel appartient l'avocat, des décisions retirant l'autorisation.

Article 168
Lorsque le conseil de l'ordre n'a pas statué dans le délai imparti par l'article 8-1 de la loi du 31 décembre 1971 précitée et que l'autorisation d'ouverture du bureau secondaire est ainsi réputée accordée, l'ouverture du bureau est portée, par l'avocat, à la connaissance du bâtonnier du conseil de l'ordre auquel il appartient qui en informe le procureur général compétent, et du bâtonnier de l'ordre dans le ressort duquel le bureau est ouvert.
L'avocat en informe, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le procureur général de la cour d'appel dans le ressort de laquelle est ouvert le bureau secondaire. Le procureur général peut alors saisir la cour d'appel dans les conditions prévues à l'article 16.

Article 169
Toute fermeture d'un bureau secondaire par l'avocat est portée par celui-ci à la connaissance du bâtonnier de l'ordre auquel il appartient et, le cas échéant, de celui dans le ressort duquel le bureau avait été ouvert, qui en informent le procureur général compétent.

Section III : Suppléance

Article 170
Lorsqu'un avocat est temporairement empêché, par cas de force majeure, d'exercer ses fonctions, il est provisoirement remplacé par un ou plusieurs suppléants qu'il choisit parmi les avocats inscrits au même barreau. Il en avise aussitôt le bâtonnier.

Article 171
Lorsque l'avocat empêché se trouve dans l'impossibilité d'exercer son choix ou ne l'exerce pas, le ou les suppléants sont désignés par le bâtonnier.
La suppléance ne peut excéder un an ; à l'issue de ce délai, elle peut être renouvelée par le bâtonnier pour une période ne pouvant excéder un an.
Le suppléant assure la gestion du cabinet ; il accomplit lui-même tous les actes professionnels dans les mêmes conditions qu'aurait pu le faire le suppléé.

Article 172
Le bâtonnier porte à la connaissance du procureur général le nom du ou des suppléants choisis ou désignés.

Il est mis fin à la suppléance par le bâtonnier soit d'office, soit à la requête du suppléé, du suppléant ou du procureur général.

Section IV : Administration provisoire

Article 173
En cas de décès ou lorsqu'un avocat fait l'objet d'une décision exécutoire de suspension provisoire, d'interdiction temporaire ou de radiation, le bâtonnier désigne un ou plusieurs administrateurs qui le remplacent dans ses fonctions. Il en est de même à l'expiration des délais prévus au deuxième alinéa de l'article 171.
L'administrateur perçoit à son profit les rémunérations relatives aux actes qu'il a accomplis. Il paie à concurrence de ces rémunérations les charges afférentes au fonctionnement du cabinet. Le bâtonnier informe le procureur général de la désignation du ou des administrateurs.
L'administration provisoire cesse de plein droit dès que la suspension provisoire ou l'interdiction temporaire a pris fin. Dans les autres cas, il y est mis fin par décision du bâtonnier.

Section V : Contestations en matière d'honoraires et débours

Article 174
Les contestations concernant le montant et le recouvrement des honoraires des avocats ne peuvent être réglées qu'en recourant à la procédure prévue aux articles suivants.

Article 175
Les réclamations sont soumises au bâtonnier par toutes parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre récépissé. Le bâtonnier accuse réception de la réclamation et informe l'intéressé que, faute de décision dans le délai de quatre mois, il lui appartiendra de saisir le premier président de la cour d'appel dans le délai d'un mois.
L'avocat peut de même saisir le bâtonnier de toute difficulté.
Le bâtonnier, ou le rapporteur qu'il désigne, recueille préalablement les observations de l'avocat et de la partie. Il prend sa décision dans les quatre mois. Cette décision est notifiée, dans les quinze jours de sa date, à l'avocat et à la partie, par le secrétaire de l'ordre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La lettre de notification mentionne, à peine de nullité, le délai et les modalités du recours.
Le délai de quatre mois prévu au troisième alinéa peut être prorogé dans la limite de quatre mois par décision motivée du bâtonnier. Cette décision est notifiée aux parties, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans les conditions prévues au premier alinéa.

Article 176
La décision du bâtonnier est susceptible de recours devant le premier président de la cour d'appel, qui est saisi par l'avocat ou la partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le délai de recours est d'un mois.
Lorsque le bâtonnier n'a pas pris de décision dans les délais prévus à l'article 175, le premier président doit être saisi dans le mois qui suit.

Article 177
L'avocat et la partie sont convoqués, au moins huit jours à l'avance, par le greffier en chef, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Le premier président les entend contradictoirement. Il peut, à tout moment, renvoyer l'affaire à la cour, qui procède dans les mêmes formes.
L'ordonnance ou l'arrêt est notifié par le greffier en chef par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 178
Lorsque la décision prise par le bâtonnier n'a pas été déférée au premier président de la cour d'appel, elle peut être rendue exécutoire par ordonnance du président du tribunal de grande instance à la requête, soit de l'avocat, soit de la partie.

Article 179
Lorsque la contestation est relative aux honoraires du bâtonnier, celle-ci est portée devant le président du tribunal de grande instance.
Le président est saisi et statue dans les conditions prévues aux articles 175 et 176.

Section VI : Règlement des différends entre avocats à l'occasion de leur exercice professionnel

Article 179-1
En cas de différend entre avocats à l'occasion de leur exercice professionnel et à défaut de conciliation, le bâtonnier du barreau auprès duquel les avocats intéressés sont inscrits est saisi par l'une ou l'autre des parties.

Article 179-2
Lorsque le différend oppose des avocats de barreaux différents, le bâtonnier saisi par un membre

de son barreau transmet sans délai l'acte de saisine au bâtonnier du barreau auquel appartient l'avocat défendeur. Les bâtonniers disposent d'un délai de quinze jours pour s'entendre sur la désignation du bâtonnier d'un barreau tiers.
A défaut de s'être entendus dans ce délai sur cette désignation, le bâtonnier du demandeur saisit le président du Conseil national des barreaux qui désigne le bâtonnier d'un barreau tiers. En cas de pluralité de défendeurs appartenant à des barreaux différents, le bâtonnier initialement saisi demande au président du Conseil national des barreaux de désigner le bâtonnier d'un barreau tiers.

Article 179-3
Pour les différends mentionnés au premier alinéa de l'article 179-2, le remplaçant du bâtonnier tiers saisi est désigné par le président du Conseil national des barreaux.

Article 179-4
Les règles prévues aux articles 142 à 148 et 150 à 152 sont applicables aux différends régis par la présente section.

Article 179-5
Le bâtonnier rend sa décision dans le délai de quatre mois à compter de sa saisine. Si la nature ou la complexité du différend le justifie, ce délai peut être porté à quatre mois par décision motivée, notifiée aux parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Lorsque le bâtonnier n'a pas pris de décision dans le délai prévu à l'alinéa précédent, chacune des parties peut saisir la cour d'appel dans le mois qui suit l'expiration de ces délais.

Article 179-6
La décision du bâtonnier est notifiée et peut être contestée par les parties dans les conditions prévues à l'article 152. Elle est également notifiée, s'il y a lieu, aux bâtonniers des barreaux auxquels celles-ci sont inscrites.

Article 179-7
Lorsqu'elles ne sont pas déférées à la cour d'appel, les décisions du bâtonnier peuvent être rendues exécutoires par le président du tribunal de grande instance auprès duquel est établi son barreau.

TITRE IV : LA DISCIPLINE

Chapitre Ier : Le conseil de discipline

Article 180
Sauf à Paris, le conseil de discipline est constitué dans les conditions fixées ci-après.
Après chaque renouvellement prévu à l'article 5, le conseil de l'ordre désigne pour siéger au conseil de discipline :
Un membre titulaire et un membre suppléant dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est de huit à quarante-neuf ;
Deux membres titulaires et deux membres suppléants dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est de cinquante à quatre-vingt-dix-neuf ;
Trois membres titulaires et trois membres suppléants dans les barreaux où le nombre des avocats disposant du droit de vote est de cent à deux cents.
Toutefois, lorsqu'il existe seulement deux barreaux dans le ressort de la cour d'appel, chaque conseil de l'ordre désigne au moins trois membres titulaires et trois membres suppléants du conseil de discipline.
Dans les barreaux où le nombre d'avocats est inférieur à huit, l'assemblée générale désigne un membre titulaire et un membre suppléant. La désignation a lieu au cours du dernier trimestre de l'année civile.
Chaque barreau réunissant plus de deux cents avocats disposant du droit de vote désigne un représentant supplémentaire et son suppléant par tranche de deux cents, sous réserve que les membres de ce barreau ne composent pas plus de la moitié du conseil de discipline de la cour d'appel.
Les avocats disposant du droit de vote sont ceux qui sont inscrits au barreau au 1er septembre précédant le renouvellement du conseil de l'ordre.
Les désignations ont lieu avant le 1er janvier qui suit le renouvellement annuel du conseil de l'ordre.

Article 181
Lorsque, dans le ressort de la cour d'appel, le nombre des avocats disposant du droit de vote excède cinq cents, le conseil de discipline peut constituer une formation supplémentaire par tranche de cinq cents avocats.
Le président du conseil de discipline, et, à Paris, le doyen des présidents des formations disciplinaires du conseil de l'ordre, répartit les affaires entre les formations.

Article 182
Le conseil de discipline établit le règlement intérieur, fixe le nombre et la composition des formations et

en élit le président. Il en informe le procureur général dans un délai de huit jours.

Chapitre Ier : Dispositions générales. (abrogé)

Chapitre II : Les sanctions disciplinaires

Article 183
Toute contravention aux lois et règlements, toute infraction aux règles professionnelles, tout manquement à la probité, à l'honneur ou à la délicatesse, même se rapportant à des faits extraprofessionnels, expose l'avocat qui en est l'auteur aux sanctions disciplinaires énumérées à l'article 184.

Article 184
Les peines disciplinaires sont :

1° L'avertissement ;

2° Le blâme ;

3° L'interdiction temporaire, qui ne peut excéder trois années ; 4° La radiation du tableau des avocats, ou le retrait de l'honorariat.
L'avertissement, le blâme et l'interdiction temporaire peuvent comporter la privation, par la décision qui prononce la peine disciplinaire, du droit de faire partie du conseil de l'ordre, du Conseil national des barreaux, des autres organismes ou conseils professionnels ainsi que des fonctions de bâtonnier pendant une durée n'excédant pas dix ans.
L'instance disciplinaire peut en outre, à titre de sanction accessoire, ordonner la publicité de toute peine disciplinaire.
La peine de l'interdiction temporaire peut être assortie du sursis. La suspension de la peine ne s'étend pas aux mesures accessoires prises en application des deuxième et troisième alinéas. Si, dans le délai de cinq ans à compter du prononcé de la peine, l'avocat a commis une infraction ou une faute ayant entraîné le prononcé d'une nouvelle peine disciplinaire, celle-ci entraîne sauf décision motivée l'exécution de la première peine sans confusion avec la seconde.

Article 185
L'avocat radié ne peut être inscrit au tableau d'aucun autre barreau.

Article 186
L'avocat interdit temporairement doit, dès le moment où la décision est passée en force de chose jugée, s'abstenir de tout acte professionnel. Il ne peut en aucune circonstance faire état de sa qualité d'avocat. Il ne peut participer à l'activité des organismes professionnels auxquels il appartient.

Chapitre III : Procédure disciplinaire

Section I : L'enquête déontologique

Article 187
Le bâtonnier peut, soit de sa propre initiative, soit à la demande du procureur général, soit sur la plainte de toute personne intéressée, procéder à une enquête sur le comportement d'un avocat de son barreau. Il peut désigner à cette fin un délégué, parmi les membres ou anciens membres du conseil de l'ordre. Lorsqu'il décide de ne pas procéder à une enquête, il en avise l'auteur de la demande ou de la plainte.
Au vu des éléments recueillis au cours de l'enquête déontologique, il établit un rapport et décide s'il y a lieu d'exercer l'action disciplinaire. Il avise de sa décision le procureur général et, le cas échéant, le plaignant.
Lorsque l'enquête a été demandée par le procureur général, le bâtonnier lui communique le rapport.
Le bâtonnier le plus ancien dans l'ordre du tableau, membre du conseil de l'ordre, met en œuvre les dispositions du présent article lorsque des informations portées à sa connaissance mettent en cause le bâtonnier en exercice.

Section II : La saisine de l'instance disciplinaire et l'instruction

Article 188
Dans les cas prévus à l'article 183, directement ou après enquête déontologique, le bâtonnier dont relève l'avocat mis en cause ou le procureur général saisit l'instance disciplinaire par un acte motivé. Il en informe au préalable l'autorité qui n'est pas à l'initiative de l'action disciplinaire.
L'acte de saisine est notifié à l'avocat poursuivi par l'autorité qui a pris l'initiative de l'action disciplinaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Copie en est communiquée au conseil de l'ordre dont relève l'avocat poursuivi aux fins de désignation d'un rapporteur.
Dans les quinze jours de la notification, le conseil de l'ordre dont relève l'avocat poursuivi désigne l'un de ses membres pour procéder à l'instruction de l'affaire.
A défaut de désignation d'un rapporteur par le conseil de l'ordre, l'autorité qui a engagé l'action disciplinaire saisit le premier président de la cour d'appel qui procède alors à cette désignation parmi les membres du conseil de l'ordre.

Article 189
Le rapporteur procède à toute mesure d'instruction nécessaire.

Toute personne susceptible d'éclairer l'instruction peut être entendue contradictoirement. L'avocat poursuivi peut demander à être entendu. Il peut se faire assister d'un confrère.
Il est dressé procès-verbal de toute audition. Les procès-verbaux sont signés par la personne entendue.
Toute convocation est adressée à l'avocat poursuivi par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 190
Toutes les pièces constitutives du dossier disciplinaire, et notamment les rapports d'enquête et d'instruction, sont cotées et paraphées. Copie en est délivrée à l'avocat poursuivi sur sa demande.

Article 191
Le rapporteur transmet le rapport d'instruction au président du conseil de discipline et, à Paris, au doyen des présidents des formations disciplinaires du conseil de l'ordre au plus tard dans les quatre mois de sa désignation. Ce délai peut, à la demande du rapporteur, être prorogé dans la limite de deux mois par décision motivée du président du conseil de discipline ou, à Paris, du doyen des présidents des formations disciplinaires du conseil de l'ordre. Cette décision est notifiée aux parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Copie en est adressée au bâtonnier et au procureur général si ce dernier a pris l'initiative de l'action disciplinaire.
La date de l'audience est fixée par le président du conseil de discipline et, à Paris, par le doyen des présidents des formations disciplinaires du conseil de l'ordre.

Article 192
Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée sans que l'avocat mis en cause ait été entendu ou appelé au moins huit jours à l'avance.
L'avocat est convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par citation d'huissier de justice.
La convocation ou la citation comporte, à peine de nullité, l'indication précise des faits à l'origine des poursuites ainsi que la référence aux dispositions législatives ou réglementaires précisant les obligations auxquelles il est reproché à l'avocat poursuivi d'avoir contrevenu, et, le cas échéant, une mention relative à la révocation du sursis.

Section III : Le jugement et l'exercice des voies de recours

Article 193
L'audience se tient dans la commune où siège la cour d'appel. L'avocat poursuivi comparaît en personne. Il peut se faire assister par un avocat.
La formation restreinte ne peut renvoyer l'examen de l'affaire à la formation plénière de l'instance disciplinaire qu'après audition de l'avocat qui comparaît.
Le président donne la parole au bâtonnier et au procureur général si ce dernier a pris l'initiative d'engager l'action disciplinaire.

Article 194
Les débats sont publics. Toutefois, l'instance disciplinaire peut décider que les débats auront lieu ou se poursuivront en chambre du conseil à la demande de l'une des parties ou s'il doit résulter de leur publicité une atteinte à l'intimité de la vie privée.

Article 195
Si dans les huit mois de la saisine de l'instance disciplinaire celle-ci n'a pas statué au fond ou par décision avant dire droit, la demande est réputée rejetée et l'autorité qui a engagé l'action disciplinaire peut saisir la cour d'appel.
Lorsque l'affaire n'est pas en état d'être jugée ou lorsqu'elle prononce un renvoi à la demande de l'une des parties, l'instance disciplinaire peut décider de proroger ce délai dans la limite de quatre mois. La demande de renvoi, écrite, motivée et accompagnée de tout justificatif, est adressée au président de l'instance disciplinaire ou, à Paris, au président de la formation disciplinaire du conseil de l'ordre.
Dans les cas prévus aux alinéas précédents, la cour d'appel est saisie et statue, le procureur général entendu, dans les conditions prévues à l'article 197.

Article 196
Toute décision prise en matière disciplinaire est notifiée à l'avocat poursuivi, au procureur général et au bâtonnier dans les huit jours de son prononcé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Le plaignant est informé du dispositif de la décision lorsque celle-ci est passée en force de chose jugée.

Article 197
L'avocat qui fait l'objet d'une décision en matière disciplinaire, le procureur général et le bâtonnier peuvent former un recours contre la décision. La cour d'appel est saisie et statue dans les conditions prévues à l'article 16, le procureur général entendu.
La publicité des débats est assurée conformément aux dispositions de l'article 194.
Le greffier en chef de la cour d'appel notifie l'appel à

toutes les parties, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant la date à laquelle l'affaire sera appelée.
Le délai du recours incident est de quinze jours à compter de la notification du recours principal.
Le procureur général assure et surveille l'exécution des peines disciplinaires.

Section IV : De la suspension provisoire

Article 198
La mesure de suspension provisoire prévue par l'article 24 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée ne peut être prononcée sans que l'avocat mis en cause ait été entendu ou appelé au moins huit jours à l'avance.
L'avocat est convoqué ou cité dans les conditions prévues à l'article 192. L'audience se déroule dans les conditions fixées aux articles 193 et 194.
Si, dans le mois d'une demande de suspension provisoire, le conseil de l'ordre n'a pas statué, la demande est réputée rejetée et, selon le cas, le procureur général ou le bâtonnier peut saisir la cour d'appel.
Toute décision prise en matière de suspension provisoire est notifiée dans les conditions fixées à l'article 196.
L'avocat qui fait l'objet d'une décision en matière de suspension provisoire, le procureur général et le bâtonnier peuvent former un recours contre la décision. La cour d'appel est saisie et statue dans les conditions prévues à l'article 197.
Article 199
La décision suspendant provisoirement de ses fonctions l'avocat qui fait l'objet d'une poursuite pénale ou disciplinaire est exécutoire nonobstant appel.
Le procureur général assure et surveille l'exécution de la mesure de suspension provisoire.

Chapitre II : Procédure disciplinaire. (abrogé)

L'exercice de la profession d'avocat, sous leur titre professionnel d'origine, par les ressortissants des états membres de la communauté européenne, des autres Etats parties à l'accord sur l'espace économique européen et de la Confédération suisse

Chapitre Ier : Dispositions communes

Article 200
Le présent titre est applicable aux avocats ressortissants de l'un des Etats membres de la Communauté européenne , d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ayant acquis leur qualification dans l'un de ces Etats membres ou parties autres que la France ou dans la Confédération suisse, venant accomplir à titre permanent ou occasionnel, sous leur titre professionnel d'origine, leur activité professionnelle en France.

Article 201
Pour l'application du présent titre, sont reconnus en France comme avocats les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne, des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse qui exercent leurs activités professionnelles dans l'un de ces Etats membres ou parties autres que la France ou dans la Confédération suisse sous l'un des titres professionnels suivants :

- en Belgique : avocat, advocaat, rechtsanwalt ;
- en Bulgarie : - - b- k- t
- en République tchèque : advokajt ;
- au Danemark : advokat ;
- en Allemagne : rechtsanwalt ;
- en Estonie : vandeadvokaat ;
- en Grèce : dikigoros ;
- en Espagne : abogado, advocat, avogado, abokatu ;
- en Irlande : barrister, solicitor ;
- en Italie : avvocato ;
- à Chypre : dikigoros ;
- en Lettonie : zverinats advokalts ;
- en Lituanie : advokatas ;
- au Luxembourg : avocat ;
- en Hongrie : ügyvéd ;
- à Malte : avukat, prokuratur legali ;
- aux Pays-Bas : advocaat ;
- en Autriche : rechtsanwalt ;
- en Pologne : adwokat, radca prawny ;
- au Portugal : advogado ;
- en Roumanie : avocat ;
- en Slovénie : odvetnik, odvetnica ;
- en Slovaquie : advokajt, komercpn prajvnik ;
- en Finlande : asianajaja, advokat ;
- en Suède : advokat ;
- au Royaume-Uni : advocate, barrister, solicitor ;
- en Suisse : avocat, advokat, anwalt, fürsprecher, fürsprech, avvocato, rechtsanwalt ;
- en Islande : lögmaour ;
- au Liechtenstein : rechtsanwalt ;
- en Norvège : advokat.

Chapitre II : La libre prestation de services

Article 202
L'activité professionnelle des avocats ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne, des autres Etats parties à l'accord sur l'Espace éco-

nomique européen ou de la Confédération suisse établis à titre permanent dans l'un de ces Etats membres ou parties autre que la France ou en Confédération suisse est exercée dans les conditions ci-après définies. Elle ne peut toutefois s'étendre aux domaines qui relèvent de la compétence exclusive des officiers publics ou ministériels.
Ces avocats font usage, en France, de l'un des titres mentionnés à l'article 201, exprimé dans la ou l'une des langues de l'Etat où ils sont établis, accompagné du nom de l'organisme professionnel dont ils relèvent ou de celui de la juridiction auprès de laquelle ils sont habilités à exercer en application de la législation de cet Etat.
Le procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle est assurée la prestation de services, le bâtonnier de l'ordre des avocats territorialement compétent, le président et les membres de la juridiction ou de l'organisme juridictionnel ou disciplinaire ou le représentant qualifié de l'autorité publique devant lequel se présente l'avocat peuvent lui demander de justifier de sa qualité.

Article 202-1
Lorsqu'un avocat mentionné à l'article 202 assure la représentation ou la défense d'un client en justice ou devant les autorités publiques, il exerce ses fonctions dans les mêmes conditions qu'un avocat inscrit à un barreau français.
Il respecte les règles professionnelles françaises, sans préjudice des obligations non contraires qui lui incombent dans l'Etat dans lequel il est établi.
En matière civile, lorsque la représentation est obligatoire devant le tribunal de grande instance, il ne peut se constituer qu'après avoir élu domicile auprès d'un avocat établi près le tribunal saisi et auquel les actes de la procédure sont valablement notifiés. Il joint à l'acte introductif d'instance ou à la constitution en défense, selon le cas, un document, signé par cet avocat, attestant l'existence d'une convention qui autorise l'élection de domicile pour l'instance considérée.
Lorsque la représentation est obligatoire devant la cour d'appel, il ne peut postuler qu'après avoir élu domicile auprès d'un avocat habilité à représenter les parties devant elle et auquel les actes de la procédure sont valablement notifiés. Il joint à sa constitution un document, signé par cet avocat, attestant l'existence d'une convention qui autorise l'élection de domicile pour l'instance considérée.
A tout moment, l'un ou l'autre des avocats signataires de la convention mentionnée aux alinéas précédents peut y mettre fin par dénonciation notifiée à son confrère ainsi qu'aux avocats représentant les autres parties, sous réserve qu'un autre avocat ait été désigné par l'avocat prestataire de service mentionné à l'article 201. La partie la plus diligente en avise la juridiction en lui communiquant le nom de l'avocat chez qui il a temporairement élu domicile.

Article 202-2
Pour l'exercice, en France, des activités autres que celles prévues à l'article 202-1, les avocats mentionnés à l'article 202 restent soumis aux conditions d'exercice et aux règles professionnelles applicables à leur profession dans l'Etat dans lequel ils sont établis.
Ils sont aussi tenus au respect des règles qui s'imposent, pour l'exercice de ces activités, aux avocats inscrits à un barreau français, notamment celles concernant l'incompatibilité entre l'exercice, en France, des activités d'avocat et celui d'autres activités, le secret professionnel, les rapports confraternels, l'interdiction d'assistance par un même avocat de parties ayant des intérêts opposés et la publicité. Ces règles ne leur sont applicables que si elles peuvent être observées alors qu'ils ne disposent pas d'un établissement en France et dans la mesure où leur observation se justifie objectivement pour assurer, en France, l'exercice correct des activités d'avocat, la dignité de la profession et le respect des incompatibilités.

Article 202-3
En cas de manquement par les avocats mentionnés à l'article 202 aux dispositions du présent décret, ceux-ci sont soumis aux dispositions des articles 180 et suivants relatifs à la discipline des avocats inscrits à un barreau français. Toutefois, pour l'application de l'article 184, les peines disciplinaires de l'interdiction temporaire et de la radiation du tableau ou de la liste du stage sont remplacées par la peine de l'interdiction provisoire ou définitive d'exercer, en France, des activités professionnelles. L'autorité disciplinaire française peut demander à l'autorité compétente de l'Etat d'origine communication des renseignements professionnels concernant les avocats intéressés. Elle informe cette dernière autorité de toute décision prise. Ces communications ne portent pas atteinte au caractère confidentiel des renseignements fournis.

Chapitre III : L'exercice permanent de la profession d'avocat

Article 203
L'avocat ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne , d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ayant acquis sa qualification

dans l'un de ces Etats membres ou parties autres que la France ou en Confédération suisse, qui exerce en France son activité professionnelle à titre permanent sous son titre professionnel d'origine par application des dispositions du titre IV de la loi du 31 décembre 1971 précitée, est soumis aux dispositions du présent décret, sous réserve des dispositions du présent chapitre.

Article 203-1
En cas de manquement, en France, aux règles professionnelles par l'avocat mentionné à l'article 203, le bâtonnier adresse à l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le titre professionnel a été acquis les informations utiles sur la procédure disciplinaire envisagée.
Ces informations portent notamment sur les faits reprochés, les règles professionnelles en cause, la procédure disciplinaire applicable et les sanctions encourues. Les dispositions de l'article 88 de la loi du 31 décembre 1971 précitée ainsi que celles du présent article sont également portées à la connaissance de l'autorité compétente.
L'instance disciplinaire prévue à l'article 22 de la loi du 31 décembre 1971 précitée est saisie dans un délai qui ne peut être inférieur à un mois à compter de l'accomplissement de cette formalité.
Après la saisine de l'instance disciplinaire, l'autorité compétente peut présenter à tout moment ses observations écrites.

TITRE V : LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES EN FRANCE PAR LES AVOCATS DES ETATS MEMBRES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES. (ABROGÉ)

TITRE VI : L'ASSURANCE, LA GARANTIE FINANCIÈRE, LES RÈGLEMENTS PÉCUNIAIRES ET LA COMPTABILITÉ DES AVOCATS

Chapitre Ier : L'assurance de la responsabilité civile professionnelle

Article 205
Tout avocat doit être couvert contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle, définie au premier alinéa de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, par un contrat souscrit auprès d'une entreprise d'assurances régie par le code des assurances, soit collectivement ou personnellement par les avocats, soit à la fois par le barreau et par les avocats.
Tout avocat exerçant en qualité de fiduciaire doit être couvert contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile professionnelle, en raison des négligences et fautes commises dans l'exercice de ces fonctions, par la souscription, à titre personnel, d'une assurance propre à cette activité.
Les contrats d'assurance ne doivent pas comporter une limite de garantie inférieure à 1 500 000 euros par année pour un même assuré. Ils ne doivent pas prévoir de franchise à la charge de l'assuré supérieure à 10 % des indemnités dues, dans la limite de 3 050 euros. La franchise n'est pas opposable aux victimes.

Article 206
La responsabilité civile professionnelle de l'avocat membre d'une société d'avocats ou collaborateur ou salarié d'un autre avocat est garantie par l'assurance de la société dont il est membre ou de l'avocat dont il est le collaborateur ou le salarié.
Toutefois, lorsque le collaborateur d'un avocat exerce en même temps la profession d'avocat pour son propre compte, il doit justifier d'une assurance couvrant la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir du fait de cet exercice.

Chapitre II : L'assurance au profit de qui il appartiendra et la garantie financière

Section I : L'assurance au profit de qui il appartiendra

Article 207
L'assurance prévue au deuxième alinéa de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1971 précitée est contractée par le barreau auprès d'une entreprise d'assurances régie par le code des assurances.
Elle garantit, au profit de qui il appartiendra, le remboursement des fonds, effets ou valeurs reçus à l'occasion de l'exercice de leur activité professionnelle par les avocats membres du barreau souscripteur.

Article 208
La garantie d'assurance prévue à l'article 207 s'applique en cas d'insolvabilité de l'avocat membre du barreau souscripteur du contrat, sur la seule justification que la créance soit certaine, liquide et exigible.
Pour l'assureur, l'insolvabilité de l'avocat résulte d'une sommation de payer ou de restituer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de sa signification.
L'auteur de la sommation et l'avocat avisent sans délai le bâtonnier de la sommation.

Article 209
L'avocat, membre du barreau qui a contracté l'assurance prévue à l'article 207, ne peut, sous réserve

des dispositions de l'article 226, recevoir des fonds, effets ou valeurs pour un montant excédant celui de la garantie accordée par l'assureur.
Ne sont pas pris en compte, dans le calcul des sommes visées au premier alinéa, les titres nominatifs ainsi que les chèques et les effets payables à l'ordre d'une personne dénommée autre que l'avocat ou la caisse des règlements pécuniaires prévue à l'article 53 (9°) de la loi du 31 décembre 1971 précitée.

Article 209-1
S'il n'a pas choisi de contracter les garanties financières mentionnées au quatrième alinéa de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée, tout avocat exerçant en qualité de fiduciaire doit avoir souscrit une assurance au profit de qui il appartiendra, propre à son activité, et garantissant la restitution des biens, droits ou sûretés concernés.
Les contrats d'assurance ne doivent pas comporter une limite de garantie inférieure à 5 % de la valeur des biens immeubles et à 20 % de la valeur des autres biens, droits ou sûretés, appréciée au jour de leur transmission . Ces seuils ne préjudicient pas à la souscription volontaire, par l'avocat fiduciaire, d'une garantie financière supplémentaire.

Section II : La garantie financière
Sous-section 1 : Dispositions générales

Article 210
Tout avocat, s'il n'est membre d'un barreau qui a souscrit l'assurance prévue à l'article 207 et sans préjudice des dispositions de l'article 226, doit justifier de la garantie mentionnée par le deuxième alinéa de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.
Les obligations de garantie financière prévues au présent chapitre incombent aux sociétés civiles professionnelles et aux sociétés d'exercice libéral d'avocats, aux avocats exerçant la profession à titre individuel ou dans le cadre d'une association ou d'une société en participation ainsi qu'aux avocats exerçant la profession en qualité de collaborateur dans la mesure où ils exercent en même temps la profession pour leur propre compte.

Article 210-1
Tout avocat exerçant en qualité de fiduciaire, s'il n'a pas choisi de souscrire l'assurance prévue à l'article 209-1, doit justifier des garanties mentionnées au quatrième alinéa de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1971 susvisée.

Article 211
Les garanties prévues aux articles 210 et 210-1 ne peuvent valablement résulter que d'un engagement de caution pris par une banque, un établissement de crédit, une entreprise d'assurances ou une société de caution mutuelle, habilités à donner caution.
La caution résulte d'une convention écrite qui en fixe les conditions générales et précise, notamment, le montant de la garantie accordée, les conditions de rémunération, les modalités de contrôle comptable ainsi que les contre-garanties éventuellement exigées par le garant.

Article 212
La garantie prévue à l'article 210 est affectée au remboursement des fonds, effets ou valeurs reçus pour le compte de qui il appartiendra par l'avocat à l'occasion de l'exercice de son activité professionnelle.
Les garanties financières prévues à l'article 210-1 sont affectées à la restitution, au profit de qui il appartiendra, des biens, droits ou sûretés transférés dans le cadre du contrat de fiducie.

Sous-section 2 :
Détermination de la garantie financière

Article 213
Sous réserve des dispositions de l'article 226, l'avocat doit solliciter une garantie financière d'un montant au moins égal au montant maximal des fonds qu'il envisage de détenir.

Article 214
Sauf circonstances particulières dûment justifiées et sous réserve des dispositions de l'article 226, le montant de la garantie accordée à un avocat ayant au moins un an d'activité à ce titre ne peut être inférieur au montant maximal des sommes dont cet avocat est demeuré redevable, à un moment quelconque au cours des douze mois précédents, sur les versements de fonds et remises d'effets et valeurs reçus à l'occasion des opérations mentionnées à l'article 212.
Ne sont pas pris en compte, dans le calcul des sommes visées au premier alinéa, les titres nominatifs ainsi que les chèques et les effets payables à l'ordre d'une personne dénommée autre que l'avocat ou la caisse des règlements pécuniaires.
Lorsque l'avocat exerce son activité depuis moins d'une année, il est tenu compte, pour la détermination du montant de la garantie, d'une déclaration sur l'honneur souscrite par l'intéressé et indiquant le montant maximal des sommes qu'il envisage de détenir pendant la période de garantie fixée par la convention.
Si l'intéressé a déclaré son intention de ne pas recevoir habituellement de fonds et si, en outre, exerçant

son activité depuis une année au moins, il n'a pas reçu de fonds au cours de la précédente période de garantie, les cotisations et participations qui peuvent lui être réclamées par le garant sont fixées au taux minimal pratiqué par la banque, l'établissement de crédit, l'entreprise d'assurances ou la société de caution mutuelle.

Article 215
Le montant de la garantie est révisé à la fin de chaque période annuelle ou lors de circonstances particulières survenant en cours d'année.
Il peut également être élevé à la demande de l'avocat pour une période de temps limitée.

Article 216
L'avocat ne peut, sous réserve des dispositions de l'article 226, recevoir de fonds, effets et valeurs, à l'exception de ceux qui sont mentionnés au deuxième alinéa de l'article 214, que dans la limite du montant des garanties accordées.

Article 216-1
Le montant des garanties financières accordées à un avocat exerçant en qualité de fiduciaire ne peut être inférieur à 5 % de la valeur des biens immeubles et à 20 % de la valeur des autres biens, droits ou sûretés, appréciée au jour de leur transmission. Ces seuils ne préjudicient pas à la souscription volontaire, par l'avocat fiduciaire, de garanties financières supplémentaires ou d'une assurance complémentaire souscrite dans les conditions prévues par le premier alinéa de l'article 209-1.
Les articles 213, 214 et 216 ne sont pas applicables aux garanties financières accordées dans lesconditions mentionnées au premier alinéa.

Article 217
La banque, l'établissement de crédit, l'entreprise d'assurances ou la société de caution mutuelle délivre à l'avocat une attestation de garantie conforme au modèle fixé par arrêté conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre chargé de l'économie et des finances.

Article 218
Le garant peut demander à consulter tous registres et documents comptables ainsi que le relevé intégral, pour l'année écoulée, du compte affecté à la réception des fonds de la clientèle.
Il peut également demander à l'avocat de produire la justification de l'assurance prévue à l'article 205.
Ces demandes sont adressées à l'avocat par l'intermédiaire du bâtonnier, sauf lorsque l'avocat exerce en qualité de fiduciaire.

Sous-section 3 :
Mise en œuvre de la garantie financière

Article 219
La garantie financière s'étend à toute créance ayant pour origine un versement de fonds ou une remise d'effets ou de valeurs effectué à l'occasion des actes ou des opérations mentionnés à l'article 212. Elle s'applique sur les seules justifications que la créance soit certaine, liquide et exigible et que la personne garantie soit défaillante, sans que le garant puisse opposer au créancier le bénéfice de discussion. Dans le cas où la créance fait l'objet d'une contestation en justice, le demandeur à l'instance doit aviser le garant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Pour le garant, la défaillance de l'avocat garanti résulte d'une sommation de payer ou de restituer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci. L'avocat garanti avise sans délai le bâtonnier de cette sommation.
Si le garant conteste les conditions d'ouverture du droit au paiement ou le montant de la créance, le créancier peut assigner directement le garant devant la juridiction compétente.

Article 220
Le garant informe immédiatement le bâtonnier des demandes en paiement dont il est saisi.
Le bâtonnier indique à toute personne intéressée le nom et l'adresse de l'établissement qui assure la garantie de l'avocat ainsi que le montant des garanties constituées.

Article 221
Le paiement est effectué par le garant à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la présentation d'une demande écrite, sous réserve, le cas échéant, d'une contestation portée devant le juge.
En cas de cessation de la garantie avant l'expiration du délai prévu au premier alinéa, il est fait application des dispositions de l'article 225.
En cas de pluralité de demandes présentées dans les délais prescrits, le paiement a lieu au marc le franc dans le cas où le montant total de ces demandes excéderait le montant de la garantie.

Sous-section 4 : Cessation de la garantie

Article 222
La garantie cesse à la suite soit de l'expiration du contrat de caution conclu avec une banque, un établissement de crédit, une entreprise d'assurances ou une société de caution mutuelle soit de la dénon-

ciation de ce contrat par l'avocat, ou par la banque, l'établissement de crédit, l'entreprise d'assurances ou la société de caution mutuelle.
Elle cesse également par le décès de la personne garantie ou, s'il s'agit d'une société, par la clôture de sa liquidation ainsi que par la suspension provisoire, l'interdiction temporaire, l'omission, la radiation de l'avocat du tableau.
Toutefois, sauf en cas de radiation, la garantie peut être prorogée avec l'autorisation du bâtonnier. Cette prorogation, si elle n'a pas été expressément prévue dans la convention initiale, doit faire l'objet d'un accord entre le garant, l'avocat ou ses ayants droit et l'avocat assumant la suppléance ou l'administration provisoire.

Article 223
En cas de cessation de garantie pour quelque cause que ce soit, le garant est tenu d'en informer immédiatement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par remise d'avis contre récépissé, le bâtonnier et l'établissement dans lequel est ouvert le compte affecté à la réception des fonds.
Le bâtonnier avise sans délai, dans les mêmes formes, les personnes dont les noms et adresses figurent dans les documents comptables et qui sont soit les auteurs de versements ou de remises, soit les destinataires éventuels de ces versements ou remises.
Le garant de l'avocat exerçant en qualité de fiduciaire informe directement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le constituant et le bénéficiaire de la cessation de la garantie.

Article 224
La garantie continue de produire ses effets à l'égard des tiers jusqu'à l'expiration d'un délai de trois jours suivant l'avis de cessation de garantie donné par le garant au bâtonnier dans les conditions prévues à l'article 223.

Article 225
Les créances mentionnées à l'article 219 qui ont pour origine un versement ou une remise fait antérieurement à la date de la cessation de garantie restent couvertes par le garant si elles sont produites par le créancier dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée ou de l'avis prévu au second alinéa de l'article 223 pour les personnes qu'elle concerne ou de l'expiration du délai fixé à l'article 224 pour les autres personnes.
Ce délai ne court à l'égard des créanciers mentionnés au second alinéa de l'article 223 que si l'avis qui leur a été donné mentionne le temps qui leur est imparti pour produire.

Section III : Cumuls d'assurances et garanties

Article 226
Par dérogation aux dispositions de l'article 209, l'avocat membre d'un barreau qui a contracté l'assurance prévue à l'article 207 peut recevoir des fonds, effets ou valeurs pour un montant excédant le montant maximum de la garantie accordée par l'assureur, s'il justifie, à concurrence des sommes excédentaires, d'une garantie financière accordée dans les conditions prévues à la section II.

Article 227
Un avocat n'est autorisé à conclure des conventions de garantie avec plusieurs garants pour l'ensemble des activités prévues au premier alinéa de l'article 212 que dans le cas où le montant des sommes qu'il envisage de recevoir est supérieur au montant de la garantie que chacun des garants peut lui accorder.
En ce cas, chaque garant doit avoir été avisé de toutes les conventions passées avec les autres garants et doit être avisé, le cas échéant, de toute modification qui aurait pour effet de réduire, de suspendre ou de supprimer tout ou partie des garanties initialement accordées par les autres garants.
L'ordre dans lequel interviendront les garants en cas de mise en œuvre de la garantie et le montant maximal de chaque garantie, indiqués dans un document distinct, portent la signature de tous les garants.
Les dispositions du deuxième alinéa sont applicables lorsqu'une garantie complémentaire portant sur une opération déterminée a été consentie par une banque, un établissement de crédit, une entreprise d'assurances ou une société de caution mutuelle autre que celui qui garantit
l'ensemble des activités de l'avocat.
Dans tous les cas, l'intéressé et le garant doivent informer le bâtonnier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception des garanties complémentaires qui ont été consenties et des modalités de leur mise en œuvre.

Section IV : Disposition commune

Article 228
En cas d'ouverture d'un bureau secondaire dans le ressort d'un barreau dont ne relève pas l'avocat, l'assurance et la garantie financière prévues à l'article 27 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, souscrites dans le cadre de l'établissement principal, doivent être étendues aux actes accomplis dans le bureau secondaire.
Pour ce qui concerne les avocats membres d'asso-

ciations ou de sociétés constituées entre avocats appartenant à des barreaux différents, l'assurance prévue au deuxième alinéa de l'article 27 de la loi du 31 décembre 1971 précitée demeure souscrite par le barreau auquel est inscrit l'avocat.

Chapitre III : Règlements pécuniaires et comptabilité
Section I : Dispositions générales
Sous-section 1 : Régime des règlements pécuniaires

Article 229
Sous réserve de justifier d'un mandat spécial dans les cas où il est exigé, l'avocat procède aux règlements pécuniaires liés à son activité professionnelle, en observant les règles fixées par le présent décret et par le règlement intérieur du barreau. Ces règlements pécuniaires ne peuvent être que l'accessoire des actes juridiques ou judiciaires accomplis dans le cadre de son exercice professionnel.

Article 230
Sauf lorsqu'ils n'excèdent pas 150 euros, somme à concurrence de laquelle ils peuvent être exécutés en espèces contre quittance, les règlements pécuniaires mentionnés à l'article 229 ne peuvent avoir lieu que par chèques ou virements bancaires.

Sous-section 2 : Règles et documents comptables

Article 231
Les opérations de chaque avocat sont retracées dans des documents comptables destinés, notamment, à constater les versements de fonds et remises d'effets ou valeurs qui lui sont faits au titre de ses opérations professionnelles ainsi que les opérations portant sur ces versements ou remises.
Lorsqu'il exerce en qualité de fiduciaire, l'avocat tient une comptabilité distincte, propre à cette activité. Il ouvre un compte spécialement affecté à chacune des fiducies exercées.
La comptabilité de l'avocat est tenue dans les conditions prévues par la présente sous-section.

Article 232
L'avocat est tenu de présenter sa comptabilité à toute demande du bâtonnier.
Il est tenu de présenter tous extraits nécessaires de sa comptabilité lorsqu'il en est requis par le président du tribunal de grande instance ou le premier président de la cour d'appel, saisi d'une contestation en matière d'honoraires ou débours ou en matière de taxe.

Article 233
Tous les versements de fonds ou remises d'effets et valeurs à un avocat, sauf lorsqu'il agit en qualité de fiduciaire, donnent lieu à la délivrance ou à l'envoi d'un accusé de réception s'il n'en a pas été donné quittance.

Article 234
Les dispositions du présent chapitre ne dérogent pas aux règles applicables aux règlements pécuniaires et à la comptabilité directement liés à l'exercice des fonctions accessoires dans les conditions prévues à l'article 11 et au deuxième alinéa de l'article 38 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985.

Article 235
Le règlement intérieur du barreau fixe les mesures propres à assurer les vérifications prévues par l'article 17 (9°) de la loi du 31 décembre 1971 précitée.
La bâtonnier informe le procureur général, au moins une fois l'an, du résultat de ces vérifications.
La comptabilité des sociétés constituées entre avocats appartenant à des barreaux différents et des cabinets ayant ouvert un bureau secondaire dans le ressort d'un barreau distinct est vérifiée par le conseil de l'ordre des avocats du lieu du siège social ou de l'établissement principal, qui peut se faire communiquer les documents comptables correspondant à l'activité accomplie dans les autres barreaux.
Le bâtonnier de ce conseil de l'ordre informe les bâtonniers des barreaux dont les membres font l'objet d'une vérification de leur comptabilité du déroulement de cette opération ainsi que de son résultat.
Le conseil de l'ordre vérificateur peut déléguer aux conseils de l'ordre locaux certaines opérations de vérifications s'appliquant aux membres de leurs barreaux.

Article 235-1
Les produits financiers des fonds, effets ou valeurs mentionnés au 9° de l'article 53 de la loi du 31 décembre 1971 précitée sont affectés exclusivement :

1° Au financement des services d'intérêt collectif de la profession, et notamment des actions de formation, d'information et de prévoyance, ainsi qu'aux oeuvres sociales des barreaux ;

2° A la couverture des dépenses de fonctionnement du service de l'aide juridictionnelle et au financement de l'aide à l'accès au droit.

Article 235-2
Les avocats ne peuvent procéder aux règlements pécuniaires mentionnés au 9° de l'article 53 de la loi du

31 décembre 1971 précitée que par l'intermédiaire de la caisse prévue au même article.
Il est interdit aux avocats de recevoir une procuration ayant pour objet de leur permettre de dispo-ser de fonds déposés sur un compte ouvert au nom de leur client ou d'un tiers, autre que l'un des sous-comptes mentionnés à l'article 240-1.

Article 235-3
L'assureur auprès duquel est souscrite l'assurance prévue à l'article 209-1 et le garant auprès duquel sont souscrites les garanties financières prévues à l'article 210-1 ont communication, sur simple demande, par l'avocat fiduciaire, de la comptabilité et, le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes afférent aux opérations de la fiducie. Il en est de même de la liste et des adresses des dépositaires.

Section II :
Caisses des règlements pécuniaires des avocats

Article 236
La caisse des règlements pécuniaires prévue par le 9° de l'article 53 de la loi du 31 décembre 1971 précitée est créée par une délibération du conseil de l'ordre ou, lorsque la caisse est commune à plusieurs barreaux, par une délibération conjointe des conseils de l'ordre des barreaux intéressés.

Article 237
La caisse des règlements pécuniaires des avocats est constituée sous forme d'association déclarée régie par la loi du 1er juillet 1901 susvisée ou, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, sous forme d'association de droit local. Elle est placée sous la responsabilité du ou des barreaux qui l'ont instituée.

Article 237-1
La caisse des règlements pécuniaires des avocats doit justifier auprès de la commission prévue à l'article 241-3 de moyens en matériel et en personnel nécessaires à son fonctionnement.
A défaut, la caisse doit, après délibération des conseils de l'ordre concernés, se regrouper avec une ou plusieurs autres caisses en une caisse commune satisfaisant à cette obligation.

Article 238
Le ou les conseils de l'ordre, en exécution de la délibération prévue à l'article 236, dressent les statuts de la caisse et en arrêtent le règlement intérieur.

Article 239
La délibération prévue à l'article 236 et les décisions prévues à l'article 238 sont notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle est établi le siège de la caisse et à la commission prévue à l'article 241-3.
Le procureur général peut déférer ces délibérations et décisions à la cour d'appel dans les conditions prévues à l'article 16.

Article 240
Les fonds, effets ou valeurs mentionnés à l'article 53-9° de la loi du 31 décembre 1971 précitée, reçus par les avocats, sont déposés à un compte ouvert au nom de la caisse des règlements pécuniaires des avocats dans les écritures d'une banque ou de la caisse des dépôts et consignations.

Article 240-1
Les écritures afférentes à l'activité de chaque avocat sont retracées dans un compte individuel ouvert à son nom.
Chaque compte individuel est lui-même divisé en autant de sous-comptes qu'il y a d'affaires traitées par l'avocat.
Tout mouvement de fonds entre sous-comptes est interdit, sauf autorisation spéciale, préalable et motivée du président de la caisse.
Aucun sous-compte ne doit présenter de solde débiteur.

Article 241
Aucun retrait de fonds du compte mentionné à l'article 240-1 ne peut intervenir sans un contrôle préalable de la caisse des règlements pécuniaires des avocats effectué selon des modalités définies par l'arrêté mentionné à l'article 241-1.
Aucun prélèvement d'honoraires au profit de l'avocat ne peut intervenir sans l'autorisation écrite préalable du client.

Article 241-1
Un arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, pris après avis du Conseil national des barreaux, fixe les règles applicables aux dépôts et maniements des fonds, effets ou valeurs mentionnés au 9° de l'article 53 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.

Article 241-2
Le ou les conseils de l'ordre auprès desquels est instituée la caisse désignent, pour une durée de six ans, un commissaire aux comptes choisi sur la liste mentionnée à l'article 219 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et répondant aux

conditions de choix prescrites par l'article 30 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée.
Le contrôle du commissaire aux comptes ainsi désigné porte sur le respect par la caisse de l'ensemble des règles et obligations fixées par le présent décret et par l'arrêté mentionné à l'article 241-1.
Le commissaire aux comptes peut se faire communiquer tous documents et renseignements utiles à sa mission.
Il établit chaque année un rapport.
La commission prévue à l'article 241-3, le procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle est établi le siège de la caisse, le ou les bâtonniers de l'ordre des avocats auprès desquels est instituée la caisse en sont destinataires.

Article 241-3
Il est institué une commission de contrôle chargée de veiller au respect par les caisses des règlements pécuniaires des avocats de l'ensemble des règles et obligations prévues par le présent décret et par l'arrêté mentionné à l'article 241-1.
Cette commission est composée du président du Conseil national des barreaux, du bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, du président de la Conférence des bâtonniers, du président de l'Union nationale des caisses d'avocats. Chacun d'eux désigne un suppléant choisi au sein de l'organisation qu'il représente.
La commission élit son président ainsi que celui de ses membres appelé à remplacer le président si celui-ci est absent ou empêché.
La commission peut bénéficier, sur sa demande, d'une assistance technique procurée par toute personne désignée par un arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.
La commission établit son règlement intérieur.
En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Article 241-4
La commission peut, à tout moment, au vu notamment des rapports établis par les commissaires aux comptes, émettre des avis ou recommandations à l'attention des caisses.
Elle peut également, à tout moment, soit d'office, soit sur demande du bâtonnier ou du procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle est établi le siège d'une caisse, procéder ou faire procéder, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs avocats qu'elle désigne à cet effet, au contrôle des caisses.
Les avocats ainsi désignés ne peuvent être membres du ou des ordres auprès desquels est instituée la caisse.
Ils peuvent se faire assister, avec l'accord de la commission, d'une ou de plusieurs personnes de leur choix.
Les caisses sont tenues de leur remettre l'ensemble des documents qu'ils estiment nécessaires à l'exercice de leur mission.
A l'issue de leurs investigations, ils dressent un rapport.
La commission prévue à l'article 241-3, le procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle est établi le siège de la caisse, le ou les bâtonniers de l'ordre des avocats auprès desquels est instituée la caisse en sont destinataires.

Article 241-5
Lorsque le rapport révèle des manquements aux règles et obligations prévues par le présent décret, ou par l'arrêté mentionné à l'article 241-1, la commission, soit d'office, soit sur saisine du procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle est établi le siège de la caisse, peut prendre l'une des mesures prévues à l'article 241-6.
Le ou les bâtonniers et le président de la caisse sont invités par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à fournir leurs observations. Ils disposent pour le faire d'un délai d'un mois.

Article 241-6
La commission de contrôle peut émettre des avis et recommandations. Elle peut également enjoindre aux caisses de mettre fin aux manquements mentionnés à l'article 241-5. Elle veille à l'exécution de l'obligation prévue à l'article 237-1, alinéa 2.
En cas de carence des organes de gestion de la caisse, de risque de non-représentation des fonds, effets et valeurs déposés ou de manquement aux règles d'affectation des produits financiers prévues à l'article 235-2, la commission de contrôle peut désigner, pour une durée maximale d'un an renouvelable une fois, un avocat aux fins d'assister le président de la caisse.
L'avocat ainsi désigné ne peut être membre du ou des ordres auprès desquels est instituée la caisse.
Il peut donner au président de la caisse tous avis, conseils et mises en garde. Il tient régulièrement informé le procureur général ainsi que la commission de contrôle.
Si l'urgence le requiert, la commission de contrôle peut suspendre le fonctionnement de la caisse et en organiser l'administration provisoire.

Article 241-7
La commission rend ses décisions après avoir entendu le président de la caisse et, le cas échéant, le ou les bâtonniers et toute personne dont l'audition lui paraît nécessaire.

Le président de la caisse peut se faire assister par le conseil de son choix.
Les décisions de la commission sont motivées et exécutoires par provision. Elles sont notifiées au président de la caisse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elles peuvent faire l'objet d'un recours devant la cour d'appel de Paris dans un délai d'un mois à compter de leur notification. Le sursis à exécution peut être prononcé.

Article 242
L'avocat qui a été autorisé à ouvrir un ou plusieurs bureaux secondaires hors du ressort du barreau auquel il appartient procède aux règlements pécuniaires mentionnés à l'article 53-9° de la loi du 31 décembre 1971 précitée par l'intermédiaire de la caisse de règlements pécuniaires instituée par le conseil de l'ordre de son barreau.

Section III : Dispositions particulières à la rémunération de l'avocat. (abrogé)

TITRE VII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 246
Les avocats et les conseils juridiques qui, en application des dispositions du premier alinéa du paragraphe I de l'article 1er de la loi du 31 décembre 1971 précitée, souhaitent renoncer à faire partie de la nouvelle profession d'avocat peuvent en informer, avant le 31 décembre 1991, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le procureur de la République près le tribunal de grande instance de leur lieu d'inscription ainsi que le bâtonnier de l'ordre des avocats du ressort de ce tribunal de grande instance.
La renonciation faite par les conseils juridiques, soit en vue de leur inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés en application de l'article 50-X de la loi du 31 décembre 1971 précitée, soit en vue de leur nomination aux fonctions de notaire en application de l'article 50-XII de la loi du 31 décembre 1971 précitée, n'est acquise que sous la condition suspensive de cette inscription ou nomination.

Article 247
Les listes des anciens avocats et anciens conseils juridiques qui font partie de la nouvelle profession sont arrêtées au 1er janvier 1992 par les conseils de l'ordre. Chaque liste, qui comprend les avocats qui ont choisi de fixer leur domicile professionnel dans le ressort du tribunal de grande instance, est affichée dans les locaux de ce tribunal et de l'ordre des avocats. Un exemplaire est adressé au procureur général.

Article 248
Les sociétés de conseils juridiques autres que les sociétés civiles professionnelles constituées avant le 1er janvier 1992 sont inscrites, en tant que telles, au tableau d'un barreau jusqu'à leur mise en conformité avec les dispositions de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990.
Article 249
Les conseils juridiques qui deviennent membres de la nouvelle profession d'avocat au 1er janvier 1992 sont réputés avoir prêté serment selon la formule du deuxième alinéa de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.

Article 250
L'avocat qui renonce à faire partie de la nouvelle profession avise sans délai, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ses clients de la nécessité pour eux de choisir un autre avocat pour le substituer dans les instances en cours à compter de son retrait de la liste du stage ou du tableau du barreau.

Article 251
Les conseils de l'ordre sont prorogés, sans changement dans leur composition, jusqu'à la mise en place des conseils de l'ordre de la nouvelle profession. Il en est de même des bâtonniers jusqu'à l'élection du nouveau bâtonnier et des commissions régionales des conseils juridiques jusqu'à la mise en place du dernier conseil de l'ordre de leur ressort respectif.
La Commission nationale des conseils juridiques est prorogée, sans changement dans sa composition, jusqu'à la mise en place du Conseil national des barreaux.
Les organismes professionnels statutaires de la nouvelle profession, à l'exception de la Caisse nationale des barreaux français, se substituent à ceux des anciennes professions d'avocat et de conseil juridique.

Article 252
Les biens, documents, dossiers et archives professionnels et les fonds détenus par les anciens conseils de l'ordre et les anciennes commissions régionales de conseils juridiques sont transférés aux conseils de l'ordre de la nouvelle profession.
Toutefois, les documents, dossiers et archives relatifs à la formation professionnelle détenus par les commissions régionales des conseils juridiques sont transférés aux centres régionaux de formation professionnelle d'avocats.

Les biens, documents, dossiers et archives professionnels et les fonds de l'ancienne Commission nationale des conseils juridiques destinés à la formation professionnelle sont transférés au Conseil national des barreaux.

Article 253
Les fonds, valeurs ou effets déposés avant le 1er janvier 1992 par un conseil juridique sur un compte de dépôt ouvert dans une banque ou à la Caisse des dépôts et consignations sont transférés au plus tard le 31 décembre 1992 à la caisse des règlements pécuniaires des avocats instituée par le barreau auquel l'ancien conseil juridique aura été inscrit.

Article 254
Il est procédé au plus tard le 15 janvier 1992 à la constitution de commissions provisoires chargées de prendre ou préparer auprès de chaque conseil de l'ordre toutes dispositions utiles en vue des élections du bâtonnier et des membres du conseil de l'ordre de la nouvelle profession.
Chaque commission est composée, de manière paritaire, de cinq membres au maximum désignés par le conseil de l'ordre et de cinq membres au maximum désignés par la commission régionale des conseils juridiques.
Chaque commission fixe, pour la première élection des membres du conseil de l'ordre, le nombre de sièges réservés aux membres des anciennes professions d'avocat ou de conseil juridique en fonction du nombre de ceux-ci entrés dans la nouvelle profession d'avocat. A défaut d'accord entre les membres de la commission, la question est soumise à la médiation du président du tribunal de grande instance.

Article 255
Il est procédé avant le 1er février 1992 aux élections des bâtonniers et des membres des conseils de l'ordre de la nouvelle profession.
Les bâtonniers et membres des conseils de l'ordre de l'ancienne profession d'avocat et les présidents et membres des anciennes commissions régionales et nationale des conseils juridiques peuvent être à nouveau élus pour la durée totale d'un mandat. Toutefois, les bâtonniers, le président de la Commission nationale des conseils juridiques et les présidents des commissions régionales des conseils juridiques, en exercice le 1er janvier 1992, qui seraient élus bâtonniers des nouveaux barreaux à la suite des élections mentionnées au premier alinéa ont la faculté de déclarer, lors de leur entrée en fonctions, qu'ils n'exerceront leur mandat que jusqu'à la fin de l'année 1992.

Article 256
Dans le département de la Réunion, les électeurs peuvent voter par procuration pour l'élection des bâtonniers et des conseils de l'ordre prévue à l'article 255. Chaque mandataire peut disposer de cinq procurations.
A défaut de désignation, par la commission régionale des conseils juridiques compétente, des membres de la commission prévue à l'article 254, cette désignation est faite par la Commission nationale des conseils juridiques.
Pour l'application de l'article 259, par dérogation aux articles 24 et 26, chaque mandataire peut disposer de cinq procurations.

Article 257
Pour l'application des articles 9, 24, 27, 96 et 109, il sera tenu compte de l'ancienneté acquise en qualité de conseil juridique inscrit sur la liste.

Article 258
En vue des deux premiers renouvellements du conseil de l'ordre, le tiers des membres sortants comprendra en priorité ceux des membres du conseil qui ont exprimé la volonté de ne plus en faire partie. Si leur nombre est inférieur au tiers de l'effectif du conseil, la différence est comblée par tirage au sort.

Article 259
Pour la première élection des délégués des collèges prévus à l'article 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, la commission instituée à l'article 21 est composée de la manière suivante :

1° Les bâtonniers des barreaux du ressort ;

2° Un avocat désigné par chacune des quatre organisations professionnelles d'avocats les plus représentatives au 31 décembre 1991 ;

3° Le dernier président et d'anciens membres de la commission régionale des conseils juridiques dont le nombre est déterminé en fonction de celui des bâtonniers ;

4° Un ancien conseil juridique désigné par chacune des quatre organisations professionnelles de conseils juridiques les plus représentatives au 31 décembre 1991.

La commission arrête le nombre de sièges de délégués à pourvoir en fonction du nombre d'avocats inscrits dans les barreaux de son ressort au 1er janvier 1992 et fixe la date d'ouverture du scrutin qui

doit avoir lieu dans la dernière semaine du mois de février 1992.
Ces renseignements sont portés avant le 7 février 1992 par chaque bâtonnier membre de la commission à la connaissance de leur conseil de l'ordre et des avocats disposant du droit de vote mentionnés au deuxième alinéa de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1971 précitée.

Article 260
Pour la première élection des membres du Conseil national des barreaux, il est constitué avant le 15 février 1992 une commission composée de dix membres :
- le bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Paris ;
- le président de la conférence des bâtonniers ;
- les présidents des trois organisations professionnelles d'avocats les plus représentatives au 31 décembre 1991 ;
- le président et un membre de la Commission nationale des conseils juridiques ;
- les présidents des trois organisations professionnelles de conseils juridiques les plus représentatives au 31 décembre 1991.

Cette commission désigne en son sein, au scrutin secret majoritaire uninominal à un tour, son président. En cas de partage égal des voix, le plus âgé est élu.
La commission fixe la date du scrutin qui doit avoir lieu dans la dernière semaine du mois de mars 1992.
Les déclarations de candidature doivent parvenir au président de la commission avant le 15 mars 1992.
Le président doit, dans les trois jours suivant cette date, communiquer les listes de candidatures au président de chacune des commissions instituées à l'article 259, qui les transmet, sans délai, à chaque délégué de son ressort. Cette transmission indique la date du scrutin.

Article 261
Les conseils d'administration des centres de formation professionnelle d'avocats sont prorogés, sans changement dans leur composition, jusqu'à la désignation des nouveaux conseils d'administration, qui devra intervenir au plus tard le 29 février 1992.

Article 262
L'attestation de réussite à l'examen d'entrée au centre de formation professionnelle d'avocats et le certificat d'aptitude à la profession d'avocat délivrés avant le 1er janvier 1992 conservent leur valeur pour l'accès à la nouvelle profession d'avocat.
Pour la session de 1992, l'examen d'accès au centre régional de formation professionnelle et le certificat d'aptitude à la profession d'avocat se dérouleront selon les modalités fixées avant le 1er janvier 1992.
Les docteurs en droit qui, en application du second alinéa de l'article 12-1 de la loi du 31 décembre 1971 précitée, ont directement accès aux épreuves du certificat d'aptitude à la profession d'avocat sont, pour cette session, dispensés de l'épreuve prévue au d du premier alinéa de l'article 26 du décret n° 80-234 du 2 avril 1980, en vigueur avant le 1er janvier 1992.
Pour l'année 1992, le programme et les modalités d'enseignements dispensés dans les centres régionaux de formation professionnelle demeurent ceux en vigueur avant le 1er janvier 1992.

Article 263
Les commissions régionales des conseils juridiques arrêtent au 31 décembre 1991 la liste des personnes mentionnées au second alinéa de l'article 50-VI de la loi du 31 décembre 1971 précitée.

Article 264
Les centres de formation professionnelle d'avocats prennent en charge l'organisation des sessions de formation professionnelle d'une durée totale d'au moins 200 heures suivies par les personnes en cours de stage au 1er janvier 1992 en vue de l'accès à l'ancienne profession de conseil juridique sous réserve des conventions en cours passées avec tout organisme de formation public ou privé agréé par la Commission nationale des conseils juridiques.

Article 265
Les avocats inscrits sur la liste du stage avant le 1er janvier 1992 peuvent, sur leur demande, être maintenus sur cette liste pendant la durée restant à courir de celle prévue par les dispositions en vigueur avant le 1er janvier 1992.

Article 266
Pour l'application de l'article 86, la liste, qui comporte notamment les spécialisations reconnues aux anciens conseils juridiques par la réglementation en vigueur avant le 1er janvier 1992, doit être établie avant le 1er octobre 1992. A défaut de proposition du Conseil national des barreaux dans le délai imparti, il appartient au garde des sceaux, ministre de la justice, de la fixer directement.

Article 267
Les membres de la nouvelle profession d'avocat qui justifient à la date du 1er janvier 1992 de cinq années au moins d'exercice d'une activité juridique dominante en qualité d'avocat ou de conseil juridique et qui sollicitent, en application de l'article 50-IX de la

loi du 31 décembre 1971 précitée, la délivrance d'un certificat de spécialisation sont dispensés de l'examen de contrôle des connaissances prévu à l'article 12-1 de cette même loi.
Dès le 1er janvier 1992, ils pourront solliciter la reconnaissance d'une ou plusieurs spécialisations correspondant à celles existant pour les conseils juridiques en vertu de la réglementation en vigueur avant cette date.
Lorsque l'activité juridique dominante a été exercée pendant moins de cinq années, sa durée est prise en considération pour le calcul de la pratique professionnelle exigée à l'article 88 pour l'octroi du certificat de spécialisation correspondant. Toutefois, l'intéressé demeure astreint à l'examen de contrôle des connaissances.

Article 268
L'exercice, au 1er janvier 1992, des activités prévues par des dispositions antérieurement en vigueur en vue de l'usage d'une mention de spécialisation est pris en considération à concurrence de sa durée, pour le calcul de la pratique professionnelle exigée à l'article 88 et pour l'octroi du certificat de spécialisation correspondant. Toutefois, l'intéressé demeure astreint à l'examen de contrôle des connaissances.

Article 269
Les dispositions des articles 187 à 199 sont immédiatement applicables aux poursuites disciplinaires en cours au 1er janvier 1992.

Article 270
Le caractère non suspensif du pourvoi en cassation et du délai pour former pourvoi ne s'applique qu'aux décisions rendues par la cour d'appel à compter du 1er janvier 1992.

Article 271
Les demandes d'inscription sur la liste des conseils juridiques en cours d'instruction au 1er janvier 1992 auprès du procureur de la République sont transmises en l'état au conseil de l'ordre compétent, accompagnées le cas échéant de l'avis du procureur de la République et de celui de la commission régionale des conseils juridiques. L'avis de la commission régionale est sollicité par le conseil de l'ordre lorsqu'il ne l'a pas été par le procureur de la République.

Article 272
Les anciens conseils juridiques sont autorisés à terminer les missions judiciaires qui leur avaient été confiées avant le 1er janvier 1992.

Article 273
Les personnes visées à l'article 49 de la loi du 31 décembre 1971 précitée peuvent accéder :

1° A la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation sans être titulaires des titres ou diplômes exigés aux 2° et 3° de l'article 1er du décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et s'ils justifient avoir été inscrits le 1er janvier 1992 au tableau des avocats ou sur la liste des conseils juridiques depuis au moins cinq ans ; ces derniers sont également dispensés de la condition prévue au 4° du même article ;

2° A la profession d'avoué près les cours d'appel sans être titulaires des titres ou diplômes exigés au 5° de l'article 1er du décret n° 45-118 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut des avoués ;

3° A la profession de notaire sans être titulaires des titres ou diplômes exigés au 5° de l'article 3 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire ni avoir subi l'examen d'accès au centre de formation professionnelle des notaires prévu à l'article 11 du même décret ;

4° A la profession de commissaire-priseur judiciaire sans être titulaires des titres ou diplômes exigés au 5° de l'article 2 du décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs judiciaires et aux conditions d'accès à cette profession ni avoir subi l'examen d'accès au stage prévu au 6° de l'article 2 du même décret ;

5° A la profession de greffier de tribunal de commerce sans être titulaires des titres ou diplômes exigés au 6° de l'article 1er du décret n° 87-601 du 29 juillet 1987 relatif aux conditions d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce ;

6° A la profession d'huissier de justice sans être titulaires des titres ou diplômes exigés au 5° de l'article 1er du décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ;

7° Aux professions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises sans être titulaires des titres ou diplômes exigés à l'article 4 du décret n° 85-1389 du 27 décembre 1985 relatif aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise.

Article 274
Les personnes mentionnées à l'article 273, si elles n'en sont pas dispensées par les textes en vigueur pour chacune des professions concernées, demeurent astreintes au stage et à l'examen professionnel. Toutefois, en application de l'article 50-XII de la loi du 31 décembre 1971 précitée, les anciens conseils juridiques qui souhaitent accéder à la profession de notaire peuvent être dispensés de tout ou partie du diplôme prévu à l'article 3 (6°) et des stages prévus à l'article 4 et au 1° du premier alinéa de l'article 110 du décret du 5 juillet 1973 précité, sur proposition de la commission prévue par le décret n° 91-807 du 19 août 1991.

Article 275
A modifié les dispositions suivantes :
· Modifie CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE. - art. R*212-4 (V)

Article 276
A modifié les dispositions suivantes :
· Modifie CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE. - art. R*212-5 (M)

TITRE VIII : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 277
Il est procédé comme en matière civile pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret.

Article 278
A modifié les dispositions suivantes :
· Modifie Décret n°72-785 du 25 août 1972 - art. 1 (V)

Article 279
A modifié les dispositions suivantes :
· Crée Code du travail - art. R221-3 (V)

Article 280
Les dispositions du présent décret relatives aux anciens bâtonniers et aux avocats honoraires sont applicables, respectivement, aux anciens présidents de la Commission nationale des conseils juridiques et aux anciens présidents des commissions régionales des conseils juridiques, et aux conseils juridiques honoraires.

Article 281
Les fonds, valeurs ou effets déposés par un avocat exerçant dans les territoires d'outre-mer sur un compte de dépôt ouvert dans une banque ou à la Caisse des dépôts et consignations sont transférés au plus tard le 31 décembre 1992 à la caisse des règlements pécuniaires des avocats instituée par le barreau.

Article 282
Sont abrogés :
Le décret n° 72-468 du 9 juin 1972 organisant la profession d'avocat, pris pour l'application de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques ;

- Le décret n° 72-670 du 13 juillet 1972 relatif à l'usage du titre de conseil juridique ;
- Le décret n° 72-671 du 13 juillet 1972 relatif à l'obligation d'assurance et de garantie des personnes inscrites sur la liste des conseils juridiques ;
- Le décret n° 72-783 du 25 août 1972 relatif à l'assurance, à la garantie financière, aux règlements pécuniaires et à la comptabilité des avocats ;
- Le décret n° 78-305 du 15 mars 1978 instituant des commissions régionales et une commission nationale des conseils juridiques ;
- Le décret n° 80-234 du 2 avril 1980 relatif à la formation des futurs avocats et au certificat d'aptitude à la profession d'avocat.

Article 282-1
Pour l'application de l'article 180 en Guadeloupe, Martinique et Guyane, après chaque renouvellement prévu à l'article 5, le conseil de l'ordre désigne cinq titulaires pour siéger au conseil de discipline. Il désigne dans les mêmes conditions cinq suppléants.

Article 283
Les articles 1er à 98, 100 à 117, 120, 122 à 199, 205 à 255, 257 à 262, 265 à 270, 272 à 278, 281 et 282 sont applicables aux territoires d'outre-mer. Il en est de même à Mayotte, à l'exception des articles 253 et 281.
Ne sont pas applicables à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon les articles 99, 118, 119, 121, 200 à 204, 236 à 244, 253, 256, 263, 264, 271, 280 et 281. Le titre IV est applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon dans sa rédaction antérieure au décret n° 2005-531 du 24 mai 2005.
Les règles de procédure civile auxquelles se réfèrent les articles du présent décret, à l'exception toutefois des dispositions relatives au Conseil national des barreaux, sont celles applicables dans chacun des territoires d'outre-mer et à Mayotte.

Article 284
L'avocat investi des fonctions de membre du gouvernement, ou du mandat de membre du congrès ou d'une assemblée de province ou du mandat de membre du sénat coutumier de la Nouvelle-Calédo-

nie ne peut, pendant la durée de ces fonctions ou de ce mandat, accomplir aucun acte de sa profession directement ou indirectement contre la Nouvelle-Calédonie, les provinces, les communes et les établissements publics de ces collectivités.

Il en est de même :

a) De l'avocat investi des fonctions de président de la Polynésie française ou de ministre de la Polynésie française ou du mandat de représentant à l'assemblée de la Polynésie française pour les actes dirigés contre les communes, la Polynésie française et les établissements publics de ces collectivités ;

b) De l'avocat investi des fonctions de membre du conseil territorial ou du mandat de membre de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna pour les actes dirigés contre le territoire, ses établissements publics et les circonscriptions territoriales.

L'avocat investi d'un mandat de conseiller général à Mayotte ou dans celle de Saint-Pierre-et-Miquelon ne peut, pendant la durée de ce mandat, accomplir aucun acte de sa profession directement ou indirectement contre la collectivité départementale, les communes et leurs établissements publics.

Article 285
Le présent décret entrera en vigueur le 1er janvier 1992, à l'exception des articles 246, 250, 251, 261 et 263, qui sont immédiatement applicables.

Article 286
Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le ministre des départements et territoires d'outre-mer et le ministre délégué au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat

Décret n° 2005-790 du 12 juillet 2005 relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocat

TITRE 1ER : PRINCIPES ESSENTIELS DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Article 1
Les principes essentiels de la profession guident le comportement de l'avocat en toutes circonstances.

Article 2
La profession d'avocat est une profession libérale et indépendante quel que soit son mode d'exercice.

Article 3
L'avocat exerce ses fonctions avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité, dans le respect des termes de son serment.
Il respecte en outre, dans cet exercice, les principes d'honneur, de loyauté, de désintéressement, de confraternité, de délicatesse, de modération et de courtoisie.
Il fait preuve, à l'égard de ses clients, de compétence, de dévouement, de diligence et de prudence.

Article 4
Sous réserve des strictes exigences de sa propre défense devant toute juridiction et des cas de déclaration ou de révélation prévues ou autorisées par la loi, l'avocat ne commet, en toute matière, aucune divulgation contrevenant au secret professionnel.

Article 5
L'avocat respecte le secret de l'enquête et de l'instruction en matière pénale, en s'abstenant de communiquer, sauf à son client pour les besoins de la défense, des renseignements extraits du dossier, ou de publier des documents, pièces ou lettres intéressant une enquête ou une information en cours.
Il ne peut transmettre de copies de pièces ou actes du dossier de la procédure à son client ou à des tiers que dans les conditions prévues à l'article 114 du code de procédure pénale.

TITRE II : DEVOIRS ENVERS LES CLIENTS

Article 6
La profession d'avocat concourt à l'accès à la justice et au droit.
L'avocat est tenu de déférer aux désignations et commissions d'office, sauf motif légitime d'excuse ou d'empêchement admis par l'autorité qui a procédé à la désignation ou à la commission.
Dans le cadre d'une convention conclue en application de l'article 57 de la loi du 10 juillet 1991 susvisée, l'avocat peut, à l'issue d'une consultation juridique gratuite donnée notamment dans une mairie, ou une maison de justice et du droit, accepter de prendre en charge les intérêts de la personne qu'il reçoit et qui en fait la demande.

Article 7
L'avocat ne peut être ni le conseil ni le représentant ou le défenseur de plus d'un client dans une même affaire s'il y a conflit entre les intérêts de ses clients ou, sauf accord des parties, s'il existe un risque sérieux d'un tel conflit.
Sauf accord écrit des parties, il s'abstient de s'occuper des affaires de tous les clients concernés lorsque surgit un conflit d'intérêt, lorsque le secret professionnel risque d'être violé ou lorsque son indépendance risque de ne plus être entière.
Il ne peut accepter l'affaire d'un nouveau client si le secret des informations données par un ancien client risque d'être violé ou lorsque la connaissance par l'avocat des affaires de l'ancien client favoriserait le nouveau client.
Lorsque des avocats sont membres d'un groupement d'exercice, les dispositions des alinéas qui précèdent sont applicables à ce groupement dans son ensemble et à tous ses membres. Elles s'appliquent également aux avocats qui exercent leur profession en mettant en commun des moyens, dès lors qu'il existe un risque de violation du secret professionnel.

Article 8
L'avocat doit justifier d'un mandat écrit sauf dans les cas où la loi ou le règlement en présume l'existence.
L'avocat s'assure au préalable de la licéité de l'opération pour laquelle il lui est donné mandat. Il respecte strictement l'objet du mandat et veille à obtenir du mandant une extension de ses pouvoirs si les circonstances l'exigent.
L'avocat ne peut, sans y avoir été autorisé spécialement et par écrit par le mandant, transiger en son nom et pour son compte ou l'engager irrévocablement par une proposition ou une offre de contracter.
L'avocat ne peut disposer de fonds, effets ou valeurs ou aliéner les biens du mandant que si le mandat le stipule expressément ou, à défaut, après y avoir été autorisé spécialement et par écrit par le mandant.

Article 9
L'avocat rédacteur d'un acte juridique assure la va-

lidité et la pleine efficacité de l'acte selon les prévisions des parties. Il refuse de participer à la rédaction d'un acte ou d'une convention manifestement illicite ou frauduleux. Sauf s'il en est déchargé par les parties, il est tenu de procéder aux formalités légales ou réglementaires requises par l'acte qu'il rédige et de demander le versement préalable des fonds nécessaires.
L'avocat seul rédacteur d'un acte veille à l'équilibre des intérêts des parties. Lorsqu'il a été saisi par une seule des parties, il informe l'autre partie de la possibilité qu'elle a d'être conseillée et de se faire assister par un autre avocat.
S'il est intervenu comme rédacteur unique en qualité de conseil de toutes les parties, il ne peut agir ou défendre sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de l'acte qu'il a rédigé, sauf si la contestation émane d'un tiers.
S'il est intervenu en qualité de rédacteur unique sans être le conseil de toutes les parties, ou s'il a participé à sa rédaction sans être le rédacteur unique, il peut agir ou défendre sur l'exécution ou l'interprétation de l'acte dont il a été le rédacteur ou à la rédaction duquel il a participé. Il peut également défendre sur la validité de l'acte.

Article 10
A défaut de convention entre l'avocat et son client, les honoraires sont fixés selon les usages, en fonction de la situation de fortune du client, de la difficulté de l'affaire, des frais exposés par l'avocat, de la notoriété et des diligences de celui-ci. L'avocat chargé d'un dossier peut demander des honoraires à son client même si ce dossier lui est retiré avant sa conclusion, dans la mesure du travail accompli.
L'avocat informe son client, dès sa saisine, puis de manière régulière, des modalités de détermination des honoraires et de l'évolution prévisible de leur montant. Le cas échéant, ces informations figurent dans la convention d'honoraires.
Des honoraires forfaitaires peuvent être convenus.
L'avocat peut recevoir d'un client des honoraires de manière périodique, y compris sous forme forfaitaire.
La rémunération d'apports d'affaires est interdite.

Article 11
L'avocat qui accepte la charge d'un dossier peut demander à son client le versement préalable d'une provision à valoir sur ses frais et honoraires.
Cette provision ne peut aller au-delà d'une estimation raisonnable des honoraires et des débours probables entraînés par le dossier.
A défaut de paiement de la provision demandée, l'avocat peut renoncer à s'occuper de l'affaire ou s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 13. Il fournit à son client toute information nécessaire à cet effet.

Article 12
L'avocat détient à tout moment, par dossier, une comptabilité précise et distincte des honoraires et de toute somme qu'il a pu recevoir et de l'affectation qui leur a été donnée, sauf en cas de forfait global.
Avant tout règlement définitif, l'avocat remet à son client un compte détaillé. Ce compte fait ressortir distinctement les frais et déboursés, les émoluments tarifés et les honoraires. Il porte mention des sommes précédemment reçues à titre de provision ou à tout autre titre.
Un compte établi selon les modalités prévues à l'alinéa précédent est également délivré par l'avocat à la demande de son client ou du bâtonnier, ou lorsqu'il en est requis par le président du tribunal de grande instance ou le premier président de la cour d'appel, saisis d'une contestation en matière d'honoraires ou débours ou en matière de taxe.

Article 13
L'avocat conduit jusqu'à son terme l'affaire dont il est chargé, sauf si son client l'en décharge ou s'il décide de ne pas poursuivre sa mission. Dans ce dernier cas, il en informe son client en temps utile pour que les intérêts de celui-ci soient sauvegardés.

Article 14
Lorsque l'affaire est terminée ou qu'il en est déchargé, l'avocat restitue sans délai les pièces dont il est dépositaire. Les contestations concernant la restitution des pièces sont réglées suivant la procédure prévue en matière de montant et de recouvrement des honoraires.

Article 15
La publicité est permise à l'avocat si elle procure une information au public et si sa mise en œuvre respecte les principes essentiels de la profession.
La publicité inclut la diffusion d'informations sur la nature des prestations de services proposées, dès lors qu'elle est exclusive de toute forme de démarchage.
Toute offre de service personnalisée adressée à un client potentiel est interdite à l'avocat.

TITRE III : DEVOIRS ENVERS LA PARTIE ADVERSE ET ENVERS LES CONFRÈRES

Article 16
L'avocat se conforme aux exigences du procès équi-

table. Il se comporte loyalement à l'égard de la partie adverse. Il respecte les droits de la défense et le principe du contradictoire.
La communication mutuelle et complète des moyens de fait, des éléments de preuve et des moyens de droit se fait spontanément, en temps utile et par les moyens prévus par les règles de procédure.

Article 17
Si un différend est susceptible de recevoir une solution amiable, avant toute procédure ou lors qu'une action est déjà pendante devant une juridiction, l'avocat ne peut prendre contact ou rece-voir la partie adverse qu'avec l'assentiment de son client. A cette occasion, il rappelle à la partie adverse la faculté de consulter un avocat et l'invite à lui en faire connaître le nom. Il s'interdit à son égard toute présentation déloyale de la situation et toute menace. Il peut néanmoins mentionner l'éventualité d'une procédure.
L'avocat, mandataire de son client, peut adresser toute injonction ou mise en demeure à l'adversaire de ce dernier.

Article 18
L'avocat chargé d'assister un client dans une négociation ne peut conduire de pourparlers qu'en présence de son client ou avec l'accord de ce dernier.
A l'occasion de pourparlers avec un interlocuteur assisté d'un avocat, il ne peut le recevoir seul, sauf accord préalable de son confrère.

Article 19
Sauf accord préalable du bâtonnier, l'avocat qui accepte de succéder à un confrère ne peut défendre les intérêts du client contre son prédécesseur.
Le nouvel avocat s'efforce d'obtenir de son client qu'il règle les sommes restant éventuellement dues à un confrère précédemment saisi du dossier. S'il reçoit du client un paiement alors que des sommes restent dues à son prédécesseur, il en informe le bâtonnier.
L'avocat qui succède à un confrère intervenant au titre de l'aide juridictionnelle ne peut réclamer des honoraires que si son client a expressément renoncé au bénéfice de celle-ci. Il informe auparavant son client des conséquences de cette renonciation. En outre, il informe de son intervention son confrère précédemment mandaté, le bureau d'aide juridictionnelle et le bâtonnier.
Les difficultés relatives à la rémunération de l'avocat initialement saisi ou à la restitution par ce dernier des pièces du dossier sont soumises au bâtonnier.

TITRE IV : CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXERCICE DE LA PROFESSION

Article 20
L'avocat exerçant les fonctions de collaborateur de député ou d'assistant de sénateur ne peut accomplir aucun acte de la profession en faveur des personnes reçues dans le cadre de ces fonctions.

Article 21
L'avocat honoraire demeure soumis aux obligations résultant du serment d'avocat.
Il ne peut exercer aucun acte de la profession hormis la consultation ou la rédaction d'actes, sur autorisation du bâtonnier.
L'avocat honoraire peut accepter une mission de justice, d'arbitrage, d'expertise ou de médiation. Il peut également participer à une commission administrative ou à un jury d'examen ou de concours.

TITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 22
Les articles 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161 et 245 du décret du 27 novembre 1991 susvisé sont abrogés.

Article 23
A l'article 2 du décret du 25 août 1972 susvisé, le mot : « lettres » est supprimé.

Article 24
Le présent décret est applicable à Mayotte, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Article 25
Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Décision à caractère normatif n° 2005-003 portant adoption du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat

Décision à caractère normatif n° 2005-003 portant adoption du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat (Article 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée)

TITRE 1ER : DES PRINCIPES

Article 1er : les principes essentiels de la profession d'avocat

1.1 Profession libérale et indépendante
La profession d'avocat est une profession libérale et indépendante quel que soit son mode d'exercice.

1.2 L'avocat fait partie d'un barreau administré par un conseil de l'Ordre.

1.3 Respect et interprétation des règles
Les principes essentiels de la profession guident le comportement de l'avocat en toutes circonstances.
L'avocat exerce ses fonctions avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité, dans le respect des termes de son serment.
Il respecte en outre, dans cet exercice, les principes d'honneur, de loyauté, de désintéressement, de confraternité, de délicatesse, de modération et de courtoisie.
Il fait preuve, à l'égard de ses clients, de compétence, de dévouement, de diligence et de prudence.

1.4 Discipline
La méconnaissance d'un seul de ces principes, règles et devoirs, constitue en application de l'article 183 du décret du 27 novembre 1991 une faute pouvant entraîner une sanction disciplinaire.

1.5 Devoir de prudence
En toutes circonstances, la prudence impose à l'avocat de ne pas conseiller à son client une solution s'il n'est pas en mesure d'apprécier la situation décrite, de déterminer à qui ce conseil ou cette action est destiné, d'identifier précisément son client.
A cette fin, l'avocat est tenu de mettre en place, au sein de son cabinet, une procédure lui permettant d'apprécier, pendant toute la durée de sa relation avec le client, la nature et l'étendue de l'opération juridique pour laquelle son concours est sollicité.
Lorsqu'il a des raisons de suspecter qu'une opération juridique aurait pour objet ou pour résultat la commission d'une infraction, l'avocat doit immédiatement s'efforcer d'en dissuader son client. A défaut d'y parvenir, il doit se retirer du dossier.

Article 1 bis : visites de courtoisie
En application du principe de courtoisie, l'avocat doit, lorsqu'il plaide devant une juridiction extérieure au ressort de son barreau, se présenter au président et au magistrat du ministère public tenant l'audience, au bâtonnier et au confrère plaidant pour la partie adverse.

Article 2 : le secret professionnel

2.1 Principes
L'avocat est le confident nécessaire du client.
Le secret professionnel de l'avocat est d'ordre public. Il est général, absolu et illimité dans le temps.
Sous réserve des strictes exigences de sa propre défense devant toute juridiction et des cas de déclaration ou de révélation prévues ou autorisées par la loi, l'avocat ne commet, en toute matière, aucune divulgation contrevenant au secret professionnel.

2.2 Etendue du secret professionnel
Le secret professionnel couvre en toute matière, dans le domaine du conseil ou celui de la défense, et quels qu'en soient les supports, matériels ou immatériels (papier, télécopie, voie électronique …) :
• les consultations adressées par un avocat à son client ou destinées à celui-ci ;
• les correspondances échangées entre le client et son avocat, entre l'avocat et ses confrères, à l'exception pour ces dernières de celles portant la mention officielle ;
• les notes d'entretien et plus généralement toutes les pièces du dossier, toutes les informations et confidences reçues par l'avocat dans l'exercice de la profession ;
• le nom des clients et l'agenda de l'avocat ;
• les règlements pécuniaires et tous maniements de fonds effectués en application de l'article 27 alinéa 2 de la loi du 31 décembre 1971 ;
• les informations demandées par les commissaires aux comptes ou tous tiers, (informations qui ne peuvent être communiquées par l'avocat qu'à son client).
Dans les procédures d'appels d'offres publics ou privés et d'attribution de marchés publics, l'avocat peut faire mention des références nominatives d'un ou plusieurs de ses clients avec leur accord exprès et préalable.
Si le nom donné en référence est celui d'un client qui a été suivi par cet avocat en qualité de colaborateur ou d'associé d'un cabinet d'avocat dans lequel il n'exerce plus depuis moins de deux ans, celui-ci devra concomitamment aviser son ancien cabinet de la demande d'accord exprès adressée à ce client et indiquer dans la réponse à appel d'offres le nom

du cabinet au sein duquel l'expérience a été acquise. Aucune consultation ou saisie de documents ne peut être pratiquée au cabinet ou au domicile de l'avocat, sauf dans les conditions de l'article 56-1 du Code de procédure pénale.

2.3 Structure professionnelle, mode d'exercice et secret professionnel
L'avocat doit faire respecter le secret par les membres du personnel de son cabinet et par toute personne qui coopère avec lui dans son activité professionnelle. Il répond des violations du secret qui seraient ainsi commises.
Lorsque l'avocat exerce en groupe ou participe à une structure de mise en commun de moyens, le secret s'étend à tous les avocats qui exercent avec lui et à ceux avec lesquels il met en commun des moyens d'exercice de la profession.

Article 2 bis : le secret de l'enquête et de l'instruction
L'avocat respecte le secret de l'enquête et de l'instruction en matière pénale, en s'abstenant de communiquer, sauf pour l'exercice des droits de la défense, des renseignements extraits du dossier, ou de publier des documents, pièces ou lettres intéressant une enquête ou une information en cours.
Il ne peut transmettre de copies de pièces ou actes du dossier de la procédure à son client ou à des tiers que dans les conditions prévues à l'article 114 du code de procédure pénale.

Article 3 : la confidentialité – correspondances entre avocats

3.1 Principes
Tous échanges entre avocats, verbaux ou écrits quel qu'en soit le support (papier, télécopie, voie électronique …), sont par nature confidentiels.
Les correspondances entre avocats, quel qu'en soit le support, ne peuvent en aucun cas être produites en justice, ni faire l'objet d'une levée de confidentialité.

3.2 Exceptions
Peuvent porter la mention officielle et ne sont pas couverts par le secret professionnel, au sens de l'article 66.5 de la loi du 31 décembre 1971 :
• une correspondance équivalant à un acte de procédure ;
• une correspondance ne faisant référence à aucun écrit, propos ou éléments antérieurs confidentiels.
Ces correspondances doivent respecter les principes essentiels de la profession définis par l'article 1er du présent règlement.

3.3 Relations avec les avocats de l'Union européenne
Dans ses relations avec les avocats inscrits à un barreau d'un Etat Membre de l'Union européenne, l'avocat est tenu au respect des dispositions de l'article 5-3 du Code de déontologie des avocats européens, ci-après article 21.

3.4 Relations avec les avocats étrangers
Dans ses relations avec un avocat inscrit à un barreau en dehors de l'Union Européenne, l'avocat doit, avant d'échanger des informations confidentielles, s'assurer de l'existence, dans le pays où le confrère étranger exerce, de règles permettant d'assurer la confidentialité de la correspondance et, dans la négative, conclure un accord de confidentialité ou demander à son client s'il accepte le risque d'un échange d'informations non confidentielles.

Article 4 : les conflits d'intérêts

4.1 Principes
L'avocat ne peut être ni le conseil ni le représentant ou le défenseur de plus d'un client dans une même affaire s'il y a conflit entre les intérêts de ses clients ou, sauf accord des parties, s'il existe un risque sérieux d'un tel conflit.
Sauf accord écrit des parties, il s'abstient de s'occuper des affaires de tous les clients concernés lorsque surgit un conflit d'intérêt, lorsque le secret professionnel risque d'être violé ou lorsque son indépendance risque de ne plus être entière.
Il ne peut accepter l'affaire d'un nouveau client si le secret des informations données par un ancien client risque d'être violé ou lorsque la connaissance par l'avocat des affaires de l'ancien client favoriserait le nouveau client.
Lorsque des avocats sont membres d'un groupement d'exercice, les dispositions des alinéas qui précèdent sont applicables à ce groupement dans son ensemble et à tous ses membres. Elles s'appliquent également aux avocats qui exercent leur profession en mettant en commun des moyens, dès lors qu'il existe un risque de violation du secret professionnel.
Les mêmes règles s'appliquent entre l'avocat collaborateur, pour ses dossiers personnels, et l'avocat ou la structure d'exercice avec lequel ou laquelle il collabore.

4.2 Définition
Conflits d'intérêts
Il y a conflit d'intérêts :
• dans la fonction de conseil, lorsque, au jour de sa saisine, l'avocat qui a l'obligation de donner une information complète, loyale et sans réserve à ses clients ne peut mener sa mission sans compromet-

tre, soit par l'analyse de la situation présentée, soit par l'utilisation des moyens juridiques préconisés, soit par la concrétisation du résultat recherché, les intérêts d'une ou plusieurs parties ;
• dans la fonction de représentation et de défense, lorsque, au jour de sa saisine, l'assistance de plusieurs parties conduirait l'avocat à présenter une défense différente, notamment dans son développement, son argumentation et sa finalité, de celle qu'il aurait choisie si lui avaient été confiés les intérêts d'une seule partie ;
• lorsqu'une modification ou une évolution de la situation qui lui a été initialement soumise révèle à l'avocat une des difficultés visées ci-dessus.

Risque de conflit d'intérêts
Il existe un risque sérieux de conflits d'intérêts, lorsqu'une modification ou une évolution prévisible de la situation qui lui a été initialement soumise fait craindre à l'avocat une des difficultés visées ci-dessus.

Article 5 : respect du principe du contradictoire

5.1 Principe
L'avocat se conforme aux exigences du procès équitable. Il se comporte loyalement à l'égard de la partie adverse. Il respecte les droits de la défense et le principe du contradictoire.

La communication mutuelle et complète des moyens de fait, des éléments de preuve et des moyens de droit se fait spontanément, en temps utile et par les moyens prévus par les règles de procédure.
Un avocat correspond avec un confrère par voie électronique à l'adresse figurant sur les documents professionnels de son correspondant.

5.2 Cette règle s'impose à l'avocat :
• devant toutes les juridictions, y compris celles où le ministère de l'avocat n'est pas obligatoire et où le principe de l'oralité des débats est de règle ;
• devant la Commission Bancaire ;
• l'Autorité des Marchés Financiers ;
• d'une manière générale, devant tous les organismes ou organes ayant un pouvoir juridictionnel de quelque nature qu'il soit.

5.3 Dispositions applicables au procès pénal
En ce qui concerne l'action publique devant les juridictions pénales, les avocats des parties communiquent leurs moyens de droit ou de fait et leurs éléments de preuve au Ministère public et aux avocats des autres parties au plus tard à la fin de l'instruction du dossier à l'audience.
Si dans une procédure pénale, le prévenu ou l'accusé est demandeur à une exception ou fin de non-recevoir, son avocat doit communiquer ses moyens et éléments de preuve sans délai pour permettre la contradiction en temps utile par la partie défenderesse à l'exception ou à la fin de non-recevoir, sauf si cette communication compromet le moyen soulevé, auquel cas s'applique la règle générale sus-rappelée que doit respecter l'avocat du prévenu ou de l'accusé.

5.4 Relations avec la partie adverse
L'avocat chargé d'introduire une procédure contre une partie dont il connaît le conseil, doit aviser au préalable son confrère, dans la mesure où cet avis ne nuit pas aux intérêts de son client.
En cours de procédure, les rapports de l'avocat avec son confrère défendant l'adversaire doivent s'inspirer des principes de courtoisie, de loyauté et de confraternité régissant la profession d'avocat.
L'avocat qui inscrit un appel à l'encontre d'une décision rendue par une juridiction pénale doit en informer aussitôt ses confrères concernés par la cause. Il en va de même pour les requêtes en nullité.
Il en est de même pour tout appel civil et, plus généralement, de l'exercice de toute voie de recours ou de toute procédure au fond.

5.5 Communication des pièces
La communication de pièces se fait en original ou en photocopie.
Les pièces doivent être numérotées, porter le cachet de l'avocat et être accompagnées d'un bordereau daté et signé par l'avocat.
La communication se fait dans les conditions suivantes :
• parmi les pièces, celles qui sont en langues étrangères doivent être accompagnées d'une traduction libre ; en cas de contestation, il sera recouru à un traducteur juré ;
• les moyens de fait et de droit ci-dessus visés peuvent être communiqués sous forme de notice, de conclusion ou de dossier de plaidoirie ;
• la jurisprudence et la doctrine sont versées aux débats si elles ne sont pas publiées ; si elles sont publiées, les références complètes sont communiquées aux autres avocats.
La communication de pièces peut être faite par voie électronique, par la remise de tout support de stockage de données numériques, ou l'envoi d'un courrier électronique, s'il est justifié de sa réception effective par le destinataire.

TITRE II : DES ACTIVITÉS

Article 6 : le champ d'activité professionnelle de l'avocat

6.1 Définition du champ d'activité

Auxiliaire de justice et acteur essentiel de la pratique universelle du droit, l'avocat a vocation à intervenir à titre professionnel dans tous les domaines de la vie civile, économique et sociale, et ce dans le respect des principes essentiels régissant la profession.
Il peut collaborer avec d'autres professionnels à l'occasion de l'exécution de missions nécessitant la réunion de compétences diversifiées et ce, aussi bien dans le cadre d'interventions limitées dans le temps et précisément définies que par une participation à une structure ou organisation à caractère interprofessionnel.

6.2 Missions

Il assiste et représente ses clients en justice, et à l'égard de toute administration ou personne chargée d'une délégation de service public, sans avoir à justifier d'un mandat écrit, sous réserve des exceptions prévues par les textes légaux et réglementaires.
Il fournit à ses clients toute prestation de conseil et d'assistance ayant pour objet, à titre principal ou accessoire, la mise en œuvre des règles ou principes juridiques, la rédaction d'actes, la négociation et le suivi des relations contractuelles.
Il peut recevoir des missions de justice.
Il peut exercer des missions pour le compte de personnes physiques ou morales agissant sous forme ou pour le compte de fonds fiduciaires ou de tout instrument de gestion d'un patrimoine d'affectation.
Il peut également être investi d'une mission d'arbitre, d'expert, de médiateur, de conciliateur, de séquestre, de liquidateur amiable ou d'exécuteur testamentaire.
Lorsqu'il est chargé d'une mission d'arbitrage, il doit en outre veiller au respect des règles particulières qui régissent la procédure arbitrale ; il doit notamment respecter les délais de procédure et le secret des délibérations, observer lui-même et faire observer le principe de la contradiction et de l'égalité à l'égard de toutes les parties à l'instance.
Dans l'accomplissement de ces missions, il demeure soumis aux principes essentiels et doit s'assurer tout particulièrement de son indépendance.

6.2.1 L'activité de fiduciaire

6.2.1.1 Principes

L'avocat fiduciaire demeure, dans l'exercice de cette activité, soumis aux devoirs de son serment et aux principes essentiels de sa profession ainsi que, plus généralement, à l'ensemble des dispositions du présent règlement intérieur national.

Dans le cadre de sa mission fiduciaire, l'avocat ne peut exercer une activité incompatible avec sa profession au sens des articles 111 et suivants du décret du 27 novembre 1991.

6.2.1.2 Déclarations à l'Ordre

L'avocat qui entend exercer l'activité de fiduciaire doit souscrire à titre individuel une assurance spéciale pour garantir tant sa responsabilité civile professionnelle que la restitution des fonds, effets, titres et valeurs concernés. Il en fait alors la déclaration à l'Ordre par lettre adressée au bâtonnier en justifiant de la souscription de l'assurance spéciale.
Le bâtonnier accuse réception de cette déclaration sans délai.
L'avocat justifie chaque année au bâtonnier du maintien des garanties d'assurance.

6.2.1.3 Correspondances

Dans toute correspondance, quel qu'en soit le support, qu'il établit dans le strict cadre de sa mission de fiducie, l'avocat doit indiquer expressément sa qualité de fiduciaire. Il doit par ailleurs attirer l'attention du destinataire sur le caractère non-confidentiel, à l'égard des organes de contrôle de la fiducie, des correspondances échangées avec lui au titre de cette mission.
Une correspondance dépourvue de la mention « officielle », adressée à l'avocat fiduciaire par un confrère non avisé de cette qualité, demeure confidentielle au sens de l'article 3 du présent règlement et couverte par le secret professionnel au sens de l'article 66-5 de la loi du 31 décembre 1971.

6.2.1.4 Protection du secret professionnel

L'avocat exerçant une activité de fiducie reste soumis à son secret professionnel, mais doit prendre toutes dispositions permettant aux autorités judiciaires, administratives et ordinales d'effectuer les contrôles et vérifications prévus par la loi et les règlements en ce domaine sans qu'il soit porté atteinte au secret professionnel et à la confidentialité des correspondances attachés aux autres activités de son cabinet et à ceux qui y exercent.
Il doit notamment utiliser un papier à lettres distinct et veiller à une identification claire et spécifique des dossiers de fiducie, lesquels doivent faire l'objet d'un rangement et d'un archivage séparés des autres dossiers. De même, tous les supports informa-

tiques utilisés dans l'exercice de l'activité de fiducie doivent être consacrés exclusivement à cette activité et identifiés distinctement.

6.2.1.5 Obligations particulières de l'avocat fiduciaire
Indentification des parties
L'avocat vérifie l'identité des parties contractantes et des bénéficiaires effectifs de l'opération. Il les informe des dispositions des articles 6.2.1.1 et suivants du RIN.
Les conflits d'intérêts s'apprécient par rapport au constituant et au(x) bénéficiaire(s). L'avocat désigné par le constituant en qualité de tiers, au sens de l'article 2017 du code civil, ne peut appartenir à la même structure d'exercice que celle à laquelle appartient l'avocat fiduciaire.

Rémunération
Dans le contrat de fiducie, la rémunération de l'avocat doit être distinguée de celle des autres intervenants.

Comptabilité
Les activités de l'avocat fiduciaire doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte de ses comptes professionnels et personnels et de son sous-compte Carpa. L'activité fiduciaire peut faire l'objet d'un contrôle de comptabilité conformément à l'article 17.9° de la loi du 31 décembre 1971.
Chaque fiducie fait l'objet d'un compte identifié et clairement séparé dans la comptabilité tenue par l'avocat.

Obligation de compétence
L'avocat s'oblige à suivre une formation spécifique dans les matières liées à l'exécution de ses missions fiduciaires.

6.2.2 : l'activité de correspondant à la protection des données personnelles

6.2.2.1 Principes
Dans son activité de correspondant à la protection des données personnelles, l'avocat reste tenu de respecter les principes essentiels et les règles du conflit d'intérêt.

6.2.2.2 Devoirs
L'avocat correspondant à la protection des données personnelles doit mettre un terme à sa mission s'il estime ne pas pouvoir l'exercer, après avoir préalablement informé et effectué les démarches nécessaires auprès de la personne responsable des traitements ; en aucun cas il ne peut dénoncer son client.

6.3 Mandats
Indépendamment de ces missions, il peut recevoir de ses clients un mandat dans les conditions fixées ci-après.
L'avocat doit justifier d'un mandat écrit sauf dans les cas où la loi ou le règlement en présume l'existence.
Il peut recevoir mandat de négocier, d'agir et de signer au nom et pour le compte de son client. Un tel mandat doit être spécifique et ne peut en conséquence avoir un caractère général.
Il peut être désigné comme représentant fiscal de son client.
Il peut assister ou représenter son client à l'occasion de la réunion d'une assemblée délibérative ou d'un organe collégial, à charge pour lui d'en aviser au préalable l'avocat de la personne morale ou, à défaut, son représentant légal ou l'auteur de la convocation.
Il peut accepter un dépôt ou une mission de séquestre conventionnel ou judiciaire.
Il doit refuser de recevoir en dépôt ou à titre de séquestre un acte manifestement illicite ou frau-duleux.
Le mandat écrit doit déterminer la nature, l'étendue, la durée de la mission de l'avocat, les conditions et modes d'exécution de la fin de celle-ci, ainsi que les modalités de sa rémunération.
Lorsque l'avocat est dépositaire ou séquestre de fonds, effets ou valeurs, il doit les déposer sans délai à la CARPA ou sur le compte " séquestre " du bâtonnier, avec une copie de la convention de dépôt ou de séquestre.
L'avocat s'assure au préalable de la licéité de l'opération pour laquelle il lui est donné mandat. Il respecte strictement l'objet du mandat et veille à obtenir du mandant une extension de ses pouvoirs si les circonstances l'exigent. S'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir le mandat qui lui est confié, il doit en aviser sans délai le mandant.

6.4 Obligations et interdictions concernant les mandats
L'avocat ne peut, sans y avoir été autorisé spécialement et par écrit par le mandant, transiger en son nom et pour son compte ou l'engager irrévocablement par une proposition ou une offre de contracter.
L'avocat ne peut disposer de fonds, effets ou valeurs ou aliéner les biens du mandant que si le mandat le stipule expressément ou, à défaut, après y avoir été autorisé spécialement et par écrit par le mandant.
Il est interdit à l'avocat d'intervenir comme prête-nom et d'effectuer des opérations de courtage - toute activité à caractère commercial étant incompatible avec l'exercice de la profession. L'avocat ne

peut accepter un mandat de gestion de portefeuille ou d'immeubles qu'à titre accessoire et occasionnel et après en avoir informé son bâtonnier.

6.5 Formation - enseignement
L'avocat peut organiser toute action de formation ou d'enseignement ou y participer.

6.6 Prestation juridique en ligne

6.6.1 Prestations en ligne
La fourniture par transmission électronique de prestations juridiques par un avocat se définit comme un service personnalisé à un client habituel ou nouveau.
Elle peut être proposée dans le respect des prescriptions de l'article 15 du décret du 12 juillet 2005. Le nom de l'avocat intervenant doit être communiqué à l'usager avant la conclusion de tout contrat de fourniture de prestations juridiques.

6.6.2 Identification des intervenants
Lorsqu'un avocat est interrogé ou sollicité en ligne par une personne demandant des prestations juridiques, il lui appartient de s'assurer de l'identité et des caractéristiques de la personne à laquelle il répond, afin de respecter le secret professionnel, d'éviter le conflit d'intérêts et de fournir des informations adaptées à la situation de l'interrogateur. L'avocat qui répond doit toujours être identifiable.

6.6.3 Communication avec le client
L'avocat qui fournit des prestations juridiques en ligne doit toujours être en mesure d'entrer personnellement et directement en relation avec l'internaute, notamment si la demande qui lui est transmise lui paraît mal formulée, pour lui poser les questions nécessaires ou lui faire les suggestions conduisant à la fourniture d'un service adapté à ses besoins.

6.6.4 Paiement des prestations de l'avocat

6.6.4.1 Avocat créateur d'un site Internet de prestations juridiques
L'avocat qui crée, exploite ou participe majoritairement, seul ou avec des confrères, à la création et à l'exploitation d'un site Internet de prestations juridiques peut librement percevoir toute rémunération des clients de ce site ; il peut, le cas échéant, percevoir celle-ci par l'intermédiaire de l'un des établissements financiers assurant la sécurité des paiements en ligne, pour autant que l'identification du client reste aussi possible à cette occasion.

6.6.4.2 Avocat référencé par un site Internet de prestations juridiques en ligne
L'avocat référencé par un site Internet de prestations juridiques peut être amené à participer de façon forfaitaire aux frais de fonctionnement de ce site, à l'exclusion de toute rémunération établie en fonction des honoraires perçus par l'avocat des clients avec lesquels le site l'a mis en relation.

6.6.4.3 Avocat prestataire de service d'un site Internet
L'avocat qui fournit des prestations juridiques destinées à des clients d'une entreprise télématique doit s'assurer que celles-ci relèvent du seul domaine de l'information juridique.
S'il fournit une consultation au sens du Titre II de la loi du 31 décembre 1971 modifiée, il doit le faire dans le respect du secret professionnel et de la règle du conflit d'intérêts. Il peut donner mandat à l'entreprise télématique de percevoir pour son compte les honoraires qui lui reviennent. Les frais forfaitaires dont le paiement a été convenu avec l'entreprise précitée peuvent être, à cette occasion, déduits de ses honoraires.
En tout état de cause l'avocat qui participe au site Internet d'un tiers, y est référencé ou visé par un lien hypertexte, doit vérifier que son contenu est conforme aux principes qui régissent la profession, et en informer l'Ordre. Si tel n'est pas le cas, il doit cesser son concours.

Article 7 : la rédaction d'actes

7.1 Définition du rédacteur
A la qualité de rédacteur, l'avocat qui élabore, seul ou en collaboration avec un autre professionnel, un acte juridique pour le compte d'une ou plusieurs parties, assistées ou non de conseils, et qui recueille leur signature sur cet acte.
Le seul fait pour un avocat de rédiger le projet d'un acte dont la signature intervient hors de sa présence, ne fait pas présumer de sa qualité de rédacteur.
L'avocat peut faire mention de son nom et de son titre sur l'acte qu'il a rédigé, ou à la rédaction duquel il a participé, s'il estime en être l'auteur intellectuel. Cette mention emporte de plein droit application des présentes dispositions.

7.2 Obligations du rédacteur
L'avocat rédacteur d'un acte juridique assure la validité et la pleine efficacité de l'acte selon les prévisions des parties. Il refuse de participer à la rédaction d'un acte ou d'une convention manifestement illicite ou frauduleux. Sauf s'il en est déchargé par les parties, il est tenu de procéder aux formalités

légales ou réglementaires requises par l'acte qu'il rédige et de demander le versement préalable des fonds nécessaires.
L'avocat seul rédacteur d'un acte veille à l'équilibre des intérêts des parties. Lorsqu'il a été saisi par une seule des parties, il informe l'autre partie de la possibilité qu'elle a d'être conseillée et de se faire assister par un autre avocat.

7.3 Contestations
L'avocat qui est intervenu comme rédacteur unique d'un acte n'est pas présumé avoir été le conseil de toutes les parties signataires.
Il n'est pas rédacteur unique dès lors que la partie autre que celle qu'il représente était assistée par un conseil, avocat ou non.
S'il est intervenu comme rédacteur unique en qualité de conseil de toutes les parties, il ne peut agir ou défendre sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de l'acte qu'il a rédigé, sauf si la contestation émane d'un tiers.
S'il est intervenu en qualité de rédacteur unique sans être le conseil de toutes les parties, ou s'il a participé à sa rédaction sans être le rédacteur unique, il peut agir ou défendre sur l'exécution ou l'interprétation de l'acte dont il a été le rédacteur ou à la rédaction duquel il a participé. Il peut également défendre sur la validité de l'acte.

Article 8 : rapports avec la partie adverse

8.1 Principe
Chacun a le droit d'être conseillé et défendu par un avocat.

8.2 Règlement amiable
Si un différend est susceptible de recevoir une solution amiable, avant toute procédure ou lorsqu'une action est déjà pendante devant une juridiction, l'avocat ne peut prendre contact ou recevoir la partie adverse qu'avec l'assentiment de son client. A cette occasion, il rappelle à la partie adverse la faculté de consulter un avocat et l'invite à lui en faire connaître le nom. Il s'interdit à son égard toute présentation déloyale de la situation et toute menace. Il peut néanmoins mentionner l'éventualité d'une procédure.
L'avocat, mandataire de son client, peut adresser toute injonction ou mise en demeure à l'adversaire de ce dernier.
La prise de contact avec la partie adverse ne peut avoir lieu qu'en adressant à cette partie une lettre, qui peut être transmise par voie électronique, en s'assurant préalablement de l'adresse électronique de son destinataire, rappelant la faculté pour le destinataire de consulter un avocat et l'invitant à lui faire connaître le nom de son conseil.
Ces règles s'appliquent également à l'occasion de toute relation téléphonique, dont l'avocat ne peut prendre l'initiative.

8.3 Procédure
Lorsqu'une procédure est envisagée ou en cours, l'avocat ne peut recevoir la partie adverse qu'après avoir avisé celle-ci de l'intérêt d'être conseillée par un avocat.
Si la partie adverse a fait connaître son intention de faire appel à un avocat, celui-ci devra être invité à participer à tout entretien.
Dans le cadre d'une procédure où aucun avocat ne s'est constitué pour la partie adverse, ou d'un litige à propos duquel aucun avocat ne s'est manifesté, l'avocat peut, en tant que mandataire de son client, adresser à la partie adverse toute injonction ou mise en demeure ou y répondre.
Lorsqu'un avocat est constitué pour la partie adverse, ou lors d'un litige à propos duquel l'avocat adverse s'est manifesté, l'avocat doit correspondre uniquement avec son confrère.
Néanmoins, dans le cas où elles sont prévues par des textes ou procédures spécifiques, l'avocat peut adresser des lettres valant acte de procédure à la partie adverse, à la condition d'en rendre destinataire simultanément l'avocat de celle-ci.

8.4 Pourparlers
L'avocat chargé d'assister un client dans une négociation ne peut conduire de pourparlers qu'en présence de son client ou avec l'accord de ce dernier.
A l'occasion de pourparlers avec un interlocuteur assisté d'un avocat, il ne peut le recevoir seul, sauf accord préalable de son confrère.

Article 9 : succession d'avocats dans un même dossier

9.1 Nouvel avocat
L'avocat qui reçoit l'offre d'un dossier doit vérifier si un ou plusieurs confrères ont été préalablement chargés de ce dossier comme défenseur ou conseil du client.
L'avocat qui accepte de succéder à un confrère doit, avant toute diligence, le prévenir par écrit et s'enquérir des sommes pouvant lui rester dues.

9.2 Avocat dessaisi
L'avocat dessaisi, ne disposant d'aucun droit de rétention, doit transmettre sans délai tous les éléments nécessaires à l'entière connaissance du dossier.

9.3 Relations avec le client
Sauf accord préalable du bâtonnier, l'avocat qui accepte de succéder à un confrère ne peut défendre les intérêts du client contre son prédécesseur.
Le nouvel avocat s'efforce d'obtenir de son client qu'il règle les sommes restant éventuellement dues à un confrère précédemment saisi du dossier. S'il reçoit du client un paiement alors que des sommes restent dues à son prédécesseur, il en informe le bâtonnier.
L'avocat qui succède à un confrère intervenant au titre de l'aide juridictionnelle ne peut réclamer des honoraires que si son client a expressément renoncé au bénéfice de celle-ci. Il informe auparavant son client des conséquences de cette renonciation. En outre, il informe de son intervention son confrère précédemment mandaté, le bureau d'aide juridictionnelle et le bâtonnier.
Les difficultés relatives à la rémunération de l'avocat initialement saisi ou à la restitution par ce dernier des pièces du dossier sont soumises au bâtonnier.

Article 10 : La publicité

10.1 Principes généraux
La publicité fonctionnelle destinée à faire connaître la profession d'avocat et les Ordres relève de la compétence des institutions représentatives de la profession.
La publicité est permise à l'avocat si elle procure une information au public et si sa mise en oeuvre respecte les principes essentiels de la profession.
La publicité inclut la diffusion d'informations sur la nature des prestations de services proposées, dès lors qu'elle est exclusive de toute forme de démarchage.

10.2 Interdictions
Tout acte de démarchage, tel qu'il est défini à l'article 1er du décret n° 72-785 du 25 août 1972, est interdit à l'avocat en quelque domaine que ce soit.
Toute offre de service personnalisée adressée à un client potentiel est interdite à l'avocat.
La publicité personnelle de l'avocat ne peut être faite par voie de tracts, affiches, films cinématographiques, émissions radiophoniques ou télévisées.
Quelle que soit la forme de publicité utilisée, sont prohibées :
- toute publicité mensongère ou contenant des renseignements inexacts ou fallacieux ;
- toutes mentions laudatives ou comparatives ;
- toutes mentions susceptibles de créer l'apparence d'une qualification professionnelle non reconnue ;
- toutes mentions susceptibles de créer dans l'esprit du public l'apparence d'une structure d'exercice inexistante ;
- toutes références à des fonctions ou activités sans lien avec l'exercice de la profession d'avocat ;
- toutes mentions susceptibles de porter atteinte au secret professionnel ;
- toutes indications contraires à la loi.

10.3 Les formes de la publicité
L'avocat peut recourir à tous moyens légaux permettant d'assurer sa publicité personnelle, dès lors que sont respectées en outre les dispositions du présent article.
Sont notamment autorisés :
- l'envoi, par voie postale ou électronique, de lettres d'informations générales sur le cabinet, les activités de celui-ci, le droit et la jurisprudence ;
- la publication de faire-part ou annonces, destinés à la diffusion d'informations ponctuelles et techniques, telles que l'installation de l'avocat dans de nouveaux locaux, la venue d'un nouvel associé, la participation à un groupement autorisé, l'ouverture d'un bureau secondaire ;
- la publication, dans les annuaires ou dans la presse, d'encarts publicitaires, sous réserve que leur présentation, leur emplacement ou leur contenu ne soit pas de nature à induire le public en erreur ou à constituer un acte de concurrence déloyale ;
- la diffusion de plaquettes de présentation du cabinet ;
- l'apposition d'une plaque ou autre support, de dimensions raisonnables, signalant, à l'entrée de l'immeuble, l'implantation du cabinet.
Les projets d'encarts publicitaires ou de plaquettes doivent être, avant toute publication ou diffusion, communiqués au conseil de l'Ordre.

10.4 Le contenu de la publicité

10.4.1 Tout document, quel qu'en soit le support, destiné à la correspondance ou à la publicité personnelle de l'avocat, doit mentionner, de façon immédiatement visible ou accessible, les éléments permettant de l'identifier, de le contacter, de localiser son cabinet et de connaître le barreau auquel il est inscrit ainsi que, le cas échéant, la structure d'exercice à laquelle il appartient et le réseau dont il est membre.

10.4.2 Documents destinés à la correspondance
Tout document destiné à la seule correspondance de l'avocat peut également faire mention :
- des nom et prénom des autres avocats qui exercent au sein du cabinet, ou, de façon distinctive, de ceux qui y ont exercé ;
- sous réserve de leur accord, du nom et de la fonction des professionnels non avocats collaborant de

manière régulière et significative au sein du cabinet ;
- des titres universitaires et des diplômes et fonctions d'enseignement supérieur français et étrangers ;
- des langues étrangères pratiquées ;
- des mandats ordinaux ou professionnels actuellement ou anciennement exercés ;
- de la profession juridique réglementée précédemment exercée ;
- du titre dont le port est réglementé à l'étranger et permet l'exercice, en France, de la profession d'avocat ;
- du ou des domaine(s) du droit dans lesquels l'avocat est titulaire d'un certificat de spécialisation régulièrement obtenu et non invalidé ;
- en ce cas, de tout logo ou signe distinctif qui serait instauré par le Conseil national des barreaux pour symboliser la qualité d'avocat spécialiste ;
- de l'indication du ou des bureaux ou établissements secondaires ou des filiales ;
- de la participation à des structures de mise en commun de moyens, à un groupement (GIE, GEIE), à des correspondances organiques, à la condition toutefois que ces mentions correspondent à des réalités professionnelles et à des conventions déposées à l'Ordre ;
- de l'organisation et des structures internes du cabinet ;
- du logo du cabinet, de celui de la profession et, sous réserve de l'accord du bâtonnier, de celui du barreau d'appartenance ;
- de la certification « Management de la qualité », comportant exclusivement la référence à la norme ISO et au modèle adoptés, le logo et le nom de l'organisme certificateur et le numéro d'enregistrement auprès de cet organisme.

10.4.3 Documents destinés à la publicité

Tout document destiné à la publicité personnelle de l'avocat peut, outre les mentions autorisées pour la correspondance, faire mention :
- de l'ancienneté dans la profession de chacun des avocats exerçant au sein du cabinet ;
- des domaines d'activité, juridiques ou judiciaires, réellement pratiqués, l'emploi, à cette occasion, des mots « spécialiste », « spécialisé », « spécialité » ou « spécialisation », ainsi que de tout symbole associé à ces mots dans les conditions ci-dessus prévues, étant exclusivement réservé aux domaines d'activité pour lesquels l'avocat est titulaire d'un certificat de spécialisation régulièrement obtenu et non invalidé ;
- du mode de fixation des honoraires ;
- de la participation des avocats à des activités d'enseignement juridique ou en lien avec la profession ;
- de la liste des bureaux et établissements secondaires et de celle des correspondants à l'étranger sous réserve, pour ces derniers, qu'il existe avec chacun d'eux une convention déposée à l'Ordre.

10.5 Dispositions complémentaires relatives aux annuaires professionnels

Tout avocat peut figurer dans la rubrique générale des annuaires professionnels commerciaux et, s'il y a lieu, dans chacune des rubriques de spécialités pour lesquelles il est titulaire d'un certificat régulièrement obtenu et non invalidé.
Un avocat, ou un cabinet d'avocats, peut figurer dans l'annuaire du département où se trouve son cabinet principal et, le cas échéant, dans celui du département où se trouve son bureau secondaire.
L'avocat appartenant à une société inter-barreaux ne peut figurer individuellement que dans les rubriques correspondant au barreau auquel il est inscrit à titre personnel.

10.6 Dispositions complémentaires relatives à la publicité par Internet

L'avocat qui ouvre ou modifie un site internet doit en informer le conseil de l'Ordre sans délai et lui communiquer les noms de domaine qui permettent d'y accéder.
Le nom de domaine doit comporter le nom de l'avocat ou la dénomination exacte du cabinet, qui peut être suivi ou précédé du mot « avocat ».
L'utilisation de noms de domaine évoquant de façon générique le titre d'avocat ou un titre pouvant prêter à confusion, un domaine du droit ou une activité relevant de celles de l'avocat, est interdite.
Le contenu du site doit être conforme aux dispositions du point 10.4 du présent article.
Le site de l'avocat ne peut comporter aucun encart ou bannière publicitaire, autres que ceux de la profession, pour quelque produit ou service que ce soit.
Il ne peut comporter de lien hypertexte permettant d'accéder directement ou indirectement à des sites ou à des pages de sites dont le contenu serait contraire aux principes essentiels de la profession d'avocat. Il appartient à l'avocat de s'en assurer en visitant régulièrement les sites et les pages auxquelles permettent d'accéder les liens hypertexte que comporte son site, et de prendre sans délai toutes dispositions pour les supprimer si ce site devait se révéler contraire aux principes essentiels de la profession.
Il appartient à l'avocat de faire une déclaration préalable au conseil de l'Ordre de tout lien hypertexte qu'il envisagerait de créer.
L'avocat participant à un blog ou à un réseau social en ligne doit respecter les principes essentiels de la profession ainsi que l'ensemble des dispositions du présent article.

Article 11 : honoraires – émoluments – débours – mode de paiement des honoraires

11.1 Détermination des honoraires
A défaut de convention entre l'avocat et son client, les honoraires sont fixés selon les usages, en fonction de la situation de fortune du client, de la difficulté de l'affaire, des frais exposés par l'avocat, de la notoriété et des diligences de celui-ci. L'avocat chargé d'un dossier peut demander des honoraires à son client même si ce dossier lui est retiré avant sa conclusion, dans la mesure du travail accompli.

11.2 Information du client
L'avocat informe son client, dès sa saisine, puis de manière régulière, des modalités de détermination des honoraires et de l'évolution prévisible de leur montant. Le cas échéant, ces informations figurent dans la convention d'honoraires. Sauf si l'avocat intervient en urgence devant une juridiction, une telle convention est obligatoire lorsque l'avocat est rémunéré, en tout ou partie, au titre d'un contrat d'assurance de protection juridique.

Eléments de la rémunération
La rémunération de l'avocat est fonction, notamment, de chacun des éléments suivants conformément aux usages :
- le temps consacré à l'affaire,
- le travail de recherche,
- la nature et la difficulté de l'affaire,
- l'importance des intérêts en cause,
- l'incidence des frais et charges du cabinet auquel il appartient,
- sa notoriété, ses titres, son ancienneté, son expérience et la spécialisation dont il est titulaire,
- les avantages et le résultat obtenus au profit du client par son travail, ainsi que le service rendu à celui-ci,
- la situation de fortune du client.

11.3 Modes de détermination des honoraires

Modes autorisés
Des honoraires forfaitaires peuvent être convenus. L'avocat peut recevoir d'un client des honoraires de manière périodique, y compris sous forme forfaitaire.

Modes prohibés
Il est interdit à l'avocat de fixer ses honoraires par un pacte de quota litis.
Le pacte de quota litis est une convention passée entre l'avocat et son client avant décision judiciaire définitive, qui fixe exclusivement l'intégralité de ses honoraires en fonction du résultat judiciaire de l'affaire, que ces honoraires consistent en une somme d'argent ou en tout autre bien ou valeur.
L'avocat ne peut percevoir d'honoraires que de son client ou d'un mandataire de celui-ci.
La rémunération d'apports d'affaires est interdite.

11.4 Provision sur frais et honoraires
L'avocat qui accepte la charge d'un dossier peut demander à son client le versement préalable d'une provision à valoir sur ses frais et honoraires.
Cette provision ne peut aller au-delà d'une estimation raisonnable des honoraires et des débours probables entraînés par le dossier.
A défaut de paiement de la provision demandée, l'avocat peut renoncer à s'occuper de l'affaire ou s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 13 du décret du 12 juillet 2005. Il fournit à son client toute information nécessaire à cet effet.
11.5 Partage d'honoraires

Avocat correspondant
L'avocat qui, ne se bornant pas à mettre en relation un client avec un autre avocat, confie un dossier à un confrère ou le consulte, est personnellement tenu au paiement des honoraires, frais et débours dus à ce confrère correspondant, au titre des prestations accomplies à sa demande par celui-ci. Les avocats concernés peuvent néanmoins, dès l'origine et par écrit, convenir du contraire. En outre, le premier avocat peut, à tout instant, limiter, par écrit, son engagement au montant des sommes dues, au jour où il exclut sa responsabilité pour l'avenir.
Sauf stipulation contraire, les dispositions de l'alinéa ci-dessus s'appliquent dans les rapports entre un avocat et tout autre correspondant qui est consulté ou auquel est confiée une mission.

Rédaction conjointe d'actes
En matière de rédaction d'actes et lorsqu'un acte est établi conjointement par plusieurs avocats, la prestation de conseil et d'assistance de chaque intervenant ne peut être rétribuée que par le client ou par un tiers agissant d'ordre ou pour le compte de celui-ci.
Dans le cas où il est d'usage que les honoraires de rédaction soient à la charge exclusive de l'une des parties et à la condition que l'acte le stipule expressément, les honoraires doivent être, à défaut de convention contraire, partagés par parts égales entre les avocats ayant participé conjointement à la rédaction.
Partage d'honoraires prohibé
Il est interdit à l'avocat de partager un honoraire quelle qu'en soit la forme avec des personnes physiques ou morales qui ne sont pas avocats.

11.6 Modes de règlement des honoraires
Les honoraires sont payés dans les conditions prévues par la loi et les règlements, notamment en espèces, par chèque, par virement, par billet à ordre et par carte bancaire.
L'avocat peut recevoir un paiement par lettre de change dès lors que celle-ci est acceptée par le tiré, client de l'avocat.
L'endossement ne peut être fait qu'au profit de la banque de l'avocat, aux seules fins d'encaissement.
L'avocat porteur d'une lettre de change impayée peut agir devant le Tribunal de Commerce. Toutefois, en cas de contestation de la créance d'honoraires, il devra saisir son bâtonnier aux fins de taxation et solliciter le sursis à statuer devant la juridiction commerciale.

11.7 Compte détaillé définitif
L'avocat détient à tout moment, par dossier, une comptabilité précise et distincte des honoraires et de toute somme qu'il a pu recevoir et de l'affectation qui leur a été donnée, sauf en cas de forfait global.
Avant tout règlement définitif, l'avocat remet à son client un compte détaillé. Ce compte fait ressortir distinctement les frais et déboursés, les émoluments tarifés et les honoraires. Il porte mention des sommes précédemment reçues à titre de provision ou à tout autre titre.
Un compte établi selon les modalités prévues à l'alinéa précédent est également délivré par l'avocat à la demande de son client ou du bâtonnier, ou lorsqu'il en est requis par le président du tribunal de grande instance ou le premier président de la cour d'appel, saisis d'une contestation en matière d'honoraires ou débours ou en matière de taxe.

Article 12 – Déontologie et pratique de l'avocat en matière de ventes judiciaires

12.1 Dispositions communes
L'avocat amené à rédiger un cahier des conditions de vente (saisie immobilière) ou un cahier des charges et conditions de vente (licitation), ou en matière de liquidation judiciaire, en vue de son dépôt au greffe, doit utiliser les clauses type ci-après annexées portant dispositions générales pour ces actes, sous réserve d'une modification qui serait nécessitée par une particularité tenant à la nature de l'affaire, le statut des parties, ou la situation des biens.

12.2 Enchères
L'avocat doit s'assurer de l'identité de son client, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.
L'avocat ne peut porter d'enchères pour des personnes qui sont en conflit d'intérêts.
L'avocat ne peut notamment porter d'enchères pour un même bien pour le compte de plusieurs mandants.
Lorsqu'un avocat s'est rendu adjudicataire pour le compte d'une personne, il ne peut accepter de former une surenchère au nom d'une autre personne sur cette adjudication, à défaut d'accord écrit de l'adjudicataire initial.
En cas d'adjudication d'un lot en co-propriété, il appartient à l'avocat poursuivant de le notifier au syndic de copropriété.

Article 13 : statut de l'avocat honoraire
L'avocat honoraire demeure soumis aux obligations résultant du serment d'avocat.

13.1 Obtention du titre
Le titre d'avocat honoraire peut, à la demande de l'intéressé, être conféré par le conseil de l'Ordre, à l'avocat ayant été inscrit dans la section des personnes physiques du tableau et ayant exercé pendant vingt ans la profession d'avocat, d'avoué près le tribunal de grande instance ou de conseil juridique.
En aucun cas, l'honorariat ne peut être accordé ou maintenu à celui qui porte ou aurait porté atteinte aux principes essentiels de la profession.
L'honorariat ne peut être refusé ou retiré sans que l'avocat ayant demandé l'honorariat ou étant déjà honoraire ait été régulièrement convoqué devant le conseil de l'Ordre.
Si le motif de retrait disparaît, l'intéressé peut présenter une nouvelle demande au conseil de l'Ordre.

13.2 Prérogatives
Les avocats honoraires, membres de l'Ordre, sont inscrits sur la liste spéciale des avocats honoraires du barreau.
Ils ont droit au port de la robe, à l'occasion des élections, cérémonies et manifestations officielles.
Ils participent aux assemblées générales avec voix délibérative.
Ils bénéficient du droit de vote à l'élection du bâtonnier et des membres du conseil de l'Ordre et des membres du Conseil national des barreaux.
Les avocats honoraires ont accès à la bibliothèque et aux services de l'Ordre.
Ils peuvent se faire délivrer une carte d'avocat honoraire par l'Ordre.

13.3 Activités et missions
Ils peuvent être investis par le bâtonnier ou le conseil de l'Ordre de toute mission ou activité utile à l'administration de l'Ordre, à l'intérêt de ses membres ou à l'intérêt général de la profession.
Il ne peut exercer aucun acte de la profession hormis la consultation ou la rédaction d'actes, sur autorisation du bâtonnier.
L'avocat honoraire peut accepter une mission de justice, d'arbitrage, d'expertise ou de médiation. Il peut également participer à une commission administrative ou à un jury d'examen ou de concours.

TITRE III : DE L'EXERCICE ET DES STRUCTURES

Article 14 : Statut de l'avocat collaborateur libéral ou salarié

14.1 Définitions de la collaboration libérale et de la collaboration salariée
La collaboration libérale est un mode d'exercice professionnel exclusif de tout lien de subordination, par lequel un avocat consacre une partie de son activité au cabinet d'un ou plusieurs avocats.
Le collaborateur libéral peut compléter sa formation et peut constituer et développer une clientèle personnelle.
La collaboration salariée est un mode d'exercice professionnel dans lequel il n'existe de lien de subordination que pour la détermination des conditions de travail.
Le collaborateur salarié ne peut avoir de clientèle personnelle, à l'exception de celle des missions d'aide juridique pour lesquelles il est désigné par le bâtonnier.
Le contrat de travail de l'avocat collaborateur salarié est régi par le droit du travail et par la convention collective signée le 17 février 1995, pour toutes les dispositions autres que celles de la loi du 31 décembre 1971 modifiée et du décret du 27 novembre 1991, ainsi que par les principes essentiels de la profession.

14.2 Principes directeurs
Conditions d'établissement du contrat de collaboration libérale ou salariée
Tout accord de collaboration libérale ou salariée entre avocats doit faire l'objet d'un écrit transmis, dans les quinze jours de sa signature, pour contrôle au conseil de l'Ordre du barreau auprès duquel l'avocat collaborateur libéral ou salarié est inscrit.
Il en est de même à l'occasion de tout avenant contenant novation ou modification du contrat.
Le conseil de l'Ordre peut, dans un délai d'un mois, mettre en demeure les avocats de modifier la convention afin de la rendre conforme aux règles professionnelles.

Structure du contrat
Le contrat de l'avocat collaborateur libéral ou salarié doit prévoir les conditions garantissant :
• le droit à la formation au titre de la formation continue et de l'acquisition d'une spécialisation notamment ;
• le secret professionnel et l'indépendance qu'implique le serment d'avocat ;
• la faculté de demander à être déchargé d'une mission contraire à sa conscience ;
• la possibilité pour l'avocat collaborateur libéral de constituer et développer une clientèle personnelle, sans contrepartie financière.
Le contrat doit prévoir également :
• la durée et les modalités d'exercice : durée de la période d'essai, qui ne peut excéder trois mois renouvellement compris pour l'avocat collaborateur libéral, délai de prévenance en cas de rupture fixé ci-après à l'article 14.4 pour l'avocat collaborateur libéral, durée des congés définis par la convention collective pour l'avocat collaborateur salarié et durée des périodes de repos rémunérées pour le collaborateur libéral (cinq semaines, sauf meilleur accord) ;
• les modalités de rémunération et de remboursement des frais professionnels engagés pour le cabinet ;
• les modalités de prise en charge des absences de l'avocat collaborateur libéral ou salarié pour cause de maladie ou de maternité.
Le contrat ne peut comporter de clauses :
• de renonciation par avance aux clauses obligatoires ;
• de limitation de liberté d'établissement ultérieure ;
• de limitation des obligations professionnelles en matière d'aide juridique ;
• de participation de l'avocat collaborateur libéral aux frais entraînés par le développement de sa clientèle personnelle pendant les cinq premières années d'exercice professionnel ;
• susceptibles de porter atteinte à l'indépendance que comporte le serment d'avocat.
Le bâtonnier pourra autoriser le cumul de contrats de collaboration libérale après avoir recueilli toutes garanties sur les conditions d'exercice, d'indépendance et de confidentialité.
Le contrat de collaboration libérale doit obligatoirement comporter une clause de recours au bâtonnier, comme conciliateur.
Quelle que soit la durée du contrat de collaboration libérale, les parties se rencontreront, à la demande de l'une d'entre elles, au moins une fois par an pour examiner l'éventuelle évolution de leur relation.

14.3 Le contrat

Indépendance
Le cabinet et le collaborateur libéral déterminent les conditions de l'organisation matérielle du travail du collaborateur. Ces conditions doivent tenir compte du temps et des moyens effectifs nécessaires au traitement de la clientèle personnelle du collaborateur libéral.
Ils fixent dans les mêmes conditions l'approche juridique des dossiers confiés au collaborateur.
L'avocat collaborateur libéral ou salarié reste maître de l'argumentation qu'il développe et des conseils qu'il donne.
Si l'argumentation est contraire à celle que développerait l'avocat avec lequel il collabore, il est tenu, avant d'agir, de l'en informer.
En cas de persistance du désaccord, par respect des principes de confiance, loyauté et délicatesse, l'avocat collaborateur libéral ou salarié devra restituer le dossier.
Il peut être convenu que la double signature ou le visa soient apposés sur tous actes, correspondances, études ou consultations.
Retrait au titre de la conscience
L'avocat collaborateur libéral ou salarié peut demander à celui avec lequel il collabore ou à son employeur d'être déchargé d'une mission qu'il estime contraire à sa conscience ou susceptible de porter atteinte à son indépendance.
La demande de retrait doit être exprimée suffisamment tôt pour ne pas perturber l'avancement du dossier.
L'abus de droit caractérisé par un refus systématique non lié à un changement significatif dans l'orientation du cabinet doit être soumis à l'appréciation du bâtonnier.

Clientèle personnelle
Le collaborateur libéral peut constituer et développer une clientèle personnelle.
Il ne peut assister ou représenter une partie ayant des intérêts contraires à ceux d'un client du cabinet avec lequel il collabore.
L'avocat avec lequel il collabore doit mettre à sa disposition, dans des conditions normales d'utilisation, les moyens matériels nécessaires aux besoins de sa collaboration et au développement de sa clientèle personnelle.
Pendant les cinq premières années d'exercice professionnel, l'avocat collaborateur libéral ne peut se voir demander de contribution financière en raison du coût généré par le traitement de sa clientèle personnelle.
L'avocat collaborateur salarié ne peut constituer ni développer de clientèle personnelle ; il doit se consacrer exclusivement au traitement des dossiers qui lui sont confiés pendant l'exécution de son contrat de travail ainsi qu'aux missions d'aide juridictionnelle et de commission d'office pour lesquelles il a été désigné.

Formation
La formation déontologique et professionnelle est un droit et une obligation de l'avocat collaborateur libéral ou salarié, auxquels le cabinet doit se conformer.
Au titre de l'obligation de formation continue de l'avocat collaborateur, celui-ci doit disposer du temps nécessaire pour suivre les formations de son choix parmi celles prévues à l'article 85 du décret du 27 novembre 1991 modifié.
Le collaborateur libéral ou salarié peut recevoir, notamment pendant ses premières années d'exercice à compter de la prestation de serment, de la part du cabinet une formation adaptée aux dossiers qui lui sont confiés par ledit cabinet.
Cette formation, si elle s'accomplit selon les modalités fixées par les décisions du Conseil national des barreaux prises en application de l'article 85 du décret du 27 novembre 1991 précité, est susceptible d'être validée au titre de l'obligation de formation continue obligatoire.
L'avocat collaborateur libéral doit prévenir le cabinet dans lequel il exerce, des sessions de formation externe qu'il souhaite suivre, au plus tard quinze jours avant leur début.

Spécialisation
L'avocat collaborateur libéral ou salarié doit pouvoir bénéficier du temps suffisant pour suivre toute session de formation nécessaire à l'acquisition d'une spécialisation.
Le cabinet doit s'efforcer de lui confier, dans des conditions contractuellement définies, des travaux relevant de la ou des spécialisations recherchées, si l'avocat collaborateur libéral ou salarié souhaite les acquérir dans le cadre des dispositions de l'article 88 du décret du 27 novembre 1991.

Dédit-formation
L'avocat collaborateur libéral ou salarié qui décide de mettre fin à son contrat après avoir bénéficié d'une formation dispensée à l'extérieur du cabinet et financée par le cabinet ne peut, en principe, se voir demander d'indemnité à ce titre.
Toutefois, une telle indemnité pourrait être contractuellement prévue si la formation reçue revêtait un caractère exceptionnel révélé par sa durée et son coût. Dans ce cas, l'avocat collaborateur libéral ou

salarié pourrait demander une réduction de cette indemnité si elle était excessive ou sa suppression totale si elle était de nature à mettre obstacle à sa liberté d'établissement ultérieure.
L'indemnité pourra être demandée pendant un délai maximum de deux ans après que la formation aura été reçue.
Rétrocession d'honoraires, rémunération et indemnisation des missions d'aide juridictionnelle et de commissions d'office

Avocat collaborateur libéral
•Rétrocession
La rétrocession d'honoraires versée par le cabinet au collaborateur libéral peut être fixe ou pour partie fixe et pour partie variable.
Pendant ses deux premières années d'exercice professionnel, l'avocat collaborateur libéral doit recevoir une rétrocession d'honoraires qui ne peut être inférieure au minimum fixé par le conseil de l'Ordre du barreau dont il dépend.

• Rémunération aide juridique
L'avocat collaborateur libéral conserve les indemnités qui lui sont versées pour l'ensemble des missions d'aide juridique accomplies pour sa clientèle personnelle ou dans le cadre de désignations par le bâtonnier.

• Maladie
En cas d'indisponibilité pour raison de santé au cours d'une même année civile, l'avocat colla-borateur libéral reçoit pendant deux mois maximum sa rétrocession d'honoraires habituelle, sous déduction des indemnités journalières éventuellement perçues au titre des régimes de prévoyance collective du barreau ou individuelle obligatoire.

• Maternité
La collaboratrice libérale enceinte est en droit de suspendre sa collaboration pendant au moins seize semaines à l'occasion de l'accouchement, réparties selon son choix avant et après accouchement avec un minimum de six semaines après l'accouchement.
La collaboratrice libérale reçoit pendant la période de suspension de seize semaines sa rétrocession d'honoraires habituelle, sous la seule déduction des indemnités versées dans le cadre des régimes de prévoyance collective du barreau ou individuelle obligatoire.

• Paternité
Le collaborateur libéral est en droit de suspendre sa collaboration pendant onze jours consécutifs, durée portée à dix-huit jours consécutifs en cas de naissances ou adoptions multiples, débutant dans les quatre mois suivant la naissance ou l'arrivée au foyer de l'enfant.
Il en avise celui avec lequel il collabore un mois avant le début de la suspension.
Le collaborateur libéral reçoit pendant la période de suspension sa rétrocession d'honoraires habituelle, sous la seule déduction et jusqu'à due concurrence des indemnités journalières perçues dans le cadre du régime d'assurance maladie des professions libérales.

Avocat collaborateur salarié
La convention collective fixe les minima de salaire et les conditions de prise en charge des absences pour maladie ou maternité.
Le contrat de travail peut prévoir que les indemnités d'aide juridique dues au collaborateur salarié, au titre des missions pour lesquelles il a été désigné par le bâtonnier, lui seront versées en supplément de sa rémunération.
Il peut être également convenu que les indemnités d'aide à l'intervention de l'avocat correspondant à des missions effectuées en dehors du temps de travail seront conservées par le collaborateur salarié à titre de défraiement.
A défaut de stipulation dans le contrat de travail, l'avocat collaborateur salarié cumule la rémunération convenue entre les parties et les indemnisations perçues directement au titre des missions d'intérêt public.

Liberté d'établissement ultérieure
Toute stipulation limitant la liberté d'établissement ultérieure est prohibée.
Dans les deux ans suivant la rupture du contrat, l'avocat collaborateur libéral ou salarié devra aviser le cabinet dans lequel il exerçait, avant de prêter son concours à un client de celui-ci.
Le client s'entend comme celui avec lequel l'ancien collaborateur libéral ou salarié aura été mis en relation pendant l'exécution du contrat.
L'ancien collaborateur libéral ou salarié doit s'interdire toute pratique de concurrence déloyale.

14.4 Rupture du contrat

Avocat collaborateur libéral
Sauf meilleur accord des parties, chaque partie peut mettre fin au contrat de collaboration en avisant l'autre au moins trois mois à l'avance.
Ce délai est augmenté d'un mois par année au-delà de trois ans de présence révolus, sans qu'il puisse excéder six mois.
Ces délais n'ont pas à être observés en cas de manquement grave flagrant aux règles professionnelles.
Le délai de prévenance est de huit jours en cas de rupture pendant la période d'essai.

Les périodes de repos rémunérées, qui n'auront pu être prises avant la notification de la rupture, pourront être prises pendant le délai de prévenance.
A dater de la déclaration de grossesse et jusqu'à l'expiration de la période de suspension du contrat à l'occasion de l'accouchement, le contrat de collaboration libérale ne peut être rompu sauf manquement grave aux règles professionnelles non lié à l'état de grossesse.

Avocat collaborateur salarié
Le droit du licenciement s'applique à l'avocat collaborateur salarié dans la forme et sur le fond.
La convention collective réglemente les conditions de rupture du contrat de travail quant au préavis et à l'indemnité de licenciement.

Domiciliation après la rupture du contrat
Quelle que soit la cause de la cessation de la relation contractuelle, l'avocat collaborateur libéral ou salarié peut demeurer domicilié au cabinet qu'il a quitté jusqu'à ce qu'il ait fait connaître à l'Ordre ses nouvelles conditions d'exercice et ce, pendant un délai maximum de trois mois.
Même après ce délai, son courrier lui est normalement acheminé et ses nouvelles coordonnées postales et téléphoniques transmises à ceux qui en font la demande.

14.5 Règlements des litiges
Le bâtonnier du lieu d'inscription de l'avocat collaborateur libéral ou salarié connaît des litiges nés à l'occasion de l'exécution ou de la rupture du contrat de collaboration salariée ou non.
Le bâtonnier ou son délégataire entend les parties, éventuellement assistées de leur conseil, dans les plus brefs délais.
A défaut de conciliation, il est procédé conformément aux dispositions des articles 142 et suivants du décret du 27 novembre 1991.

Article 15 : Domicile professionnel

15-1 Cabinet principal
L'avocat inscrit au tableau de l'Ordre doit disposer dans le ressort de son barreau d'un cabinet conforme aux usages et permettant l'exercice professionnel dans le respect des principes essentiels de la profession. Il doit aussi veiller au strict respect du secret professionnel et justifier d'une adresse électronique.
Le conseil de l'Ordre peut autoriser à titre temporaire, et pour la durée qu'il fixe, l'avocat à se domicilier soit au sein de locaux affectés par l'Ordre, soit dans les locaux du cabinet d'un autre avocat dans le ressort du même barreau. La convention écrite relative à une telle domiciliation fixe les modalités de la mise à disposition de locaux et les conditions de transmission des courriers et communications destinés à l'avocat. Elle doit être préalablement approuvée par le conseil de l'Ordre.
L'avocat domicilié doit communiquer au conseil de l'Ordre l'adresse de son domicile privé.

15.2 Bureaux secondaires

15.2.1 Définition
Le bureau secondaire est une installation professionnelle permanente distincte du cabinet principal. L'établissement créé par une société inter-barreaux hors de son siège social et au lieu d'inscription au tableau de l'un de ses associés n'est pas un bureau secondaire au sens de l'article 8-I de la loi du 31 décembre 1971.

15.2.2 Principes
L'ouverture d'un ou plusieurs bureaux secondaires est licite en France et à l'étranger, sous réserves des dispositions de l'article 8.II de la loi du 31 décembre 1971 modifiée.
Le bureau secondaire doit répondre aux conditions générales du domicile professionnel et correspondre à un exercice effectif.

15.2.3 Ouverture d'un bureau secondaire
L'avocat désirant ouvrir un bureau secondaire doit en informer son conseil de l'Ordre. Il doit également l'informer de la fermeture du bureau secondaire.

Bureau situé en France
L'avocat doit solliciter l'autorisation du conseil de l'Ordre du barreau dans le ressort duquel il envisage de s'établir.
La demande d'autorisation doit comporter tous les éléments de nature à permettre au conseil de l'Ordre du barreau d'accueil de vérifier les conditions d'exercice de l'activité professionnelle et notamment le nom des avocats exerçant dans le bureau secondaire.
La demande d'autorisation doit comprendre la copie des contrats de travail des avocats salariés et des contrats de collaboration des avocats collaborateurs qui exerceront dans le bureau secondaire.
Elle est remise avec récépissé ou expédiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au conseil de l'Ordre du barreau d'accueil et à son propre conseil de l'Ordre.
Le conseil de l'Ordre du barreau d'accueil statue dans les trois mois de la réception de la demande. A défaut, l'autorisation est réputée accordée. Dans ce cas, l'avocat est tenu d'informer le conseil de l'Ordre

du barreau d'accueil et celui de son propre barreau de l'ouverture effective de son bureau secondaire.
De même, il est tenu d'informer le conseil de l'Ordre de son barreau de toute modification de son exercice professionnel dans son bureau secondaire, y compris de sa fermeture et de toute difficulté survenant avec le barreau d'accueil.

Bureau situé à l'étranger
* Ouverture d'un bureau secondaire dans l'Union européenne (Directive 98/5/CE du 16 févr. 1998)
L'avocat qui établit un bureau secondaire dans un autre Etat membre de l'Union européenne le déclare au conseil de l'Ordre de son barreau d'origine.
* Ouverture d'un bureau secondaire en dehors de l'Union européenne
L'avocat qui veut établir un bureau secondaire dans un pays en dehors de l'Union européenne doit solliciter l'autorisation préalable du Conseil de l'Ordre de son barreau d'origine, qui doit statuer dans les trois mois de la réception de la demande. A défaut, l'autorisation est réputée accordée.
Il fournit à son conseil de l'Ordre toutes pièces justifiant de sa demande dans l'Etat d'accueil et de l'autorisation de l'autorité compétente de cet Etat, ainsi que de l'existence d'une assurance de responsabilité civile couvrant ses activités à l'étranger.

15.2.4 Publicité
L'avocat autorisé à ouvrir un bureau secondaire où il exerce effectivement peut faire mention de celui-ci sur son papier à lettre et tous les supports de publicité autorisés.

15.2.5 Cotisations
L'avocat autorisé à ouvrir un bureau secondaire en France, en dehors du ressort de son barreau, pourra être redevable à l'égard du barreau d'accueil d'une cotisation annuellement fixée par le conseil de l'Ordre du barreau d'accueil.

15.2.6 Litiges relatifs aux honoraires
Les litiges relatifs aux honoraires relèvent de la compétence du bâtonnier du barreau auquel appartient l'avocat.

15.2.7 Discipline
L'avocat reste soumis à la discipline de son Ordre pour son activité professionnelle au sein de son bureau secondaire.
Il doit se conformer, pour son activité dans le bureau secondaire, au règlement intérieur du barreau d'accueil, qui peut lui retirer l'autorisation d'ouverture, par une décision susceptible d'appel conformément aux dispositions de l'article 16 du décret du 27 novembre 1991.
L'avocat inscrit à un barreau français établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne reste soumis à la discipline de son barreau d'accueil.

Article 16 - Réseaux et autres conventions pluridisciplinaires

16.1 Définition d'un réseau pluridisciplinaire
L'avocat peut être membre ou correspondant d'un réseau pluridisciplinaire dans les conditions énoncées au présent article.
Il ne peut participer à une structure ou entité qui aurait pour objet ou pour activité effective l'exercice en commun de plusieurs professions libérales, la loi française en vigueur excluant toute participation d'un avocat à une telle structure ou entité.
Pour l'application du présent texte, constitue un réseau pluridisciplinaire toute organisation, structurée ou non, formelle ou informelle, constituée de manière durable entre un ou plusieurs avocats et un ou plusieurs membres d'une autre profession libérale, réglementée ou non, ou une entreprise, en vue de favoriser la fourniture de prestations complémentaires à une clientèle développée en commun.
L'existence d'un tel réseau pluridisciplinaire au regard des règles françaises d'exercice de la profession d'avocat suppose un intérêt économique commun entre ses membres ou correspondants, lequel est réputé établi lorsque l'un au moins des critères suivants est constaté :
- usage commun d'une dénomination ou de tout autre signe distinctif tel que logo ou charte graphique ;
- édition et/ou usage de documents destinés au public présentant le groupe ou, chacun de ses membres et faisant mention de compétences pluridisciplinaires ;
- usage de moyens d'exploitation communs ou en commun dès lors que cet usage est susceptible d'avoir une influence significative sur l'exercice professionnel ;
- existence d'une clientèle commune significative liée à des prescriptions réciproques ;
- convention de coopération technique, financière ou de marketing.
Le terme « avocat » englobe les avocats d'un Barreau étranger ou ayant un titre reconnu comme équivalant dans leur pays d'origine

16.2 Principes
L'avocat ou la structure d'avocats membre d'un réseau pluridisciplinaire doit s'assurer que le fonctionnement du réseau ne porte pas atteinte aux principes essentiels de la profession d'avocat et aux textes légaux et réglementaires qui lui sont applica-

bles. A défaut, il doit se retirer du réseau.
En aucun cas, le fonctionnement du réseau ne peut notamment porter atteinte à l'indépendance de l'avocat et il appartient à celui-ci de veiller à l'application effective de ce principe.
Constitue notamment une atteinte à l'indépendance le fait, directement ou indirectement :
- d'accepter d'être partie à un mécanisme conduisant à une répartition ou à un partage des résultats ou à un rééquilibrage des rémunérations en France ou à l'étranger avec des professionnels non avocats ;
- d'accepter une relation de subordination de l'avocat ou un contrôle hiérarchique de l'exécution de ses missions par d'autres professionnels non avocats, notamment ceux ayant une activité de caractère commercial.
L'avocat membre d'un réseau pluridisciplinaire doit veiller en toutes matières à ce que la facturation fasse apparaître spécifiquement la valeur de sa propre prestation.

16.3 Secret professionnel
Les avocats membres d'un réseau pluridisciplinaire doivent pouvoir justifier à toute demande du Bâtonnier de l'Ordre auprès duquel ils exercent que l'organisation de l'ensemble du réseau ne met pas en cause l'application des règles du secret professionnel.

16.4 Conflits d'intérêts
L'avocat participant à un réseau pluridisciplinaire doit veiller à ce que les procédures adéquates d'identification et de gestion des conflits d'intérêts soient appliquées.
D'une façon générale, un avocat membre d'un réseau pluridisciplinaire est tenu d'observer l'ensemble des dispositions de l'article 4 du présent règlement qui sont relatives au conflit d'intérêt.
Le respect des règles relatives aux conflits d'intérêts qui s'impose aux avocats, en application des dispositions de l'article 4 doit être apprécié non pas au niveau du seul cabinet d'avocats, mais de l'ensemble du réseau.

16.5 Dénomination
L'avocat membre d'un réseau pluridisciplinaire doit veiller à ne pas créer de confusion dans l'esprit du public entre sa pratique professionnelle et celle des autres professionnels intervenant dans le réseau.
L'avocat membre d'un groupement d'exercice qui participe à un réseau reste soumis aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'usage de la dénomination ou la raison sociale de ce groupement.
Afin d'assurer une parfaite information du public, sa dénomination ou raison sociale sera différente du nom de son réseau et il devra distinctement faire mention de son appartenance à celui-ci.

16.6 Périmètre
Un avocat peut participer à un réseau pluridisciplinaire exclusivement constitué entre membres de professions libérales réglementées sous la seule condition de se conformer aux dispositions du présent article.
Un avocat ne peut participer à un réseau pluridisciplinaire non exclusivement constitué de membres de professions libérales réglementées qu'à la condition d'en avoir fait préalablement la déclaration à l'Ordre auprès duquel il est inscrit, cette déclaration devant être assortie des informations et documents visés à l'article 16.8
L'Ordre devra faire part de ses observations éventuelles dans les deux mois de réception de la déclaration.

16.7 Incompatibilités
Un avocat membre d'un réseau ne peut entrer en contravention avec les dispositions de l'article111 (a) du décret n° 91-197 du 27 novembre 1991 relatif au principe d'incompatibilité de l'exercice de la profession d'avocat, avec toutes activités de caractère commercial ; directement ou par personne interposée.
Lorsqu'un avocat est affilié à un réseau national ou international, répondant à la définition de l'article 16.1. ci-dessus, et qui n'a pas pour activité exclusive la prestation de conseil, il doit s'assurer avant d'exécuter une prestation pour le compte d'une personne dont les comptes sont légalement contrôlés ou certifiés par un autre membre du réseau en qualité de commissaire aux comptes, ou dans une qualité similaire, de ce que ce dernier est informé de son intervention pour lui permettre de se conformer aux dispositions de l'article L. 822-11 du Code de Commerce, et de ses textes d'application.
Il en est de même pour la fourniture de prestation de service à une personne contrôlée ou qui contrôle, au sens des I et II de l'article L. 233-3 dont les comptes sont certifiés par ledit commissaire aux comptes.

16.8 Transparence
Les avocats ou cabinets d'avocats membres d'un réseau pluridisciplinaire doivent déposer auprès de leur Ordre l'ensemble des accords ou documents sociaux permettant à celui-ci de disposer, au cas par cas, d'une information nécessaire et adéquate sur l'ensemble de la structure juridique, économique et financière du réseau, quelle que soit la loi applicable à celui-ci et le ou les pays où il intervient :
- organigramme général du réseau faisant apparaître les différentes entités mais aussi les accords de

partenariat entre les membres du réseau ;
- exposé sommaire permettant de comprendre le rôle joué par les différentes entités et accords visés ci-dessus ;
- description sommaire des professions et métiers auxquels appartiennent les membres du réseau ;
- liste des membres ;
- description des organes de décision du réseau :
* organigramme des organes de décision distinguant le cas échéant l'organisation par pays (comment les différentes professions participant au réseau sont organisées pour la France), l'organisation internationale par métier (comment les avocats des différents pays sont organisés) et l'organisation internationale ;
* pour les différents organes de décision : mode d'élection, mandat et pouvoirs réels.
- description des modes de participation aux frais et aux résultats :
* comment les différentes composantes du réseau participent (directement ou indirectement) au financement du cabinet d'avocats français (ex : fonds propres, prêts, redevances pour services, prise en charge d'une partie du financement de charges incombant au cabinet d'avocats) et, réciproquement, comment le cabinet d'avocats français participe au financement d'autres composantes du réseau ;
* comment les associés du cabinet d'avocats français sont intéressés directement ou indirectement aux résultats d'autres entités d'avocats du réseau (ex : quote-part dans les résultats au travers de structures de services, valorisation de participations, systèmes de retraites, notamment sous forme de contrats de consultant).
- description des informations introduites dans les bases de données et procédures relatives à l'accès :
- description des mesures mises en place afin d'assurer le contrôle interne du respect des règles déontologiques (ex : conflits d'intérêt, risques d'atteinte à l'indépendance, moyens d'éviter de profiter passivement du démarchage effectué par d'autres membres) ;
- justification de l'existence pour tous les membres du réseau de garanties individuelles ou collectives d'assurance de responsabilité civile professionnelle excluant toute solidarité de principe entre membres de professions différentes.

Article 17 – structures d'exercice inter-barreaux

17.1 Formes
Les structures d'exercice inter-barreaux peuvent prendre la forme d'association ou de société constituées entre avocats appartenant à des barreaux différents.

17.2 Postulation
La structure inter-barreaux postule auprès de chaque tribunal par le ministère d'un de ses membres inscrit au barreau établi près de ce tribunal.

17.3 Inscription
Les structures d'exercice inter-barreaux sont inscrites au tableau de l'Ordre de leur siège social et à l'annexe au tableau de chacun des barreaux auprès desquels peuvent postuler les avocats de ladite structure.

17.4 Contrat de travail
Les contrats de travail des avocats salariés sont remis contre récépissé ou expédié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au conseil de l'Ordre auprès duquel l'avocat salarié est inscrit, ainsi qu'auprès du conseil de l'Ordre du siège de la structure.

17.5 Conflit
En cas de conflit, le conseil de l'Ordre du barreau auquel appartient l'avocat salarié ne peut se prononcer qu'après avoir recueilli l'avis du conseil de l'Ordre du siège de la structure.

17.6 Contrôle de comptabilité
Les contrôles de comptabilité sont effectués au siège de la structure inter-barreaux.

TITRE IV : LA COLLABORATION INTERPROFESSIONNELLE

Article 18 – La collaboration interprofessionnelle

18.1 Principe général
L'avocat qui participe de manière ponctuelle à l'exécution d'une mission faisant appel à des compétences diversifiées en collaborant avec des professionnels n'ayant pas la qualité d'avocat peut à cet effet conclure avec ceux-ci et le client commun une convention tendant à organiser les modalités de cette collaboration.
Au sens des dispositions figurant sous le présent titre, les termes « autre professionnel » sont utilisés pour désigner toute personne physique ou toute structure d'exercice exerçant une autre profession libérale, que celle-ci soit ou non réglementée par la loi.

18.2 Déontologie interprofessionnelle
Sous réserve de réciprocité résultant de l'adoption par les professionnels concernés des principes ci-après énoncés, l'avocat est tenu de faire application, dans ses relations avec un autre professionnel, des règles de confraternité, de loyauté et de courtoisie

en usage au sein de sa profession.
Il s'interdit notamment de critiquer auprès du client commun ou de tiers le contenu ou la qualité des prestations fournies par l'autre professionnel sans avoir préalablement recueilli les observations de celui-ci.
Sous la même réserve, l'avocat qui collabore avec un ou plusieurs autres professionnels doit s'efforcer de ne pas, par ses actes ou son comportement, mettre en défaut ou rendre plus difficile le respect, par les professionnels avec lesquels il collabore, des règles déontologiques dont relèvent ceux-ci.
L'avocat ne peut intervenir dans un domaine pour lequel un autre professionnel détient une compétence exclusive en application des textes qui régissent sa profession. Il peut néanmoins assurer la coordination de la mission en veillant à répartir les interventions conformément à l'intérêt du client de telle manière que chaque question soit traitée par le professionnel le plus compétent pour y répondre.

18.3 Indépendance et incompatibilités
La collaboration entre membres de professions différentes ne pouvant s'effectuer que dans le strict respect des règles d'indépendance applicables à chacun des professionnels concernés, l'avocat ne peut accepter ni une relation de contrôle hiérarchique de ses prestations par un autre professionnel ni une quelconque immixtion dans l'organisation et le fonctionnement de son cabinet de la part des professionnels avec lesquels il collabore.
Avant d'accepter d'intervenir dans une mission à caractère pluridisciplinaire, l'avocat doit s'assurer que les conditions dans lesquelles son intervention est envisagée ne sont pas susceptibles de porter atteinte aux règles d'indépendance formulées par sa réglementation professionnelle, et ce tant vis-à-vis des autres intervenants que du client prescripteur de la mission commune.
Il doit veiller à ne participer directement ou indirectement à aucune démarche tendant à préconiser la fourniture au client de prestations, services ou produits à caractère commercial proposés par des tiers.
Il doit respecter tant les règles d'incompatibilités spécifiques à sa profession que celles qui sont applicables aux autres professionnels.

18.4 Confidentialité des correspondances
Avant de correspondre à titre confidentiel avec un autre professionnel, l'avocat doit veiller à obtenir de celui-ci un engagement garantissant le respect du caractère confidentiel des correspondances ayant cette qualité.
L'avocat doit en tout état de cause respecter le caractère confidentiel des correspondances reçues d'un autre professionnel dès lors qu'il y est fait expressément mention d'un tel caractère par l'apposition de la mention « confidentielle ».
Il ne peut en conséquence remettre à quiconque de copie d'une correspondance émanant de l'un des professionnels agissant dans le cadre d'une mission commune dès lors que cette correspondance a été qualifiée de confidentielle par son auteur. Il ne peut davantage faire mention d'une correspondance confidentielle dans un document n'ayant pas ce caractère.
Cette règle s'applique tant à la correspondance elle-même qu'aux documents qui peuvent y être joints, sauf mention contraire expresse. Elle n'a cependant pas en elle-même pour effet d'interdire de faire état verbalement des informations ou indications non confidentielles contenues dans les correspondances et documents communiqués.

18.5 Secret professionnel
Le fait pour un avocat de collaborer avec d'autres professionnels pour l'exécution d'une mission commune ne peut conduire à ce qu'il soit d'une quelconque manière porté atteinte au secret professionnel.
En particulier, le fait qu'une information ayant un caractère confidentiel soit connue de plusieurs personnes tenues au secret professionnel n'est pas de nature à libérer les professionnels concernés de leur obligation au secret à l'égard des tiers.
Dès lors, ne peuvent être échangées entre les professionnels participant à la mission commune, et seulement entre ceux-ci, que les informations communiquées ou recueillies dans le cadre de la mission commune et nécessaires à son exécution.
Si l'avocat estime que le fait pour le client de conférer un caractère confidentiel à certaines informations est de nature à entraver le bon déroulement de la mission commune, il lui appartient d'apprécier en conscience si son intervention peut dans ces conditions se poursuivre à charge pour lui d'en informer le client.

18.6 Responsabilité civile professionnelle
L'avocat doit veiller à ce que les prestations effectuées par lui au titre de la mission commune soient effectivement couvertes par son contrat d'assurance de responsabilité civile professionnelle.
Il ne peut participer à un contrat de mission commune comportant une clause de responsabilité solidaire des intervenants, chaque professionnel participant à une mission commune devant être personnellement seul responsable de ses interventions et diligences.
Il doit préalablement à l'acceptation de la mission commune se faire communiquer par chacun des

autres professionnels le montant de sa garantie d'assurance responsabilité professionnelle ainsi que les coordonnées de sa compagnie d'assurance.

18.7 Transparence des rémunérations
L'avocat ne peut recevoir que la juste rémunération des prestations qu'il fournit à l'exclusion de toute rétribution prélevée sur le travail d'un autre intervenant.
A l'effet d'assurer la transparence de la facturation des prestations accomplies par les divers intervenants, la rémunération de chacun d'eux doit être individualisée et portée à la connaissance du client.
L'avocat ne peut ni se porter garant du paiement à l'égard des autres intervenants ni procéder à un recouvrement pour compte.

TITRE V : L'AVOCAT COLLABORATEUR DE DÉPUTÉ OU ASSISTANT DE SÉNATEUR

Article 19

L'avocat exerçant les fonctions de collaborateur de député ou d'assistant de sénateur ne peut accomplir aucun acte de la profession en faveur des personnes reçues dans le cadre de ces fonctions.

TITRE VI : LES RAPPORTS ENTRE AVOCATS APPARTENANT A DES BARREAUX DIFFÉRENTS

Article 20 – Règlement des conflits entre avocats de barreaux différents

20.1 Règlement des litiges déontologiques
Si une difficulté d'ordre déontologique survenue entre avocats de barreaux différents n'a pu être réglée par l'avis commun de leurs bâtonniers respectifs dans les quatre semaines de leur saisine, ceux-ci soumettent cette difficulté au bâtonnier d'un barreau tiers dans un délai de huit jours.
A défaut d'accord sur le choix de ce bâtonnier, celui-ci est désigné par le président du Conseil national des barreaux à la requête du bâtonnier concerné le plus diligent.
Le bâtonnier ainsi choisi ou désigné fait connaître son avis par écrit, dans les quatre semaines de sa propre saisine, aux avocats concernés ainsi qu'à leurs bâtonniers respectifs qui veilleront à l'application de cet avis, en ouvrant le cas échéant une procédure disciplinaire.
Les délais ci-dessus prévus sont réduits de moitié en cas d'urgence expressément signalée par le bâtonnier premier saisi.

20.2 Règlement des différends professionnels
Si le différend concerne l'exercice professionnel des avocats, il est recouru, à défaut de conciliation, à la procédure prévue par les articles 179-1 et suivants du décret du 27 novembre 1991.

Article 21 - Code de déontologie des avocats européens

Le Conseil des barreaux européens a adopté à Strasbourg le 28 octobre 1988 et révisé à Lyon le 28 novembre 1998, Dublin le 6 décembre 2002 et Porto le 19 mai 2006 le Code de déontologie dont le texte suit.
Ses règles concernent les avocats de l'Union européenne, tels que définis par la directive 77/249/CEE et la directive 98/5/CE.
Les avocats français doivent en appliquer les dispositions dans leurs activités judiciaires et juridiques dans l'Union européenne dans leurs relations avec les autres avocats de l'Union européenne, qu'elles aient lieu à l'intérieur des frontières de l'Union européenne ou hors celles-ci, sous réserve que lesdits avocats appartiennent à un Barreau qui a formellement accepté d'être lié par ce Code.
Dans ces relations, les règles fixées par l'article 21.5.3 du Code européen de déontologie ci-après, et relatives à la correspondance entre confrères ne ressortissant pas de barreaux du même Etat membre de l'Union européenne, s'appliquent à l'exclusion de toutes autres.
Il en est ainsi si la correspondance est échangée entre deux avocats de nationalité française appartenant, l'un à un barreau français, l'autre, exclusivement, à un autre barreau non français de l'Union européenne.

ويبلغ النقيب المختار أو المعيّن رأيه خطيّاً ضمن مهلة أربعة أسابيع من تسلّمه القضيّة، الى المحامين المعنيين والى نقبائهم الذين سيحرصون على تطبيق قراره، تحت طائلة المباشرة بالاجراءات التأديبية.
وتخفض المهل الآنف ذكرها إلى النصف في حالة العجلة المشار اليها صراحة من قبل اول نقيب وصلت اليه.

20.2) فضّ النزاعات المهنية.

إذا كان النزاع يتعلّق بالممارسة المهنية، يتمّ اللجوء، في حال عدم التوافق، إلى الإجراءات المنصوص عليها في المادة 1-179 وما يتبعها من مرسوم 27 تشرين الثاني 1991.

المادة 21) قانون القواعد والآداب المهنية للمحامين الأوروبيّين.

تبنى مجلس النقابات الأوروبية في ستراسبورغ بتاريخ 28 تشرين الأول 1988 والمعدّل في ليون بتاريخ 28 تشرين الثاني 1998 ، وفي دبلين في 6 كانون الأول 2002 وفي بورتو في 19 أيار 2006، قانون القواعد والاداب المهنية، وفي ما يلي نصّه:

يخضع لأحكامه محامو الإتحاد الأوروبي، حسب تعريف ال ."Directive 77/249/CEE" و " Directive 98/5/CE"

على المحامين الفرنسيين تطبيق أحكامه في نشاطاتهم القضائية والقانونية في الإتحاد الأوروبي في علاقاتهم مع المحامين الآخرين في الإتحاد، وذلك سواء تمّ إنجاز الأعمال داخل حدود الإتحاد الأوروبي أو خارجها، شرط أن يكون المحامين الآنف ذكرهم تابعين لنقابة وافقت رسمياً على أن تكون مرتبطة بهذا القانون.

ويتمّ تطبيق المادة 21.5.3 من القانون الأوروبي للقواعد والآداب المهنية في العلاقات الخاصة بالمراسلات بين زملاء منتمين لنقابات غير تابعة لنفس الدولة العضو في الإتحاد الأوروبي، وذلك بشكل حصري.

كما تطبّق هذه الأحكام على المراسلات بين محاميَين فرنسيَين منتميَين، أحدهما لنقابة فرنسية، والآخر لنقابة غير فرنسية ضمن الإتحاد الأوروبي فقط.

مسؤولية تضامنيّة ، إذ إن لكل مهني مشارك في المهمة المشتركة أن يتحمّل وحده وشخصياً المسؤولية عن تدخلاته ومرافعاته.
وعليه قبل الموافقة على مهمة مشتركة أن يطلب من كلّ من المهنيّين الآخرين، اطلاعه على قيمة التأمين لمسؤولية كل منهم المدنية مع عناوين شركة التأمين.

18. 7) الشفافية في بدل الأتعاب.
لا يجوز للمحامي أن يتلقى إلا بدل اتعاب عادل لقاء الأعمال التي ينجزها باستثناء ما يقتطع له من مبلغ من بدل اتعاب مشارك آخر.
بهدف تأمين الشفافية عند تحرير فاتورة الاعمال المنجزة من مختلف المتدخلين، يجب ان يُظهر بدل اتعاب كل منهم بشكل فردي وان يعلم الشخص بذلك.
ولا يجوز للمحامي أن يضمن الدفع للمتدخلين الآخرين ولا أن يحصلها عنهم.

الفصل الخامس: المحامي المعاون لنائب أو المساعد لعضو مجلس الشيوخ

المادة 19:
عند قيامه بمهام معاون نائب أو مساعد عضو مجلس الشيوخ، لا يجوز للمحامي تأدية أي عمل مهني لمصلحة أشخاص يستقبلهم في إطار تولّيه هذه المهام.

الفصل السادس: العلاقات بين المحامين المنتمين لنقابات مختلفة.

المادة 20 : فضّ النزاعات بين المحامين المنتمين إلى نقابات مختلفة.

20. 1) فضّ النزاعات المتعلّقة بآداب وقواعد المهنة.
إذا نشأت صعوبة تتعلّق بتطبيق قواعد وأعراف المهنة بين محامين من نقابات مختلفة ولم يتمّ حلّها بقرار مشترك يصدر عن نقبائهم خلال مهلة أربعة أسابيع من تاريخ رفع المسألة إليهم، ترفع إلى نقيب نقابة أخرى خلال مهلة ثمانية أيام. وفي حال عدم الإتفاق على اختيار هذا النقيب، يتمّ تعيينه من قبل رئيس المجلس الوطني للنقابات بناءً لطلب أحد النقباء المعنيين الاكثر عجلة.

المهني. وذلك إن تجاه المتدخلين الآخرين او الزبون المشترك.
وعليه الحرص على عدم المشاركة ان بشكل مباشرً أو غير مباشر بأي مسعى يهدف إلى عرض تقديم خدمات أو منتجات ذات طابع تجاري من قبل أشخاص ثالثين.
وعليه إحترام قواعد التعارض الخاصة بمهنته كما تلك المطبقة على المهنيين الآخرين.

18. 4) سريّة المراسلات.

قبل الشروع بمراسلة ذات طابع سرّي مع مهني آخر، على المحامي الحرص على الحصول من هذا الأخير على التزام يضمن احترام سريةّ المراسلات.
في كافة الاحوال، على المحامي إحترام سريّة المراسلات التي يتلقاها من مهني آخر إذا وضعت إشارة "سرية" عليها.
فلا يمكنه بالتالي تسليم، أي كان، نسخة لرسالة صادرة عن أحد المهنيين في معرض مهمة مشتركة إذا صنّفها مرسلها بالسرية. كما لا يمكن ذكر رسالة سرية في مراسلة لا تملك هذا الطابع.
وتطبق هذه القاعدة على المراسلة بحد ذاتها كما على الملفات المرفقة بها، إلا إذا ذكر عكس ذلك بشكل صريح. إلا أن ذلك لا يعني أن سرية المراسلة تشمل الإشارة شفهياً إلى معلومات وبيانات غير سرية تحتويها المراسلات والوثائق المرفقة.

18. 5) السر المهني

لا يجوز أن يؤدّي اشتراك المحامي في عمل ما، يتعامل لإنجازه مع مهنيّين آخرين إلى التعدّي بأي شكل من الأشكال على السر المهني.
وتحديداً، لا تؤدّي معرفة معلومات ذات طابع سري من قبل عدة أشخاص ملزمين بالسرية المهنية إلى إعفائهم من موجب السرية تجاه الغير.
من هنا لا يجوز ان يتم بين المهنيين المشاركين في المهمة المشتركة، تبادل معلومات إلا تلك التي يطّلعون عليها في إطار المهمة المشتركة والضرورية لإنجازها.
وإذا رأى المحامي أن إعطاء بعض المعلومات طابعاً سرياً من قبل الزبون، من شأنه التأثير سلبيّاً على السير بالمهمّة المشتركة، يعود له تقدير مدى إمكانيّة متابعة المهمّة. ويعلم الزبون بقراره.

18. 6) المسؤولية المدنية المهنية

على المحامي أن يحرص على أن تكون الخدمات التي يقدمها في إطار المهمة المشتركة مغطاة بعقد تأمين لمسؤوليته المدنية المهنية.
يحظّر على المحامي الإشتراك في إتّفاقيّة حول مهمة مشتركة إذا تضمنت بنداً يحمّل المشاركين فيها

الباب الرابع : التعاون بين المهن

المادة 18) التعاون بين المهن

18 .1) المبدأ العام

للمحامي الذي يشارك بشكل دقيق في تنفيذ مهمة تتطلّب كفاءات متعددة بتعاونه مع مهنيين لا يتمتعون بصفة محامي، أن يعقد معهم لهذا الغرض ومع الزبون المشترك إتفاقية تهدف الى تنظيم اسس هذا التعاون.

ولتطبيق أحكام هذا الكتاب، يفهم بمصطلحات "مهني آخر" كل شخص طبيعي أو كل تنظيم يزاول مهنة حرة أخرى، منظمةً كانت أو غير منظمة قانوناً.

18 .2) القواعد والأعراف المهنية في العلاقة ما بين المهن

شرط المعاملة بالمثل الناتجة عن إعتماد المبادئ المذكورة لاحقاً من قبل المهنيين المعنيين، على المحامي الحرص على تطبيق قواعد الزمالة والوفاء والتهذيب المعتمدة ضمن مهنته في علاقاته مع مهني آخر.

فيمتنع على وجه الخصوص عن إنتقاد مضمون او نوعية الخدمات المقدمة من المهني الآخر أمام الزبون المشترك أو أي شخصٍ ثالث، قبل الحصول على ملاحظات هذا الاخير.

وتحت الشرط ذاته، على المحامي الذي يتعاون مع مهني آخر أو عدة مهنيين آخرين، الحرص، عبر أفعاله وتصرفاته، على عدم افشال او تصعيب احترام هؤلاء للاداب المهنية التي تفرضها عليهم مهنتهم.

لا يجوز للمحامي التدخّل في مجال يتمتع فيه مهني آخر باختصاص حصري تطبيقاً للنصوص التي تنظم مهنته. ولكن يمكنه، حفاظاً على مصلحة الزبون المشترك، تنظيم المداخلات عبر توزيعها على المهنيّين حتى يُعالج كلّ موضوع من قبل المهني الأكثر خبرة.

18 .3) الإستقلالية والتعارض.

لا يمكن للتعاون بين أعضاء مهن مختلفة ان يتم الا من خلال الاحترام الدقيق لقواعد الإستقلالية المطبقة على كل من المهنيين المعنيين، وبالتالي لا يجوز للمحامي أن يقبل بأي رقابة تسلسلية على أعماله من قبل أي مهني آخر ولا بأي تدخّل في تنظيم وإدارة مكتبه من قبل المهنيين الذين يتعاون معهم.

وقبل الموافقة على التعاون في إطار مهمة تتطلّب إشتراك عدّة إختصاصات، على المحامي التأكد من أن شروط تدخّله ليس من شأنها ان تشكل اي اعتداء على قواعد الاستقلالية المذكورة في التنظيم

المادة 17 : التنظيمات التي تضمّ محامين منتسبين إلى نقابات مختلفة.

17 .1) الشكل.

تأخذ التنظيمات التي تضمّ محامين منتسبين إلى نقابات مختلفة شكل جمعية أو شركة مكوّنة من محامين منتمين إلى نقابات مختلفة.

17 .2) التمثيل.

تقوم التنظيمات المذكورة أعلاه بالتمثيل أمام أي محكمة يكون أحد أعضاء الشبكة مسجّل في نقابة تقع المحكمة ضمن نطاقها.

17 .3) التسجيل.

تسجّل التنظيمات التي تضمّ محامين منتسبين إلى نقابات مختلفة على الجدول العام للنقابة التي يقع المركز الرئيسي ضمن نطاقها، وعلى ملحق الجدول العام للنقابات التي تقع ضمن نطاقها المحاكم التي يمكن للتنظيم التمثيل أمامها.

17 .4) عقد العمل

تسلم نسخة عن عقود العمل الخاصّة بالمحامين الاجراء مقابل إيصال أو ترسل بواسطة بطاقة مضمونة مع إشعار بالإستلام إلى مجلس النقابة التي ينتمي إليها المحامي الاجير، وإلى مجلس النقابة حيث يقع مركز التنظيم.

17 .5) النزاعات.

في حال نشوء نزاع لا يمكن لمجلس النقابة التي ينتمي إليها المحامي الاجير أخذ أي قرار قبل استشارة مجلس النقابة حيث يقع مركز التنظيم.

17 .6) التدقيق في المحاسبة.

يتمّ التدقيق في المحاسبة في مركز التنظيم الذي يضم محامين منتسبين إلى نقابات مختلفة.

الشبكة.

16. 8) الشفافية

على المحامين أو مكاتب المحامين الأعضاء في شبكة مهنية متعددة الإختصاص إيداع نقابتهم مجموع الإتفاقيّات والوثائق الضروريّة ليتسنّى لها الإطّلاع على وضع الشبكة القانوني والإقتصادي والمالي ، وذلك مهما كان القانون المختصّ والدولة أو الدول حيث تمارس نشاطات :

– رسم يبيّن طريقة تنظيم الشبكة ومختلف اللّجان وإتفاقيّات التعاون بين أعضائها؛

– عرض موجز لدور الجهات المختلفة والإتفاقيّات المذكورة أعلاه؛

– شرح موجز للمهن والإختصاصات التي يمارسها أعضاء الشبكة؛

– لائحة بالأعضاء؛

– وصف الهيئات التنفيذيّة في الشبكة :

*تنظيم الهيئات التنفيذيّة مع التمييز بين التنظيم المحلّي (كيفية تنظيم المهن المختلفة المشاركة في الشبكة المهنية في فرنسا)، والتنظيم الدولي وفق كل مهنة (كيفية تنظيم المحامين في دول مختلفة) والتنظيم الدولي.

– بالنسبة للهيئات التنفيذيّة المختلفة: طريقة الإنتخاب، الولاية والسلطات الفعلية.

– وصف كيفيّة تقاسم المصاريف والأرباح:

*كيفية إشتراك مكوّنات الشبكة المختلفة (مباشرةً أو بشكل غير مباشر) في تمويل مكتب المحامين الفرنسي (مثلاً: تمويل خاص، قروض، عائدات الخدمات، دعم جزء من التكاليف التي يتكبدها مكتب المحامين) وبالمقابل، كيفية مشاركة مكتب المحامين الفرنسي في تمويل المكونات الأخرى في الشبكة؛

*كيفية إشتراك الشركاء في مكتب المحامين الفرنسي بشكل مباشر أو غير مباشر في أرباح المحامين الآخرين في الشبكة (مثلاً: حصّة في الأرباح من خلال الإستفادة من بعض الخدمات، حيازة أسهم، الإستفادة من أنظمة التقاعد، خاصّةً عبر توقيع عقود استشارات.

– وصف المعلومات التي يتمّ إدخالها في بنك المعلومات وكيفيّة إستعمالها؛

–وصف الإجراءات المتخذة من أجل احترام القواعد والآداب المهنية (مثلاً: تنازع المصالح، خطر التعرّض للإستقلالية، وسائل تجنّب الإستفادة بشكل غير مباشر من الترويج من قبل أعضاء آخرين)؛

– تقديم إفادات بوجود ضمانات فردية او جماعية لضمان المسؤولية المدنية المهنية لكل أعضاء الشبكة واستثناء كل تضامن مبدئي بين أعضاء من مهن مختلفة.

ويتمّ تقدير مدى الالتزام بقواعد تنازع المصالح المفروضة على المحامين، تطبيقاً لأحكام المادة 4 على مستوى الشبكة ككل، لا مكتب المحاميين فقط.

16. 5) التسمية.

على المحامي العضو في شبكة مهنية متعددة الإختصاص الحرص على عدم خلق أي إلتباس عند العموم بين نشاطه ونشاط المهنيين الآخرين الأعضاء في الشبكة.

يبقى المحامي العضو في تنظيم مهني ينتمي إلى شبكة مهنية خاضعاً للأحكام القانونية والتنظيمية الخاصة باستعمال التسمية أو إسم الشركة.

ولتأمين معلومات كاملة للعموم، تكون تسمية أو إسم الشركة المهنية مختلفة عن إسم الشبكة المهنية ويذكر إنتماءه إلى هذه الأخيرة بصورة واضحة.

16.6) النطاق.

يمكن للمحامي أن يشترك في شبكة مهنية متعددة الإختصاص مكونة حصرياً من أعضاء ذوي مهن حرة منظمة تحت شرط الإمتثال لأحكام هذه المادة.

لا يحق للمحامي الاشتراك في شبكة مهنية متعددة الإختصاص غير مكونة حصرياً من أعضاء ذوي مهن حرة منظمة إلا تحت شرط إبلاغ النقابة المنتسب إليها مسبقاً، ويرفق هذا الإبلاغ بالمعلومات والبيانات المشار إليها في المادة 16.8 .

وعلى النقابة إبداء ملاحظاتها المحتملة في مهلة شهرين من تاريخ استلام الإبلاغ.

16. 7) التعارض.

للمحامي العضو في شبكة مهنية أن يحرص على عدم مخالفة أحكام المادة (a) 111 من مرسوم 27 تشرين الثاني 1991 رقم 197-91 المتعلّق بمبدأ التعارض ما بين ممارسة مهنة المحاماة وأي نشاط ذات طابع تجاري؛ مباشرة أو بواسطة شخص آخر.

على المحامي العضو في شبكة مهنية وطنيّة كانت أم دوليّة وفق تعريف المادة 16.1 المذكورة أعلاه والتي لا ينحصر نشاطها بتقديم الخدمات، والذي يطلب منه تقديم أي خدمة لزبون تتمّ مراقبة والتدقيق في حساباته من قبل مراقب حسابات عضو في الشبكة عينها، ان يتأكد قبل تنفيذ المهمة من ان هذا الاخير على علم بتدخله لكي يتسنّى له الإمتثال لأحكام المادة L.822-11 من قانون التجارة، والنصوص التطبيقيّة له.

وتطبّق أحكام البند السابق على الأحكام المقدّمة إلى الأشخاص المعرّف عنهم في I وII من المادة L.233-3 من قانون التجارة والذين يتمّ التصديق على حساباتهم من قبل مفوض مراقبة منتسب إلى

إختصاصاتهم التعددة ؛
– إستخدام وسائل عمل مشتركة أو مقاسمتها إذا كان لهذا الإستخدام تأثير هام على المزاولة المهنية؛
– وجود عدد من الزبائن المشتركين نتيجة تبادل؛
– إتفاقية تعاون تقنية، مالية او تسويقية.
ويشمل مصطلح "محامي" المحامين المنتسبين إلى نقابة أجنبية أو حاملي لقب يوازيه في دولتهم الأم.

16. 2) المبادئ.

على المحامي أو شركة المحاماة الأعضاء في شبكة مهنية متعددة الإختصاص التأكد من أن عمل الشبكة لا يشكل تعدّياً على المبادئ الأساسية لمهنة المحاماة والنصوص القانونية والتنظيمية المطبقة عليهم؛ وإلاّ وجب عليه الإنسحاب من الشبكة.
لا يجوز، في ظل أي ظرف، أن يشكل عمل الشبكة تعدياً على استقلالية المحامي، ويعود لهذا الأخير الحرص على التطبيق الفعلي لهذا المبدأ.
بصورة خاصة، يشكل تعدياً على الإستقلالية بشكل مباشر أو غير مباشر:
– الموافقة على آلية توزيع أو تقسيم للأرباح أو إعادة النظر فيها في فرنسا أو في الخارج مع مهنيين غير محامين؛
– أن يقبل المحامي بعلاقة تبعية أو برقابة تسلسلية على تنفيذ مهماته من قبل مهنيين آخرين غير محامين، خاصةً أولئك الذين يزاولون نشاطاً ذي طابع تجاري.
وعلى المحامي العضو في شبكة مهنية متعددة الإختصاص أن يحرص على إظهار بدل أتعابه بطريقة واضحة عند تحرير الفاتورة.

16. 3) السر المهني.

على المحامين الأعضاء في شبكة مهنية متعددة الإختصاص أن يقدموا لنقيب المحامين في النقابة التي ينتسبون لها، كافة الإثباتات بأنّ ليس لتنظيم العمل في إطار الشبكة أي تأثير على تطبيق قواعد السرّ المهني.

16. 4) تنازع المصالح.

على المحامي العضو في شبكة مهنية متعددة الإختصاص أن يحرص على تطبيق الإجراءات المناسبة لتشخيص ومعالجة تنازع المصالح.
وبشكل عام، على المحامي العضو في شبكة مهنية متعددة الإختصاص الالتزام بأحكام المادة 4 من النظام المتعلقة بتنازع المصالح.

للمراسلات وكل الوسائل الإعلامية المسموح بها.

15. 2. 5) الإشتراكات .

يجوز أن تطلب النقابة المستقبلة من المحامي المرخص له بإنشاء مكتب فرعي ضمن نطاقها، إشتراكاً سنوياً يحدده مجلسها.

15. 2. 6) النزاعات المتعلقة ببدل الأتعاب.

ان فض النزاعات المتعلقة بالأتعاب يكون من اختصاص النقيب في النقابة التي ينتمي اليها المحامي.

15. 2. 7) النظام التأديبي.

يبقى المحامي خاضعاً لنظام نقابته التأديبي فيما يتعلق بنشاطه في مكتبه الفرعي.

وعليه التقيد عند مزاولته لنشاطه في المكتب الفرعي، بالنظام الداخلي للنقابة المستقبلة التي بإمكانها سحب الترخيص بقرار قابل للطعن وفقاً لأحكام المادة 16 من مرسوم 27 تشرين الثاني 1991.

كما يبقى المحامي المسجل في نقابة فرنسية والمقيم في دولة أخرى في الاتحاد الأوروبي، خاضعاً لنظام النقابة التي يعمل ضمن نطاقها.

المادة 16 : الشبكات والإتفاقيات المهنية المتعددة الإختصاص.

16. 1) التعريف بالشبكة المهنية المتعددة الإختصاص

يمكن للمحامي أن يكون عضواً أو مراسلاً في شبكة مهنية متعددة الإختصاص وفق الشروط المحددة في هذه المادة.

يحظر على المحامي أن يشارك في أي شركة أو تجمع يكون هدفه أو نشاطه الفعلي مزاولة عدة مهن حرة معاً، إذ يمنع القانون الفرنسي الساري المفعول ذلك.

الشبكة المهنية المتعددة الإختصاص هي كل تنظيم، منظم أو غير منظم، مهما كانت هيكليته، منشأة بشكل دائم بين محام أو أكثر وعضوية شخص أو أكثر من ذوي المهن الحرّة الاخرى، منظمةً كانت أو غير منظمة، أو عضوية شركة، تهدف إلى تقديم خدمات متكاملة لزبائن مشتركين.

يفترض وجود هكذا شبكة مهنية في ظل القواعد الفرنسية لمهنة المحاماة غاية إقتصادية مشتركة بين أعضائها أو مراسليها، وتعتبر هذه الغاية متوفرة عند توافر أحد المعايير التالية:

– إستعمال تسمية مشتركة أو أي علامة فارقة كالشعار أو الرسم البياني؛

– نشر أو إستعمال أوراق معدّة للجمهور تعرّف عن التنظيم أو عن كل من أعضائه وتشير إلى

15. 2. 3) فتح مكتب فرعي.

على المحامي الراغب بفتح مكتب فرعي إبلاغ مجلس نقابته بذلك كما عليه إبلاغه عند إقفاله.

المكتب المتواجد في فرنسا.

على المحامي طلب موافقة مجلس نقابة المحامين التي ينوي إنشاء المكتب في نطاقها.

يتضمن طلب الموافقة كافة العناصر التي تسمح لمجلس النقابة المستقبلة التأكد من شروط مزاولة المهنة وخاصة أسماء المحامين المزاولين عملهم في المكتب الفرعي.

ويتضمن طلب الموافقة نسخة عن عقود عمل المحامين المساعدين الاجراء وعقود التعاون للمحامين المساعدين الذين يزاولون المهنة في المكتب الفرعي. ويتم تسليمها باليد لقاء إيصال أو عبر بطاقة مضمونة مع إشعار بالاستلام إلى مجلس النقابة المستقبلة ومجلس نقابة المكتب الرئيسي.

يصدر مجلس النقابة المستقبلة قراره في مهلة ثلاثة أشهر من تاريخ استلامه الطلب، والا اعتبرت الموافقة ضمنية. عندها على المحامي تبليغ مجلس النقابة المستقبلة ومجلس نقابته بالافتتاح الفعلي لمكتبه الفرعي.

كما عليه إبلاغ مجلس نقابته بأي تغيير في طريقة مزاولته المهنة في مكتبه الفرعي، بما في ذلك إقفاله وبكل صعوبة تنشأ مع النقابة المستقبلة.

المكتب الموجود في الخارج.

* في إفتتاح مكتب فرعي ضمن الإتحاد الأوروبي.

على المحامي الذي يؤسس مكتباً فرعياً في دولة أخرى عضو في الإتحاد الأوروبي أن يُعلم مجلس نقابته الأساسي.

* في إفتتاح مكتب فرعي خارج الإتحاد الأوروبي.

على المحامي الراغب بإنشاء مكتب فرعي في دولة خارج الإتحاد الأوروبي أن يحصل على إذن مسبق من مجلس نقابته الرئيسي، الذي يصدر قراره خلال ثلاثة أشهر من تاريخ استلام الطلب والا اعتبرت الموافقة ضمنية.

ويقدّم إلى مجلس نقابته كل الوثائق المثبتة لطلبه في الدولة المستقبلة ولموافقة السلطة المختصة في تلك الدولة، بالإضافة إلى وجود بوليصة تأمين لمسؤوليته المدنية تشمل نشاطاته في الخارج.

15. 2. 4) الإعلان.

يمكن للمحامي المرخّص له بإنشاء مكتب فرعي يزاول فيه مهنته فعلياً أن يذكر ذلك على الأوراق المعدة

المادة 15: الموطن المهني.

15. 1) المكتب الرئيسي (المادة 165 من مرسوم 27 تشرين الثاني 1991).

على المحامي المسجل على جدول النقابة العام أن يستعمل ضمن نطاق النقابة مكتباً يتطابق مع الأعراف ويسمح له بممارسة المهنة في ظلّ احترام المبادئ الأساسية للمهنة. كما عليه الحرص على احترام السر المهني وامتلاك عنواناً إلكترونياً.

ولمجلس النقابة أن يسمح، للمحامي ، بصورة مؤقّتة وللمدّة التي يحددها، أن يختار كموطن مهني أحد المراكز التي تخصّصها النقابة لهذا الغرض أو مكتب محام آخر تابع للنقابة ذاتها. وتحدد الإتفاقية الخطية الخاصة بهذه الاقامة طريقة وضع المركز بتصرّف المحامي وكيفيّة توصيل الرسائل والإتّصالات إليه.

ويجب أن تتمّ الموافقة عليها مسبقاً من قبل مجلس النقابة.

وعلى المحامي الذي يطلب تسجيل موطنه المهني على هذا النحو، أن يبلغ مجلس النقابة عنوان منزله الخاص.

15. 2) المكاتب الفرعية.

15. 2. 1) تعريف.

المكتب الفرعي هو مركز مهني دائم مستقل عن المكتب الرئيسي.

لا يعتبر مكتباً فرعياً بحسب المادة 8.1 من قانون 31 كانون الأول 1971 ، المكتب الذي تنشئه الشركة التي تضمّ محامين ينتمون إلى نقابات مختلفة، خارج عنوانها الرئيسي وفي نطاق النقابة التي ينتمي إليها أحد الشركاء فيها.

15. 2. 2) المبادئ.

إن افتتاح مكتب فرعي أو أكثر في فرنسا أو في الخارج، يكون شرعياً شرط مراعاة أحكام المادة 8.2 من قانون 31 كانون الأول 1971 المعدّل.

ولدى إنشاء مكتب فرعي، يجب مراعاة الشروط العامة الواجب إحترامها لإنشاء مكتب رئيسي كما يجب أن يكون النشاط فعليّاً.

على المحامي المساعد المتحرر او الاجير أن يمتنع عن ممارسة أي منافسة غير مشروعة.

14. 4) فسخ العقد.

المحامي المساعد المتحرر

يمكن لأي فريق إنهاء عقد التعاون عبر إبلاغ الفريق الآخر قبل ثلاثة أشهر كحدّ أدنى، ما لم يتم الاتفاق على شروط افضل من قبل الفرقاء.

ويتم زيادة هذه المهلة شهراً كلّ عام بعد مرور ثلاث سنوات، شرط ان لا تتجاوز ستة أشهر.

ولا يتوجّب مراعاة هذه المهل في حال الإخلال الخطر بالقواعد المهنيّة. وتكون مهلة التبليغ ثمانية أيام في حال فسخ العقد خلال فترة التجربة.

ومن الممكن أخذ فترات الراحة المدفوعة التي لم تؤخذ قبل إبلاغ الفسخ خلال مهلة التبليغ.

ولا يجوز فسخ عقد التعاون الحر خلال الفترة الممتدّة ما بين تاريخ إعلان الحمل وحتى انتهاء تعليق العقد بسبب الولادة إلا في حالة الإخلال الخطير بالقواعد المهنية غير المرتبطة بحالة الحمل.

المحامي المساعد الاجير.

تطبّق قواعد حق الصرف في الشكل والمضمون على المحامي المساعد الاجير.

وتحدد الإتفاقية الجماعية شروط فسخ عقد العمل المتعلّقة بالإشعار المسبق وبتعويضات الصرف.

محل الاقامة بعد فسخ العقد.

مهما كان سبب إنتهاء العلاقة التعاقدية، يمكن للمحامي المساعد المتحرر او الاجير أن يبقي محل اقامته في المكتب الذي تركه إلى حين إبلاغ النقابة عن ظروفه الجديدة لمزاولته المهنة، وذلك في مهلة اقصاها ثلاثة أشهر.

وحتى بعد انقضاء هذه المهلة، يؤمن له بريده بشكل طبيعي وتعطى عناوينه الجديدة البريدية وارقامه الهاتفية لمن يطلبها.

14. 5) فضّ النزاعات.

لنقيب المحامين حيث تسجّل المحامي المساعد المتحرر او الاجير البت في النزاعات الناشئة عن تنفيذ أو فسخ عقد التعاون المأجور أو غير المأجور.

ويستمع النقيب أو مندوبه في اقرب وقت ممكن إلى الفرقاء بحضور وكلائهم ان وجدوا.

في حال عدم التوصّل إلى مصالحة، يتم تطبيق أحكام المواد 142 وما يليها من مرسوم 27 تشرين الثاني 1991.

الفردية الإلزامية.

*الأمومة

للمحامية المساعدة المتحررة والحامل، الحق بتعليق عملها لمدّة اقلها ستة عشر أسبوعاً بمناسبة الولادة، موزعة حسب خيارها قبل وبعد الولادة مع حدّ أدنى من ستة أسابيع بعد الولادة.

تتلقى المحامية المساعدة المتحررة خلال الأسابيع الستة عشر من فترة التعليق أتعابها المعتادة، مع اقتطاع التعويضات التي تتلقاها من أنظمة التعاضد الجماعية للنقابة أو الفردية الإلزامية.

* الأبوة.

للمحامي المساعد المتحرر الحق بتعليق عمله لمدة أحد عشر يوماً متتالياً، تمدد حتى ثمانية عشر يوماً متتالياً في حال تعدد الولادات او حالات التبني، تبدأ خلال الأشهر الأربعة التي تلي الولادة أو وصول الطفل إلى المنزل.

ويقوم بإبلاغ المحامي الذي يعاونه قبل شهر من بدء فترة التعليق.

يتلقى المحامي المساعد المتحرر خلال فترة التعليق، أتعابه المعتادة بعد اقتطاع ما يلقاه على سبيل التعويضات اليومية من الضمان الصحي للمهن الحرّة.

المحامي المساعد الاجير.

تحدد الإتفاقية الجماعية الحدّ الأدنى للأجر وشروط تحمل اعباء التغيب بسبب المرض او الامومة.

يمكن ان يلحظ عقد العمل على حق المساعد الاجير، بان يضاف الى اجره، تعويضات المعونة القضائية التي يلقاها لقاء المهمات التي يكلفه بها نقيب المحامين.

كما يمكن أن يتم الإتفاق على أن يحافظ المحامي المساعد الاجير على المبالغ التي تدفع له لقاء مهمات يؤديها خارج دوام عمله.

وللمحامي المساعد الاجير الإحتفاظ بالمبالغ التي يلقاها مباشرةً لقاء إتمامه مهمّات تتعلّق بالمصلحة العامة، إضافةً إلى أجره التعاقدي، إذا لم يلحظ ذلك العقد.

حرية إنشاء مكتب خاص لاحقاً.

يكون باطلاً أي بند يحدّ من حرية المحامي بإنشاء مكتب خاص له مستقبلاً.

خلال العامين التاليين لفسخ العقد، على المحامي المساعد المتحرر او الاجير أن يبلغ المكتب حيث كان يزاول المهنة، قبل قبول التوكيل عن زبون سابق للمكتب.

ويفهم بالزبون ذلك الذي تمّ وضعه على صلة بالمحامي المساعد المتحرر او الاجير خلال تنفيذه للعقد.

ضرورية للحصول على اختصاص معين.
وعلى المكتب أن يسعى لتكليفه، وفقاً للشروط المحددة في العقد، بأعمال متعلقة بالتخصص أو التخصصات التي يسعى المحامي المتحرر او الاجير لاكتسابها بموجب أحكام المادة 88 من مرسوم 27 تشرين الثاني 1991.

ردّ كلفة التأهيل.
لا يجوز مبدئياً أن تتم مطالبة المحامي المساعد المتحرر او الاجير والذي يقرر فسخ العقد بعد استفادته من دورة تأهيل، بالتعويض عن الكلفة التي تكبّدها المكتب لقاء ذلك.

من ناحية اخرى، يمكن أن يلحظ العقد هكذا تعويض إذا كان التدريب ذو طابع إستثنائي تعكسه مدّته وكلفته. وفي هذه الحال، يمكن للمحامي المساعد المتحرر او الاجير أن يطالب بتخفيض التعويض إن كان مفرطاً أو بإلغائه بالكامل فيما لو شكل عائقاً لحقه في انشاء مكتبه الخاص.
ويجب المطالبة بالتعويض خلال مهلة سنتين تلي انتهاء الدورة التدريبية.

دفع بدل الأتعاب والأجر والتعويضات الناتجة عن قبول مهمّات التعيين والتكليف تلقائياً.

المحامي المساعد المتحرر
*دفع بدلات الأتعاب.
يمكن ان تكون بدلات الأتعاب المدفوعة من قبل المكتب للمحامي المساعد المتحرر ثابتة بكاملها أو بجزء منها والاخر متغير.
خلال السنتين الأولتين من مزاولة المهنة، يجب ان يحصل المحامي المساعد المتحرر على مقابل للأتعاب لا يقلّ عن الحدّ الأدنى المحدّد من قبل مجلس النقابة المنتسب إليها .

*التعويضات عن مهام المعونة القضائية.
يحافظ المحامي المساعد المتحرر على التعويضات التي دُفعت له لقاء قيامه بمهام المعونة القضائية التي أنجزها لزبائنه الخاصين أو في إطار تعيينه تلقائياً من قبل نقيب المحامين.

*المرض.
يتلقى المحامي المساعد المتحرر في حال تغيّبه لعلّة المرض خلال السنة الواحدة، أتعابه المعتادة لمدّة شهرين كحدٍّ أقصى، بعد اقتطاع التعويضات اليومية التي يتلقاها من أنظمة التعاضد الجماعي للنقابة أو

ويقدم طلب الاعفاء دون تأخير لعدم الإضرار بالملفّ.
ويكون التعسّف باستعمال حقّ الإنسحاب المتمثّل برفض تلقائي غير مرتبط بتغيير يعكس في توجّهات المكتب خاضعاً لتقدير نقيب المحامين.

الزبائن الخاصون.

يمكن للمحامي المساعد المتحرر إنشاء وتنمية زبائن خاصّين به.
لا يجوز له مساعدة أو تمثيل أي فريق تكون مصالحه تتعارض مع مصالح احد زبائن المكتب الذي يتعاون معه.
على المحامي الذي يتعاون معه أن يضع تحت تصرفه، في ظل شروط استخدام طبيعية، الوسائل المادية الضرورية لحاجات التعاون وتنمية زبائن خاصّين به.
لا يجوز مطالبة المحامي المساعد الحرّ، خلال السنوات الخمس الأولى من مزاولة المهنة، بالمساهمة بالمصاريف الناتجة عن اهتمامه بملفات خاصة بزبائنه.
لا يجوز للمحامي المساعد الاجير، إتخاذ زبائن خاصين به، عليه أن يتفرّغ حصراً لمعالجة الملفات التي يكلّف بها خلال تنفيذه عقد العمل، كما التي يعيّن أو يُكلّف بها تلقائياً من قبل النقيب ضمن نطاق المعونة القضائية.

التأهيل.

التأهيل الادبي والمهني حق وواجب للمحامي سواء كان اجيراً او متحرراً وعلى المكتب تأمينه له.
في إطار موجب التأهيل المستمر للمحامي المساعد، يجب أن يتوفر لهذا الأخير الوقت اللازم لمتابعة الدورات التي يختارها من بين تلك المنصوص عليها في المادة 85 من مرسوم 27 تشرين الثاني 1991 المعدّل.
يمكن أن يتلقّى المحامي المساعد المتحرر او الاجير، بصورة خاصة خلال السنوات الاولى لمزاولته المهنة بعد أدائه القَسَم، تدريباً من قبل المكتب يتوافق مع الملفات الموكلة اليه من قبل هذا الاخير.
ويمكن اعتبار هذا التدريب جزءاً من التأهيل المهني المستمر الإلزامي، إذا تمّ وفقاً لأحكام قرارات المجلس الوطني للنقابات المتخذة تطبيقاً للمادة 85 من مرسوم 27 تشرين الثاني 1991.
على المحامي المساعد المتحرر إبلاغ المكتب حيث يمارس بالدورات التدريبية الخارجية التي يرغب بمتابعتها، وذلك قبل بدئها بخمسة عشر يوماً على الأقل.

التخصّص.

من حق المحامي المساعد المتحرر او الاجير، ان يتوفر له الوقت الكافي لمتابعة أي دورة تدريب

– طرق ضمان تغيّب المحامي المساعد الاجير والمتحرر بداعي المرض أو الأمومة.

ولا يجوز أن يتضمن العقد البنود التالية:
– التنازل المسبق عن الشروط الإلزامية؛
– الحد من حرية إنشاء مكتب خاص لاحقاً؛
– الحد من الواجبات المهنية المتعلّقة بالتكليفات التلقائيّة، من معونات قضائية.
– إشراك المحامي المساعد المتحرر بالمصاريف الناتجة عن إهتمامه بزبائنه خلال الخمس سنوات الأولى من بدء مزاولته المهنة؛
– أي بند يسيء إلى إستقلالية المحامي الواردة في القسم.
بإمكان نقيب المحامين الإذن بتعدد عقود التعاون الحرّ بعد تأكّده من وجود ضمانات بشأن شروط المزاولة والإستقلالية والسرية.
يجب أن يحتوي عقد التعاون الحر على بند يفرض وساطة النقيب في حال قيام نزاع حول تطبيقه.
ومهما كانت مدّة عقد التعاون الحر، يجتمع الأطراف بناءً على طلب أي منها، مرة في السنة على الأقل للتشاور حول إمكانيّة تطوير علاقتهم.

14. 3) العقد الإستقلاليّة

يحدد المكتب والمحامي المساعد المتحرر الشروط الماديّة لعمله في المكتب. ويجب الأخذ بعين الإعتبار الوقت والوسائل اللازمة له للإهتمام بزبائنه الخاصّين.
ويحددان معاً المقاربة القانونية الواجب إعتمادها للملفات التي يكلّف بها المحامي المساعد.
ويبقى المحامي المساعد المتحرر او الاجير حرّاً في التعليل الذي يعتمده والإستشارات التي يقدمها.
وفي حال كان التعليل الذي أعدّه المحامي المساعد يتناقض مع ذلك الذي يعدّه عادةً المحامي الذي كلّفه بالملفّ، وجب عليه إبلاغه بذلك قبل أن يتصرف.
في حال استمرار الخلاف حول ذلك، واحتراماً لمبادئ الثقة والوفاء واللياقة، على المحامي المساعد المتحرر او الاجير طلب سحب الملف منه.
ويمكن الإتفاق على التوقيع المزدوج أو التصديق على كافة المراسلات والأعمال والدراسات والإستشارات.

الإنسحاب لأسباب وجدانيّة.

بإمكان المحامي المساعد المتحرر او الاجير أن يطلب من المحامي الذي يتعاون معه أو من رب العمل إعفاءه من مهمّة يعتبرها تتناقض مع وجدانه أو تضرّ باستقلاليته.

تلقائياً من قبل النقيب في مهام معونة قضائية.
ويطبق على عقد عمل المحامي المأجور، قانون العمل والاتفاقية الجماعية الموقعة في 17 شباط 1995 في كل الأحكام غير تلك المنصوص عليها في قانون 31 كانون الأول 1971 المعدّل ومرسوم 27 تشرين الثاني 1991 ومبادئ المهنة الأساسية.

14. 2) المبادئ الموجّهة.

(معدّل بالقرار التنظيمي رقم 2010 – 003 ، الهيئة العامة للمجلس الوطني، تاريخ 24 ايلول 2010 ، المنشور في الجريدة الرسمية في 7 كانون الثاني 2011 – معدّل بالقرار الصادر في 10 آذار 2011 المنشور في الجريدة الرسمية بتاريخ 26 آذار 2011).

شروط تأسيس عقد التعاون الحرّ أو المأجور.

كل اتفاق تعاون حرّ أو مأجور بين المحامين يكون خطياً، يرسل للتدقيق خلال 15 يوماً من تاريخ توقيعه إلى مجلس نقابة المحامين التي ينتسب إليها المحامي المساعد الحرّ أو المأجور .
ويطبّق البند السابق على كل تحديث أو تغيير في العقد.
لمجلس النقابة وفي مهلة شهر، الحق بإلزام المحامين بتعديل الاتفاقية، كي تتطابق مع القواعد المهنية.

شكل العقد.

يجب ان يلحظ عقد المحامي المساعد المتحرر أو الاجير ما يلي:
– الحق بالتنشئة عن طريق التدريب المهني المتواصل وبصورة خاصة اكتساب شهادة إختصاص؛
– السر المهني والإستقلالية اللذين يقتضيهما قسم المحامي؛
– الحق بطلب سحبه من مهمة تتناقض مع ضميره؛
– الإمكانية للمحامي المساعد المتحرر بتأسيس زبائن خاصّين به دون مطالبته بأي مقابل مالي؛

كما يجب على العقد ان يلحظ ما يلي:
– مدة وأسلوب المزاولة:
– مدة فترة التجربة، التي لا يمكن أن تتخطى ثلاثة أشهر تتضمن التجديد للمحامي المساعد الحرّ؛
– مهلة الإشعار للمحامي المساعد المتحرر المحددة في المادة 14.4 في حال فسخ العقد؛
– مدة العطلات التي حددتها الإتفاقية الجماعية للمحامي المساعد الاجير ومدة فترات الراحة المدفوعة للمحامي المساعد المتحرر (خمسة أسابيع على الأقلّ باستثناء اتفاق افضل)؛
– طرق دفع الأجر وردّ المصاريف التي يتكبّدها المحامي لحساب المكتب؛

الأساسية.
لا يمكن رفض إعطاء أو سحب اللقب الفخري من دون أن يكون المحامي، الذي طلب اللقب أو كان أصلاً حائزاً عليه، قد استدعي قانونياً من قبل مجلس النقابة.
في حال زوال سبب سحب اللقب، يمكن للمعني التقدم من مجلس النقابة بطلب جديد.

13.2) الإمتيازات.
يسجل المحامون الفخريون ، أعضاء النقابة على لائحة النقابة الخاصة بالمحامين الفخريين.
لهم الحق بارتداء الثوب بمناسبة الإنتخابات، والإحتفالات والمناسبات الرسمية.
يشاركون في اجتماعات الهيئة العامة مع تمتعهم بصوت في المداولة.
يحق لهم بالتصويت في انتخابات النقيب وأعضاء مجلس النقابة وأعضاء المجلس الوطني للنقابات.
لهم الحق باستعمال مكتبة وتجهيزات النقابة.
يحق لهم طلب بطاقة محامي فخري من النقابة.

13. 3) النشاطات والمهام.
يمكن أن يتمّ توكيلهم من قبل النقيب أو مجلس النقابة بأي مهمة أو نشاط يتعلق بإدارة النقابة أو بمصلحة أعضائها أو المصلحة العامة للمهنة.
لا يمكنه مزاولة أي عمل في المهنة باستثناء الإستشارة أو صياغة العقود، بعد أخذ موافقة النقيب.
يحق لمحامي الفخري قبول مهمة قضائية، تحكيم، خبرة او وساطة.
كما يحق له الاشتراك في لجانٍ إدارية ولجان امتحانات أو مباراة.

الباب الثالث : مزاولة المهنة واسسها.

المادة 14: نظام المحامي المساعد المتحرر او الاجير.

14. 1) تعريف التعاون الحرّ والتعاون المأجور.
التعاون الحر هو طريقة المزاولة للمهنة ينفي أيّ رابطة تبعيّة، يكرّس بموجبه المحامي عبره جزءاً من نشاطه لمكتب يضمّ محامٍ أو عدّة محامين.
للمحامي المساعد غير المقيد بعقد عمل إكمال تدريبه وتأسيس وتنمية زبائن خاصين به.
التعاون المأجور هو طريقة المزاولة للمهنة حيث تقتصر رابطة التبعيّة على تحديد شروط العمل.
لا يملك المحامي المساعد الاجير زبائن خاصّين به، باستثناء أولائك الذين يحصل عليهم من جراء تعيينه

يسلّم المحامي جردة حساب منظّمة وفق الأصول المشار إليها في البند السابق، بناءً لطلب موكّله أو نقيب المحامين، أو إذا ما أمر بذلك رئيس المحكمة الابتدائية أو الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف في إطار نظرهم في نزاع حول أتعاب محاماة، مصاريف أو بشأن رسوم ضريبية.

المادة 12 : آداب المهنة ومزاولة المحامي لمهنته في مجال البيع القضائي.

12. 1) أحكام مشتركة.

على المحامي الذي يقوم بإعداد دفتر شروط بيع (حجز عقاري) او (بيع بالمزاد) او تصفية قضائية لإيداعه في قلم المحكمة، أن يستعمل النماذج المرفقة أدناه والتي تضع الشروط العامة لهذه الأعمال، مع الاحتفاظ بتعديل قد تفرضه خصوصية كل قضية ووضع الأطراف او وضعية الأموال.

12. 2) البيع بالمزاد.

على المحامي التأكد من هوية زبونه، من وضعه القانوني، وإذا كان شخصاً معنوياً، من واقع وجوده القانوني ونطاق موضوع الشركة والصلاحيات المعطاة لممثلها.

لا يجوز للمحامي قبول توكيل أشخاص بالمزايدة إذا تعارضت مصالحهم.

وبالأخصّ، لا يجوز للمحامي المزايدة لمصلحة عدة أشخاص في البيع نفسه.

عندما يزايد المحامي لحساب شخصٍ ما، لا يجوز له المزايدة باسم شخص آخر في البيع نفسه إلاّ بموافقة المزايد الأول خطياً.

عندما يكون المال المباع في المزاد يُشكل قسماً من ملك مشترك، وجب على المحامي ابلاغ ذلك الى وكيل الملك المشترك.

المادة 13: وضع المحامي الفخري.

يبقى محامي الفخري، خاضعاً للموجبات الناتجة عن قَسَم المحامي.

13.1) حيازة اللقب.

يمكن أن يقدّم لقب محامي فخري، بناءً على طلب المعني، من قبل مجلس النقابة، الى المحامي المُسجل على الجدول العام والذي زاول لمدة عشرين عاماً مهنة محامي أو مشاهد رسمي لدى محاكم الدرجة الأولى أو مستشار قانوني.

لا يمكن الحصول على اللقب الفخري أو الاحتفاظ به من قبل محامي قام أو يقوم بانتهاك مبادئ المهنة

وتطبّق أحكام البند السابق على علاقة المحامي بأي مراسل آخر يستشيره أو يوكل إليه مهمّة، ما لم يتفق على خلاف ذلك.

الصياغة المشتركة للعقود.

في ما خص صياغة العقود، وفي حال تم ذلك بمشاركة عدة محامين، لا يمكن ان يتم دفع بدل اتعاب الاستشارة والمساعدة لكل محامي الا من قبل الزبون او شخص ثالث يعمل بامر هذا الاخير او لحسابه.

أمّا في الحالات التي من المألوف فيها أن تكون أتعاب صياغة الأعمال على عاتق أحد الفرقاء، وشرط أن ينصّ العمل على ذلك صراحة، تقسّم الأتعاب بالتساوي بين المحامين المشتركين في الصياغة ما لم يتم الاتفاق على عكس ذلك.

التقاسم المحظور لبدل الاتعاب.

يحظّر على المحامي مقاسمة بدل أتعابه أيّاً كانت طبيعته، مع أشخاص طبيعيين أو معنويين غير محامون.

11.6) طرق دفع بدل الأتعاب.

تُدفع الأتعاب وفقاً للشروط القانونية والنظامية، وبالأخصّ نقداً أو بواسطة شك أو حوالة مصرفية أو بطاقة مصرفية أو بموجب سند لأمر.

يحق للمحامي قبول دفع أتعابه بموجب سند سحب شرط أن يقبل بها المسحوب عليه، وهو الزبون.

ولا يجوز التظهير إلاّ لمصلحة المصرف الذي يتعامل معه المحامي وذلك بهدف قبض المبلغ المبيّن على السند.

للمحامي الحامل سند سحب غير مدفوع اللّجوء إلى المحكمة التجارية. وفي حال نشوء نزاع حول بدل الأتعاب، عليه طلب التوقّف عن الحكم بالدعوى لدى المحكمة التجارية واللجوء إلى نقيب المحامين لتقديرها.

11.7) الحساب النهائي المفصّل.

ينظّم المحامي محاسبة خاصة ودقيقة بكل ملف يثبت فيها الأتعاب وأي مبالغ يستلمها ويبيّن كيفيّة توظيفها.

يُعفى المحامي من هذا الواجب إذا تمّ الاتفاق مع موكّله على مبلغ مقطوع إجمالي.

قبل دفع الرصيد النهائي، يسلّم المحامي جردة حساب لموكلّه يفصّل فيها المصاريف، والمدفوعات والمرتبات المحددة وبدل الاتعاب. ويذكر فيها المبالغ التي سبق أن قبضت على سبيل السلفة أو على أي أساس آخر.

– الأرباح والنتيجة التي حصل عليها المحامي لمصلحة موكلّه كما والخدمة التي يؤديّها له.
– حالة الموكّل المادية.

11.3) طرق تحديد الأتعاب.

الطرق المسموح بها.

يجوز تحديد الأتعاب بمبلغ مقطوع ويحق للمحامي استيفاء تلك الأتعاب بصورة دورية وان بمبلغ مقطوع.

الطرق المحظورة.

يحظر على المحامي تحديد أتعابه باتفاقية "Quota litis ". واتفاقية "Quota litis" هي الاتفاقية الموقعة بين المحامي وزبونه قبل صدور الحكم النهائي والتي يحدّد بموجبها كامل الأتعاب تبعاً لنتيجة الحكم وسواء إن كانت هذه الأتعاب عبارة عن مبلغ نقدي أو أي مالٍ آخر.

يحظّر على المحامي قبول دفع أتعابه من قبل أي شخصٍ غير موكله أو وكيل هذا الأخير.

لا يجوز للمحامي استيفاء أتعابه عن طريق استلام قضايا جديدة يجلبها له زبونه.

11.4) السلفة على النفقات والأتعاب.

عند استلامه قضية جديدة، يمكن للمحامي طلب سلفة من موكله تُحسم لاحقاً من المصاريف والأتعاب.

على المحامي، عند تقديره للمبلغ المطلوب على سبيل السلفة، تقييمها بصورة مناسبة نظراً للأتعاب والمصاريف المحتملة.

في حال رفض الموكّل دفع السلفة المطلوبة، حقّ للمحامي التراجع عن قبوله التوكيل أو الانسحاب دون مخالفة الشروط المبيّنة في المادة 13 من المرسوم الصادر في 12 حزيران 2005.

ويعطي موكلّه كل المعلومات الضرورية في هذا الخصوص.

11.5) تقاسم الأتعاب.

المحامي المراسل.

يلتزم المحامي شخصياً، باستثناء الحالة التي يقتصر دوره على وساطة بين الزبون ومحامٍ آخر، بدفع أتعاب ونفقات ومصاريف المحامي المراسل لما يؤدّيه بناءً على طلبه عندما يستشيره أو يطلب مساعدته في قضية ما.

ويمكن للمحامين الاتفاق خطياً منذ البدء على خلاف ذلك.

كما يمكن للمحامي الأول متى شاء، حصر إلتزامه بالمبالغ المتوجبة حتى اليوم الذي ينفي فيه مسؤوليته للمستقبل.

– يُمنع منعاً باتاً تحميل الموقع "Hyperlink" يصله بطريقة مباشرة أو غير مباشرة بمواقع أو صفحات مواقع ذات المحتوى غير المطابق مع المبادئ الأساسية لمهنة المحاماة.

ويتوجب على المحامي التدقيق في ذلك بزيارة دورية للمواقع والصفحات التي توصل إليها ال " Hyperlinks" الموجودة على موقعه.

وعليه أخذ كافة التدابير لإلغائها إذا تبيّن له أنّ هذه المواقع تتناقض مع المبادئ الأساسية للمهنة.

– وعلى المحامي إعلام مجلس النقابة بأيّ "Hyperlink " يريد إنشاءه قبل وضعه على موقعه.

وللمحامي الذي يشارك في "Blog" أو في شبكة إجتماعية إلكترونية، إحترام المبادئ الأساسية للمهنة وكافة أحكام هذه المادة.

المادة 11: بدل الأتعاب – المرتبات – المصاريف – طريقة دفع بدل الأتعاب.

11.1) تحديد بدل الأتعاب.

في غياب اتفاقية خطيّة بين المحامي وزبونه، تحدّد الأتعاب وفقاً للأعراف المتبعة، حالة الموكّل المادية، صعوبة القضية، المصاريف التي تحمّلها المحامي وشهرة وجديّة هذا الأخير.

كما يحق للمحامي مطالبة زبونه ببدل أتعابه حتى في حال سحب الملف منه قبل الانتهاء منه، وتحدّد الأتعاب وفقاً للعمل المنجز.

11.2) إعلام الزبون.

يُطلع المحامي زبونه، فور تسلّمه القضية، ثم بصورة دورية، على كيفية تحديد أتعابه والزيادات المتوقعة. وعند حصول ذلك، تذكر هذه المعلومات في الاتفاقية.

باستثناء الحالة التي يدافع فيها المحامي بصورة طارئة عن موكله أمام المحكمة، تكون هذه الاتفاقية إلزامية إذا كانت أتعاب المحامي أو جزء منها مغطى ببوليصة تأمين للحماية القانونية.

عناصر تحديد بدل الأتعاب.

يحدّد بدل أتعاب المحامي، بصورة خاصة، تبعاً لكلٍّ من العناصر التالية وفق الأعراف الجارية:

– الوقت المكرّس للقضية.

– الأبحاث.

– طبيعة وصعوبة القضية.

– اهمية المصالح المتنازع عليها.

– نفقات مكتب المحامي من مصاريف واعباء.

– شهرة المحامي وألقابه وأقدميته وخبرته واختصاصه.

10.4.3) المستندات المعدّة للدعاية.

إضافةً إلى البيانات المسموح بوضعها على الأوراق المعدّة للمراسلة، يجوز للمحامي وضع البيانات التالية على المستندات المعدّة لدعايته الشخصية :

– الأقدميّة في المهنة لكل محامي يعمل في مكتبه.

– النشاط المهني، قانونياً كان أم قضائياً، الذي يزاوله في الواقع.

ويحصر استعمال مصطلحات "اختصاصي" ، "متخصّص" و "إختصاص" ، أو أي رمز يوحي إليها، في المجالات التي حاز فيها المحامي على شهادة إختصاص وفقاً للاصول وغير ملغاة.

– طرق تحديد بدل الأتعاب.

– مزاولة المحامين نشاط تعليم القانون أو نشاطات لها صلة بالمهنة.

– لائحة بالمكاتب الفرعية وبالمراسلين في الخارج، شرط توفر اتفاقية خاصة بكل منهم مودعة لدى النقابة.

10.5) أحكام اضافية خاصة بالدليل المهني.

يجوز للمحامي إيراد إسمه في دليل المهن في الفقرة العامة وفي كل فقرة خاصة بالاختصاصات إذا كان حاملاً لشهادة اختصاص وفقاً للقانون وغير ملغاة.

للمحامي أو لمكتب المحاماة إيراد إسمه في دليل المنطقة التي يتواجد فيها مكتبه الأساسي وفي دليل كل منطقة ينشئ فيها مكتب فرعي.

أما المحامي العضو في شركة تضمّ محامين منتسبين لنقابات مختلفة، فله إيراد إسمه فقط في دليل منطقة نقابته.

10.6) أحكام اضافية خاصة بالدعاية على الإنترنت.

– على المحامي الذي ينشئ موقع إلكتروني أو يعدّل في مضمونه، إبلاغ مجلس النقابة دون تأخير وإطلاعه على عنوان الموقع.

– يجب أن يحتوي إسم الموقع على إسم المحامي أو تسمية المكتب الدقيقة ويمكن أن تسبقها أو تتبعها كلمة "محامي".

– يحظّر على المحامي استعمال كلمات في عنوان موقعه توحي بصورة عامّة إلى مهنة المحاماة، أو مجال قانوني، أو نشاط من نشاطات المحامي، أو أي لقب يمكن أن يضلّل العموم.

– يجب أن يراعي محتوى الموقع أحكام البند 10.4 من المادة 10 .

– يمنع منعاً باتاً تحميل الموقع الخاص بالمحامي دعايات غير خاصة بالمهنة، ومهما كانت الخدمات أو المنتجات المعلن عنها.

10.4) مضمون الإعلان.

10.4.1) على المحامي أن يذكر بشكلٍ ظاهر على كافة المستندات المعدّة للمراسلة أو لإعلاناته الشخصية، وأيّاً كان شكلها، المعلومات التي تمكّن المرسل إليه معرفة ما يلي :

– هوية المحامي وكيفية الاتصال به.

– عنوان مكتبه.

– النقابة التي ينتسب إليها.

– انتماءه إلى شركة مهنية أو شبكة تعاون.

10.4.2) الأوراق المعدّة للمراسلة.

يجوز ذكر ما يلي على الأوراق المعدّة فقط للمراسلات:

– إسم وشهرة المحامين الذين يزاولون المهنة في المكتب، وبصورة مستقلة أسماء المحامين السابقين.

– أسماء ووظيفة المهنيين غير المحامين الذين يعاونوه بصورة منتظمة، شرط الحصول على موافقتهم.

– الألقاب الجامعية والشهادات ووظائف التعليم العالي الفرنسية والأجنبية.

– اللغات الأجنبية المستعملة.

– التكليفات النقابية أو المهنية الحاليّة والسابقة.

– المهنة القانونية المنظمة التي سبق أن زاولها.

– اللقب الأجنبي المنظّم والذي يسمح له بمزاولة مهنة المحاماة في فرنسا.

– مجالات القانون التي حاز فيها على شهادة اختصاص حصل عليها بشكل قانون وغير ملغاة.

– وفي هذه الحالة، وضع أي إشارة أو علامة فارقة يعتمدها المجلس الوطني للنقابات ترمز إلى صفة محامي متخصّص.

– الإشارة إلى المكاتب الفرعية أو الشركات التابعة.

– الانتماء إلى تجمّعات تتقاسم نفقات وتجهيزات المكتب ووسائله، أو إلى تجمّع "GIE" "GEIE" أو شركات تقارب مهني، شرط أن تكون هذه البيانات مطابقة للواقع وأن يتمّ إبلاغ الإتفاقيات إلى النقابة.

– التنظيم والبنية الداخلية للمكتب.

– رمز المكتب والمهنة والنقابة التي يتبع لها المحامي، شرط موافقة النقيب والنقابة التابع لها.

– شهادة "الجودة في الإدارة" مع الإشارة حصراً إلى مقياس ISO والنموذج المتّبعين، إسم ورمز المنظّمة التي منحت الشهادة ورقم التسجيل لديها.

10.2) المحظورات.

يحظّر على المحامي في أيّ مجالٍ كان الترويج كما عرّفته المادة الأولى من المرسوم رقم 785–72 الصادر في 25 آب 1972.

لا يجوز للمحامي عرض الخدمات الشخصية على زبون محتمل.

يحظّر على المحامي اللّجوء إلى الدعاية الشخصية بواسطة المناشير، الإعلانات، الأفلام السينمائية وبرامج البث المباشر.

بمعزل عن شكل الاعلان المستعمل، يحظر:

– الاعلانات الكاذبة أو المتضمنة معلومات خاطئة ام مخادعة.

– الإشارة إلى بيانات ترتكز على المديح أو المقارنة.

– البيانات التي من شأنها الإيحاء باختصاص غير معترف به.

– البيانات التي من شأنها الإيحاء للعموم بوجود شركة أو تجمّع مهني غير موجود فعليّاً.

– الإشارة إلى نشاطات أو اختصاصات لا علاقة لها بمزاولة مهنة المحاماة.

– أية معلومات من شأنها الإخلال بالسرّ المهني.

– أية بيانات مخالفة للقانون.

10.3) طرق الإعلان.

يحق للمحامي اللجوء إلى كافة الطرق القانونية للإعلان عن نفسه شرط مراعاة الاحكام الواردة في هذه المادة.

فيسمح بشكل خاص :

– إرسال مذكرات إلكترونية أو بواسطة البريد تعرّف عن المكتب ونشاطاته وعن القانون والفقه.

– توزيع إعلانات تهدف إلى نشر معلومات تقنية ودقيقة، كانتقال المحامي إلى مكتب جديد أو وصول شريك جديد أو انضمامه إلى تجمع مرخص له أو فتح مكتب فرعي.

– نشر دعايات في الدليل والصحافة شرط ألاّ يوقع عرضها أو موضعها أو محتواها العموم في الخطأ وألاّ تشكّل عمل منافسة غير مشروعة.

– توزيع كتيّبات تعريف عن المكتب.

– وضع لوحة ذات حجم مقبول على مدخل البناء للإشارة إلى مكان وجود المكتب.

ويجب إبلاغ مجلس النقابة تصاميم الدعايات والكتيّبات قبل نشرها أو توزيعها.

وعند قبوله القضية خلفاً لزميل له، على المحامي إبلاغ هذا الأخير خطياً والتأكد من استيفائه كامل أتعابه قبل الشروع بالعمل.

9.2) المحامي المعزول.

بما أنّ المحامي المعزول لا يملك حق الحبس، يلزم بتسليم كامل المستندات والوثائق الضرورية للاطّلاع الكامل على الملف.

9.3) في العلاقة مع الزبون.

لا يجوز للمحامي الذي يقبل الحلول مكان أحد زملائه، الدفاع عن مصالح موكله ضدّ الزميل الذي حلّ مكانه إلّا بعد الحصول على موافقة النقيب.

ويهتمّ المحامي الجديد بتحصيل المبالغ التي قد تكون بقيت بذمّة موكله لصالح زميل تمّ توكيله سابقاً بالقضية عينها. وإذا قبض دفعة من موكله في حين ما زالت في ذمّة هذا الأخير مبالغ لصالح المحامي السابق، عليه إعلام نقيب المحامين بذلك.

لا يجوز للمحامي الجديد، عندما يحلّ مكان زميلٍ له في قضية كان قد حصل فيها الموكل على المعونة القضائية، أن يطالب هذا الأخير بأتعابه إلاّ إذا عدل الزبون عن الاستفادة من تلك المعونة.

فيبلّغ موكله بالنتائج التي تترتّب على هذا العدول.

كما يبلّغ زميله الذي سبق توكيله في القضية، وقلم المعونة القضائية، ونقيب المحامين بأستلامه القضية.

تكون النزاعات الناشئة عن بدل أتعاب المحامي الذي سبق توكيله، وعن تخلّف هذا الأخير عن إعادة الوثائق التي بحوذته، من اختصاص نقيب المحامين.

المادة 10: في الإعلان.

10.1) المبادئ العامة.

تعود صلاحية نشر الإعلانات الوظيفية الهادفة إلى التعريف عن مهنة المحاماة وعن دور النقابات، للمؤسسات الممثلة للمهنة.

للمحامي الحق بالإعلان إذا كان الهدف منه إعطاء معلومات للعموم وشرط الالتزام بالمبادئ الأساسية للمهنة.

يشمل الإعلان نشر المعلومات حول طبيعة الخدمات المعروضة بعيداً عن اي ترويج.

ويمتنع المحامي عن إعطاء الخصم صورة مغلوطة عن واقع النزاع، كما يمتنع عن تهديده. ولكن يجوز له إعلامه بإمكانية اللجوء إلى المحاكم لفضّ النزاع.
للمحامي ، وبصفته وكيل لزبونه، الحق بتوجيه الإنذارات لخصم هذا الأخير.

لا يمكن للمحامي الاتصال بالخصم إلا بواسطة كتاب يُرسل إلى هذا الأخير يذكّره بإمكانية استشارة محامي وطالباً منه التعريف عنه.
ويجوز إرسال هذا الكتاب بالبريد الإلكتروني بعد التأكد من صحة العنوان الإلكتروني.
وتطبّق هذه الأحكام على الاتصالات الهاتفية التي لا يحق للمحامي اخذ المبادرة بشأنها.

8.3) في إجراءات المحاكمة.
عند الشروع بإجراءات محاكمة أو عندما تكون المحاكمة سارية، يحظر على المحامي الاجتماع بالخصم إلاّ بعد إعلامه بأهمية طلب مساعدة محامي.
فإذا قرّر الخصم الاستعانة بمحامٍ، وجب دعوته لحضور أي اجتماع.
للمحامي الحق، بصفته وكيلاً لزبونه، بإرسال الإنذارات للخصم والإجابة عليها، إذا لم يوكّل هذا الأخير محامياً للدفاع عن مصالحه في دعوى أو في إطار قضية لم يظهر فيها أي محامي له.
إنما في حال وكّل الخصم محامياً للدفاع عن مصالحه في دعوى، أو إذا ظهر محامي في إطار قضية، وجب على المحامي حصر تواصله مع زميله.
غير انه وفي الحالات المذكورة في نصوص او اصول خاصة يمكن للمحامي تبليغ الخصم رسائل لها صفة الإجراءات شرط إبلاغها لمحاميه في الوقت نفسه.

8.4) المفاوضات.
لا يجوز للمحامي الموكل مساعدة زبونه خوض مفاوضات مع الخصم إلاّ بحضور زبونه أو بموافقته.
وعندما يكون الخصم قد وكّل محامٍ لإعانته في المفاوضات، لا يجوز للمحامي الاجتماع به منفرداً إلاّ بموافقة مسبقة من محاميه.

المادة 9: في تعاقب المحامين في ذات القضية.

9.1) المحامي الجديد.
عند استلامه قضية، يتحقق المحامي من وجود زميل له أو زملاء كانوا قد أوكلت إليهم مهمّة الدفاع أو تقديم الاستشارات لموكّله.

7.2) واجبات المحرر.

يكفل المحامي المحرر لعقد قانوني صحة وفاعلية العمل القانوني وفقاً لتوقعات الفرقاء.

ويرفض المشاركة بصياغة أي عمل أو اتفاقية غير شرعي أو احتيالي بشكل ظاهر.

كما تقع على عاتقه مسؤولية أداء المعاملات القانونية او الإدارية التي يفرضها العمل القانوني المصاغ من قبله، وطلب تأمين المبالغ الضرورية ودفعها مسبقاً، إلاّ إذا أعفاه من ذلك الفرقاء.

عندما يحرّر المحامي وحده العمل القانوني، يسهر على احترام توازن المصالح بين الفرقاء.

أمّا إذا كان قد وكّله بالصياغة أحد الفرقاء فقط، وجب عليه إعلام الفريق الآخر بإمكانية استشارة أو توكيل محامٍ عنه.

7.3) في النزاعات.

لا يعتبر تحرير العمل القانوني من قبل المحامي وحده قرينةً على أنه مستشاراً لجميع الفرقاء الموقّعين.

لا يُعتبر المحامي محرّراً منفرداً عندما يكون الفريق غير الذي يمثله المحامي يستفيد من مساعدة مستشار إن كان هذا الأخير محامياً أم لا.

ولا يحق للمحامي، إذا كان قد تولّى وحده صياغة العمل القانوني بصفته مستشار لجميع الفرقاء، قبول التوكيل إن من ناحية الادعاء أم من ناحية الدفاع، في القضايا التي تثير قانونية تنفيذ أو تفسير العمل القانوني المذكور، إلاّ إذا كان الشك بصحّة العمل مصدره شخص ثالث.

أمّا إذا كان قد حرّر وحده العمل القانوني دون أن يكون مستشاراً لجميع الفرقاء، أو إذا ساهم في الصياغة دون أن يكون المحرّر الوحيد، جاز للمحامي قبول التوكيل إن من ناحية الادعاء أم من ناحية الدفاع في القضايا التي تثير تنفيذ أو تفسير العمل المذكور أعلاه.

ويمكنه قبول التوكيل دفاعاً عن قانونية العمل القانوني.

المادة 8: في العلاقات مع الخصم.

8.1) المبدأ.

يحق لأيٍّ كان الاستعانة بمحامي لمساعدته والدفاع عنه.

8.2) فضّ النزاع حبياً.

عند وجود إمكانية لحصول حلّ حبي لنزاع قبل بدء المحاكمة أو عندما تكون الدعوى عالقة امام محكمة ما، لا يجوز للمحامي الاتصال بالخصم أو استقباله دون موافقة موكّله. في هذه الحالة، على المحامي تذكير الخصم بحقه باستشارة محامي ويسأله عن إسم هذا الأخير.

يمكن للمحامي الذي ينشئ، يستثمر أو يشارك، لوحده أو بالتعاون مع زملاء له، في خلق واستثمار موقع إلكتروني لتأدية الخدمات القانونية، الحصول بحرية على أجر لقاء استعمال الزبائن للموقع.
ويمكنه الحصول على ذلك الأجر بواسطة إحدى المؤسسات المالية التي تضمن أمن الدفع عبر شبكة الإنترنيت، شرط أن يبقى التعرّف على الزبون ممكناً.

6.6.4.2) المحامي المعرف عنه على موقع إلكتروني لتقديم الخدمات القانونية عبر الإنترنيت.
يمكن للمحامي الوارد إسمه على موقع إلكتروني لتقديم الخدمات أن يدعى الى المشاركة الجزافية في نفقات سير الموقع.
ولا يجوز اقتطاع أية مبالغ يحصل عليها لقاء أتعابه من زبائن كان قد تواصل معهم عبر الموقع.

6.6.4.3) المحامي الذي يقدم خدمات قانونية عبر موقع إلكتروني.
على المحامي الذي يقدم خدمات قانونية لزبائن مؤسسة خدمات عبر شبكة ال Internet ، التأكد أنّ هذه الخدمات تدخل في نطاق الاستعلام عن القانون.
إذا قدّم استشارة قانونية كما عرّف عنها الباب في الثاني من قانون 31 كانون الأول 1971 المعدّل، وجب عليه القيام بذلك مع احترام السرّ المهني وقاعدة تنازع المصالح. ويمكنه تفويض المؤسسة بقبض أتعابه. عندها، يجوز اقتطاع جزءاً منها حسب الاتفاق القائم بينه وبين المؤسسة، كنفقات جزافية.
في جميع الأحوال، على المحامي الذي يشارك في موقع إلكتروني أو المعرف عنه على الموقع أو المشار إليه بواسطة "Hyperlink" التأكد من توافق محتوى الموقع مع المبادئ الأساسية للمهنة. وإبلاغ النقابة بذلك. وإلاّ وجب عليه الانسحاب من الموقع.

المادة 7: في صياغة الأعمال القانونية.

7.1) تعريف المحرّر.
يكون للمحامي صفة المحرّر، عندما يعدّ منفرداً أو بالتعاون مع مهني آخر، عملاً قانونياً لحساب فريق أو اكثر سواء عاونهم مستشارون ام لا ويحصل على تواقيعهم.
إنّ صفة المحرّر لا تقوم بمجرّد قيام المحامي بتنظيم مشروع عمل قانوني يتمّ توقيعه في غيابه.
يجوز للمحامي ذكر إسمه وصفته في العمل القانوني المنظّم من قبله أو الذي يكون قد شارك في تنظيمه إذا اعتبر نفسه المنظم الأساسي؛ عندها تطبق هذه الاحكام حكماً.

يحظر على المحامي إعارة إسمه أو إجراء عمليات سمسرة، فالنشاطات ذات الطابع التجاري لا تتوافق مع مزاولة مهنة المحاماة.
ولا يمكن للمحامي قبول توكيل بإدارة محفظة مالية أو عقارات إلاّ بصورة تبعيّة وظرفية وبعد إبلاغ النقيب بذلك.

6.5) في التدريب والتعليم.
يحق للمحامي تنظيم دورات تدريبية او تعليمية أو المشاركة فيها.

6.6) الخدمات القانونية بواسطة طرق الانترنيت.

6.6.1) خدمات بواسطة الانترنيت
تأدية الخدمات القانونية بواسطة طرق إتصالات فورية من قبل محامي هي تلك الخدمات الشخصية التي يوجهّها المحامي إلى أحد زبائنه الجدد أو القدامى.
ويجوز عرضها شرط مراعاة أحكام المادة 15 من المرسوم الصادر في 12 تموز 2005.
ويتوجّب إعطاء إسم المحامي للزبون قبل إنشاء أي عقد تأدية الخدمات القانونية.

6.6.2) التعرّف على المشاركين.
عند الاتصال به للحصول على خدمات قانونية، يتوجّب على المحامي التأكد من هوية وصفة الشخص المتّصل بغية احترام السرّ المهني، وتفادي تنازع المصالح وتقديم المعلومات الملائمة لحالة طالب الخدمة.
ويجب أن يكون التعرّف على المحامي الذي يقدّم الخدمات ممكناً.

6.6.3) التواصل مع الزبون.
عند تأديته خدمات قانونية عبر طرق اتصالات فورية، يجب أن تتوفّر للمحامي إمكانية التواصل المباشر مع مستخدم ال Internet ، خاصةً إذا تبيّن له أن الطلب الموجّه إليه غير ملائم أو لطرح الأسئلة الضرورية أو لتقديم اقتراحات تؤدي الى تأدية الخدمة الملائمة لظروفه.

6.6.4) دفع بدل أتعاب المحامي.
6.6.4.1) المحامي المنشيء لموقع الكتروني لتقديم خدمات قانونية.

6.2.2.2) في واجباته.

على المحامي المكلّف مراقبة وحماية المعلومات الشخصية وضع حدّ لمهمّته إذا استحال عليه إتمامها. وذلك بعد إبلاغ المسؤول عن معالجة المعلومات قبل استقالته من مهمّته.

ويمنع عليه منعاً باتاً الوشاية بزبونه.

6.3) في الوكالات.

يمكن للمحامي، إضافةً إلى هذه المهام، قبول التوكيلات من زبائنه مع مراعاة الشروط التالية:

- على المحامي الحصول على وكالة خطيّة باستثناء الحالات التي يفترض القانون أو النظام وجودها.
- يمكنه قبول توكيل بإجراء مشاورات وبالتصرّف والتوقيع باسم ولحساب موكله. ويجب ان يكون هذا التوكيل خاصاً لا عاماً.
- يمكنه تمثيل موكله أمام الضرائب.
- يمكنه مساعدة أو تمثيل موكله في اجتماعات مداولة لجمعية ما او لجهاز جماعي شرط الابلاغ المسبق لمحامي الشخص المعنوي. وفي حال تعذر ذلك ممثله القانوني او الداعي الى الاجتماع.
- يمكنه قبول الودائع او مهمة حراسة قضائية أو تعاقدية.
- يلزم برفض استلام اي عقد باطل او مخادع بشكل ظاهر على سبيل الوديعة او الحراسة.
- يحدّد التوكيل الخطي الزامياً طبيعة ونطاق ومدّة المهمة الموكلة إلى المحامي، وشروط وكيفية تنفيذها وكيفية دفع بدل الاتعاب.

عند استلامه مبالغ وسندات وقيم منقولة بصفته حارساً أو مودعاً، على المحامي واجب إيداعها دون تأخير لدى ال "CARPA" أو في حساب "الحراسة" الخاص بالنقيب مع صورة طبق الأصل عن عقد الإيداع أو الحراسة.

يتأكد المحامي بادئ ذي بدء من قانونية المهمة الموكلة إليه. فيلتزم بموضوع التوكيل ويحرص على الحصول من موكله على توسيع لصلاحياته إذا استلزمت الظروف ذلك.

وإذا استحال عليه تنفيذ المهمة الموكلة إليه، وجب عليه إبلاغ موكله بذلك دون تأخير.

6.4) في الموجبات والتحذيرات الخاصة بالوكالات.

لا يجوز للمحامي المصالحة باسم ولمصلحة موكله أو إلزامه بطريقة نهائية باقتراح او عرض بالتعاقد، إلاّ بموجب توكيل خاص وخطّي.

لا يجوز للمحامي التصرّف بأموال موكله وسنداته وقيمه المنقولة او ربطها بأي التزام إلاّ إذا نصّت الوكالة صراحة على ذلك، او اذا حصل على توكيل خاص وخطي بذلك من الموكل.

ويكون عليه استعمال أوراق مراسلات مختلفة والسّهر على تمييز ملفات الذمّة الإئتمانيّة وترتيبها وحفظها بطريقة مستقلة عن الملفات الأخرى. كذلك، كل ركائز المعلوماتية المستعملة في ممارسة مهمة الائتمان يجب ان تميز وتخصص حصرياً لها.

6.2.1.5) في الموجبات الخاصة بالمحامي المؤتمن.

في التعرّف على الفرقاء.

يتحقق المحامي من هوية المتعاقدين والمنتفعين الفعليين من العملية، ويسهر على إعلامهم بأحكام المادة 6.2.1.1 وما يليها من النظام الداخلي العام.

يتمّ تقدير وجود تنازع في المصالح بالنظر إلى المنشئ والمنتفعين. فلا يجوز أن يكون المحامي الذي اختاره المنشئ بصفته شخص ثالث بحسب أحكام المادة 2017 من القانون المدني، مزاولاً لمهنته في إطار الشركة التي ينتسب إليها المحامي المؤتمن.

في الأتعاب.

يجب التمييز في العقد الإئتماني بين أتعاب المحامي وأتعاب المهنيين الآخرين.

في المحاسبة.

على المحامي المؤتمن تنظيم محاسبة للعمليات المتعلقة بالذمّة الإئتمانية مستقلةً عن حساباته المهنية والشخصية وحسابه في ال"Carpa" .

ويجوز التدقيق في الحسابات المتعلقة بالذمّة الإئتمانية استناداً إلى المادة 17.9 من قانون 31 كانون الأول 1971.

ينظّم المحامي حساباً خاصاً بكل ذمّة ائتمانية على حدة يكون مستقلاً عن محاسبته العامة.

موجب الكفاءة.

يلتزم المحامي بمتابعة دورات تدريبية خاصة بالمسائل المتعلقة بتنفيذ مهماته كمؤتمن.

6.2.2) المحامي المكلّف مراقبة وحماية المعلومات الشخصية.

6.2.2.1) في المبادئ.

يبقى المحامي المكلّف مراقبة وحماية المعلومات الشخصية ملزماً بالتقيّد بالمبادئ الأساسية وقواعد تنازع المصالح.

6.2.1) نشاط المؤتمن (fiduciaire).

6.2.1.1) المبادئ.

عند مزاولته هذا النشاط، يبقى المحامي المؤتمن ملزماً بموجبات قسمه وبالمبادئ الأساسية لمهنته، وبشكلٍ عام بكافة أحكام هذا النظام الداخلي العام.

وفي إطار مهمته كمؤتمن، يمتنع المحامي عن القيام بنشاطات تتعارض ومهنته بحسب أحكام المادة 111 وما يليها من القرار الصادر في 27 تشرين الثاني 1991.

6.2.1.2) في التصريح للنقابة.

على المحامي الذي ينوي ممارسة نشاط المؤتمن ان يجري عقد تأمين خاص لضمان في الوقت نفسه مسؤوليته المهنية المدنية وردّ الأموال، والسندات والقيم المنقولة المعنية؛ فيصرّح عنها للنقابة بواسطة كتاب يوجهه إلى النقيب ويثبت فيه اتخاذه بوليصة تأمين خاصة.

ويشعر النقيب المحامي باستلامه التصريح دون تأخير.

وعلى المحامي أن يثبت للنقيب كل سنة استمرار ضمانات التأمين.

6.2.1.3) في المراسلات.

على المحامي الإشارة بطريقة واضحة إلى صفته كمؤتمن في كافة المراسلات التي يقيمها في إطار مهمته هذه، وأياً كان موضوعها.

كما عليه تحذير المرسَل إليه إلى عدم وجود طابع سرّي للمراسلات بينهم في هذا الاطار في وجه الأجهزة المولجة مراقبة ادارة الذمّة الإئتمانيّة.

تبقى المراسلات التي لا تحمل شارة "رسمية" الموجهة للمحامي المؤتمن من قبل أحد زملائه الجاهل لهذه الصفة الأخيرة، سريّة تطبيقاً لأحكام المادة الثالثة من النظام؛ كما وتبقى مغطاة بالسرّ المهني كما عرّفت عنه المادة 66.5 من قانون 31 كانون الأول 1971.

6.2.1.4) في حماية السرّ المهني.

يبقى المحامي المؤتمن مقيّداً بالسرّ المهني ولكن عليه أخذ كافة التدابير الهادفة إلى تمكين السلطات القضائية والإدارية والنقابية إتمام أعمال المراقبة والتدقيق المنصوص عليها قانوناً في هذا المجال دون المساس بالسرّ المهني وسرية المراسلات المتعلقة بنشاطات مكتبه الأخرى ونشاطات من يعاونه فيه.

الباب الثاني : في نشاطات المحامين.

المادة 6: النطاق المهني لنشاط المحامي.

6.1) تعريف النطاق المهني للنشاط.

بصفته معاوناً قضائياً ولاعباً اساسياً في الممارسة العالمية للقانون، يكون للمحامي ان يتدخل بصفته المهنية في كافة الميادين، المدنية والاقتصادية والاجتماعية؛ وذلك مع احترام المبادئ الاساسية المنظمة للمهنة.

وبمناسبة إتمامه مهاماً تتطلّب اجتماع خبرات مختلفة، يجوز للمحامي التعاون مع إختصاصيين آخرين. ويكون ذلك ممكناً إن لأداء مهمة محدّدة في الزمان والموضوع أو في إطار اشتراكه في تجمّع أو شبكة متعدّدة الاختصاصات.

6.2) في المهمات.

* يعاون المحامي زبائنه ويمثلهم أمام المحاكم والإدارات العامة والأشخاص المكلفين إدارة مرفق عام دون إبراز وكالة خطية باستثناء الحالات المنصوص عليها في القوانين والأنظمة.
* يقدّم لزبائنه الاستشارات والمساعدات في المسائل التي تهدف بصورة رئيسية أو فرعية، إلى تطبيق قواعد او مبادئ قانونية، وصياغة العقود والمفاوضات ومتابعة العلاقات التعاقدية.
* بإمكان المحامي قبول مهمّات تهدف إلى تحقيق العدالة.
* للمحامي قبول مهمات يوكلها إليه أشخاص طبيعيون أو معنويون يتخذون شكل عقد ائتماني او يعملون لمصلحته او لمصلحة اي جهاز اداري لذمة مالية مخصصة.
* كما يمكن ان توكل اليه مهمة تحكيم وخبرة ووساطة ومصالحة وحراسة قضائية ومصفّي رضائي ومنفذ وصية.
* عندما توكل إليه مهمة تحكيم، على المحامي السهر على احترام القواعد الخاصة التي تحكم إجراءات التحكيم، فيتقيّد بشكل خاص بالمهل وبسريّة المناقشات ويلتزم شخصياً كما يُلزم الفرقاء باحترام مبدأ الوجاهية والمساواة حيال كل الفرقاء.
* ويبقى ملزماً بالتقيّد بالمبادئ الأساسية للمهنة لدى تأديته هذه المهمات ويضمن بشكل خاص استقلاليته.

5.4) في العلاقة مع الخصم.

* على المحامي المكلّف بتقديم دعوى ضدّ خصمٍ يعرف محاميه، إبلاغ هذا الأخير قبل الشروع بالإجراءات. ويُعفى المحامي من هذا الواجب اذا كان الإبلاغ يضرّ بمصالح موكّله.

* خلال إجراءات المحاكمة، تكون تصرّفات المحامي مع زميله وكيل الخصم متّصفة باللياقة والوفاء والزمالة وهي من مبادئ مهنة المحاماة.

* عند تقديمه استدعاءً استئنافياً ضدّ حكم جزائي، على المحامي إعلام زملائه المعنيين فوراً. ويعتدّ بهذه القاعدة عند تقديمه طلبات إبطال.

* وتطبّق القواعد المذكورة أعلاه على كل استئناف مدني، وبشكلٍ عام عند تقديم أي طعن أو دعوى في الأساس.

5.5) في الاطلاع على المستندات.

يتمّ إطلاع الخصم على المستندات الأصلية أو على صور طبق الأصل.

تُرقّم المستندات وتُدمغ بختم المحامي وتُرفق بجدول يؤرخه ويُوقّعه المحامي.

يتمّ الاطلاع على النحو التالي:

* عند تبليغ مستندات بلغّة أجنبية، يجب إرفاقها بترجمة حرّة وفي حال نشوء خلاف على الترجمة، يتمّ اللجوء إلى خدمات مترجم محلّف.

* يجوز اطلاع الخصم على الوقائع او النقاط القانونية بشكل مذكرة أو لائحة أو ملف مرافعة.

* عند ذكر دراسات فقهية واجتهادات، يتوجّب ضمّ نسخ إلى الملف إذا لم تكن منشورة ؛ أما إذا كانت منشورة فيكتفى بذكر المراجع وتبليغها الى المحامين الآخرين.

يمكن اطلاع الخصم على المستندات بالطريقة الالكترونية، بواسطة اي مخزن الكتروني يحتوي على معلومات مشفرة، او بإرسال بريد الكتروني، شرط توفر امكانية للتأكد من استلامه من قبل المرسل اليه.

خطر تنازع المصالح.

يكون خطر التنازع في المصالح جدّياً عندما يتوقع المحامي تغييراً أو تطوراً في القضية المعروضة عليه، يجعله يخشى إحدى الصعوبات المبيّنة أعلاه.

المادة 5: في احترام مبدأ الوجاهية.

5.1) المبدأ.

يلتزم المحامي بمتطلبات المحاكمة العادلة، ويتصرف بنزاهة تجاه الخصم. كما ويحترم مبدأ وجاهية المحاكمة وحقوق الدفاع.

يجري التبادل التام للوقائع ولطرق الاثبات والنقاط القانونية عفوياً في الوقت المناسب وبالطرق المنصوص عليها في قواعد الاصول الشكلية.

يتراسل المحامي مع زملائه عبر البريد الإلكتروني على العنوان الإلكتروني الوارد في الأوراق الرسمية الخاصة بالزملاء.

5.2) ويعتدّ بهذه القاعدة:

– أمام المحاكم كافة، بما فيها تلك التي لا يكون وجود المحامي الزامياً فيها وتلك التي يكون فيها مبدأ شفهية المناقشات هو القاعدة.

– أمام الهيئة العليا للمصارف.

– أمام لجنة مراقبة الأسواق المالية.

– وبشكلٍ عام، أمام أي لجنة أو هيئة ذات صلاحيات قضائية مهما كانت طبيعتها.

5.3) أحكام خاصة بالمحاكمات الجزائية.

عند وجود دعوى حق عام أمام المحاكم الجزائية، يلزم محامو الفرقاء بتقديم كل ما لديهم من نقاط قانونية ووقائع ورسائل اثبات الى النيابة العامة والى محامي الخصم في مهلة اقصاها ختام التحقيق في الملف في الجلسة.

عند تقديمه دفوع شكلية في إطار إجراءات جزائية، يتوجّب على محامي المتهم أو المشتبه به، الإدلاء بالأسباب والبيّنات بأسرع وقت ليتسنى للفرقاء الأخرين الوقت الكافي للردّ على الطلب.

أمّا إذا كان الإدلاء بالسبب يعرّضه لفقدان فاعليته، فتطبّق القاعدة العامة الواردة في البند الأول.

المادة 4: في تنازع المصالح.

4.1) المبادئ.

– لا يجوز للمحامي أن يكون مستشاراً أو ممثّلاً أو وكيل دفاع لأكثر من موكّل في القضية عينها إذا كان هناك تعارض بين مصالح زبائنه أو إذا كان هناك خطر جدّي لنشوب هكذا تعارض، إلاّ إذا وافق على ذلك الفرقاء.

– يمتنع المحامي عن الاهتمام بقضايا زبائنه المعنيين، فور نشوب تعارض بين مصالحهم، أو عند وجود خطر إباحة سرّه المهني أو خسارة استقلاليته ما لم يوافق الفرقاء خطياً.

– لا يجوز للمحامي قبول توكيل من زبون جديد إذا كان هناك خطر إفشاء معلومات سريّة أعطيت له من قبل زبون سابق او إذا كانت معرفته بأعمال زبون سابق تعطي الزبون الجديد أفضلية غير مشروعة.

– عند مزاولة المحامين مهنتهم في إطار جماعي، تطبّق أحكام البنود السابقة على التجمّع ككلّ، وعلى كل عضو على حدة.

كما تطبّق هذه الأحكام على المحامين الذين يزاولون المهنة في إطار شركة موضوعها تقاسم نفقات وتجهيزات المكتب ووسائله ، إذا كان هناك خطر على احترام السرّ المهني.

وتطبّق هذه القواعد بين المحامي المتعاون والمحامي أو البنية المهنية التي يزاول مهنته في إطارها، فيما يتعلق بملفاته الشخصية.

4.2) تعريف.

تنازع المصالح.

يكون تنازع المصالح قائماً في الحالات التالية :

- في إطار مهمّته كمستشار، عندما يستحيل على المحامي المُلزَم إعطاء معلومات كاملة، وصادقة ودون تحفّظ لزبائنه، القيام بمهمته دون تعريض مصالح زبون آخر للضرر، إن من خلال تحليله للحالة المعروضة أو استعمال الوسائل القانونية المتاحة أو تحقيق النتيجة المرغوب فيها.
- في إطار مهمّته كممثل ووكيل للدفاع، عندما تكون معاونته لعدّة فرقاء تجبره على اتّباع نمط دفاع مختلف، إن في شرحه للواقع أو عرض الأدلّة أو البحث عن النتيجة، عن الذي كان قد اتّبعه لو كان وكيلاً لفريق واحد.

عندما يطرأ أي تغيير أو تطوّر في القضية المعروضة فيجد المحامي نفسه أمام إحدى الصعوبات المبيّنة أعلاه.

3.1) المبادئ.

تغطي السريّة كافة المراسلات بين المحامين مهما كان شكلها، شفهياً أم خطياً (أوراق، فاكس، بريد إلكتروني ...).

يمنع منعاً باتاً إبراز المراسلات بين المحامين أمام القضاء، مهما كان شكلها، كما لا يجوز رفع السريّة عنها.

3.2) الاستثناءات.

يمكن وضع إشارة "بريد رسمي" فلا تغطيها السريّة بحسب المادة 66.5 من قانون 31 كانون الأول 1971 على المستندات التالية:

* المراسلات التي تعتبر إجراءات شكلية.
* المراسلات التي لا ترتكز على أي مخطوط أو كلام أو معطيات سابقة سريّة.

ويجب أن تحترم في هذه المراسلات المبادئ الأساسية للمهنة كما حدّدتها المادة 1 من هذا القرار.

3.3) في العلاقات مع محامي الاتحاد الأوروبي.

يلتزم المحامي في علاقاته مع المحامين المسجّلين في نقابة دولة عضو في الاتحاد الأوروبي، باحترام أحكام المادة 503 من قانون آداب المهنة للمحامين الأوروبيين المبيّن في المادة 21 من هذا القرار.

3.4) في العلاقات مع المحامين الأجانب.

في علاقاته مع محامي مسجّل في نقابة خارج الاتحاد الأوروبي، على المحامي التأكد من وجود قواعد تضمن سريّة المراسلة في البلد حيث يمارس المحامي المذكور؛ وذلك قبل إعطائه معلومات سريّة.

وفي حال عدم توافر مثل هذه القواعد، وجب عليه تنظيم اتفاقية تضمن السريّة أو التأكّد من أنّ موكله يقبل المجازفة في تبادل معلومات غير سريّة.

* ملخص اللقاءات وبشكلٍ عام، كل الوثائق والمستندات الموجودة في الملف، وكل المعلومات والاعترافات التي تصل الى المحامي بحكم مهنته.
* أسماء الزبائن ومفكرة المحامي.
* كل التسويات النقدية وكافة الأعمال المتعلقة بإدارة الأموال المنجزة تطبيقاً للمادة 27 بند 2 من قانون 31 كانون الأول 1971.
* المعلومات التي يطلبها مفوضو المراقبة أو أي شخص ثالث (معلومات لا يجوز أن يعطيها المحامي لأيّ شخصٍ غير موكله).

في عمليات استدراج العروض العامة أو الخاصة وتلزيم أشغال عامة، يجوز للمحامي ذكر معلومات اسمية عن موكل او اكثر بعد موافقتهم الصريحة والمسبقة.

في حال كان الإسم المذكور كمرجع عائد لزبون كان قد وكّله سابقاً بصفته محامٍ متعاون او شريك في مكتب محاماة تركه منذ أقلّ من سنتين، وجب على المحامي وفي نفس الوقت إبلاغ مكتبه السابق طلب الموافقة الموجّه للزبون وذكر إسم المكتب حيث اكتسب الخبرة، في جوابه على العرض.

يمنع الاطّلاع على الوثائق او مصادرتها من مكتب المحامي أو من منزله الا ضمن شروط المادة 1-56 من قانون أصول المحاكمات الجزائية.

2.3) البنية المهنية، طريقة المزاولة والسرّ المهني.

على المحامي إلزام أفراد طاقم مكتبه وكل شخص يعاونه في نشاطه المهني باحترام السر المهني؛ ويكون مسؤولاً عن أي إخلال بالسرّ من قبلهم.

يشمل موجب الالتزام بالسرّ المهني كافة المحامين العاملين معه وأولئك الذين يزاولون المهنة معه في إطار شراكة عندما يكون المحامي عضواً في تجمّع مهني أو شريكاً في شركة موضوعها تقاسم نفقات وتجهيزات المكتب ووسائله.

المادة 2 bis: سريّة التحقيق.

يلتزم المحامي باحترام سرية التحقيقات القضائية في القضايا الجزائية، فيمتنع عن إعطاء المعلومات المستخرجة من الملف، باستثناء تلك الضرورية للدفاع عن موكله.

كما يمتنع عن نشر الوثائق والمستندات والرسائل الخاصة بملف دعوى أو تحقيق قضائي قيد الإجراء.

ولا يمكنه نقل نسخ عن مستندات أو وثائق مستخرجة من ملف التحقيق أو الدعوى، لموكّله أو لأيّ شخصٍ ثالث، إلاّ ضمن شروط المادة 114 من قانون أصول المحاكمات الجزائية.

المادة 3: السريّة والمراسلة بين المحامين.

في كافة الظروف، يفرض موجب الحذر على المحامي التمنّع عن إعطاء زبونه إستشارة إذا استحال عليه تقدير الحالة المعروضة عليه أو معرفة تحديداً هوية زبونه أو الشخص المقصود بالاستشارة او الموجهة اليه الدعوى.

وفي هذا السبيل، على المحامي وضع آلية في مكتبه تسمح له بتقدير طبيعة ونطاق العملية القانونية المطلوب مساعدته فيها ما دامت علاقته بموكله قائمة.

وفي حال الشك في أنّ العملية القانونية المطلوبة منه قد تؤدّي إلى ارتكاب مخالفة، وجب على المحامي إقناع موكله بالعدول عنها فوراً. وإذا رفض هذا الأخير، وجب عليه الانسحاب من القضية.

المادة 1 bis:

تطبيقاً لمبدأ المجاملة، يتوجّب على المحامي، عندما يرافع أمام محكمة خارج نطاق نقابته، التعريف عن نفسه أمام رئيس المحكمة وممثل النيابة العامة فيها، كما يتوجّب عليه التعريف عن نفسه أمام النقيب والزميل الموكل الدفاع عن الخصم.

تعليقات Arr

المادة 2: السرّ المهني. (L. 31 déc. 1971, art. 66-5; D. 12 juill. 2005, art. 4; C. penal, art. 225-13)

2.1) <u>في المبادئ.</u>

المحامي مؤتمن على سرّ موكّله.

السرّ المهني من النظام العام. وهو شامل ومطلق وغير محدّد زمنيّاً.

باستثناء حالات الدفاع عن نفسه أمام المحاكم، والحالات التي يسمح أو يلزم فيها قانوناً بتقديم التصاريح أو إعطاء المعلومات، يمتنع المحامي في شتّى الظروف، عن إفشاء أيّة أسرار تتعارض مع السرّية المهنية.

2.2) <u>نطاق السرّ المهني.</u>

يشمل السرّ المهني في مختلف المواضيع، وفي مجال تأدية الاستشارات أو الدفاع، أيّاً كان شكلها، مادياً أو غير مادي (أوراق، فاكس، بريد إلكتروني ...) ما يلي:

* الاستشارات التي يعطيها المحامي لموكلّه أو الموجهة إليه ؛

* المراسلات المتبادلة ما بين المحامي وموكله وما بين المحامي وزملائه باستثناء تلك التي تحمل شارة "بريد رسمي".

القرار التنظيمي رقم 003-2005
القاضي باعتماد النظام الداخلي العام (RIN) لمهنة المحاماة
(المادة 11-21 من قانون الـ 31 كانون الأول 1971 المعدّل)
- نص مثبت -

* *
*

الباب الاول: في المبادئ.

المادة الاولى: المبادئ الأساسية لمهنة المحاماة

1.1) مهنة حرّة ومستقلّة
مهنة المحاماة مهنة حرّة ومستقلّة مهما كانت طريقة مزاولتها.

1.2) ينتسب المحامي إلى نقابة يديرها مجلس النقابة.

1.3) تفسير القواعد واحترامها:
تحكم المبادئ الأساسية للمهنة تصرّفات المحامي في شتّى الظروف.
يزاول المحامي مهنته بكرامة ووجدان واستقلالية ونزاهة وإنسانية، وفاءً لقسمه.
كما يحترم، لدى مزاولته مهنته، مبادئ الشرف والوفاء والتجرّد والزمالة واللطف والاعتدال واللياقة.
ويثبت في تعامله مع زبائنه، كفاءة واخلاص واهتمام وحذر.

1.4) الانضباط.
ان عدم الالتزام بأي من هذه المبادئ والقواعد والواجبات يشكل تطبيقاً للمادة 183 من المرسوم الصادر في 27 تشرين الثاني 1991، خطأ يمكن أن يتسبب بعقوبة تأديبية.

1.5) واجب الحذر.

القرار التنظيمي رقم 003-2005
القاضي باعتماد النظام الداخلي العام (RIN) لمهنة المحاماة

المادة :

يوكل الى كلّ من وزير العدل والوزير المكلّف بشؤون مقاطعات ما وراء البحار بالسهر على تطبيق هذا القرار الذي سيتمّ نشره في الجريدة الرسمية، كل ضمن اختصاصه.

باريس، في 12 تموز 2005

- **رئيس مجلس الوزراء.**

دومينيك دو فيلّبين

- **وزير العدل.**

باسكال كليمان

- **وزير مقاطعات ما وراء البحار.**

فرنسوا باروان

الباب الرابع : شروط خاصة بمزاولة المهنة.

المادة :

عند قيامه بمهام مساعد نائب أو معاون عضو مجلس الشيوخ، لا يجوز للمحامي تأدية أي عمل مهني لمصلحة أشخاص يستقبلهم في إطار تولّيه هذه المهام.

المادة :

يبقى المحامي الفخري، خاضعاً للموجبات الناتجة عن قَسَمه.

لا يحق له أداء أي عمل مهني ما خلا الاستشارات وصياغة الأعمال القانونية بعد أخذ موافقة النقيب.

يحق للمحامي الفخري قبول مهمات تحكيم وخبرة ووساطة؛ كما يحق له الاشتراك في لجانٍ إدارية ولجان امتحانات أو مباراة.

الباب الخامس: أحكام نهائية.

المادة :

تُلغى المواد 155 ، 156 ، 157 ، 158 ، 159 ، 160 ، 161 و245 من المرسوم الصادر بتاريخ 27 تشرين الثاني 1991 والمذكور سابقاً.

المادة :

تُشطب كلمة " " ("أحرف") الواردة في المادة 2 من المرسوم الصادر بتاريخ 25 آب 1972 المذكور سابقاً.

المادة :

يُطبّق هذا المرسوم في مايوت وجزر واليس وفوتونا والبولينيزيا الفرنسية وكاليدونيا الجديدة.

المادة :

عند وجود إمكانية لحصول حلّ حبي لنزاع قبل بدء المحاكمة أو عندما تكون الدعوى عالقة امام المحكمة، لا يجوز للمحامي الاتصال بالخصم أو استقباله دون موافقة موكّله.

وعند استقباله للخصم، على المحامي تذكيره بحقه باستشارة محاميه ويسأله عن إسم هذا الأخير.

ويمتنع المحامي عن إعطاء الخصم صورة مغلوطة عن واقع النزاع، كما يمتنع عن تهديده. ولكن يجوز له إعلامه بإمكانية اللجوء إلى المحاكم لفضّ النزاع.

للمحامي ، وبصفته وكيلاً لزبونه، الحق بتوجيه الإنذارات لخصم هذا الأخير.

المادة :

لا يجوز للمحامي الموكل بمساعدة زبون في مفاوضات معينة، ان يقوم بالتفاوض إلاّ بحضور زبونه أو بموافقته.

وعندما يكون الخصم قد وكّل محامٍ لإعانته في المفاوضات، لا يجوز للمحامي الاجتماع به منفرداً إلاّ بموافقة الزميل، اي محامي الخصم.

المادة :

لا يجوز للمحامي الذي يقبل الحلول مكان أحد زملائه، الدفاع عن مصالح موكله ضدّ الزميل الذي حلّ مكانه إلاّ بعد الحصول على موافقة النقيب.

ويهتمّ المحامي الجديد بتحصيل المبالغ التي قد تكون بقيت بذمّة موكله لصالح زميل تمّ توكيله سابقاً بالقضية عينها. وإذا قبض دفعة من موكله في حين ما زالت في ذمّة هذا الأخير مبالغ لصالح المحامي السابق، عليه إعلام نقيب المحامين بذلك.

لا يجوز للمحامي الجديد، عندما يحلّ مكان زميلٍ له في قضية كان قد حصل فيها الموكل على المعونة القضائية، أن يطالب هذا الأخير بأتعابه إلاّ إذا عدل الزبون عن الاستفادة من تلك المعونة. فيبلّغ موكله مسبقاً بالنتائج التي تترتّب على هذا العدول؛ كما يبلّغ زميله الذي سبق توكيله في القضية، وقلم المعونة القضائية، ونقيب المحامين باستلامه القضية.

تكون النزاعات الناشئة عن بدل أتعاب المحامي الذي سبق توكيله، وعن تخلّف هذا الأخير عن إعادة الوثائق التي بحوذته، من اختصاص نقيب المحامين.

المادة :

يتابع المحامي الملف الموكل إليه حتى النهاية، إلاّ إذا قرّر موكلّه إعفاءه من ذلك أو إذا قرّر هو عدم متابعة مهمّته.

وفي هذه الحالة يبلّغ قراره هذا الى الموكل في الوقت المناسب بغية المحافظة على مصالحه بأسرع وقت.

المادة :

عند انتهاء القضية أو عند عزله، يُعيد المحامي فوراً المستندات المودعة لديه.

وكافة النزاعات حول إعادة المستندات تحل وفقاً للإجراءات المتبّعة بشأن النزاعات الناتجة عن تقدير قيمة الأتعاب وتحصيلها.

المادة :

للمحامي الحق بالإعلان إذا كان الهدف منه إعطاء معلومات للعموم وشرط الالتزام بالمبادئ الأساسية للمهنة.

يشمل الإعلان نشر المعلومات حول طبيعة الخدمات المعروضة شرط خلوها من اي ترويج.

لا يجوز للمحامي عرض الخدمات الشخصية على شخصٍ ما بغية كسبه كزبون.

الباب الثالث: الواجبات تجاه الخصم والزملاء.

المادة :

يلتزم المحامي بمتطلبات المحاكمة العادلة ويتصرف بنزاهة تجاه الخصم؛ كما ويحترم حقوق الدفاع ومبدأ وجاهية المحاكمة.

يتم تبادل الوقائع وادلة الاثبات والنقاط القانونية بشكل كامل، وبطريقة عفوية في الوقت المناسب وبالوسائل الملحوظة في قواعد الشكل.

يُطلع المحامي زبونه، فور تسلّمه القضية، ثم بصورة دورية، على كيفية تحديد أتعابه وعلى أي تطوّر قد يطرأ عليها.
ويمكن ذكر هذه المعلومات في الاتفاقية إذا وجدت.

يجوز تحديد الأتعاب بطريقة مقطوعة، كما يحق للمحامي استيفاء تلك الأتعاب بصورة دورية، وان بمبلغ مقطوع.

لا يجوز للمحامي استيفاء أتعابه عن طريق استلام قضايا جديدة يجلبها له زبونه.

المادة :

عند استلامه قضية جديدة، يمكن للمحامي طلب سلفة من موكله تُحسم لاحقاً من المصاريف والأتعاب.

على المحامي، عند تقديره للمبلغ المطلوب على سبيل السلفة، تقييمها بصورة مناسبة نظراً للأتعاب والمصاريف المحتملة.

في حال رفض الموكّل دفع السلفة المطلوبة، حقّ للمحامي التراجع عن قبوله التوكيل أو الانسحاب دون مخالفة الشروط المبيّنة في المادة 13 .
ويعطي موكلّه كل المعلومات الضرورية في هذا الخصوص.

المادة :

ينظّم المحامي محاسبة خاصة ودقيقة بكل ملف يثبت فيها الأتعاب وأي مبالغ يستلمها ويبيّن كيفيّة توظيفها.
يُعفى المحامي من هذا الواجب إذا تمّ الاتفاق مع موكّله على مبلغ مقطوع إجمالي.

قبل دفع الرصيد النهائي، يسلّم المحامي جردة حساب لموكلّه يفصّل فيها المصاريف، النفقات النثرية وتلك الخاضعة للتعرفة كما الأتعاب.
تُذكر فيها المبالغ التي سبق أن قبضت على سبيل السلفة أو على أي أساس آخر.

يسلّم المحامي جردة حساب منظّمة وفق الأصول المشار إليها في البند السابق، بناءً لطلب موكّله أو نقيب المحامين، أو إذا ما أمر بذلك رئيس المحكمة الابتدائية أو الرئيس الأول لمحكمة الاستئناف في إطار نظرهم في نزاع حول أتعاب محاماة او مصاريف طارئة أو بشأن رسوم ضريبية.

– لا يجوز للمحامي المصالحة باسم ولمصلحة موكله أو إلزامه بطريقة نهائية بعرضٍ أو وعدٍ بالتعاقد، إلاّ بموجب توكيل خاص وخطّي.
– لا يجوز للمحامي التصرّف بأموال وأملاك موكلّه أو بنقل ملكيتها إلاّ إذا نصّ على ذلك حرفياً سند التوكيل أو بموجب اذن خاص وخطّي من الموكل.

المادة :

يكفل المحامي قانونية وفاعلية صياغة الأعمال القانونية (كالعقود) وفقاً لتوقعات الفرقاء؛ وعليه رفض المشاركة بصياغة أي عمل أو اتفاقية غير شرعي أو احتيالي؛ كما تقع على عاتقه مسؤولية أداء المعاملات القانونية والإدارية التي يفرضها العمل القانوني المصاغ من قبله، وطلب تأمين المبالغ الضرورية ودفعها مسبقاً، إلاّ إذا أعفاه من ذلك الفرقاء.

عندما يحرّر المحامي وحده العمل القانوني، يسهر على احترام توازن المصالح بين الفرقاء.
أمّا إذا كان قد وكّله بالصياغة أحد الفرقاء، وجب عليه إعلام الفريق الآخر بإمكانية استشارة أو توكيل محامٍ.

ولا يحق للمحامي، إذا كان قد تولّى وحده صياغة العمل القانوني بصفته مستشاراً لجميع الفرقاء، قبول التوكيل إن من ناحية الادعاء أم من ناحية الدفاع، في القضايا التي تثير قانونية تنفيذ أو تفسير العمل القانوني المذكور، إلاّ إذا كان الشك بصحّة العمل مصدره شخص ثالث.

أمّا إذا كان قد حرّر وحده العمل القانوني دون أن يكون مستشاراً لجميع الفرقاء، أو إذا ساهم في الصياغة دون أن يكون المحرّر الوحيد، جاز للمحامي قبول التوكيل إن من ناحية الادعاء أم من ناحية الدفاع في القضايا التي تثير تنفيذ أو تفسير العمل المذكور أعلاه.
ويمكنه قبول التوكيل دفاعاً عن قانونية العمل القانوني.

المادة :

في غياب اتفاقية أتعاب خطيّة بين المحامي وزبونه، تحدّد الأتعاب وفقاً للأعراف المتبعة، نظراً لحالة الموكّل المادية، صعوبة القضية، المصاريف التي تحمّلها المحامي وشهرة وجديّة هذا الأخير في اعتنائه بالقضية.
كما يحق للمحامي مطالبة زبونه بأتعابه حتى في حال عزله من الملف قبل انتهاء مهمّته؛ وتحدّد الأتعاب نظراً للعمل المنجز.

الباب الثاني: الواجبات تجاه الموكلين.

المادة :

– تساهم مهنة المحاماة في الوصول إلى العدالة والحق.

– يلتزم المحامي بالامتثال للتعيينات والتكليفات التلقائية إلاّ في حال وجود مسوّغ شرعي كعذرٍ أو مانعٍ، يقدّمه للسلطة التي صدر عنها التعيين أو التكليف.

– ضمن إطار اتفاقية أبرمَت تطبيقاً لأحكام المادة 57 من قانون تموز 1991 المشار إليه أعلاه، يحق للمحامي، عند تأديته استشارة قانونية مجاناً، لاسيما في مقرّ بلدية أو في بيت العدل والقانون، قبول الدفاع عن حقوق الشخص الذي استشاره إذا طلب منه هذا الأخير ذلك.

ويكون قبول هذا التوكيل جائزاً.

المادة :

– لا يجوز للمحامي أن يكون مستشاراً أو ممثّلاً أو وكيلاً للدفاع لأكثر من موكّل في القضية عينها إذا كان هناك تعارض بين مصالح زبائنه أو إذا كان هناك خطر جدّي لنشوب هكذا تعارض، إلاّ إذا وافق على ذلك الفرقاء.

– يمتنع المحامي عن الاهتمام بقضايا زبائنه المعنيين، فور نشوب تعارض بين مصالحهم، أو عند وجود خطر إباحة سرّه المهني أو خسارة استقلاليته، الا في حال وجود اتفاق خطي ما بين الفرقاء.

– لا يجوز للمحامي قبول توكيل من زبون جديد إذا كان هناك خطر إفشاء معلومات سريّة أعطيت له من قبل زبون سابق، كذلك إذا كانت معرفته لأعمال زبون سابق تعطي الزبون الجديد أفضلية غير مشروعة.

– عند مزاولة المحامين لمهنتهم ضمن إطار جماعي، تطبّق أحكام البنود السابقة على التجمّع ككلّ، وعلى كل من اعضائه.

كما تطبّق هذه الأحكام على المحامين الذين يزاولون المهنة في إطار شراكة وسائل إذا كان من خطر على افشاء السرّ المهني.

المادة :

– على المحامي الاستحصال من موكله على وكالة خطيّة إلاّ في الحالات التي يضع فيها القانون أو النظام قرينة بوجودها.

– يتأكد المحامي بادئ ذي بدء، من شرعية العملية التي أوكل بتنفيذها؛ كما يلتزم بحرفية موضوع الوكالة المعطاة له ويطلب توسيعه من قبل الموكل اذا فرضت الظروف ذلك.

تحكم المبادئ الأساسية للمهنة تصرّفات المحامي في شتى الظروف.

المادة :

مهنة المحاماة مهنة حرّة ومستقلّة مهما كانت طريقة مزاولتها.

المادة :

يزاول المحامي مهنته بكرامة وضمير واستقلالية ونزاهة وإنسانية، وفاءً لقسمه.
كما يحترم، لدى مزاولته مهنته، مبادئ الشرف والوفاء والتجرّد والزمالة واللطف والاعتدال واللياقة.
ويثبت في تعامله مع زبائنه، كفاءة واخلاص واهتمام وحذر.

المادة :

باستثناء حالات الدفاع عن نفسه أمام المحاكم، والحالات التي يسمح أو يلزم فيها قانوناً بتقديم التصاريح أو إعطاء المعلومات، يمتنع المحامي في شتّى الظروف، عن إفشاء أية أسرار تتعارض مع السريّة المهنية.

المادة :

يلتزم المحامي باحترام سرية التحقيقات القضائية في القضايا الجزائية، فيمتنع عن إعطاء المعلومات المستخرجة من الملف، باستثناء تلك الضرورية للدفاع عن موكّله.
كما يمتنع عن نشر الوثائق، المستندات او الرسائل الخاصة بملف دعوى أو تحقيق قضائي قيد الإجراء.
ويلتزم بعدم نقل نسخ عن مستندات أو وثائق مستخرجة من ملف التحقيق أو الدعوى، لموكله أو لأيّ شخصٍ ثالث، إلاّ ضمن شروط المادة 114 من قانون أصول المحاكمات الجزائية.

المرسوم رقم 2005/790 ، تاريخ 12 تموز 2005
المتعلّق بقواعد آداب مهنة المحاماة

* *

*

ان رئيس مجلس الوزراء ؛

بناءً على تقرير وزير العدل ؛

سنداً لأحكام قانون أصول المحاكمات الجزائية ؛

سنداً لأحكام قانون أصول المحاكمات المدنية الجديد ؛

سنداً لأحكام القانون رقم 1130-71 ، تاريخ 31 كانون الثاني 1971 المعدّل ؛ والذي استكمل إصلاح تنظيم بعض المهن القانونية والقضائية، خاصةً أحكام المادة 53 منه ؛

سنداً لأحكام القانون رقم 647-91 ، تاريخ 10 تموز 1991 المعدّل، المتعلّق بالمعونة القضائية؛

سنداً لأحكام المرسوم رقم 785 72 ، تاريخ 25 آب 1972 ، المتعلّق بالترويج والاعلان عن استشارات قانونية وصياغة اعمال قانونية، المعدّل بالمرسوم رقم 1197-91 ، تاريخ 27 تشرين الثاني 1991 ، المنظم لمهنة المحاماة؛

سنداً لأحكام المرسوم رقم 1197-91 ، تاريخ 27 تشرين الثاني 1991 المعدّل، المنظم لمهنة المحاماة؛

وبعد استشارة مجلس شورى الدولة (فرع الشؤون الداخلية) ؛

يقرر ما يلـي :

الباب الاول: المبادئ الأساسية لمهنة المحاماة.

المادة الاولى:

المرسوم رقم 2005/790 ، تاريخ 12 تموز 2005
المتعلّق بقواعد آداب مهنة المحاماة

أ) المحامي الذي أسندت إليه مهام رئيس بولينيزيا الفرنسية أو وزير بولينيزيا الفرنسية أو ولاية نائب في جمعية بولينيزيا الفرنسية، فيما يتعلق بالإجراءات المتخذة ضد البلدات وضد بولينيزيا الفرنسية والمؤسسات العامة لهذه الجماعات الإقليمية؛

ب) المحامي الذي أسندت إليه مهام عضو المجلس الإقليمي أو ولاية عضو الجمعية الإقليمية لجزر واليس وفوتونا فيما يتعلق بالإجراءات المتخذة ضد هذا الإقليم ومؤسساته العامة والدوائر الإقليمية.

لا يجوز للمحامي الذي أسندت إليه ولاية المستشار العام في مايوت أو في سان–بيير–إي–ميكلون، طيلة مدة هذه الولاية، اتخاذ أي إجراء متعلق بمهنته مباشرة أو بصورة غير مباشر ضد جماعة المحافظة والبلدات ومؤسساتها العامة.

المادة 285

يدخل هذا المرسوم حيز النفاذ في 1 يناير/كانون الثاني 1992، باستثناء المواد 246 و250 و251 و261 و263، التي تطبق فورا.

المادة 286

يتولى وزير الدولة وزير التربية الوطنية، ووزير الدولة وزير الاقتصاد والمالية والموازنة، وحارس الأختام، وزير العدل، ووزير العمل والتوظيف والتدريب المهني، ووزير محافظات وأقاليم ما وراء البحار، والوزير المفوض المكلف بالموازنة، كل في مجال اختصاصه، تنفيذ هذا المرسوم، الذي سينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الفرنسية.

القانونيين؛

المرسوم رقم 234–80 المؤرخ في 2 أبريل/نيسان 1980 المتعلق بتدريب المحامين المقبلين وبشهادة التأهيل لممارسة مهنة المحاماة.

المادة 282–1

يعين مجلس نقابة المحامين، من أجل تطبيق المادة 180 في غوادلوب ومارتينيك وغويانا، خمسة أعضاء أصيلين لشغر مقاعد في المجلس التأديبي، بعد كل تجديد من التجديدات المنصوص عليها في المادة 5. يعين مجلس نقابة المحامين خمسة نوّاب وفق نفس الشروط.

المادة 283

تطبق المواد من 1 إلى 98 ومن100 إلى 117 و120 ومن 122 إلى 199 ومن 205 إلى 255 ومن 257 إلى 262 ومن 265 إلى 270 ومن 272 إلى 278 و281 و282 على أقاليم ما وراء البحار. وكذلك الشأن فيما يخص مايوت، باستثناء المادتين 253 و281.
لا تطبق المواد 99 و118 و119 و121 ومن 200 إلى 204 و236 إلى 244 و253 و256 و263 و264 و271 و280 و281 على الجماعة الإقليمية سان–بيير–إي–ميكلون. يطبق الباب الرابع على لسان–بيير–إي–ميكلون في صيغته السابقة الواردة في المرسوم رقم المؤرخ في 24 مايو/أيار 2005.
أصول الإجراءات المدنية التي تشير إليها مواد هذا المرسوم، باستثناء الأحكام المتعلقة بالمجلس الوطني لنقابات المحامين، هي الأصول المطبقة في كل إقليم من أقاليم ما وراء البحار وفي مايوت.

المادة 284

لا يجوز للمحامي الذي أسندت إليه مهام عضو حكومة أو ولاية بصفة عضو اجتماع سياسي أو جمعية ولاية، أو ولاية عضو مجلس الشيوخ العرفي لكاليدونيا الجديدة، طيلة مدة تقلده هذا المنصب أو توليه هذه الولايات، اتخاذ أية إجراءات متعلقة بمهنته، مباشرة أو بصورة غير مباشرة، ضد كاليدونيا الجديدة وولايات هذه الأقاليم وبلداتها ومؤسساتها العامة.

كذلك الشأن فيما يخص الأشخاص التالين:

· تنشئ قانون العمل – المادة (V) 3–R221

المادة 280

تطبق أحكام هذ المرسوم المتعلقة بنقباء المحامين السابقين والمحامين الفخريين، على التوالي، على الرؤساء السابقين للجنة الوطنية للمستشارين القانونيين والرؤساء السابقين للجان الإقليمية للمستشارين القانونيين، والمستشارين القانونيين الفخريين.

المادة 281

تنقل الأموال والقيم والسندات التي أودعها محام يمارس مهنته في أقاليم ما وراء البحار في حساب إيداع مفتوح في مصرف أو في صندوق الودائع والأمانات في أجل لا يتجاوز 31 ديسمبر/كانون الأول 1992 إلى صندوق الأتعاب المالية للمحامين الذي أنشأته نقابة المحامين.

المادة 282

ألغي ما يلي:

المرسوم رقم المؤرخ في 9 يونيو/حزيران 1972 المنظم لمهنة المحاماة، الذي أصدر من أجل تطبيق القانون رقم 1130–71 المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المتضمن إصلاح بعض المهن القضائية والقانونية؛

المرسوم رقم 670–72 المؤرخ في 13 يوليو/تموز 1972 المتعلق باستعمال صفة المستشار القانوني؛

المرسوم رقم 671–72 المؤرخ في 13 يوليو/تموز 1972 المتعلق بواجب التأمين وضمانة الأشخاص المسجلين في قائمة المستشارين القانونيين؛

المرسوم رقم 783–72 المؤرخ في 25 أغسطس/آب 1972 المتعلق بالتأمين والضمانة المالية والأتعاب المالية ومحاسبة المحامين؛

المرسوم رقم 305–78 المؤرخ في 15 مارس/آذار 1978 المنشئ لجان إقليمية ولجنة وطنية للمستشارين

بيد أنه، تطبيقا للمادة XII–50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، يجوز إعفاء المستشارين القانونيين السابقين الذين يرغبون في الالتحاق بمهنة موثق العقود من كل الشهادة أو جزء من الشهادة المنصوص عليها في البند 6 من المادة 3، ومن التمارين المنصوص عليها في المادة 4 وفي البند 1 من الفقرة الأولى من المادة 110 من المرسوم المؤرخ في 5 يوليو/تموز 1973 المذكور آنفا، باقتراح من اللجنة المنصوص عليها في المرسوم رقم المؤرخ في 19 أغسطس/آب 1991.

المادة 275

عدّلت الأحكام التالية:

- تعدل قانون التنظيم القضائي. – المادة R*212–4 (V)

المادة 276

عدّلت الأحكام التالية:

تعدل قانون التنظيم القضائي. – المادة R*212–5 (M)

الباب الثامن: أحكام متنوعة.

المادة 277

تطبق قواعد الشؤون المدنية على جميع الأمور التي لا ينظمها هذا المرسوم.

المادة 278

عدّلت الأحكام التالية:

- تعدل المرسوم رقم المؤرخ في 25 أغسطس/آب 1972 المادة 1 (V)

المادة 279

عدّلت الأحكام التالية:

يجوز للأشخاص المشار إليهم في المادة 49 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا الالتحاق بالمهن التالية:

1 – مهنة المحاماة في مجلس الدولة ومحكمة النقض دون حيازة الألقاب أو الشهادات المطلوبة في البندين 2 و3 من المادة 1 من المرسوم رقم المؤرخ في 28 أكتوبر/تشرين الأول 1991 المتعلق بشروط الالتحاق بمهنة المحاماة في مجلس الدولة ومحكمة النقض وإذا أثبتوا أنهم كانوا مقيدين في 1 يناير/كانون الثاني 1992 في جدول المحامين أو مسجلين في قائمة المستشارين القانونيين منذ خمس سنوات على الأقل؛ كما يعفى هؤلاء الأشخاص من الشرط المنصوص عليه في البند 4 من نفس المادة؛

2 – مهنة وكيل الدعاوى لدى محكمة الاستئناف دون حيازة الألقاب أو الشهادات المطلوبة في البند 5 من المادة 1 من المرسوم المؤرخ في 19 ديسمبر/كانون الأول 1945 الصادر من أجل تطبيق نظام وكلاء الدعوى؛

3 – مهنة موثق العقود دون حيازة الألقاب أو الشهادات المطلوبة في البند 5 من المادة 3 من المرسوم رقم المؤرخ في 5 يوليو/تموز 1973 المتعلق بالتدريب المهني في مجال توثيق العقود وشروط الالتحاق بمهام موثق العقود ودون تقديم امتحان الالتحاق بمركز التدريب المهني لموثقي العقود المنصوص عليه في المادة 11 من نفس المرسوم؛

4 – مهنة مأمور الدلالة القضائي دون حيازة الألقاب أو الشهادات المطلوبة في البند 5 من المادة 2 من المرسوم رقم 541–73 المؤرخ في 19 يونيو/حزيران 1973 المتعلق بالتدريب المهني لمأموري الدلالة القضائيين وشروط الالتحاق بهذه المهنة ودون تقديم امتحان الالتحاق بالتمرين المنصوص عليه في البند 6 من المادة 2 من نفس المرسوم؛

5 – مهنة كاتب المحكمة التجارية دون حيازة الألقاب أو الشهادات المطلوبة في البند 6 من المادة 1 من المرسوم رقم المؤرخ في 29 يوليو/تموز 1987 المتعلق بشروط الالتحاق بمهنة كاتب المحكمة التجارية؛

6 – مهنة المحضر القضائي دون حيازة الألقاب أو الشهادات المطلوبة في البند 5 من المادة 1 من المرسوم رقم 770–75 المؤرخ في 14 أغسطس/آب 1975 المتعلق بشروط الالتحاق بمهنة المحضر القضائي؛

7 – مهنتي المدير القضائي والوكيل القضائي المكلف بتصفية الشركات دون حيازة الألقاب أو الشهادات المطلوبة في المادة 4 من المرسوم رقم 1389–85 المؤرخ في 27 ديسمبر/كانون الأول 1985 المتعلق بالمديرين القضائيين والوكلاء القضائيين المكلفين بتصفية الشركات وخبراء تشخيص أوضاع الشركات.

المادة 274

يظل الأشخاص المذكورون في المادة 273 ملزمين بالتمرين والامتحان المهني، إذا لم تعفهم منهما النصوص السارية على كل مهنة من المهن المعنية.

لامتحان اختبار المعارف.

المادة 268

تؤخذ مدة ممارسة الأنشطة التي تمت حتى 1 يناير/كانون الثاني 1992 والمنصوص عليها في الأحكام المعمول بها سابقا بغية استعمال إشارة التخصص في الحسبان بقدر يعادل مدتها، من أجل حساب مدة الممارسة المهنية التي تشترطها المادة 88 ومن أحل منح شهادة التخصص الموافقة. يظل المعني بالأمر، مع ذلك، ملزما بالخضوع لامتحان اختبار المعارف.

المادة 269

تسري أحكام المواد من 187 إلى 199 فورا على الملاحقات التأديبية الجارية في 1 يناير/كانون الثاني 1992.

المادة 270

لا ينطبق الطابع غير الموقف لطلب نقض الحكم وأجل تقديمه إلا على القرارات التي تصدرها محكمة الاستئناف اعتبارا من 1 يناير/كانون الثاني 1992.

المادة 271

تسلم طلبات التسجيل في قائمة المستشارين القانونيين الموجودة قيد الدراسة لدى نائب الجمهورية في 1 يناير/كانون الثاني 1992، كما هي لمجلس نقابة المحامين المختص، مرفقة عند الاقتضاء برأي نائب الجمهورية ورأي اللجنة الإقليمية للمستشارين القانونيين. يطلب مجلس نقابة المحامين رأي اللجنة الإقليمية إذا لم يطلبه نائب الجمهورية.

المادة 272

يجوز للمستشارين القانونيين السابقين إتمام المهام القضائية التي كلفوا بها قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992.

المادة 273

تتولى مراكز التدريب المهني للمحامين تنظيم دورات تدريب مهني لا تقل مدتها الإجمالية عن 200 ساعة يتابعها الأشخاص الموجودون في طور التمرين بحلول 1 يناير/كانون الثاني 1992 بغية الالتحاق بمهنة المستشار القانوني السابقة مع مراعاة الاتفاقيات الجارية المبرمة مع هيئات التدريب العامة أو الخاصة التي اعتمدتها اللجنة الوطنية للمستشارين القانونيين.

المادة 265

يجوز للمحامين المسجلين في قائمة التمرين قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992، بناء على طلبهم، البقاء في هذه القائمة طيلة المدة المتبقية من مدة التمرين المنصوص عليها في الأحكام النافذة قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992.

المادة 266

من أجل تطبيق المادة 86، يجب، قبل 1 أكتوبر/تشرين الأول 1992، وضع القائمة التي تتضمن على وجه الخصوص تخصصات المستشارين القانونيين السابقين المعترف بها بموجب النظام المعمول به قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992. إذا لم يقدم المجلس الوطني لنقابات المحامين اقتراحا في الأجل المحدد، يتولى حارس الأختام، وزير العدل، تحديد القائمة مباشرة.

المادة 267

يعفى من امتحان اختبار المعارف المنصوص عليه في المادة 1-12 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، أعضاء مهنة المحاماة الجديدة الذين قد مارسوا بحلول 1 يناير/كانون الثاني 1992 نشاطا قانونيا غالبا بصفتهم محامين أو مستشارين قانونيين لمدة خمس سنوات على الأقل، والذين طلبوا، عملا بأحكام المادة IX-50 من نفس القانون، الحصول على شهادة تخصص.

يحق لهؤلاء الأعضاء، اعتبارا من 1 يناير/كانون الثاني 1992، طلب الاعتراف بتخصص أو عدة تخصصات موافقة لتخصصات المستشارين القانونيين الموجودة بموجب النظام المعمول به قبل هذا التاريخ.

في حال ممارسة النشاط القانوني الغالب لأقل من خمس سنوات، تؤخذ مدته في الاعتبار عند حساب الممارسة المهنية التي تشترطها المادة 88 لمنح شهادة التخصص الموافق. يظل المعني بالأمر، مع ذلك، ملزما بالخضوع

يجب على الرئيس، في غضون ثلاثة أيام اعتبارا من هذا التاريخ، تقديم قوائم الترشيحات إلى رؤساء كل لجنة من اللجان المنشأة في المادة 259، الذين يسلمونها، بلا تأخير، لكل مندوب في دائرة اختصاصهم، مع الإشارة إلى تاريخ الاقتراع.

المادة 261

تمتد ولاية مجالس إدارة مراكز التدريب المهني للمحامين، دون تغيير تركيبتها، إلى غاية تعيين مجالس إدارة جديدة، الذي يجب أن يجري في أجل لا يتجاوز 29 فبراير/شباط 1992.

المادة 262

تبقى شهادة النجاح في امتحان الدخول إلى مركز التدريب المهني للمحامين وشهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة التي منحت قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992 صالحة من أجل الالتحاق بمهنة المحاماة الجديدة.

يقام امتحان الالتحاق بمركز التدريب المهني الإقليمي وشهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة لدورة 1992 وفق الإجراءات التي حددت قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992. يعفى حاملو الدكتوراه في القانون الذين، عملا بالفقرة الثانية من المادة 1-12 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، الذين لديهم الحق في التقدم مباشرة لاختبارات شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة، في هذه الدورة، من الاختبار المنصوص عليه في البند d من الفقرة الأولى من المادة 26 من المرسوم رقم المؤرخ في 2 أبريل/نيسان 1980، المعمول به قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992.

تظل برنامج وأساليب التعليم المعمول بها قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992 معتمدة في عام 1992 في مراكز التدريب المهني الإقليمية.

المادة 263

تضع اللجان الإقليمية للمستشارين القانونيين بحلول 31 ديسمبر/كانون الأول 1991 قائمة الأشخاص المذكورين في الفقرة الثانية من المادة VI-50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

المادة 264

تحدد اللجنة عدد مقاعد المندوبين الواجب شغرها وفق عدد المحامين المسجلين في نقابات المحامين الموجودة في دائرة اختصاصها بحلول 1 يناير/كانون الثاني 1992، وتحدد تاريخ ابتداء الاقتراع التي يجب أن يجري خلال آخر أسبوع من شهر فبراير/شباط 1992.

يجب على كل نقيب محامين عضو في اللجنة أن يبلغ هذه المعلومات قبل 7 فبراير/شباط 1992 لمجلس نقابته والمحامين أصحاب حق التصويت المذكورين في الفقرة الثانية من المادة 15 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

المادة 260

تقام لجنة قبل 15 فبراير/شباط 1992 من أجل إجراء أول انتخاب لأعضاء المجلس الوطني لنقابات المحامين، تتألف من عشرة أعضاء وهم:

– نقيب المحامين في باريس؛

– رئيس مؤتمر نقباء المحامين؛

– رؤساء منظمات المحامين المهنية الثلاث الأكثر تمثيلا بحلول 31 ديسمبر/كانون الأول 1991؛

– رئيس اللجنة الوطنية للمستشارين القانونيين وعضو فيها؛

– رؤساء كل منظمة من منظمات المستشارين القانونيين المهنية الثلاث الأكثر تمثيلا بحلول 31 ديسمبر/كانون الأول 1991.

تعين هذه اللجنة رئيسها من بين أعضائها، بواسطة اقتراع سري أحادي بالأغلبية في دورة واحدة. عندما تتعادل الأصوات يفوز المرشح الأكبر سنا.

تحدد اللجنة تاريخ الاقتراع الذي يجب أن يجري خلال آخر أسبوع من شهر مارس/آذار 1992.

يجب أن تصل إعلانات الترشح إلى رئيس اللجنة قبل 15 مارس/آذار 1992.

من أجل تطبيق المادة 259، وخلافا لما هو منصوص عليه في المادتين 24 و26، يجوز لكل وكيل حيازة خمس وكالات.

المادة 257

من أجل تطبيق المواد 9 و24 و27 و96 و109، ستراعى الأقدمية المكتسبة بصفة مستشار قانوني مسجل في القائمة.

المادة 258

بغية إجراء التجديدين الأولين لمجلس نقابة المحامين، يجب أن يتألف ثلث الأعضاء المنصرفين في المقام الأول من أعضاء المجلس الذين عبروا عن رغبتهم في مغادرته. وإذا كان عددهم أقل من ثلث أعضاء المجلس، يعوض الفرق عن طريق السحب بالقرعة.

المادة 259

تتألف اللجنة المنشأة في المادة 21، من أجل إجراء أول انتخاب لمندوبي الهيئات المنصوص عليها في المادة 1-21 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، من الأعضاء التالين:

1 – نقباء نقابات المحامين المستقرة في دائرة الاختصاص؛

2 – محام تعينه كل منظمة من منظمات المحامين المهنية الأربع الأكثر تمثيلا بحلول 31 ديسمبر/كانون الأول 1991؛

3 – آخر رئيس للجنة الإقليمية للمستشارين القانونيين وأعضاء سابقين فيها يحدد عددهم وفق عدد نقباء المحامين؛

4 – مستشار قانوني سابق تعينه كل منظمة من منظمات المستشارين القانونيين السابقين المهنية الأربع الأكثر تمثيلا بحلول 31 ديسمبر/كانون الأول 1991.

يجري، في أجل لا يتجاوز 15 يناير/كانون الثاني 1992، إنشاء اللجان المؤقتة المكلفة بوضع جميع الترتيبات الضرورية أو إعدادها لدى كل نقابة من نقابات المحامين بغية انتخاب نقيب المحامين وأعضاء مجلس نقابة المحامين للمهنة الجديدة.

تتألف كل لجنة، بالتساوي، من خمسة أعضاء على الأكثر يعينهم مجلس نقابة المحامين وخمسة أعضاء على الأكثر تعينهم اللجنة الإقليمية للمستشارين القانونيين.

تحدد كل لجنة، فيما يخص أول انتخاب لأعضاء مجلس نقابة المحامين، عدد المقاعد المخصص لأعضاء المهن السابقة للمحاماة أو المستشارين القانونيين وفق عدد الذين التحقوا منهم بمهنة المحاماة الجديدة. وفي حال انعدام اتفاق بين أعضاء اللجنة، تخضع المسألة لوساطة رئيس محكمة الدرجة الأولى الكبرى.

المادة 255

يجب إجراء انتخابات نقباء المحامين وأعضاء مجالس نقابات المحامين للمهنة الجديدة، قبل حلول 1 فبراير/شباط 1992.

يجوز انتخاب نقباء المحامين وأعضاء مجالس نقابات المحامين لمهنة المحاماة السابقة ورؤساء وأعضاء اللجان الإقليمية والوطنية السابقة للمستشارين القانونيين مجددا لفترة إجمالية قدرها ولاية واحدة. ومع ذلك، فإن نقباء المحامين ورئيس اللجنة الوطنية للمستشارين القانونيين ورؤساء اللجان الإقليمية للمستشارين القانونيين، الذين مازالوا يمارسون مهامهم في 1 يناير/كانون الثاني 1992، والذين انتخبوا بصفة نقباء في نقابات المحامين الجديدة إثر الانتخابات المذكورة في الفقرة الأولى، لهم الحق لدى تقلدهم منصبهم أن يعلنوا بأنهم سيقضون ولايتهم إلى غاية نهاية عام 1992 فحسب.

المادة 256

في محافظة رئونيون، يحق للناخبين التصويت بالوكالة لانتخاب نقباء المحامين ومجالس نقابات المحامين المنصوص عليها في المادة 255. يجوز لكل وكيل حيازة خمس وكالات.

في حال لم تعيّن اللجنة الإقليمية للمستشارين القانونيين المختصة أعضاء اللجنة المنصوص عليها في المادة 254، تتولى اللجنة الوطنية للمستشارين القانونيين إجراء هذا التعيين.

يمدد عمل مجالس نقابات المحامين، دون تغيير تركيبتها، إلى غاية إنشاء مجالس نقابات المحامين للمهنة الجديدة. ينطبق الأمر ذاته على نقباء المحامين الذين يمدد عملهم إلى غاية انتخاب نقيب المحامين الجديد وعلى اللجان الإقليمية للمستشارين القانونيين إلى غاية إنشاء آخر مجلس من مجالس نقابتهم في دائرة اختصاص كل لجنة من هذه اللجان.

يمدد عمل اللجنة الوطنية للمستشارين القانونيين، دون تغيير تركيبتها، إلى غاية إنشاء المجلس الوطني لنقابات المحامين.

تحل الهيئات المهنية النظامية للمهنة الجديدة، باستثناء الصندوق الوطني لنقابات المحامين الفرنسية، محل هيئات مهنتي المحاماة والمستشارين القانونيين السابقتين.

المادة 252

تنقل الأملاك والوثائق والملفات والمحفوظات المهنية والأموال الموجودة في حوزة المجالس السابقة لنقابة المحامين واللجان الإقليمية السابقة للمستشارين القانونيين إلى مجالس نقابات المحامين للمهنة الجديدة.

بيد أن الوثائق والملفات والمحفوظات المتعلقة بالتدريب المهني الموجودة في حوزة اللجان الإقليمية للمستشارين القانونيين تنقل إلى مراكز تدريب المحامين المهني الإقليمية.

تنقل الأملاك والوثائق والملفات والمحفوظات المهنية والأموال الموجودة في حوزة اللجنة الوطنية السابقة للمستشارين القانونيين المخصصة للتدريب المهني إلى المجلس الوطني لنقابات المحامين.

المادة 253

تنقل الأموال والقيم والسندات التي أودعها مستشار قانوني قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992 في حساب إيداع مفتوح في مصرف أو في صندوق الودائع والأمانات إلى صندوق الأتعاب المالية للمحامين الذي أنشأته نقابة المحامين التي كان المستشار القانوني السابق مسجلا فيها، في أجل لا يتجاوز 31 ديسمبر/كانون الأول 1992.

المادة 254

لا يتحقق التنازل الذي يقدمه المستشارون القانونيون بغية تسجيلهم في جدول نقابة الخبراء المحاسبين أو المحاسبين القانونيين عملا بالمادة X-50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، أو بغية تعيينهم في مهام موثق العقود عملا بالمادة XII-50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، إلا بتحقق الشرط الموقف لهذا التسجيل أو التعيين.

المادة 247

يعد مجلس نقابة المحامين بحلول 1 يناير/كانون الثاني 1992، قوائم المحامين السابقين والمستشارين القانونيين السابقين المنتمين للمهنة الجديدة. تعلق كل قائمة، وهي تضم المحامين الذين اختاروا تعيين موطنهم المهني في دائرة اختصاص محكمة الدرجة الأولى الكبرى، في الأماكن المخصصة لذلك في هذه المحكمة وفي نقابة المحامين. وترسل نسخة من القوائم إلى النائب العام.

المادة 248

تسجل شركات المشورة القانونية غير الشركات المدنية المهنية المنشأة قبل 1 يناير/كانون الثاني 1992، بهذه الصفة، في جدول نقابة المحامين إلى حين امتثالها لأحكام القانون رقم المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1990.

المادة 249

يعتبر المستشارون القانونيون الذين أصبحوا أعضاء في مهنة المحاماة الجديدة بحلول 1 يناير/كانون الثاني 1992 أنهم قد أدوا اليمين حسب صيغة الفقرة الثانية من المادة 3 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

المادة 250

يجب على المحامي الذي يتنازل عن الانتماء للمهنة الجديدة أن يعلم زبائنه بلا تأخير، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم، بضرورة اختيار محام آخر لكي يحل محله في الدعاوى الحالية اعتبارا من تاريخ انسحابه من قائمة التمرين أو من جدول نقابة المحامين.

المادة 251

المادة 241-7

تتخذ اللجنة قراراتها بعد سماع رئيس الصندوق وكذلك عند الاقتضاء، نقيب أو نقباء المحامين وكل شخص تعتبر اللجنة سماعه ضروريا.

يجوز لرئيس الصندوق تلقي المساعدة من محام من اختياره.

يجب أن تكون قرارات اللجنة معللة ونافذة تنفيذا مؤقتا. يبلغ رئيس الصندوق القرارات بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. يجوز الطعن في قرارات اللجنة أمام محكمة الاستئناف في باريس في غضون شهر من تاريخ تبليغها. ويجوز الحكم بإيقاف تنفيذ القرار.

المادة 242

يجب على المحامي الذي رخص له بفتح مكتب أو عدة مكاتب فرعية خارج دائرة اختصاص نقابة المحامين التي ينتمي إليها صرف الأتعاب المالية المذكورة في البند 9 من المادة 53 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا بواسطة صندوق الأتعاب المالية الذي أنشأه مجلس نقابة المحامين التي ينتمي إليها المحامي.

القسم الثالث: أحكام خاصة بأجرة المحامي. (ملغى)

الباب السابع: أحكام انتقالية.

المادة 246

يجوز للمحامين والمستشارين القانونيين، تطبيقا لأحكام الفقرة الفرعية الأولى من الفقرة الأولى من المادة 1 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، الراغبين في التنازل عن انتمائهم لمهنة المحاماة الجديدة أن يخبروا بذلك نائب الجمهورية لدى محكمة الدرجة الكبرى الأولى لمكان تسجيلهم ونقيب نقابة المحامين الموجودة في دائرة اختصاص محكمة الدرجة الأولى الكبرى المذكورة، قبل 31 ديسمبر/كانون الأول 1991، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

يعد المحامون تقريرا بعد انتهاء تحرياتهم.

يرسل التقرير إلى اللجنة المنصوص عليها في المادة 241-3 وإلى النائب العام لدى محكمة الاستئناف التي استقر مقر الصندوق في دائرة اختصاصها وإلى نقيب أو نقباء المحامين لنقابة المحامين التي أنشئ فيها الصندوق.

المادة 241-5

عندما يكشف التقرير إخلالا بالقواعد والواجبات المنصوص عليها في هذا المرسوم، أو في القرار المذكور في المادة 241-1، يجوز للجنة، من تلقاء نفسها، أو بعد أن يرفع النائب العام لدى محكمة الاستئناف التي استقر مقر الصندوق في دائرة اختصاصها الأمر إليها، اتخاذ أحد الإجراءات المنصوص عليها في المادة 241-6.

يدعى نقيب أو نقباء المحامين ورئيس الصندوق بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم من أجل الإدلاء بملاحظاتهم. ويكون لديهم أجل شهر للقيام بذلك.

المادة 241-6

يجوز للجنة المراقبة إبداء آراء وتقديم توصيات. كما يحق لها إلزام الصناديق بوضع حد لحالات الإخلال المذكورة في المادة 241-5. تضمن اللجنة تنفيذ الالتزام المنصوص عليه في الفقرة 2 من المادة 237-1.

في حال تقصير هيئات إدارة الصندوق، أو احتمال عدم تقديم الأموال أو السندات أو القيم المودعة، أو الإخلال بقواعد تخصيص الإيرادات المالية المنصوص عليها في المادة 235-2، يجوز للجنة المراقبة تعيين محام لمدة لا تفوق سنة واحدة قابلة للتجديد مرة واحدة، بغية مساعدة رئيس الصندوق.

لا يجوز المحامي المعين لهذا الغرض أن يكون عضوا في نقابة أو نقابات المحامين التي أنشئ فيها الصندوق.

يجوز للمحامي إبداء جميع الآراء وتقديم جميع النصائح والتحذيرات. كما يحيط النائب العام ولجنة المراقبة علما بذلك بانتظام.

يجوز للجنة المراقبة إيقاف عمل الصندوق وتنظيم إدارته المؤقتة، إذا اقتضت الحاجة الملحة.

تتألف هذه اللجنة من رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين ونقيب نقابة المحامين في باريس ورئيس مؤتمر نقباء المحامين ورئيس الاتحاد الوطني لصناديق المحامين. يعين كل منهم نائبا يجري اختياره من ضمن المنظمة التي يمثلها كل واحد منهم.

تنتخب اللجنة من بين أعضائها رئيسا لها وكذلك العضو الذي من شانه أن يحل محل الرئيس عند غيابه أو تعذر قيامه بمهامه.

يجوز للجنة، بطلب منها، الحصول على مساعدة تقنية يقدمها أي شخص يعين بواسطة قرار يصدره حارس الأختام، وزير العدل.

تعد اللجنة نظامها الداخلي.

عندما تتعادل الأصوات، يكون صوت الرئيس مرجحا.

المادة 241-4

يجوز للجنة، في أي وقت، بعد الاطلاع بوجه خاص على التقارير التي أعدها مدققو الحسابات المعتمدون، إبداء آراء أو تقديم توصيات موجهة إلى الصناديق.

يجوز أيضا للجنة، في أي وقت، من تلقاء نفسها، أو بطلب من نقيب المحامين أو النائب العام لدى محكمة الاستئناف التي استقر مقر الصندوق في دائرة اختصاصها، إجراء مراقبة للصناديق أو التكليف بإجرائها، بواسطة محام أو عدة محامين تعينهم لهذا الغرض.

لا يجوز للمحامين المعينين لهذا الغرض أن يكونوا أعضاء في نقابة أو نقابات المحامين التي أنشئ فيها الصندوق.

يجوز للمحامين المعينين تلقي المساعدة من شخص أو عدة أشخاص يختارونهم، بعد الحصول على موافقة اللجنة.

يجب على الصناديق أن تقدم للمحامين جميع الوثائق التي يعتبرونها ضرورية لأداء مهمتهم.

لا يجوز اقتطاع أية أتعاب لصالح المحامي بدون إذن خطي مسبق من الزبون.

المادة 241-1

يحدد قرار يتخذه حارس الأختام، وزير العدل، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين، القواعد السارية على الودائع واستعمال الأموال أو السندات أو القيم المذكورة في البند 9 من المادة 53 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

المادة 241-2

يعين مجلس أو مجالس نقابات المحامين التي أنشئ لديها الصندوق مدقق حسابات معتمد لولاية مدتها ستة سنوات، يختار من ضمن القائمة المذكورة في المادة 219 من القانون رقم المؤرخ في 24 يوليو/تموز 1966 الخاص بالشركات التجارية، ويستوفي شروط الاختيار التي حددتها المادة 30 من القانون المؤرخ في 10 يوليو/تموز 1991 المذكور آنفا.

يراقب مدقق الحسابات المعتمد المعين كما سلف امتثال الصندوق لجميع القواعد والواجبات المنصوص عليها في هذا المرسوم والقرار المذكور في المادة 241-1.

يجوز لمدقق الحسابات المعتمد الحصول على جميع الوثائق والمعلومات الضرورية لتنفيذ مهمته.

يحرر مدقق الحسابات المعتمد تقريرا كل سنة.

يرسل التقرير إلى اللجنة المنصوص عليها في المادة 241-3 وإلى النائب العام لدى محكمة الاستئناف التي استقر مقر الصندوق في دائرة اختصاصها وإلى نقيب أو نقباء المحامين لنقابة المحامين التي أنشئ الصندوق فيها.

المادة 241-3

تقام لجنة مراقبة مكلفة بضمان امتثال صناديق الأتعاب المالية للمحامين لجميع القواعد والواجبات المنصوص عليها في هذا المرسوم والقرار المذكور في المادة 241-1.

المادة 239

يبلغ النائب العام لدى محكمة الاستئناف التي استقر مقر الصندوق في دائرة اختصاصها واللجنة المنصوص عليها في المادة 241-3 المداولة المنصوص عليها في المادة 236 والقرارات المنصوص عليها في المادة 238 بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

يجوز للنائب العام إحالة هذه المداولات والقرارات إلى محكمة الاستئناف وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 16.

المادة 240

تودع الأموال والسندات والقيم المذكورة في البند 9 من المادة 53 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، التي يتلقاها المحامون، في حساب مفتوح باسم صندوق الأتعاب المالية للمحامين لدى قيود مصرف أو قيود صندوق الودائع والأمانات.

المادة 240-1

تسجل القيود الخاصة بنشاط كل محام في حساب فردي مفتوح باسمه.

يقسم كل حساب فردي بدوره إلى عدد من الحسابات الفرعية يساوي عدد القضايا التي يعالجها المحامي.

يحظر نقل الأموال بين الحسابات الفرعية، باستثناء الحصول على إذن خاص مسبق ومعلل من رئيس الصندوق.

لا يجوز أن يكون رصيد أي حساب فرعي مدينا.

المادة 241

لا يجوز سحب أية أموال من الحساب المذكور في المادة 240-1 دون أن يفحصها صندوق الأتعاب المالية للمحامين مسبقا وفق الإجراءات التي حددها القرار المذكور في المادة 241-1.

يجوز للمؤمِن الذي عقد لديه التأمين المنصوص عليه في المادة 209-1 والضامن الذي سجلت لديه الضمانات المالية المنصوص عليها في المادة 210-1 الحصول، بمجرد الطلب، من المحامي الذي يعمل بصفة وسيط ائتماني على المحاسبة، وعند الاقتضاء، على تقرير مدقق الحسابات المعتمد المكلف بعمليات الوساطة الائتمانية. وينطبق نفس الشيء على قائمة المودعين وعناوينهم.

القسم الثاني: صندوق الأتعاب المالية للمحامين.

المادة 236

ينشأ صندوق الأتعاب المالية المنصوص عليه في البند 9 من المادة 53 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا من خلال مداولة مجلس نقابة المحامين أو، عندما يكون الصندوق مشتركا بين عدة نقابات، من خلال مداولة مشتركة بين مجالس نقابات المحامين المعنية.

المادة 237

يؤسَس صندوق الأتعاب المالية للمحامين بصفة جمعية مرخص بها خاضعة للقانون المؤرخ في 1 يوليو/تموز 1901 المذكور آنفا أو، في محافظات "با ران" و"أو ران" و"موزيل"، بصفة جمعية خاضعة للقانون المحلي. يقع الصندوق تحت مسؤولية نقابة أو نقابات المحامين التي أنشأته.

المادة 237-1

يجب أن يثبت صندوق الأتعاب المالية للمحامين للجنة المنصوص عليها في المادة 241-3 أنه تتوفر لديه الإمكانيات المادية والبشرية اللازمة لتسيير شؤونه.

عندما يتعذر ذلك، يجب على الصندوق، بعد تداول مجالس نقابات المحامين المعنية، التجمع مع صندوق أو عدة صناديق أخرى لإقامة صندوق مشترك يفي بهذا الواجب.

المادة 238

يجب على مجلس أو مجالس نقابات المحامين، تنفيذا للمداولة المنصوص عليها في المادة 236، تحرير النظام الأساسي للصندوق ووضع نظامه الداخلي.

من المادة 17 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.
يطلع نقيب المحامين النائب العام، مرة واحدة على الأقل كل سنة، على نتيجة عمليات الفحص هذه.
يعهد بفحص محاسبة الشركات التي أسسها محامون ينتمون إلى نقابات محامين مختلفة والمكاتب التي فتحت مكتبا فرعيا في دائرة اختصاص نقابة محامين أخرى، إلى مجلس نقابة المحامين التي يقع مقر الشركة الرئيسي أو مكتب المحاماة الرئيسي في دائرة اختصاصها، ويجوز للمجلس طلب وثائق المحاسبة الخاصة بالنشاط الذي أجري في دوائر اختصاص نقابات المحامين الأخرى.
يطلع نقيب محامي هذا المجلس نقباء المحامين في النقابات التي تخضع محاسبة أعضائها للفحص على سير هذه العملية ونتيجتها.
يجوز لمجلس نقابة المحامين الذي يتولى عمليات الفحص تكليف مجالس نقابات المحامين المحلية ببعض عمليات الفحص التي تطبق على أعضاء نقاباتها.

المادة 235-1

تخصص الإيرادات المالية الناجمة عن الأموال والسندات والقيم المذكورة في البند 9 من المادة 53 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا حصريا لما يلي:

1 – تمويل الخدمات التي تصب في المصلحة الجماعية للمهنة، خصوصا أنشطة التدريب والتوعية والادخار وكذلك الأنشطة الاجتماعية لنقابات المحامين؛

2 – تغطية المصروفات الخاصة بعمل خدمة المساعدة القضائية وتمويل المساعدة في الانتفاع بالقانون.

المادة 235-2

لا يجوز للمحامين صرف الأتعاب المالية المذكورة في البند 9 من المادة 53 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا إلا بواسطة الصندوق المنصوص عليه في المادة ذاتها.

لا يجوز للمحامين الحصول على وكالة تخولهم التصرف بأموال مودعة في حساب مفتوح باسم زبونهم أو باسم الغير، من غير أحد الحسابات الفرعية المذكورة في المادة 240-1.

المادة 235-3

يجب تدوين عمليات كل محام في وثائق محاسبة أعدت، على الخصوص، من أجل تسجيل عمليات صرف الأموال وتسليم السندات أو القيم للمحامي في إطار عملياته المهنية وكذلك العمليات المتعلقة بعمليات الصرف والتسليم هذه.

يجب على المحامي عندما يعمل بصفة وسيط ائتماني مسك دفاتر محاسبة مستقلة، خاصة بهذا النشاط. ويجب عليه أن يفتح حسابا معدا خصيصا لكل واحدة من عمليات الوساطة الائتمانية التي يقوم بها.

يجري إمساك حسابات المحامي وفق الشروط المنصوص عليها في هذا القسم الفرعي.

المادة 232

يجب على المحامي أن يقدم محاسبته لنقيب المحامين متى طلب منه ذلك.

يجب على المحامي أن يقدم جميع المستخرجات الضرورية لمحاسبته بطلب من رئيس محكمة الدرجة الأولى الكبرى أو رئيس محكمة الاستئناف الأول اللذان رفع أمامهما نزاع بخصوص الأتعاب أو النفقات أو في مجال الضريبة.

المادة 233

يترتب على جميع عمليات صرف الأموال أو تسليم السندات والقيم للمحامي، إلا أذا كان يعمل بصفة وسيط ائتماني، تسليم أو إرسال إشعار بالتسلم، إذا لم يعط إيصال مخالصة لقاءها.

المادة 234

لا تخالف أحكام هذا الفصل القواعد السارية على الأتعاب المالية والمحاسبة المتعلقة مباشرة بالمهام التابعة وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 11 وفي الفقرة الثانية من المادة 38 من قانون المؤرخ في 25 يناير/كانون الثاني 1985.

المادة 235

يحدد النظام الداخلي لنقابة المحامين الإجراءات الكفيلة بضمان عمليات الفحص المنصوص عليها في البند 9

عندما يفتتح المحامي مكتبا فرعيا في دائرة اختصاص نقابة محامين لا ينتمي إليها المحامي، يجب أن يمتد التأمين والضمانة المالية المنصوص عليهما في المادة 27 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، اللذان عقدا في إطار المؤسسة الرئيسية، بحيث يشملا الأعمال المنجزة في المكتب الفرعي.

فيما يخص المحامين أعضاء الجمعيات أو الشركات التي أسسها محامون ينتمون إلى نقابات محامين مختلفة، يبقى التأمين المنصوص عليه في المادة 27 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا مبرما من قبل نقابة المحامين التي يكون المحامي مسجلا فيها.

الفصل الثالث: الأتعاب المالية والمحاسبة

القسم الأول: أحكام عامة

القسم الفرعي 1: نظام الأتعاب المالية.

المادة 229

يصرف المحامي الأتعاب المالية المتعلقة بنشاطه المهني، شريطة إثبات حصوله على وكالة خاصة عندما يكون الحصول عليها واجبا، ومع الامتثال لقواعد هذا المرسوم والنظام الداخلي لنقابة المحامين. لا يجوز للأتعاب المالية إلا أن تكون تابعة للإجراءات القانونية والقضائية التي يجريها المحامي في إطار ممارسته المهنية.

المادة 230

لا يجوز صرف الأتعاب المالية المذكورة في المادة 229 إلا بواسطة شيك أو تحويل بنكي، إلا إذا لم تتجاوز قيمتها 150 يورو، وهو المبلغ الذي يمكن أن تصرف الأتعاب في حدوده نقدا لقاء إيصال مخالصة.

القسم الفرعي 2: قواعد المحاسبة ووثائقها.

المادة 231

القسم الثالث: تعدد التأمينات والضمانات.

لمادة 226

خلافا لأحكام المادة 209، يجوز للمحامي العضو في نقابة محامين عقدت التأمين المنصوص عليه في المادة 207 تلقي أموال وسندات وقيم بمبلغ يفوق المبلغ الأقصى للضمانة التي تمنحها شركة التأمين، إذا أثبت حيازته ضمانة مالية، تعادل المبالغ الفائضة، منحت وفق الشروط المنصوص عليها في القسم الثاني.

المادة 227

لا يحق للمحامي أن يبرم اتفاقيات ضمانة مع عدة ضامنين لتغطية أي من الأنشطة المنصوص عليها في الفقرة الأولى من المادة 212 إلا إذا كان مقدار المبالغ التي ينوي تلقيها أكبر من مبلغ الضمانة التي يستطيع كل ضامن على حدة أن يمنحها له.

في هذه الحالة، يجب أن يكون كل ضامن على حدة قد أخطر بجميع الاتفاقيات المبرمة مع الضامنين الآخرين ويجب إشعار كل ضامن، عند الاقتضاء، بكل تعديل يترتب عليه تخفيض أو توقيف أو حذف كل الضمانات الأصلية الممنوحة من قبل الضامنين الآخرين أو جزء منها.

يحمل الترتيب الذي يتدخل الضامنون وفقه عند تنفيذ الضمانة والمبلغ الأقصى لكل ضمانة، المشار إليهما في وثيقة مستقلة، توقيع جميع الضامنين.

تسري أحكام الفقرة الثانية عندما يمنح مصرف أو مؤسسة ائتمانية أو شركة تأمين أو شركة ضمان تعاوني، من غير تلك التي تضمن جميع أنشطة المحامي، ضمانة تكميلية تغطي عملية محددة.

في جميع الأحوال، يجب على المعني بالأمر والضامن إخبار نقيب المحامين بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم بالضمانات التكميلية الممنوحة وإجراءات تنفيذها.

القسم الرابع: حكم مشترك.

المادة 228

التوقيف المؤقت للمحامي أو منعه المؤقت أو حذفه أو شطبه من الجدول.

بيد أنه يجوز، ما عدا في حالة الشطب، تمديد الضمانة بإذن من نقيب المحامين. إذا كانت الاتفاقية الأصلية لا تنص صراحة على هذا التمديد، فيجب أن يكون التمديد موضع اتفاق بين الضامن، والمحامي أو خلفه أو المحامي الذي ينوب عنه أو الإدارة المؤقتة.

المادة 223

في حال توقفت الضمانة لأي سبب من الأسباب، يجب على الضامن أن يخبر نقيب المحامين والمؤسسة التي فتح فيها الحساب المخصص لتلقي الأموال بذلك فورا، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم أو عن طريق تسليم إخطار لقاء إيصال.

يخطر النقيب بلا تأخير، وبنفس الطرق، الأشخاص الواردة أسماؤهم وعناوينهم في وثائق المحاسبة الذين قاموا بالصرف أو المدفوعات أو الذين يستحقون الصرف أو المدفوعات.
يخطر ضامن المحامي الذي يعمل بصفة وسيط ائتماني المسؤول عن توقيف الضمانة والمستفيد من ذلك مباشرة، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

المادة 224

تبقى الضمانة نافذة حيال الغير حتى انتهاء أجل ثلاثة أيام بعد صدور إشعار توقيف الضمانة الذي يعطيه الضامن لنقيب المحامين وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 223.

المادة 225

يستمر الضامن في تغطية الديون المذكورة في المادة 219 المترتبة على الصرف أو المدفوعات التي تمت قبل تاريخ توقيف الضمانة إذا قدمها الدائن في أجل ثلاثة أشهر من تاريخ استلام البريد المسجل أو الإخطار المنصوص عليه في الفقرة الثانية من المادة 223 فيما يخص الأشخاص المعنيين بالضمانة أو اعتبارا من تاريخ انتهاء الأجل المحدد في المادة 224 فيما يخص الأشخاص الآخرين.

لا يسري هذا الأجل على الدائنين المذكورين في الفقرة الثانية من المادة 223 إلا إذا تضمن الإشعار الذي سلم إليهم الأجل الذي منح لهم من أجل تقديم الديون.

رد المحامي بالرفض أو عدم الرد خلال أجل شهر اعتبارا من تاريخ التبليغ. يخطر المحامي المضمون نقيب المحامين بهذا الإنذار بلا تأخير.

عندما يعترض الضامن على شروط بدء سداد الدين أو على مبلغ الدين، يجوز للدائن أن يرفع دعوى مباشرة على الضامن أمام الجهة القضائية المختصة.

المادة 220

يحيط الضامن نقيب المحامين علما على الفور بطلبات الدفع المرفوعة إليه.

يقدم نقيب المحامين اسم وعنوان المؤسسة الضامنة للمحامي ومبلغ الضمانات المقررة إلى جميع الأشخاص الذين يعنيهم الأمر.

المادة 221

يسدد الضامن المبلغ المستحق بعد انتهاء أجل ثلاثة أشهر اعتبارا من تاريخ تقديم طلب خطي، مع المراعاة، عند الاقتضاء، لأي اعتراض يرفع أمام القاضي. إذا تم وقف الضمانة قبل انتهاء الأجل المنصوص عليه في الفقرة الأولى، تطبق أحكام المادة 225.

عندما تتعدد الطلبات المقدمة في الآجال المفروضة، يجرى الأداء على أساس تناسبي في حال فاق مبلغ هذه الطلبات الإجمالي مبلغ الضمانة.

القسم الفرعي 4: وقف الضمانة.

المادة 222

تتوقف الضمانة سواء بسبب انتهاء عقد الكفالة المبرم مع المصرف أو المؤسسة الائتمانية أو شركة التأمين أو شركة الضمان التعاوني أو فسخ هذا العقد من قبل المحامي أو المصرف أو المؤسسة الائتمانية أو شركة التأمين أو شركة الضمان التعاوني.

تتوقف أيضا الضمانة بوفاة الشخص المضمون أو، عندما يتعلق الأمر بشركة، باختتام تصفيتها أو بسبب

السقوف بعقد المحامي الوسيط الائتماني ضمانة مالية إضافية أو تأمين تكميلي طوعا، تعقد وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرة الأولى من المادة 209-1.

لا تسري المواد 213 و214 و216 على الضمانات المالية الممنوحة وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرة الأولى.

المادة 217

يسلم المصرف أو المؤسسة الائتمانية أو شركة التأمين أو شركة الضمان التعاوني للمحامي شهادة ضمانة مطابقة للنموذج الذي حدده القرار المشترك بين حارس الأختام، وزير العدل، والوزير المكلف بالاقتصاد والمالية.

المادة 218

يجوز للضامن طلب الاطلاع على جميع سجلات المحاسبة ووثائقها وكذلك على الكشف الكامل، للسنة المنصرمة، للحساب المخصص لتلقي أموال الزبائن.

يجوز له أيضا أن يطلب من المحامي تقديم إثبات للتأمين المنصوص عليه في المادة 205.

توجه هذه الطلبات إلى المحامي عبر نقيب المحامين، إلا إذا كان المحامي يعمل بصفة وسيط ائتماني.

القسم الفرعي 3: استخدام الضمانة المالية.

المادة 219

تغطي الضمانة المالية جميع الديون المترتبة على دفع أموال أو تسليم سندات أو قيم عند إجراء أحد الأعمال أو العمليات المذكورة في المادة 212. وتسري الضمانة بمجرد إثبات أن الدين حقيقي ونقدي وواجب الأداء وأن الشخص المضمون عاجز عن الوفاء، دون أن يستطيع الضامن الاحتجاج بحق التجريد ضد المدين. عندما يكون الدين موضع نزاع رفع أمام العدالة، يجب أن يبلغ المدعي الذي أقام الدعوى الضامن بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

فيما يخص الضامن، يتحقق عجز المحامي المضمون عن الوفاء بعد إنذاره بدفع المستحقات أو إعادتها يتبعه

باستثناء ظروف خاصة معللة قانونيا ومع مراعاة أحكام المادة 226، لا يجوز أن يقل مبلغ الضمانة التي تمنح لمحام عمل لمدة عام على الأقل بصفة محام على أقصى مبلغ من المبالغ التي لا يزال هذا المحامي مدينا بها، في وقت ما في خلال الأشهر الاثني عشر السابقة، من صرف الأموال وتسليم السندات والقيم التي جرى تلقيها في إطار العمليات المذكورة في المادة 212.

لا تؤخذ في الاعتبار عند حساب المبالغ المشار إليها في الفقرة الأولى، السندات الاسمية والشيكات والسندات الواجبة الدفع لحساب شخص مسمى غير المحامي أو صندوق الأتعاب المالية.

عندما يمارس المحامي نشاطه منذ أقل من سنة، يؤخذ بالاعتبار، بغية تحديد مبلغ الضمانة، تصريح مشفوع بالقسم يحرره المعني بالأمر ويتضمن قيمة المبالغ القصوى التي ينوي حيازتها خلال مدة الضمانة التي تحددها الاتفاقية.

إذا صرح المعني بالأمر عن نيته عدم تلقي أموال على نحو اعتيادي، أو إذا، فضلا عن ذلك، كان قد مارس نشاطه منذ سنة على الأقل ولم يتلق أية أموال خلال المدة السابقة للضمانة، تحدد الأقساط والمشاركات التي قد يفرضها عليه الضامن وفق أدنى نسبة متداولة لدى المصارف أو المؤسسات الائتمانية أو شركات التأمين أو شركات الضمان التعاوني.

المادة 215

يراجع مبلغ الضمانة في نهاية كل فترة سنوية أو في حال حدوث ظروف خاصة تطرأ خلال السنة.

يجوز أيضا رفع المبلغ بطلب من المحامي لمدة زمنية محدودة.

المادة 216

لا يجوز للمحامي، مع مراعاة أحكام المادة 226، تلقي أموال وسندات وقيم، باستثناء تلك المذكورة في الفقرة الثانية من المادة 214، إلا في حدود مبلغ الضمانات الممنوح.

المادة 216-1

لا يجوز أن يقل مبلغ الضمانات المالية الممنوح لمحام يعمل بصفة وسيط ائتماني عن 5٪ من قيمة العقارات و20٪ من قيمة غيرها من الأموال والحقوق والكفالات، التي تقدر بحسب قيمتها يوم نقلها. ولا تمس هذه

تفرض التزامات الضمانة المالية المنصوص عليها في هذا الفصل على شركات المحاماة المدنية المهنية وشركات المحاماة الحرة، والمحامين الذين يمارسون المهنة فرديا أو في إطار جمعية أو شركة محاصة، والمحامين الذين يمارسون المهنة بصفتهم معاونين ما داموا يمارسون المهنة لحسابهم الخاص في نفس الوقت.

المادة 210-1

يجب على كل محام يعمل بصفة وسيط ائتماني، إذا لم يختر عقد التأمين المنصوص عليه في المادة 209-1، إثبات حيازته الضمانات المذكورة في الفقرة الرابعة من المادة 27 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

المادة 211

لا تتحقق الضمانات المنصوص عليها في المادتين 210 و210-1 قانونيا إلا عن طريق كفالة يتعهد بها مصرف أو مؤسسة ائتمانية أو شركة تأمين أو شركة ضمان تعاوني مؤهلة لتقديم الكفالة.

يجب أن تقدم الكفالة من خلال اتفاقية خطية تحدد شروطها العامة وتشير، على الخصوص، إلى مبلغ الضمانة المقدمة وشروط التعويض وإجراءات المراقبة المحاسبية والضمانات المقابلة التي من المحتمل أن يفرضها الضامن.

المادة 212

تخصص الضمانة المنصوص عليها في المادة 210 لرد الأموال أو السندات أو القيم التي تلقاها المحامي في إطار أنشطته المهنية لصالح المتضرر.
تخصص الضمانات المالية المنصوص عليها في المادة 210-1 لرد الأموال والحقوق والكفالات التي نقلت في إطار عقد وساطة ائتمانية لصالح المتضرر.

القسم الفرعي 2: تحديد الضمانة المالية.

المادة 213

مع مراعاة أحكام المادة 226، يجب على المحامي أن يطلب ضمانة مالية يساوي مبلغها أقصى مبلغ للأموال التي ينوي حيازتها على الأقل.

المادة 214

فيما يخص المؤمِن، يتحقق إعسار المحامي بعد إنذاره بدفع المستحقات أو إعادتها يتبعه رد المحامي بالرفض أو عدم الرد خلال أجل شهر اعتبارا من تاريخ التبليغ.

يخطر صاحب الإنذار والمحامي نقيب المحامين بالإنذار بلا تأخير.

المادة 209

مع مراعاة أحكام المادة 226، لا يجوز للمحامي، العضو في نقابة المحامين التي عقدت التأمين المنصوص عليه في المادة 207، تلقي أموال أو سندات أو قيم يفوق مبلغها مبلغ الضمانة التي يقدمها المؤمِن.

لا تؤخذ في الاعتبار عند حساب المبالغ المشار إليها في الفقرة الأولى، السندات الاسمية والشيكات والسندات الواجبة الدفع لحساب شخص مسمى غير المحامي أو صندوق الأتعاب المالية المنصوص عليه في البند 9 من المادة 53 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

المادة 209-1

يجب على كل محام يعمل بصفة وسيط ائتماني، عندما لا يختار عقد الضمانات المالية المنصوص عليها في الفقرة الرابعة من المادة 27 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، أن يكون قد عقد تأمينا لصالح المتضرر، خاص بنشاطه، يغطي إعادة الأموال والحقوق والكفالات المعنية.
يجب ألا تتضمن عقود التأمين سقفا للضمانة يقل عن 5٪ من قيمة العقارات و20٪ من قيمة غيرها من الأموال والحقوق والكفالات، التي تقدر بحسب قيمتها يوم نقلها. ولا تمس هذه السقوف بعقد المحامي الوسيط الائتماني ضمانة مالية إضافية طوعا.

القسم الثاني: الضمانة المالية

القسم الفرعي 1: أحكام عامة.

المادة 210

يجب على كل محام، إذا لم يكن عضوا في نقابة للمحامين عقدت التأمين المنصوص عليه في المادة 207 ومع مراعاة أحكام المادة 226، إثبات حيازته الضمانة المذكورة في الفقرة الثانية من المادة 27 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

سويا.
يجب على كل محام يعمل بصفة وسيط ائتماني أن يكون مؤمنا ضد التبعات المالية لمسؤوليته المدنية المهنية، المترتبة على التقصير والأخطاء المرتكبة عند ممارسته مهامه، بواسطة عقد تأمين خاص بهذا النشاط يعقده المحامي شخصيا.
يجب ألا تتضمن عقود التأمين سقف ضمانة يقل عن 000 500 1 يورو سنويا للمؤمَن الواحد، وألا يفوق خالص التأمين الذي يتكفل به المؤمَن 10٪ من التعويضات المستحقة، في حدود 050 3 يورو. لا يحج الضحايا بخالص التأمين.

المادة 206

تكون المسؤولية المدنية المهنية للمحامي العضو في شركة للمحاماة أو المحامي المعاون أو الأجير عند محام آخر مكفولة بواسطة تأمين الشركة التي ينتمي إليها المحامي أو تأمين المحامي الذي يعمل عنده بصفة معاون أو أجير.

مع ذلك، عندما يمارس معاون المحامي مهنة المحاماة لحسابه الخاص في نفس الوقت، يجب عليه إثبات عقده تأمينا يغطي المسؤولية المدنية المهنية التي قد يتحملها بسبب هذه الممارسة.

الفصل الثاني: التأمين لصالح المتضرر والضمانة المالية

القسم الأول: التأمين لصالح المتضرر.

المادة 207

تتولى نقابة المحامين إبرام عقد التأمين المنصوص عليه في الفقرة الثانية من المادة 27 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا لدى شركة تأمين خاضعة لقانون التأمينات.

يغطي التأمين، لصالح المتضرر، تسديد الأموال أو السندات أو القيم التي يتلقاها المحامون الأعضاء في نقابة المحامين التي عقدت التأمين عند ممارستهم نشاطهم المهني.

المادة 208

تسري ضمانة التأمين المنصوص عليه في المادة 207 عند إعسار المحامي العضو في نقابة المحامين التي عقدت التأمين، بمجرد إثبات أن الدين حقيقي ونقدي وواجب الأداء.

السويسري الذين اكتسبوا تأهيلهم في إحدى هذه الدول الأعضاء أو الأطراف من غير فرنسا أو في الاتحاد السويسري، والذين يمارسون نشاطهم المهني في فرنسا بصورة دائمة بصفتهم المهنية الأصلية وفق أحكام الباب الرابع من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

المادة 203-1

عندما يخل المحامي المذكور في المادة 203، في فرنسا، بالقواعد المهنية، يرسل نقيب المحامين إلى السلطة المختصة في الدولة التي اكتسبت فيها الصفة المهنية المعلومات المناسبة بشأن الإجراءات التأديبية المزمع اتخاذها.

تتضمن هذه المعلومات على الخصوص الأفعال المنسوبة إلى المحامي، والقواعد المهنية المعنية، والإجراءات التأديبية السارية والعقوبات المستحقة. كما تحاط السلطة المختصة علما بأحكام المادة 88 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا وأحكام هذه المادة.

يرفع الأمر أمام الهيئة التأديبية المنصوص عليها في المادة 22 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا في أجل لا يجوز أن يقل عن شهر اعتبارا من تاريخ إنجاز هذه الإجراءات.

يحق للسلطة المختصة، بعد رفع الأمر أمام الهيئة التأديبية، أن تدلي بملاحظاتها الخطية متى شاءت.

الباب الخامس: حرية المحامين رعايا الدول الأعضاء في الجماعات الأوروبية في تقديم الخدمات في فرنسا. (ملغى)

الباب السادس: التأمين والضمانة المالية والأتعاب المالية ومحاسبة المحامين

الفصل الأول: تأمين المسؤولية المدنية المهنية.

المادة 205

يجب على كل محام أن يكون مؤمنا ضد التبعات المالية للمسؤولية المدنية المهنية المعرفة في الفقرة الأولى من المادة 27 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، بواسطة عقد يوقعه المحامون لدى شركة تأمين خاضعة لقانون التأمينات، سواء جماعيا أو فرديا، أو عقد توقعه نقابة المحامين والمحامون

يقدم الخدمة المذكور في المادة 201 محاميا آخر. يخطر الفريق الأكثر عجلة المحكمة بذلك ويبلغها اسم المحامي الذي اختار لديه موطنا مؤقتا.

المادة 202-2

يبقى المحامون المذكورون في المادة 202 خاضعين، لغرض ممارسة أنشطة أخرى في فرنسا غير تلك المنصوص عليها في المادة 202-1، لشروط الممارسة والقواعد المهنية السارية على مهنتهم في الدولة التي استقروا فيها.

كما أنهم ملزمون، لغرض ممارسة هذه الأنشطة، بالامتثال للقواعد المفروضة على المحامين المسجلين في نقابة محامين فرنسية، لا سيما القواعد المتعلقة بالتنافي بين ممارسة أنشطة المحاماة، في فرنسا، ومزاولة أنشطة أخرى، وبالسر المهني، والعلاقات بين الزملاء، ومنع قبول نفس المحامي توكيل أطراف لها مصالح متعارضة، والدعاية. ولا تسري هذه القواعد على هؤلاء المحامين إلا إذا تأتى لهم احترامها رغم عدم استقرارهم في فرنسا وما دام احترامها مسوغا موضوعيا بغية ضمان الممارسة اللائقة لأنشطة المحاماة وكرامة المهنة واحترام أوجه التنافي في فرنسا.

المادة 202-3

عندما يخل المحامون المذكورون في المادة 202 بأحكام هذا المرسوم، تسري عليهم أحكام المادة 180 وما بعدها المتعلقة بتأديب المحامين المسجلين في نقابة محامين فرنسية. غير أنه، من أجل تطبيق المادة 184، يستعاض عن العقوبات التأديبية المتمثلة بالمنع المؤقت والشطب من الجدول أو من قائمة التمرين بعقوبة المنع المؤقت أو النهائي من ممارسة أنشطة مهنية في فرنسا. يجوز للسلطة التأديبية الفرنسية أن تطلب من السلطة المختصة في دولة المحامي الأصلية تقديم معلومات مهنية خاصة بالمحامين المعنيين بالأمر. تبلغ السلطة التأديبية الفرنسية السلطة المختصة القرارات المتخذة. لا يعتبر تقديم هذه المعلومات انتهاكا لطابعها السري.

الفصل الثالث: الممارسة الدائمة لمهنة المحاماة.

المادة 203

تسري أحكام هذا المرسوم، مع مراعاة أحكام هذا الفصل، على المحامين رعايا الدول الأعضاء في الجماعة الأوروبية أو غيرها من الدول الأطراف في الاتفاق الخاص بالمنطقة الاقتصادية الأوروبية أو رعايا الاتحاد

يجب ممارسة النشاط المهني للمحامين رعايا الدول الأعضاء في الجماعة الأوروبية أو غيرها من الدول الأطراف في الاتفاق الخاص بالمنطقة الاقتصادية الأوروبية أو رعايا الاتحاد السويسري، المستقرين بصورة دائمة في إحدى هذه الدول الأعضاء أو الأطراف من غير فرنسا أو في الاتحاد السويسري وفق الشروط التالي تعريفها. بيد أنه لا يجوز أن يشمل النشاط المجالات الخاضعة لاختصاص الموظفين العموميين أو الرسميين.

يستخدم هؤلاء المحامون، في فرنسا، إحدى الصفات المذكورة في المادة 201، المعبر عنها في لغة أو لغات الدولة التي استقروا فيها، مقترنة باسم الهيئة المهنية التي ينتمون إليها أو باسم الولاية القضائية المؤهل لهم ممارسة مهنتهم في نطاقها عملا بقانون هذه الدولة.

يجوز للنائب العام لدى محكمة الاستئناف التي تقدم الخدمات في دائرة اختصاصها، أو لنقيب نقابة المحامين المختصة إقليميا، أو لرئيس الولاية القضائية أو الهيئة القضائية أو التأديبية وأعضائها، أو ممثل السلطة العامة المؤهل، الذي يمثل المحامي أمامه أن يطلب منه إثبات صفته المهنية.

المادة 202-1

عندما يقوم محام مذكور في المادة 202 بتمثيل زبون أو الدفاع عنه أمام العدالة أو أمام السلطات العامة، يمارس المحامي مهامه وفق نفس شروط المحامين المسجلين في نقابات المحامين الفرنسية.
يجب على المحامي الامتثال للقواعد المهنية الفرنسية دون الإخلال بالواجبات غير المخالفة المفروضة عليه في الدولة التي استقر فيها.
لا يجوز للمحامي في القضايا المدنية، عندما يكون التمثيل إلزاميا أمام محكمة الدرجة الأولى الكبرى، الدفاع عن الأطراف أو تمثيلهم إلا بعد اختيار موطن لدى محام مستقر لدى المحكمة التي رفع الأمر أمامها الذي يجب أن يبلغ إجراءات الدعوى أصولا. يجب على المحامي الوكيل أن يرفق بعريضة افتتاح الدعوى أو بتوكيل الدفاع، حسب الحالة، وثيقة، تحمل توقيع هذا المحامي، تثبت وجود اتفاقية تجيز اختيار الموطن من أجل الدعوى المعنية.

لا يجوز للمحامي الترافع أمام محكمة الاستئناف عندما يكون التمثيل إلزاميا إلا بعد اختيار موطن لدى محام مخول بتمثيل الأطراف أمام هذه المحكمة الذي يجب أن يبلغ جميع إجراءات الدعوى أصولا. يجب على المحامي الوكيل أن يرفق بتوكيله وثيقة، تحمل توقيع هذا المحامي، تثبت وجود اتفاقية تجيز اختيار الموطن من أجل الدعوى المعنية.
يحق لكلا المحاميين الموقعين على الاتفاقية المذكورة في الفقرتين السابقتين وضع حد للاتفاقية في أي وقت بواسطة إشعار يبلغه المحامي لزميله وللمحامين الذين يمثلون الأطراف الأخرى، شريطة أن يعين المحامي الذي

– في النمسا: rechtsanwalt؛

– في بولندا: adwokat، radca prawny؛

– في البرتغال: advogado؛

– في رومانيا: avocat؛

– في سلوفينيا: odvetnik، odvetnica؛

– في سلوفاكيا: advokajt، komercpn prajvnik؛

– في فنلندا: asianajaja، advokat؛

– في السويد: advokat؛

– في المملكة المتحدة: advocate، barrister، solicitor؛

– في سويسرا: avocat، advokat، anwalt، fürsprecher، fürsprech، avvocato، rechtsanwalt؛

– في آيسلندا: l gmaour؛

– في ليختنشتاين: rechtsanwalt؛

– في النرويج: advokat.

الفصل الثاني: حرية تقديم الخدمات.

المادة 202

- في بلغاريا: адвокат

- في الجمهورية التشيكية: Advokajt؛

- في الدانمرك: advokat؛

- في ألمانيا: rechtsanwalt؛

- في إستونيا: vandeadvokaat؛

- في اليونان: dikigoros؛

- في إسبانيا: abogado، advocat، avogado، abokatu؛

- في آيرلندا: barrister، solicitor؛

- في إيطاليا: avvocato؛

- في قبرص: dikigoros؛

- في لاتفيا: zverinats advokalts؛

- في ليتوانيا: advokatas؛

- في لكسمبرغ: avocat؛

- في هنغاريا: ügyvéd؛

- في مالطا: avukat، prokuratur legali؛

- في هولندا: advocaat؛

المادة 199

يجب تنفيذ قرار توقيف العمل المؤقت الذي صدر بحق المحامي الملاحق جنائيا أو تأديبيا على الرغم من رفع الاستئناف.

يعمل النائب العام على تنفيذ إجراء التوقيف المؤقت ويراقب ذلك.

الفصل الثاني: الإجراءات التأديبية (ملغى).

الباب الخامس: ممارسة رعايا الدول الأعضاء في الجماعة الأوروبية، وغيرها من الدول الأطراف في الاتفاق الخاص بالمنطقة الاقتصادية الأوروبية، أو رعايا الاتحاد السويسري، مهنة المحاماة بصفتهم المهنية الأصلية

الفصل الأول: أحكام مشتركة

المادة 200

يسري هذا الباب على المحامين رعايا إحدى الدول الأعضاء في الجماعة الأوروبية أو غيرها من الدول الأطراف في الاتفاق الخاص بالمنطقة الاقتصادية الأوروبية أو رعايا الاتحاد السويسري الذين اكتسبوا تأهيلهم في إحدى هذه الدول الأعضاء أو الأطراف من غير فرنسا أو في الاتحاد السويسري، والذين قدموا لممارسة نشاطهم المهني في فرنسا بصورة دائمة أو عرضية بصفتهم المهنية الأصلية.

المادة 201

من أجل تطبيق هذا الباب، لا يحصل على الاعتراف في فرنسا بصفة محام سوى رعايا الدول الأعضاء في الجماعة الأوروبية أو غيرها من الدول الأطراف في الاتفاق الخاص بالمنطقة الاقتصادية الأوروبية أو رعايا الاتحاد السويسري الذين يمارسون أنشطتهم المهنية في إحدى هذه الدول الأعضاء أو الأطراف من غير فرنسا أو في الاتحاد السويسري بإحدى الصفات المهنية التالية:

– في بلجيكا: avocat، advocaat، rechtsanwalt؛

أيام من تاريخ صدورها بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

يبلغ المتظلم منطوق الحكم بعد حيازة المنطوق قوة القضية المقضية.

المادة 197

يجوز للمحامي الذي صدر في حقه قرار تأديبي وللنائب العام ولنقيب المحامين الطعن في هذا القرار. يرفع الأمر إلى محكمة الاستئناف التي تفصل فيه وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 16، بعد سماع النائب العام. تخضع علنية المرافعات لأحكام المادة 194.

يبلغ رئيس قلم محكمة الاستئناف جميع الأطراف طلب الاستئناف، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم مع الإشارة إلى تاريخ النظر في القضية.

يجوز رفع استئناف فرعي خلال خمسة عشر يوما من تاريخ التبليغ بالطعن الأصلي.

يعمل النائب العام على تنفيذ العقوبات التأديبية ويراقب ذلك.

القسم الرابع: التوقيف المؤقت.

المادة 198

لا يجوز النطق بإجراء التوقيف المؤقت المنصوص عليه في المادة 24 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا دون سماع المحامي المتهم أو دعوته ثمانية أيام على الأقل قبل تاريخ النطق بالإجراء.
يستدعى المحامي أو يكلف بالحضور وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 192. تجري الجلسة وفق الشروط المنصوص عليها في المادتين 193 و194.
إذا لم يفصل مجلس نقابة المحامين خلال الشهر الذي قدم فيه طلب التوقيف المؤقت، يعتبر الطلب مرفوضا ويجوز، حسب الحالة، للنائب العام أو نقيب المحامين رفع الأمر إلى محكمة الاستئناف.
تبلغ القرارات المتخذة في مجال التوقيف المؤقت وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 196.
يجوز للمحامي الذي صدر قرار بالتوقيف المؤقت في حقه وللنائب العام ولنقيب المحامين الطعن في هذا القرار. يرفع الأمر إلى محكمة الاستئناف التي تفصل فيه وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 197.

تعقد الجلسة في المدينة التي يوجد فيها مقر محكمة الاستئناف. يجب أن يمثل المحامي الملاحق شخصيا. يجوز للمحامي الملاحق أن يحضر معه محام.

لا يحق للهيئة المصغرة أن تحيل النظر في القضية إلى الهيئة الكاملة للجهة القائمة على التأديب إلا بعد سماع المحامي الذي مثل أمامها.

يعطي الرئيس الكلمة لنقيب المحامين والنائب العام إذا كان النائب العام هو الذي رفع الدعوى التأديبية.

المادة 194

تكون المرافعات علنية. يجوز للهيئة القائمة على التأديب مع ذلك القضاء بإجراء المرافعات أو مواصلتها في غرفة المشورة بطلب من أحد الأطراف أو إذا كان سيترتب على علنية المرافعات المساس بحرمة الحياة الخاصة.

المادة 195

إذا لم تفصل الجهة القائمة على التأديب في موضوع الدعوى المرفوعة أمامها خلال ثمانية أشهر من رفعها أو لم تصدر حكما قبل الفصل في النزاع، يعتبر الطلب مرفوضا ويجوز للسلطة التي رفعت الدعوى أن ترفع الأمر أمام محكمة الاستئناف.

إذا كانت الدعوى غير مهيأة للفصل فيها أو عند حكم الجهة القائمة على التأديب بإحالة القضية بطلب من أحد الأطراف، يجوز للجهة القائمة على التأديب تمديد هذا الأجل لمدة لا تتجاوز أربعة أشهر. يوجه طلب الإحالة، الذي يجب أن يكون خطيا ومعللا ومرفقا به جميع الإثباتات، إلى رئيس الجهة القائمة على التأديب، أو في باريس إلى رئيس الهيئة التأديبية لمجلس نقابة المحامين.

في الحالات المنصوص عليها في الفقرات السابقة، يجري رفع الأمر أمام محكمة الاستئناف التي تفصل في الدعوى، بعد سماع النائب العام، وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 197.

المادة 196

يبلغ المحامي الملاحق والنائب العام ونقيب المحامين القرارات المتخذة في المجال التأديبي في غضون ثمانية

يجب ترقيم جميع الوثائق المكونة للملف التأديبي، لا سيما تقريري التحري والتحقيق، والتوقيع عليها بالأحرف الأولى. تسلم نسخة منها إلى المحامي الملاحق بطلب منه.

المادة 191

يسلم المقرر تقرير التحقيق إلى رئيس المجلس التأديبي، وفي باريس إلى عميد رؤساء الهيئات التأديبية لمجلس نقابات المحامين في أجل لا يتجاوز أربعة أشهر بعد تعيينه. ويجوز، بطلب من المقرر، تمديد هذا الأجل دون تجاوز شهرين بواسطة قرار معلل صادر عن رئيس المجلس التأديبي، أو في باريس عن عميد رؤساء الهيئات التأديبية لمجلس نقابات المحامين. تبلغ الأطراف هذا القرار بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

ترسل نسخة من القرار إلى نقيب المحامين والنائب العام إذا كان وراء رفع الدعوى التأديبية.

يحدد رئيس المجلس التأديبي تاريخ الجلسة، ويحددها في باريس عميد رؤساء الهيئات التأديبية لمجلس نقابات المحامين.

المادة 192

لا يجوز النطق بأية عقوبة تأديبية دون سماع المحامي المتهم أو دعوته ثمانية أيام على الأقل قبل تاريخ النطق بالعقوبة.

يجب دعوة المحامي بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم أو بواسطة تكليف بالحضور يصدره محضر قضائي.

يجب أن تتضمن الدعوة أو التكليف بالحضور، تحت طائلة البطلان، الإشارة بوضوح إلى الوقائع التي دفعت إلى ملاحقة المحامي فضلا عن الإشارة إلى الأحكام التشريعية أو التنظيمية المتضمنة الواجبات التي اتهم المحامي الملاحق بمخالفتها، وكذلك، عند الاقتضاء، إشارة متعلقة بإلغاء وقف التنفيذ.

القسم الثالث: الحكم واستخدام طرق الطعن

المادة 193

القسم الثاني: رفع الدعوى أمام الهيئة التأديبية والتحقيق.

المادة 188

في الحالة المنصوص عليها في المادة 183، يرفع النقيب الذي ينتمي المحامي المتهم إلى نقابته أو النائب العام، مباشرة أو بعد التحقيق بشأن مخالفة قواعد السلوك، الدعوى أمام الهيئة التأديبية بواسطة قرار معلل. ويجب عليهما أن يخبرا مسبقا السلطة القضائية التي لم تقم برفع الدعوى التأديبية.

تبلغ السلطة التي قامت برفع الدعوى التأديبية المحامي الملاحق عريضة الدعوى، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

تسلم نسخة من العريضة إلى مجلس نقابة المحامين التي ينتمي إليها المحامي الملاحق بغية تعيين مقرر.

يعين مجلس نقابة المحامين التي ينتمي إليها المحامي الملاحق عضوا من أعضائه للتحقيق في القضية في غضون خمسة عشر يوما من تاريخ التبليغ.

عندما يتعذر تعيين مقرر من قبل مجلس نقابة المحامين، تلجأ السلطة التي رفعت الدعوى التأديبية إلى رئيس محكمة الاستئناف الأول الذي يتولى هذا التعيين ضمن أعضاء مجلس نقابة المحامين.

المادة 189

يقوم المقرر بجميع إجراءات التحقيق اللازمة.

يجوز سماع جميع الأشخاص الذين من شأنهم المساعدة في التحقيق حضوريا. يجوز للمحامي الملاحق طلب سماعه. ويجوز له أن يحضر معه محام.

يحرر محضر بجميع جلسات سماع الدعوى. ويجب أن تحمل المحاضر توقيع الشخص الذي سمعت أقواله.

ترسل جميع الدعوات إلى المحامي الملاحق بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

المادة 190

المادة 185

لا يجوز تسجيل المحامي الذي جرى شطب اسمه في جدول أي نقابة محامين أخرى.

المادة 186

يجب على المحامي الذي صدر في حقه منع مؤقت الامتناع عن ممارسة أي مهام مهنيه، اعتبارا من تاريخ حيازة القرار قوة القضية المقضية. ولا يجوز له في أي حال من الأحوال استخدام صفة المحامي. ولا يجوز له المشاركة في أنشطة الهيئات المهنية التي ينتمي إليها.

الفصل الثالث: الإجراءات التأديبية

القسم الأول: التحري بشأن مخالفة قواعد السلوك.

المادة 187

يجوز لنقيب المحامين، بمبادرة منه أو بطلب من النائب العام أو بناء على شكوى من أي شخص معني بالأمر، إجراء تحقيق بشأن سلوك محام ينتمي إلى نقابته. ويجوز للنقيب في هذا الصدد تعيين مندوب، من بين أعضاء مجلس نقابة المحامين الحاليين أو السابقين. وعندما يقرر النقيب عدم إجراء تحقيق، يخطر مقدم الطلب أو رافع الشكوى بذلك.

يحرر النقيب تقريرا بناء على العناصر التي جمعت خلال التحري بشأن مخالفة قواعد السلوك، ويقرر ما إذا كان الأمر يقتضي إجراء محاكمة تأديبية. يجب على النقيب أن يبلغ النائب العام قراره، كما يجب عليه، عند الاقتضاء، تبليغ المتظلم.

عندما يكون النائب العام هو الذي طلب إجراء التحقيق، يسلم له نقيب المحامين التقرير.

ينفذ أقدم نقيب محامين في ترتيب الجدول، شريطة أن يكون عضوا في مجلس نقابة المحامين، أحكام هذه المادة عندما يتلقى معلومات تضم اتهامات ضد نقيب المحامين الحالي.

الفصل الأول: أحكام عامة (ملغى)

الفصل الثاني: العقوبات التأديبية.

المادة 183

كل مخالفة للقوانين والتنظيمات، وكل خروج عن القواعد المهنية، وكل إخلال بالنزاهة أو الشرف أو الاحترام، ولو تعلق الأمر بأفعال خارجة عن الممارسة المهنية، تعرض المحامي الذي ارتكبها إلى العقوبات التأديبية المذكورة في المادة 184.

المادة 184

العقوبات التأديبية هي:

1 – الإنذار؛

2 – التوبيخ؛

3 – المنع المؤقت، الذي يجب ألا يفوق ثلاث سنوات؛ 4 – الشطب من جدول المحامين، أو سحب الصفة الفخرية.

قد يشمل الإنذار والتوبيخ والمنع المؤقت الحرمان، بموجب القرار القاضي بالعقوبة التأديبية، من الحق في الانتماء إلى مجلس نقابة المحامين والمجلس الوطني لنقابات المحامين والهيئات الأخرى أو المجالس المهنية وكذلك من تولي مهام نقيب المحامين لمدة لا تتجاوز العشر سنوات.

يجوز للهيئة التأديبية الأمر بنشر العقوبات التأديبية باعتبار النشر عقوبة تبعية.

يجوز أن تتضمن عقوبة المنع المؤقت وقفا للتنفيذ. ولا يشمل وقف تنفيذ العقوبة الإجراءات التبعية المتخذة عملا بالفقرتين الثانية والثالثة. إذا ارتكب المحامي، خلال خمس سنوات من تاريخ النطق بالعقوبة، مخالفة أو خطأ يؤدي إلى النطق بعقوبة تأديبية جديدة فسيترتب على هذه المخالفة أو الخطأ ما لم يصدر قرار معلل تنفيذ العقوبة الأولى دون دمجها مع العقوبة الثانية.

ثلاثة أعضاء أصيلين وثلاثة أعضاء نوّاب في نقابات المحامين التي يتراوح فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت بين مائة ومائتي محام.

بيد أنه، إذا كان عدد نقابات المحامين في دائرة اختصاص محكمة الاستئناف لا يتجاوز نقابتين، تعين كل نقابة ثلاثة أعضاء أصيلين وثلاثة أعضاء نوّاب على الأقل في المجلس التأديبي.

تعين الجمعية العامة في نقابات المحامين التي يقل فيها عدد المحامين عن ثمانية، عضوا أصيلا وعضوا نائبا. يجرى التعيين خلال الأشهر الثلاثة الأخيرة من السنة المدنية.

يجوز لكل نقابة محامين تضم أكثر من مائتي محام من أصحاب حق التصويت تعيين ممثل إضافي ونائب له لكل مائتي محام، شريطة ألا يمثل عدد أعضاء نقابة المحامين هذه نصف عدد أعضاء المجلس التأديبي لمحكمة الاستئناف.

المحامون أصحاب حق التصويت هم المحامون المسجلون في نقابة المحامين قبل 1 سبتمبر/أيلول الذي يسبق تجديد مجلس نقابة المحامين.

يجري التعيين قبل 1 يناير/كانون الثاني الذي يلي التجديد السنوي لمجلس نقابة المحامين.

المادة 181

عندما يتجاوز عدد المحامين أصحاب حق التصويت في دائرة اختصاص محكمة الاستئناف خمسمائة محامي، يجوز للمجلس التأديبي تأليف هيئة إضافية لكل خمسمائة محام.

يوزع رئيس المجلس التأديبي، وفي باريس عميد رؤساء الهيئات التأديبية لمجلس نقابة المحامين، القضايا بين الهيئات.

المادة 182

يضع المجلس التأديبي النظام الداخلي ويحدد عدد الهيئات وتكوينها وينتخب رؤساءها. ويبلغ النائب العام بذلك في أجل ثمانية أيام.

عندما لا يتخذ نقيب المحامين قرارا في الأجل المحدد في الفقرة السابقة، يجوز لكل طرف اللجوء إلى محكمة الاستئناف خلال الشهر الذي يلي انتهاء هذه الآجال.

المادة 179-6

يبلغ الطرفين قرار نقيب المحامين ويجوز لهما منازعته وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 152. كما يجب تبليغ القرار، عند الاقتضاء، لنقيبي المحامين في نقابتي المحامين اللتين ينتمي إليها الطرفين.

المادة 179-7

في حالة عدم إحالة قرارات نقيب المحامين إلى محكمة الاستئناف، يجوز لرئيس محكمة الدرجة الأولى الكبرى التي توجد نقابة هذا النقيب في دائرة اختصاصها جعلها تنفيذية.

الباب الرابع: التأديب

الفصل الأول: المجلس التأديبي.

المادة 180

يؤلف المجلس التأديبي، باستثناء باريس، وفق الشروط المحددة فيما يلي.

يعين مجلس نقابة المحامين في المجلس التأديبي الأعضاء التالين، كلما أجري التجديد المنصوص عليه في المادة 5:

عضوا أصيلا وعضوا نائبا في نقابات المحامين التي يتراوح فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت بين ثمانية وتسعة وأربعين محاميا؛

عضوين أصيلين وعضوين نائبين في نقابات المحامين التي يتراوح فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت بين خمسين وتسعة وتسعين محاميا؛

المادة 179-1

عندما ينشب خلاف بين محاميين في إطار ممارستهما المهنية ويتعذر الصلح، يرفع أحد الطرفين الأمر إلى نقيب نقابة المحامين التي ينتمي إليها المحاميان المعنيان بالأمر.

المادة 179-2

عندما ينشب الخلاف بين محاميين ينتميان إلى نقابتي محامين مختلفتين، يسلم نقيب المحامين الذي رفعت إليه الدعوى بواسطة محام من نقابته عريضة الدعوى إلى نقيب المحامين في النقابة التي ينتمي إليها المحامي المدعى عليه بلا تأخير. ويجب على النقيبين الاتفاق على تعيين نقيب محامين من نقابة ثالثة في أجل خمسة عشر يوما.

عندما يتعذر الاتفاق على التعيين المذكور في هذا الأجل، يخطر نقيب نقابة المحامي المدعي عليه رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين الذي يعين نقيبا ينتمي إلى نقابة محامين أخرى. عندما يوجد عدد من المحامين المدعى عليهم الذين ينتمون إلى نقابات محامين مختلفة، على نقيب المحامين الذي رفع إليه الأمر أن يطلب من البداية من رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين تعيين نقيب محامين ينتمي لنقابة أخرى.

المادة 179-3

يعين رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين، فيما يخص الخلافات المذكورة في الفقرة الأولى من المادة 179-2، بديلا للنقيب الثالث الذي أحيلت إليه الدعوى.

المادة 179-4

تسري القواعد المنصوص عليها في المواد 142 إلى 148 و150 إلى 152 على الخلافات الخاضعة لأحكام هذا القسم.

المادة 179-5

يتخذ نقيب المحامين قراره في أجل أربعة أشهر اعتبارا من تاريخ رفع الدعوى إليه. يجوز تمديد هذا الأجل إلى أربعة أشهر بواسطة قرار معلل، إذا كانت طبيعة الخلاف أو تعقيده يسوغان ذلك، ويبلغ الطرفين هذا القرار بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

يجوز تمديد أجل الأربعة أشهر المنصوص عليه في الفقرة الثالثة لمدة لا تتجاوز أربعة أشهر بقرار معلل من نقيب المحامين. تبلغ الأطراف هذا القرار بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم، وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرة الأولى.

المادة 176

يجوز الطعن في قرار نقيب المحامين أمام رئيس محكمة الاستئناف الأول، الذي يرفع المحامي أو الطرف الأمر أمامه بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. أجل رفع الطعن شهر واحد.

إذا لم يتخذ نقيب المحامين قرارا في الآجال المنصوص عليها في المادة 175، يجب رفع الأمر أمام رئيس محكمة الاستئناف الأول خلال الشهر التالي.

المادة 177

يستدعي رئيس قلم المحكمة المحامي والطرف، ثمانية أيام على الأقل قبل التاريخ المحدد، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

يستمع لهما الرئيس الأول حضوريا. ويجوز له، متى شاء، أن يحيل القضية إلى محكمة الاستئناف التي تفصل فيها وفق نفس الإجراءات.

يبلغ رئيس قلم المحكمة الأمر أو الحكم بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

المادة 178

عند عدم إحالة قرار نقيب المحامين إلى رئيس محكمة الاستئناف الأول، يجوز جعله تنفيذيا بواسطة أمر صادر عن رئيس محكمة الدرجة الأولى الكبرى بطلب من المحامي أو الطرف.

المادة 179

عندما يخص النزاع أتعاب النقيب، يجب أن يرفع أمام رئيس محكمة الدرجة الأولى الكبرى.

يرفع الأمر أمام الرئيس ويفصل فيه، وفق الشروط المنصوص عليها في المادتين 175 و176.

القسم السادس: تسوية الخلافات الناشئة بين المحامين في إطار ممارستهم المهنية

يعلم نقيب المحامين النائب العام باسم النائب أو النواب المعينين.

ينهي نقيب المحامين النيابة تلقائيا، أو بطلب من المحامي المندوب عنه أو المحامي النائب أو النائب العام.

القسم الرابع: الإدارة المؤقتة.

المادة 173

في حالة وفاة المحامي أو عندما يتخذ قرار نافذ بالإيقاف المؤقت أو المنع المؤقت أو الشطب ضد المحامي، يعين نقيب المحامين مديرا أو عدة مديرين يتولون أداء مهامه عوضا عنه. وكذلك الأمر فيما يخص انقضاء الآجال المنصوص عليها في الفقرة الثانية من المادة 171.

يقبض المدير الأجرة الخاصة بالمهام التي قام بها. ويدفع التكاليف الخاصة بتشغيل المكتب على ألا تتجاوز هذه الأجرة. يخبر نقيب المحامين النائب العام بتعيين المدير أو المديرين.

تنتهي الإدارة المؤقتة بقوة القانون بمجرد انتهاء الإيقاف المؤقت أو المنع المؤقت. وتنتهي في الحالات الأخرى بقرار من نقيب المحامين.

القسم الخامس: النزاعات في مجال الأتعاب والنفقات.

المادة 174

لا يجوز تسوية النزاعات المتعلقة بمبالغ أتعاب المحامين واستردادها إلا وفق الإجراءات المنصوص عليها في المواد التالية.

المادة 175

ترفع الأطراف الشكاوى إلى نقيب المحامين بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم أو تسلم إليه لقاء إيصال. يصدر نقيب المحامين إخطارا بتسلمه الشكوى ويخبر المعني بالأمر بأنه يتعين عليه إذا لم يصدر قرار في أجل أربعة أشهر، رفع الأمر أمام رئيس محكمة الاستئناف الأول في غضون شهر واحد.

يجوز للمحامي كذلك أن يرفع أي إشكال أمام نقيب المحامين.

يتلقى نقيب المحامين، أو المقرر الذي يعيّنه، بداية ملاحظات المحامي والطرف في الشكوى. ويجب عليه اتخاذ قراره في غضون أربعة أشهر. يبلغ أمين نقابة المحامين المحامي والطرف هذا القرار خلال خمسة عشر يوما من تاريخ اتخاذه، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. يجب أن تتضمن رسالة التبليغ، تحت طائلة البطلان، أجل الطعن وإجراءاته.

إليها المحامي عند الاقتضاء.

المادة 168

في حالة لم يفصل مجلس نقابة المحامين في الأجل المنصوص عليه في المادة 1-8 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا وعندما يعتبر الترخيص بفتح مكتب فرعي مقبولا بناء على ذلك، يجب على المحامي أن يحيط نقيب مجلس النقابة التي ينتمي إليها المحامي علما بفتح المكتب ويتعين على النقيب إعلام النائب العام المختص بذلك، كما يجب على المحامي أن يخطر نقيب النقابة التي فتح المكتب في دائرة اختصاصها بالأمر.

يعلم المحامي النائب العام لمحكمة الاستئناف التي فتح المكتب الفرعي في دائرة اختصاصها بالأمر، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. يجوز للنائب العام عندئذ رفع الأمر أمام محكمة الاستئناف وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 16.

المادة 169

يجب على كل محام عندما يغلق مكتبا فرعيا أن يعلم نقيب النقابة التي ينتمي إليها بذلك وأيضا نقيب النقابة التي فتح المكتب في دائرة اختصاصها عند الاقتضاء، وعلى النقيبين أن يخطرا النائب العام المختص بذلك.

القسم الثالث: النيابة.

المادة 170

عندما يتعذر على المحامي ممارسة مهامه مؤقتا، لأسباب قاهرة، يحل محله مؤقتا نائب أو عدة نوّاب يختارهم من بين المحامين المسجلين في نفس نقابة المحامين. ويجب على المحامي أن يخبر نقيب المحامين بذلك فورا.

المادة 171

حين يحول عائق دون قدرة المحامي الذي تعذرت عليه ممارسة مهامه على اختيار نائبه أو نوّابه أو لم يقم بهذا الاختيار، يتولى نقيب المحامين تعيين النائب أو النوّاب.

لا يجوز أن تفوق مدة النيابة عاما واحدا؛ بعد انقضاء هذا الأجل، يجوز لنقيب المحامين تمديدها لفترة لا تتجاوز عاما واحدا.

يتولى النائب إدارة مكتب المحامي؛ ويتولى بنفسه أداء جميع المهام المهنية في نفس الظروف التي كان المحامي المندوب عنه سيؤديها فيها.

المادة 172

المادة 157

يبلغ نقيب المحامين النائب العام ورئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين نتيجة هذه التحقيقات مرة واحدة كل سنة على الأقل.

المادة 162

يحدد النظام الداخلي لمجلس نقابة المحامين الأحكام اللازمة لتقديم المعلومات للجمهور بشأن طرق ممارسة أعضاء نقابته لمهنة المحاماة.

المادة 163

يجب على كل محام ترفع ضده دعوى تعويض قضائية تخص نشاطه المهني أن يبلغ نقيب المحامين بذلك بلا تأخير.

المادة 164

لا تسري على المحامين أحكام القانون رقم 9-70 المؤرخ في 2 يناير/كانون الثاني 1970 المنظم لشروط ممارسة الأنشطة الخاصة ببعض العمليات المتعلقة بالعقارات والمحلات التجارية.

القسم الثاني: الموطن المهني.

المادة 165

مع مراعاة أحكام المادتين و من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، يجب على المحامي أن يعين موطنه المهني في دائرة اختصاص محكمة الدرجة الأولى الكبرى التي استقر فيها.

المادة 166

تخضع قرارات مجلس نقابة المحامين التي تفصل في فتح المكاتب الفرعية والطعون المرفوعة ضد هذه القرارات للقواعد المنصوص عليها في الفقرات الثانية والثالثة والخامسة والسادسة من المادتين 102 و 103.

المادة 167

يبلغ مجلس نقابة المحامين قراراته بشأن فتح مكتب فرعي لمحام لا ينتمي إلى هذه النقابة نقيب نقابة المحامين التي ينتمي إليها المحامي، ويبلغ نقيب المحامين النائب العام المختص الأمر.

وينطبق نفس الشيء على القرارات المتعلقة بسحب الترخيص، من أجل الإجراءات التأديبية أمام مجلس نقابة المحامين التي ينتمي

المادة 152

تبلغ أمانة مجلس نقابة المحامين الطرفين قرار نقيب المحامين بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم ويحق للطرفين الطعن في القرار وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرات الأولى والثانية والسادسة من المادة 16. ترسل أمانة نقابة المحامين نسخة من قرار نقيب المحامين إلى النائب العام.
تخضع علنية المرافعات لأحكام المادة 150.
يبلغ قلم المحكمة الطرفين قرار محكمة الاستئناف بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. كما يرسل مسجل أو كاتب المحكمة نسخة من القرار إلى نقيب المحامين والنائب العام.

المادة 153

تكون قرارات نقيب المحامين تنفيذية بقوة القانون بصفة مؤقتة حين تأمر بدفع مبالغ بصفة أجور لمدة لا تتجاوز تسعة أشهر من تولية الأتعاب أو الأجور التي تحسب وفق متوسط الأشهر الثلاثة الأخيرة.

يجوز لرئيس محكمة الدرجة الأولى الكبرى جعل القرارات الأخرى نافذة عندما لا تكون محالة إلى محكمة الاستئناف.

الفصل الثالث: القواعد المهنية

القسم الأول: أحكام عامة.

المادة 154

الأشخاص المقيدون في جدول نقابة من نقابات المحامين في فرنسا هم وحدهم أصحاب الحق في صفة المحامي. يجب على المحامين الإشارة بعد صفتهم إلى هذه النقابة وكذلك، عند الاقتضاء، إلى نقابة المحامين الأجنبية التي ينتمون إليها.

المادة 155

يقدم المحامون لنقيب المحامين بغية إجراء التحقيقات المطبقة بموجب البند 13 من المادة 17 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، بناء على طلب مجرد، الوثائق التي تنص المادة 12-561 .L من القانون النقدي والمالي على حفظها.

المادة 156

يحق للمجلس الوطني لنقابات المحامين تعيين عضو من أعضائه أو أي شخص مؤهل لمساعدة مجلس نقابة المحامين، بطلب منه، في عمليات التحقيق هذه.

يطبق نقيب المحامين المادة 313 من قانون الإجراءات المدنية في حالة تقديم طعن بالتزوير. ويستمر أجل الدعوى في السريان اعتبارا من تاريخ الفصل في الطعن.

المادة 148

في حالة طلب طرف من الطرفين تدبيرا عاجلا، يجوز رفع الأمر أمام نقيب المحامين في أجل قصير.

يجوز لنقيب المحامين في جميع الحالات العاجلة، بناء على طلب طرف من الطرفين، أن يأمر باتخاذ جميع التدابير التي لا تواجه أي اعتراض جدي أو التي يسوغ أمرها وجود خلاف بين الطرفين.

يجوز لنقيب المحامين دائما، حتى مع وجود اعتراض جدي، أن يأمر باتخاذ تدابير تحفظية أو إصلاحية لازمة لتجنب حدوث ضرر وشيك أو لإيقاف خلل غير مشروع بوضوح.

عندما لا يكون وجود الواجب قابلاً للاعتراض الجدي، يجوز للنقيب أن يمنح أحد الطرفين مقابل الوفاء.

المادة 149

على نقيب المحامين اتخاذ قراره خلال أربعة أشهر من تاريخ رفع الدعوى إليه، ما لم تتم تنحيته وما عدا في حال توقف الدعوى، وإلا سحبت منه هذه الدعوى وترفع إلى محكمة الاستئناف. ويجوز تمديد هذا الأجل دون تجاوز أربعة أشهر بواسطة قرار معلل صادر عن نقيب المحامين. يبلغ الطرفين بهذا القرار بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

يجب على نقيب المحامين في الحالات الطارئة، اتخاذ قراره في الشهر الذي يلي تاريخ رفع الدعوى إليه، وإلا سحبت منه الدعوى وترفع إلى رئيس محكمة الاستئناف الأول.

المادة 150

تكون المرافعات علنية. يجوز لنقيب المحامين مع ذلك الأمر بإجراء المرافعات أو مواصلتها دون حضور الجمهور بطلب من أحد الطرفين أو إذا كان سيترتب على علنية المرافعة المساس بحرمة الحياة الخاصة.

المادة 151

عندما يتعذر النطق بالقرار على الفور، يؤجل النطق، بغية إجراء المزيد من المداولات، إلى تاريخ يحدده نقيب المحامين. بعد إحالة القضية للمداولة، لا يجوز تقديم أي طلب أو الدفع بأي إسناد. كما لا يحق تقديم أية ملاحظة أو وثيقة إلا بطلب من نقيب المحامين.

المادة 142

يرفع أحد الطرفين أي نزاع ينجم عن عقد تعاون أو عقد عمل، عند تعذر المصالحة، إلى نقيب المحامين في نقابة المحامين التي تسجل فيها المحامي المعاون أو الأجير، سواء من خلال طلب يودع لقاء إيصال لدى أمانة مجلس نقابة المحامين أو من خلال طلب يرسل بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.
يجب أن يشير طلب رفع الدعوى إلى موضوع النزاع وهوية الطرفين وادعاءات المدعي وإلا كان الطلب غير مقبول.

المادة 143

يحق لنقيب المحامين الامتناع عن النظر في الدعوى. ولا يجوز تنحيته إلا لأحد الأسباب المنصوص عليها في المادة 341 من قانون الإجراءات المدنية.
يودع طلب تنحية النقيب لدى أمانة نقابة المحامين. يدرس الطلب ويبت فيه وفق الإجراءات المنصوص عليها في المواد 344 إلى 354 من قانون الإجراءات المدنية. في حال امتناع نقيب المحامين الحالي أو تنحيه، يحل محله أقدم نقيب عضو في مجلس النقابة وفق ترتيب الجدول أو، إذا تعذر ذلك، أقدم عضو في مجلس النقابة وفق ترتيب التسجيل في الجدول.

المادة 144

يحدد نقيب المحامين الذي رفعت إليه الدعوى فور تسجيل الطلب الآجال التي يجب على الطرفين أن يدليا خلالها بملاحظاتهما ويقدما جميع الوثائق المفيدة للتحقيق في النزاع. كما يحدد النقيب التاريخ الذي سيستمع فيه إلى ملاحظاتهما الشفهية. يحق للطرفين، في كافة مراحل الإجراءات، طلب حضور محام. وترسل إلى محامي الطرفين نسخة من جميع المراسلات التي يرسلها نقيب المحامين إلى هذين الطرفين في إطار الإجراءات.
يدعو نقيب المحامين الطرفين بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم يرسل إليهما ثمانية أيام على الأقل قبل تاريخ الجلسة.
يجب أن تشير رسالة الدعوة إلى حق المعنيين بالأمر في الاستعانة بمحام. ترفق رسالة طلب رفع الدعوى بدعوة المدعى عليه.

المادة 145

يجب أن تحمل محاضر الدعوى واتفاقات الصلح توقيعات نقيب المحامين والطرفين.

المادة 146

يفصل نقيب المحامين في النزاعات بشأن اختصاصه في الدعوى المرفوعة إليه.

المادة 147

يكون لنقيب المحامين سلطة الفصل في طلب تطبيق الخطوط أو الطعن بالتزوير عملا بأحكام المواد 287 إلى 294 و299 من قانون الإجراءات المدنية.

الفروض الخاصة باحترام البنود المتعلقة بظروف العمل.

المادة 138

يُعتبر المحامي رب العمل مسؤولا مدنيا عن الأعمال المهنية التي يقوم بها أجيره أو أجراؤه لحسابه.

يجب على المحامي رب العمل أن يدفع، نيابة عن المحامي الأجير، رسوم الاشتراك المستحقة على الأجير واللازمة لتشغيل نقابة المحامين والمجلس الوطني لنقابات المحامين.

المادة 139

تسلم نسخة من عقد العمل خلال خمسة عشر يوما من إبرامه أو تعديل عنصر من عناصره الجوهرية، لقاء إيصال إلى مجلس نقابة المحامين التي تسجل المحامي الأجير لديها، أو ترسل إلى هذا المجلس بالبريد المسجل مع طلب إشعار بالتسلم. يجوز لمجلس نقابة المحامين المذكور، في أجل شهر، إرغام المحامين، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم، على تعديل عقد العمل بحيث يتماشى مع القواعد المهنية.

يراقب مجلس نقابة المحامين، باستثناء البنود المتعلقة بظروف العمل، على وجه الخصوص ما يلي:

1 – عدم وجود بند يقيد حرية فتح مكتب لاحقا؛

2 – عدم وجود أية أحكام تقلص الواجبات المهنية فيما يخص المساعدة القضائية أو تعيين المحامين من قبل المحكمة؛

3– وجود بند ينص على الحق في طلب الإعفاء من مهمة تتعارض مع ضمير المحامي الأجير؛

4 – عدم وجود بند من شأنه المساس بالاستقلالية التي ينطوي عليها قسم المحاماة.

المادة 140

يجوز للنائب العام طلب الحصول على عقد العمل.

المادة 141

يجوز الطعن في قرارات مجلس نقابة المحامين في هذا المجال، وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 16.

القسم الرابع: تسوية النزاعات الناجمة عن عقد تعاون أو عقد عمل

يجب على المحامي، عندما يمارس أنشطته المهنية بصفة معاون، الإشارة، بالإضافة إلى اسمه، إلى اسم المحامي الذي يعمل لحسابه.

المادة 133

تسلم نسخة من العقد خلال خمسة عشر يوما من إبرامه أو تعديله، لقاء إيصال إلى مجلس نقابة المحامين التي تسجل المحامي المعاون لديها، أو ترسل إلى هذا المجلس بالبريد المسجل مع طلب إشعار بالتسلم. يجوز لمجلس نقابة المحامين المذكور، في أجل شهر، إرغام المحامين، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم، على تعديل الاتفاق بحيث يتماشى مع القواعد المهنية.

يراقب مجلس نقابة المحامين على وجه الخصوص ما يلي:

1 – عدم وجود بند يقيد حرية فتح مكتب لاحقا؛

2 – عدم وجود أية أحكام تقلص الواجبات المهنية فيما يخص المساعدة القضائية أو تعيين المحامين من قبل المحكمة؛

3– وجود بند ينص على الحق في طلب الإعفاء من مهمة تتعارض مع ضمير المحامي المعاون؛

4 – عدم وجود بند من شأنه المساس بالاستقلالية التي ينطوي عليها قسم المحاماة.

المادة 134

يجوز للنائب العام طلب الحصول على عقد التعاون.

المادة 135

يجوز الطعن في قرارات مجلس نقابة المحامين، وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 16.

القسم الثالث: الأجراء.

المادة 136

حين يمارس المحامي أنشطته المهنية بصفة أجير، يشير، بالإضافة إلى اسمه، إلى اسم المحامي الذي يعمل لحسابه.

المادة 137

يعمل المحامي الأجير بموجب عقد عمل خطي لا يمس بالمبدأ الأخلاقي القاضي بالمساواة بين المحامين، بغض النظر عن

يجوز للنائب العام طلب الحصول على عقد الشراكة.

يجوز لكل معني بالأمر طلب الحصول على قائمة الشركاء ونسبة حقوقهم في الشراكة وكذلك، عند الاقتضاء، بنود عقد الشراكة المتعلقة بمسؤولية أعضائها المهنية الفردية.

يجوز ممارسة هذا الحق في الحصول على الوثائق في كل مكان من أماكن استقرار الشراكة.

المادة 128

يجوز الطعن في قرارات مجلس نقابة المحامين في هذا المجال، وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 16.

المادة 128-1

يترتب على انسحاب أو قبول شريك نشر الإعلان المذكور في المادة 126، وتطبق أحكام الفقرتين الثالثة والرابعة من المادة 125 والمادة 128 في حالة انضمام شريك جديد.

القسم الثاني: التعاون.

المادة 129

تتفق الأطراف على شروط التعاون في الإطار الذي يحدده النظام الداخلي لنقابة المحامين ولا سيما فيما يخص مدة التعاون، وفترات العمل أو الإجازة، وطرق تولية الأتعاب وطرق تخويل المحامي المعاون قضاء أمور زبائنه الشخصيين وطرق إنهاء التعاون بين المحامين. يجوز أن يتضمن النظام الداخلي جدولا للحدود الدنيا لتولية الأتعاب.

المادة 130

المحامي المعاون لمحام آخر هو صاحب الأمر والنهي في المحاجة القضائية التي يصوغها. يجب على المعاون عندما تتناقض هذه المحاجة مع المحاجة التي قد يصوغها المحامي الذي يتعاون معه أن يبلغه بذلك قبل المقاضاة.

المادة 131

المحامي مسؤول مدنيا عن الأعمال المهنية التي يقوم بها معاونه أو معاونيه لحسابه.

المادة 132

يجب أن يكون اسم الشراكة مسبوقا أو متبوعا مباشرة بالعبارة "شراكة محامين".

يجوز أن ينص عقد الشراكة، شريطة إجماع الشركاء، على إخلاء مسؤولية باقي الشركاء عن المساءلة المهنية لأحدهم. يمكن الاحتجاج بهذا البند أمام الغير إذا خضع للإجراءات المنصوص عليها في المواد 124-1 إلى 126.

في هذه الحالة، يجب أن يكون اسم الشراكة مسبوقا أو متبوعا مباشرة بالعبارة "شراكة محامين ذات مسؤولية مهنية فردية".

حقوق كل محام عضو في الشراكة شخصية ولا يحق له التنازل عنها.

المادة 124-1

يجب على المحامي في الشراكة أن يشير إلى انتمائه إلى الشراكة وإلى اسمها في الوثائق المهنية وفي مراسلاته.

المادة 125

تبرم عقود الشراكة بواسطة اتفاق مكتوب.

تسلم نسخة من الاتفاق المؤسس للشراكة خلال الخمسة عشر يوما التي تلي إبرامه لكل نقيب معني بالأمر لقاء إيصال أو ترسل إليه بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

تسلم نسخة من العقد المعدل لعقد الشراكة خلال الخمسة عشر يوما التي تلي تعديله لكل نقيب معني بالأمر لقاء إيصال أو ترسل إليه بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

يرفع نقيب المحامين الأمر أمام مجلس نقابة المحامين الذي له الحق في أجل شهر اعتبارا من تاريخ تقديم الإيصال أو تلقي البريد، في إرغام المحامين الشركاء، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم، على تعديل الاتفاق بحيث يتماشى مع القواعد السارية على المهنة.

المادة 126

بعد إنجاز الإجراءات المنصوص عليها في المادة 125، يجب نشر إعلان تأسيس الشراكة في جريدة مؤهلة لتلقي الإعلانات القانونية في محافظة قيد كل واحد من الشركاء في جدول نقابة المحامين.

ينبغي أن يتضمن الإعلان اسم الشراكة وقائمة الشركاء واسم نقابة المحامين التي ينتمون إليها وكذلك، عند الاقتضاء، عبارة تشير إلى أن الشراكة وضعت تحت نظام المسؤولية المهنية لكل شريك من الشركاء.

المادة 127

لا يجوز للمحامي الذي يزاول وظيفة مساعد نائب برلماني أو معاون عضو في مجلس الشيوخ القيام بأي عمل من أعمال مهنته، مباشرة أو بصورة غير مباشرة، ضد عضو في البرلمان، ولا ضد نائب برلماني سابق مارس لديه المحامي الوظائف المذكورة، ولا ضد جمعية مكلفة بإدارة شؤون مساعدي النواب البرلمانيين أو الجماعات السياسية، ولا في إحدى الهيئات المذكورة في المادة 8 من الأمر رقم 1100–58 المؤرخ في 17 نوفمبر/تشرين الثاني 1958 المتعلق بتسيير شؤون الجمعيات البرلمانية، ولا ضد الدولة أو الجماعات المحلية أو الإقليمية أو أي شخصية عامة أخرى.

ينتهي هذا الحظر بعد مرور خمس سنوات اعتبارا من تاريخ وقف وظيفة المحامي بصفة مساعد نائب أو بصفة معاون عضو مجلس الشيوخ.

المادة 123

يجب على المحامي الذي يرغب في العمل بصفة وسيط ائتماني أن يخبر مجلس نقابة المحامين التي ينتمي إليها بذلك خطيا، قبل القيام بأي عمل متعلق بهذا النشاط.
يجب على المحامي أن يرفق بطلبه شهادة اكتتاب التأمينات الخاصة والضمانات المالية المنصوص عليها في الفقرة الرابعة من المادة 27 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، عند الاقتضاء.
يرد في كل شهادة مبلغ الضمان الممنوح ومدة صلاحيته. ويرسل المحامي الشهادة إلى الراهن، ويرسلها عند الاقتضاء إلى المستفيد أيضاً.
يرسل المحامي الشهادات إلى مجلس نقابة المحامين سنويا، طيلة مدة ممارسة الوساطة الائتمانية.
ترسل الشهادات إلى الراهن وعند الاقتضاء إلى المستفيد أيضا في أجل شهر اعتبارا من تاريخ تجديد عقود التأمين أو الضمانات المالية أو تاريخ تعديلها.
عند وقف الضمانة لسبب من الأسباب، يجب على المؤمِّن أن يخبر الراهن والمستفيد إن وجد، ونقيب المحامين بذلك فورا، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

الفصل الثاني: الطرق الخاصة لممارسة مهنة المحاماة

القسم الأول: الشراكة.

المادة 124

يجوز لشراكة المحامين أن تضم محامين من الأشخاص الطبيعيين أو الأشخاص المعنويين الذين يمارسون مهنة المحاماة.

أعضاء الشراكة مسؤولون تضامنيا عن الأعمال التي يقوم بها أحدهم، باسم الشراكة، وفق نسبة حقوق كل عضو في الشراكة.

كما أن كل عضو في الشراكة مسؤول، على نحو يشمل ذمته المالية كلها، عن الأعمال المهنية التي يقوم بها إزاء زبائنه.

المادة 117

يخضع المحامي المنتخب لولاية نائب أو عضو في مجلس الشيوخ أو عضو في البرلمان الأوروبي لأوجه التنافي المنصوص عليها في المادتين و من قانون الانتخابات.

المادة 118

لا يجوز للمحامي الذي انتخب بصفة عضو في مجلس إقليمي أو عضو في جمعية كورسيكا القيام بأي عمل ذي صلة بمهنته، مباشرة أو بصورة غير مباشرة، ضد الإقليم أو الجماعة الإقليمية والمحافظات والبلدات التابعة إليهما وكذلك ضد المؤسسات العامة لهذه الجماعات الإقليمية، طيلة مدة ولايته.

المادة 119

لا يجوز للمحامي الذي انتخب بصفة عضو في مجلس محافظة القيام بأي عمل ذي صلة بمهنته، مباشرة أو بصورة غير مباشرة، ضد المحافظة التي انتخب فيها ولا ضد البلدات التابعة للمحافظة ولا ضد المؤسسات العامة لهذه المحافظة أو لهذه البلدات، طيلة مدة ولايته.

المادة 120

لا يجوز للمحامي الذي انتخب لولاية عضو في مجلس بلدي أن يقوم بأي عمل ذي صلة بمهنته، مباشرة أو بصورة غير مباشرة، ضد البلدة أو المؤسسات العامة البلدية التابعة لها.

المادة 121

لا يجوز للمحامي الذي يشغل منصب عمدة أو نائب عمدة أو عضو في مجلس بلدي أو مستشار في دائرة من دوائر باريس أو ليون أو مرسيليا القيام بأي عمل ذي صلة بمهنته، مباشرة أو بصورة غير مباشرة، فيما يخص الشؤون المتعلقة بالمدينة أو المؤسسات العامة التابعة لها.

المادة 122

يحظر على المحامي الذي عمل موظفا في الدولة في السابق التقاضي والمرافعة ضد الإدارات التابعة للقسم الوزاري الذي كان ينتمي إليه، مدة خمس سنوات اعتبارا من تاريخ انتهاء وظيفته. وينطبق نفس الأمر على المحامي الذي عمل موظفا في إدارة لا مركزية في السابق فيما يخص الجماعة المحلية أو الإقليمية التي كان ينتمي إليها.

المادة 122-1

يجب على المحامي الذي انتخب لتقلد مهام عضو في مجلس مراقبة شركة تجارية أو مهام عضو مجلس إدارة شركة تجارية أن يبلغ مجلس نقابة المحامين التي ينتمي إليها ذلك خطيا في غضون خمسة عشر يوما من تاريخ انتخابه.

يجب أن يرفق بتصريحه نسخة من النظام الأساسي وكذلك، عندما تكون الشركة قائمة منذ سنة على الأقل، نسخة من آخر كشف للميزانية العمومية للشركة. يعطى المحامي إيصالا بتصريحه.

يطلب مجلس نقابة المحامين من المحامي تقديم جميع التفسيرات حول الظروف التي يمارس فيها مهامه بصفة عضو في مجلس مراقبة شركة تجارية أو مهامه بصفة عضو مجلس إدارة شركة تجارية، وعند الاقتضاء تقديم جميع الوثائق المفيدة.

عندما يري مجلس نقابة المحامين أن ممارسة هذه المهام تتنافى أو أصبحت تتنافى مع الشرف والأدب الذين تفرضهما قواعد نقابة المحامين على المحامين، يجوز للمجلس، متى شاء، دعوة المعني بالأمر إلى الاستقالة من مهامه فورا. يبلغ المحامي قرار مجلس نقابة المحامين بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

المادة 114

يجوز للمحامي المعني بالأمر أن يحيل القرارات التي اتخذها مجلس نقابة المحامين وفق المادتين 112 و113 إلى محكمة الاستئناف وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 16. يشعر المحامي نقيب المحامين بشكواه بلا تأخير.

المادة 115

تتنافى مهنة المحاماة مع ممارسة أية مهنة أخرى، مع مراعاة الأحكام التشريعية أو التنظيمية الخاصة.

لا تتنافي مهنة المحاماة مع وظائف التدريس، ووظائف مساعد نائب برلماني أو معاون عضو في مجلس الشيوخ، ووظائف نائب قاضي محكمة الدرجة الأولى، ووظائف عضو مساعد في محاكم الأحداث أو في المحاكم المشتركة للنظر في الإجارات الزراعية، ووظائف مستشار في محكمة العمل، ووظائف عضو في محاكم شؤون الضمان الاجتماعي، وكذلك وظائف الحكم أو الوسيط أو المصلح أو الحارس.

المادة 116

يجوز أن تكلف الدولة المحامي بمهام مؤقتة ولو مدفوعة الأجر لكن شريطة ألا يؤدي المحامي خلال فترة تولي هذه المهام أي عمل ذي صلة بمهنته، مباشرة أو بصورة غير مباشرة، إلا بإذن من مجلس نقابة المحامين.

يشعر المحامي المكلف بمهمة نقيب المحامين بذلك. يرفع نقيب المحامين الأمر أمام مجلس نقابة المحامين الذي يقرر إذا ما كانت هذه المهمة تتآلف مع مواصلة ممارسة المحامي لمهنته. إذا كان الرد ايجابيا، يبقى المحامي المعني بالأمر مقيدا في الجدول.

المحامين منح صفة المحامي الفخري للمحامين الذين استقالوا بعد ممارسة المهنة مدة عشرين سنة على الأقل.

يحدد النظام الداخلي حقوق وواجبات المحامين الفخريين.

المادة 110

عندما ينص حكم تشريعي أو تنظيمي على مشاركة محام في لجنة إدارية أو لجنة ممتحنين معنية بمسابقة أو امتحان، يجوز للسلطة المكلفة بالتعيين اختيار محام فخري يقبل تولي هذه المهمة.

الباب الثالث: ممارسة مهنة المحاماة

الفصل الأول: حالات التنافي.

المادة 111

تتنافى مهنة المحاماة مع:

أ) جميع الأنشطة ذات الطابع التجاري، سواء مورست مباشرة أو عن طريق وسيط؛

ب) وظائف شريك في شركة تضامن، أو شريك موصى له في شركة توصية بسيطة أو مساهمة، أو مدير في شركة محدودة المسؤولية، أو رئيس مجلس إدارة أو عضو إدارة أو مدير عام لشركة مغفلة، أو مدير شركة مدنية، إلا إذا تحقق مجلس نقابة المحامين الذي يحق له طلب جميع المعلومات الضرورية لذلك، من أن الغاية من هذه الوظائف هي إدارة مصالح عائلية أو مهنية.

المادة 112

يجب على كل محام مارس مهنة قانونية منظمة أقل من سبع سنوات، أن يطلب إعفاء مسبقا من مجلس نقابة المحامين التي ينتمي إليها، لكي يتسنى له أن ينتخب لتولي مهام عضو مجلس مراقبة شركة تجارية أو عضو مجلس إدارة شركة.

يوجه طلب الإعفاء بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم أو يسلم لمجلس النقابة لقاء إيصال وترفق بالطلب نسخة من النظام الأساسي وكذلك، عندما تكون الشركة قائمة منذ سنة على الأقل، نسخة من آخر كشف للميزانية العمومية للشركة.

يجوز لمجلس النقابة أن يطلب من المحامي تقديم جميع التفسيرات والوثائق المفيدة.

يعتبر الإعفاء مرفوضا إذا لم يقدم مجلس نقابة المحامين جوابا في أجل شهرين اعتبارا من تاريخ تسلم الطلب.

المادة 113

يجب شطب اسم المحامي من الجدول عندما يكون في إحدى حالات الاستبعاد أو التنافي المنصوص عليها في القانون أو عند عدم وفائه بالالتزامات الخاصة بالضمان والتأمين المنصوص عليها في المادة 27 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

المادة 105

يجوز شطب اسم المحامي من الجدول في الحالات التالية:

1 – المحامي الذي تعذر عليه فعلا ممارسة مهنته، بسبب تأثير مرض أو عاهة جسيمتين أو دائمتين، أو عند قبوله أنشطة لا علاقة لها بنقابة المحامين؛

2 – المحامي الذي لم يسدد في الآجال المحددة، دون سبب مشروع، مساهمته في تكاليف النقابة أو اشتراكه في الصندوق الوطني لنقابات المحامين الفرنسية أو المجلس الوطني لنقابات المحامين، أي المبالغ المستحقة على سبيل حقوق المرافعة أو التي يفرضها الصندوق في سبيل المساهمة المعادلة؛

3 – المحامي الذي لا يمارس مهنته فعلا دون سبب مشروع.

المادة 106

يقضي مجلس نقابة المحامين بشطب اسم سواء من تلقاء نفسه أو بطلب من النائب العام أو المعني بالأمر. لا يجوز النطق بشطب اسم دون سماع المعني بالأمر أو دعوته وفق الإجراءات المنصوص عليها في المادة 103.

المادة 107

يقضي مجلس نقابة المحامين بإعادة التسجيل في الجدول. قبل قبول طلب إعادة التسجيل، يتحقق مجلس نقابة المحامين من أن المعني بالأمر يلبي الشروط اللازمة للتسجيل في الجدول.

المادة 108

تتخذ قرارات الشطب أو إعادة التسجيل في الجدول وفق نفس الطرق الخاصة بالتسجيل ويترتب عليها نفس الطعون المترتبة على أمور التسجيل.

القسم الثالث: الشطب من الجدول أو من قائمة التمرين. (ملغى)

القسم الرابع: الصفة الفخرية.

المادة 109

مع مراعاة الفقرة الخامسة من المادة من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، يجوز لمجلس نقابة

تاريخها عن ثلاثة أشهر، صادرة عن السلطة المختصة للبلد الذي حاز فيه اللقب الذي يريد أن يمارس مهنته بموجبه.

المادة 101-1

يجب على المحامي المسجل تحت لقبه المهني الأصلي الذي يقرر ممارسة عمله داخل تجمع للمزاولة أو باسم تجمع خاضع لقانون الدولة التي اكتسب فيها المحامي لقبه وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 87 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، أن يسلم مجلس نقابة المحامين الذي قام بتسجيله، النظام الأساسي لهذا التجمع وكذلك جميع الوثائق المتعلقة بتنظيم التجمع وطريقة عمله.

المادة 102

يفصل مجلس نقابة المحامين في طلب التسجيل في غضون شهرين اعتبارا من تاريخ تلقي هذا الطلب.

يبلغ قرار مجلس نقابة المحامين المتضمن التسجيل في الجدول للنائب العام بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم خلال خمسة عشر يوما من تاريخ القرار، ويجوز للنائب العام إحالته إلى محكمة الاستئناف.

يبلغ القرار المتضمن رفض التسجيل للمعني بالأمر والنائب العام بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم خلال خمسة عشر يوما من تاريخ القرار، ويجوز للمعني بالأمر والنائب العام إحالته إلى محكمة الاستئناف.

يعتبر المعني بالأمر الطلب مرفوضا في حال عدم تبليغ القرار في الشهر الذي يلي انتهاء الأجل الممنوح لمجلس نقابة المحامين للفصل في الطلب، ويجوز للمعني بالأمر الطعن في ذلك أمام محكمة الاستئناف.

تسري المادة 16 على الطعون المرفوعة تطبيقا للفقرات الثانية والثالثة والرابعة. يجب على المعني بالأمر أن يبلغ النائب العام ونقيب المحامين شكواه بلا تأخير بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

حين يحيل النائب العام قرارا إلى محكمة الاستئناف، يبلغ نقيب المحامين بذلك.

المادة 103

لا يجوز لمجلس نقابة المحامين النطق برفض تسجيل أو إعادة تسجيل دون سماع المعني بالأمر أو دعوته في أجل لا يقل عن ثمانية أيام بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

القسم الثالث: الشطب من الجدول

المادة 104

القسم الفرعي 3: أحكام خاصة متعلقة بالاعتراف بالمؤهلات المهنية للأشخاص الذين اكتسبوا صفة المحامي في بلد عضو في الجماعة الأوروبية من غير فرنسا أو في الاتحاد السويسري (ملغى)

القسم الفرعي 4: الشروط الخاصة بتسجيل الأشخاص الذين اكتسبوا صفة المحامي في دولة أو وحدة إقليمية لا تنتمي إلى الجماعة الاقتصادية الأوروبية في نقابة المحامين. (ملغى)

القسم الفرعي 4: الشروط الخاصة بتسجيل الأشخاص الذين اكتسبوا صفة المحامي في دولة أو وحدة إقليمية لا تنتمي إلى الجماعة الأوروبية أو المنطقة الاقتصادية الأوروبية أو الاتحاد السويسري في نقابة المحامين.

المادة 100

يحدد قرار صادر عن حارس الأختام، وزير العدل، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين، إجراءات وبرامج امتحان اختبار المعارف المنصوص عليه في الفقرة الأخيرة من المادة 11 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا بغية تسجيل الأشخاص الذين اكتسبوا صفة المحامي في دولة أو وحدة إقليمية لا تنتمي إلى الجماعة الأوروبية أو المنطقة الاقتصادية الأوروبية أو الاتحاد السويسري في جدول نقابة محامين فرنسية.

يجري الامتحان أمام لجنة الممتحنين المنصوص عليها في المادة 69. يجوز للمجلس الوطني لنقابات المحامين بعد الاطلاع على البحوث الجامعية أو العلمية للمرشح، إعفاءه من بعض الاختبارات. كما يجوز للمجلس ذلك عندما تتيح له علاقات التعاون التي يقيمها مع نظرائه الأجانب التحقق من أن تدريب المرشح أو تجربته المهنية يغنيانه عن هذا الاختبار.

لا يجوز لأي شخص التقدم لامتحان اختبار المعارف أكثر من ثلاث مرات.

القسم الفرعي 4: الشروط الخاصة بتسجيل الأشخاص الذين اكتسبوا صفة المحامي في دولة أو وحدة إقليمية لا تنتمي إلى لجماعة الأوروبية أو الاتحاد السويسري في نقابة المحامين. (ملغى)

القسم الثاني: إجراءات التسجيل.

المادة 101

يوجه طلب التسجيل إلى نقيب المحامين بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم أو يسلم له لقاء إيصال. يرفق الطلب بجميع الوثائق الثبوتية الضرورية فيما يخص الشروط المذكورة في المادة 11 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا والواجبات المعرفة في المادة 27 من نفس القانون.

عندما يرغب محام من رعايا دولة عضو في الجماعة الأوروبية أو غيرها من الدول الأطراف في الاتفاق الخاص بالمنطقة الاقتصادية الأوروبية أو من رعايا الاتحاد السويسري، حاز لقبه في إحدى هذه الدول الأعضاء أو الأطراف من غير فرنسا أو في الاتحاد السويسري، في تسجيله في فرنسا في القائمة الخاصة لجدول نقابة من نقابات المحامين، يرفق بطلبه شهادة تسجيل، لا يزيد

معادل للمستوى الثانوي، وكذلك تدريبا مهنيا قد يكون مطلوبا إلى جانب هذا المستوى الدراسي ما بعد المرحلة الثانوية، والذين، ومن جهة ثانية:

1 – حصلوا على شهادات دراسية أو شهادات أخرى أو ألقاب أو برامج تدريب مشابهة تتيح ممارسة المهنة في دولة عضو في الجماعة الأوروبية أو في غيرها من الدول الأطراف في الاتفاق الخاص بالمنطقة الاقتصادية الأوروبية، صادرة عن:
أ) السلطة المختصة في هذه الدولة وتعترف بتدريب اكتسب جله في المنطقة الاقتصادية الأوروبية؛
ب) أو بلد آخر، شريطة تقديم إفادة صادرة عن السلطة المختصة في الدولة العضو أو الدولة الطرف التي اعترفت بالشهادات الدراسية أو الشهادات الأخرى أو غيرها من الألقاب وبرامج التدريب المشابهة، تشهد أن لصاحبها تجربة مهنية مدتها ثلاث سنوات على الأقل في هذه الدولة؛
2 – أو مارسوا بدوام كامل المهنة مدة عامين على الأقل خلال السنوات العشر الماضية في دولة عضو أو دولة طرف لا تنظم امتهان هذه المهنة أو ممارستها، شريطة أن تشهد السلطة المختصة في هذه الدولة على هذه الممارسة. غير أن الشرط الخاص بالممارسة المهنية مدة سنتين ليس مطلوباً عندما تكون شهادة أو شهادات التدريب التي يحملها مقدم الطلب تخص برنامج تدريب منظمة معدة مباشرة لممارسة المهنة.
يجب أن يخضع المعني بالأمر لامتحان أمام لجنة الممتحنين المنصوص عليها في المادة 69 لاختبار أهليته، يحدد قرار من حارس الأختام، وزير العدل برنامجه وإجراءاته، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين، إلا إذا كان من شأن المعارف التي اكتسبها خلال تجربته المهنية أن تغني عن هذا الامتحان:
1 – عندما يتناول تدريبه مواد تختلف جوهريا عن المواد المدرجة في برامج امتحان الالتحاق بمركز تدريب مهني إقليمي وامتحان شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة؛
2 – عندما تكون إحدى الأنشطة المهنية أو عدة أنشطة مهنية التي تستوجب ممارستها الحصول على هذه الشهادات أو النجاح في هذه الامتحانات غير منظمة في الدولة العضو التي تمثل دولة منشأ مقدم الطلب أو الدولة التي قدم منها أو عندما تكون منظمة بطريقة مختلفة ويتمثل هذا الاختلاف بتدريب خاص إلزامي في فرنسا يتناول مواد مختلفة جوهريا عن المواد المدرجة في الشهادة التي بحوزة مقدم الطلب؛

3 – أو عندما تقل مدة التدريب الذي تابعه مقدم الطلب بسنة واحدة على الأقل عن المدة المنصوص عليها في المادة 11 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971.

يشعر المجلس الوطني لنقابات المحامين مقدم الطلب بتسلم المجلس ملفه في أجل شهر ويعلمه، عند الاقتضاء، ما هي الوثائق الناقصة. يفصل المجلس بقرار معلل في أجل لا يتجاوز ثلاثة أشهر اعتبارا من تاريخ تقديم المعني بالأمر الملف الكامل. ويعتبر عدم تبليغ القرار في هذا الأجل رفضا للطلب ويجوز للمعني بالأمر الطعن في القرار أمام محكمة الاستئناف في باريس.
يحدد قرار المجلس الوطني لنقابات المحامين الذي يقرّ المجلس من خلاله قائمة المرشحين المقبولين للتقدم لامتحان الأهلية، عند الاقتضاء، المواد التي يجب اختبار المرشحين فيها بالنظر إلى تدريبهم الأساسي وتجربتهم المهنية.
لا يجوز لأي شخص التقدم لامتحان الأهلية أكثر من ثلاث مرات.

يعد المجلس الوطني لنقابات المحامين تقريرا مرة كل سنتين يتضمن بيانا إحصائيا بالقرارات المتخذة تطبيقا لهذه المادة وتقييما لتطبيقها. يرسل هذا التقرير إلى حارس الأختام، وزير العدل.

الاقتصادية أو في الإدارة، ومارسوا تدريس القانون بهذه الصفة لمدة خمس سنوات في وحدات التدريب والبحوث؛
3 – محامو الشركات الذين لديهم تجربة مهنية لا تقل عن ثماني سنوات في قسم قانوني لشركة أو عدة شركات؛
4 – الموظفون العموميون الحاليون والسابقون الذين ينتمون للفئة A، أو الأشخاص المماثلون للموظفين العموميين من هذه الفئة، الذين مارسوا أنشطة قانونية بهذه الصفة لمدة ثماني سنوات على الأقل، في إدارة أو دائرة عامة أو منظمة دولية؛
5 – رجال القانون المضطلعون بالنشاط القانوني لمنظمة نقابية لمدة ثماني سنوات على الأقل.
6 – رجال القانون الأجراء لدى محام أو جمعية أو شركة محاماة أو مكتب وكيل دعاوى أو محام لدى مجلس الدولة أو محكمة النقض، الذين لديهم تجربة مهنية لا تقل عن ثماني سنوات بهذه الصفة اعتباراً من حصولهم على أحد الألقاب أو الشهادات المنصوص عليها في البند 2 من المادة 11 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا؛
7 – الأشخاص المذكورون في المادة 22 من القانون رقم المؤرخ في 25 يناير/كانون الثاني 2011 المتضمن إصلاح التمثيل أمام محاكم الاستئناف؛
8 – مساعدو النواب البرلمانيين ومعاونو أعضاء مجلس الشيوخ الذين مارسوا نشاطا قانونيا على نحو رئيسي وبمنصب موظف تنفيذي لمدة ثماني سنوات على الأقل في هذا المنصب؛

يجوز للأشخاص المذكورين في البنود 3 و4 و5 و6 و8 أن يكونوا قد مارسوا أنشطتهم في عدة من المهام المشار إليها في هذه الأحكام شريطة ألا تقل المدة الإجمالية لهذه الأنشطة عن ثماني سنوات.

المادة 98-1

يجب على الأشخاص المستفيدين من إعفاء من الإعفاءات المنصوص عليها في المادة 98 أن يكونوا قد نجحوا في امتحان اختبار المعارف في مجال أخلاقيات المهنة وتنظيمها أمام لجنة الممتحنين المنصوص عليها في المادة 69.

يحدد حارس الأختام، وزير العدل، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين، برنامج هذا الامتحان وإجراءاته.

لا يجوز لأحد تقديم امتحان اختبار المعارف أكثر من ثلاث مرات.

القسم الفرعي 3: الشروط الخاصة بتسجيل رعايا الجماعة الاقتصادية الأوروبية في نقابة المحامين. (ملغى)

القسم الفرعي 3: أحكام خاصة متعلقة بالاعتراف بالمؤهلات المهنية للأشخاص الذين اكتسبوا صفة المحامي في دولة عضو في الجماعة الأوروبية أو في غيرها من الدول الأطراف في الاتفاق الخاص بالمنطقة الاقتصادية الأوروبية من غير فرنسا

المادة 99

يجوز أن يقيد في جدول نقابة المحامين دون الخضوع لشروط الشهادات أو التدريب النظري والعملي أو الامتحانات المهنية المنصوص عليها في المادتين 11 و12 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا الأشخاص الذين، من جهة، تابعوا بنجاح مستوى دراسيا ما بعد المرحلة الثانوية لا تقل مدته عن سنة واحدة أو عن مدة معادلة بدوام جزئي، على أن تشمل شروط القبول في هذا المستوى الدراسي إتمام المرحلة الثانوية الضرورية للالتحاق بالتعليم الجامعي أو العالي أو إتمام تدريب

انقطاع في التسجيل.

تحدد مرتبة تسجيل المحامين الشركاء وفق أقدميتهم الشخصية.

يحدد تاريخ تسجيل الأشخاص المعنويين مرتبة تسجيلهم.

من أجل تطبيق للفقرة الثانية من المادة 95، توضع قائمة المحامين الذين فتحوا مكتبا فرعيا وفق تاريخ قرار الترخيص بفتح هذا المكتب.

القسم الفرعي 2: شروط التسجيل الخاصة وفق الأنشطة الممارسة سابقا.

المادة 97

يعفى الأشخاص التالي ذكرهم من شرط الشهادة المنصوص عليه في البند 2 من المادة 11 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، ومن التدريب النظري والعملي، ومن شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة:

1 – الأعضاء والأعضاء السابقون في مجلس الدولة والأعضاء السابقون في هيئة المحاكم الإدارية ومحاكم الاستئناف الإدارية؛

2 – القضاة والقضاة السابقون في ديوان المحاسبة وغرف المحاسبة الإقليمية وغرف المحاسبة الإقليمية لبولينيزيا الفرنسية وكاليدونيا الجديدة؛

3 – قضاة القضاء العدلي حاليا وسابقا الخاضعون للأمر رقم المؤرخ في 22 ديسمبر/كانون الأول 1958؛

4 – الاساتذة الجامعيون المكلفون بتدريس القانون؛

5 – المحامون في مجلس الدولة ومحكمة النقض؛

6 – وكلاء الدعوى سابقا لدى محكمة الاستئناف؛

7 – المحامون السابقون المسجلون لدى نقابة فرنسية للمحامين والمستشارون القانونيون السابقون.

المادة 97-1

يعفى الأشخاص الذين تقلدوا مدة ثماني سنوات على الأقل مسؤوليات عامة حدتهم على المشاركة مباشرة في صياغة القانون من التدريب النظري والعملي وشهادة التأهيل لممارسة مهنة المحاماة.

المادة 98

يعفى الأشخاص التالي ذكرهم من التدريب النظري والعملي وشهادة التأهيل لممارسة مهنة المحاماة:

1 – موثقو العقود، والمحضرون القضائيون، ومسجلو المحاكم التجارية، والمديرون القضائيون والوكلاء القضائيون المكلفون بتقويم الشركات وتصفيتها، والمديرون القضائيون ومأمورو التفليسة السابقون، ومستشارو الملكية الصناعية، ومستشارو براءات الاختراع السابقون، الذين زاولوا مهامهم لمدة خمس سنوات على الأقل؛

2 – الأساتذة المحاضرون والأساتذة المساعدون والمحاضرون إذا كانوا يحملون شهادة الدكتور في القانون أو في العلوم

7 – الشركات المدنية المهنية، شركات الممارسة الحرة لمهنة المحاماة:
8 – تجمعات المحامين المنصوص عليها في المادة XIII–50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.
يجب على الأشخاص المذكورين في البنود 1 و2 و3 و4 و5 و6 أداء القسم المنصوص عليه في الفقرة الثانية من المادة 3 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

المادة 93–1

يقيد رعايا الدول الأعضاء في الجماعة الأوروبية، أو غيرها من الدول الأطراف في الاتفاق الخاص بالمنطقة الاقتصادية الأوروبية أو الاتحاد السويسري الذين اكتسبوا صفة المحامي في إحدى هذه الدول الأعضاء أو الأطراف من غير فرنسا أو في الاتحاد السويسري والراغبين في ممارسة نشاطهم في فرنسا بصفتهم المهنية الأصلية، في قائمة خاصة في الجدول ويجب عليهم في هذه الحالة أداء القسم المذكور في المادة 93.

المادة 94

يتضمن جدول نقابة المحامين، عند الاقتضاء، الإشارة إلى تخصص أو تخصصات المحامي المقيد.

المادة 95

يقرّ مجلس نقابة المحامين الجدول الذي يشمل قسما للأشخاص الطبيعيين وقسما للأشخاص المعنويين. عندما يفتح المحامي مكتبا فرعيا في دائرة اختصاص نقابة المحامين المسجّل لديها يضاف ذلك إلى الجدول بعد اسم المحامي.

ترفق بهذا الجدول قائمة المحامين الذين رخص لهم بفتح مكتب فرعي في دائرة اختصاص نقابة المحامين مع أنهم غير مقيدين في جدولها.

ينشر الجدول مرة واحدة على الأقل سنويا، في 1 يناير/كانون الثاني من كل سنة، ويودع في قلمي محكمة الاستئناف ومحكمة الدرجة الأولى الكبرى.

المادة 95–1

لا يجوز أن يتضمن الجدول عبارة "محامي أجير" أو "محامي معاون".

المادة 96

يقيَد المحامون من الأشخاص الطبيعيين بحسب أقدميتهم، مع مراعاة أحكام الفقرة الأولى من المادة 1–أولا من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا. تحدد الأقدمية بناء على أول تسجيل في الجدول، حتى لو كانت هناك فترات

مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

يبلغ المعني بالأمر بقرار مجلس نقابة المحامين منعه من استخدام إشارة التخصص، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم، في غضون خمسة عشر يوما من تاريخ القرار. يحق للمعني بالأمر إحالة القرار أمام محكمة الاستئناف وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 16.

يبلغ نقيب المحامين هذا القرار بلا تأخير لرئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين الذي يقوم بشطب المحامي من القائمة الوطنية المنصوص عليها في الفقرة ما قبل الأخيرة من المادة 86.

المادة 92-6

يستعيد المحامي الحق في استخدام إشارة التخصص إذا أثبت لمجلس نقابة المحامين التي ينتمي إليها، في غضون عامين من تبليغ المنع المنصوص عليه في المادة 92-5، أنه أوفى بواجب التدريب المتواصل المنصوص عليه في المادة 85.

يبلغ نقيب المحامين رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين بذلك ويقوم رئيس المجلس بتسجيل المحامي من جديد في القائمة الوطنية المنصوص عليها في الفقرة ما قبل الأخيرة من المادة 86.

الفصل الثاني: الجدول

القسم الأول: التسجيل في الجدول

القسم الفرعي 1: شروط التسجيل العامة.

المادة 93

يجوز تسجيل الأشخاص التالي ذكرهم في جدول نقابة للمحامين:
1 – أصحاب شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة؛
2 – الأشخاص المستفيدون من إعفاء من الإعفاءات المنصوص عليها في المادة 97؛
3 – الأشخاص المستفيدون من الإعفاء المنصوص عليه في المادة 97-1 والذين تابعوا تدريبا بشأن أخلاقيات المهنة وتنظيمها مدته عشرين ساعة ينظمه مركز التدريب المهني الإقليمي للمحامين؛
4 – الأشخاص المستفيدون من إحدى الإعفاءات المنصوص عليها في المادة 98 والذين اجتازوا بنجاح امتحان اختبار المعارف في مجال أخلاقيات المهنة وتنظيمها المنصوص عليه في المادة 98-1؛
5 – الأشخاص المستفيدون من الإعفاء المنصوص عليه في المادة 99؛
6 – الأشخاص الذين اكتسبوا صفة المحامي في دولة أو وحدة إقليمية لا تنتمي للجماعة الأوروبية أو المنطقة الاقتصادية الأوروبية والذين اجتازوا بنجاح شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة أو امتحان اختبار المعارف المنصوص عليه في الفقرة الأخيرة من المادة 11 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا؛

يفحص المقرر المذكور في البند 1 من المادة 91 جواز النظر في ملف المرشح الذي يحدد قرار صادر عن حارس الأختام، وزير العدل، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين محتواه. يسلم المقرر أعضاء لجنة الممتحنين الآخرين قراره في أجل لا يتجاوز شهرين اعتبارا من تاريخ تعيين اللجنة.

المادة 92-2

تجري لجنة الممتحنين المقابلة مع المرشح استنادا إلى ملفه وتتحقق من اكتساب المرشح الكفاءات في مجال التخصص المطلوب بأسلوب المحاكاة.

تقرّ اللجنة قائمة المرشحين المقبولين. يبلغ مركز التدريب المهني الإقليمي المجلس الوطني نقابات المحامين بذلك بلا تأخير.

المادة 92-3

يسلم رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين شهادات التخصص للمرشحين المقبولين. كما يسجل المحامين الحاصلين على هذه الشهادات في القائمة الوطنية المنصوص عليها في المادة 86، ويبلغ نقباء نقابات المحامين المعنية بذلك بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

يبلغ رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين المرشحين غير المقبولين، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم، بقرارات رفض منح شهادة أو شهادات الترخيص في غضون خمسة عشر يوما من تاريخ توقيعها.

المادة 92-4

يجوز للمعني بالأمر إحالة قرار رفض منح شهادة التخصص أمام محكمة الاستئناف في باريس، في أجل شهر بعد تبليغه بالرفض، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم يوجه قلم محكمة الاستئناف أو يسلم لرئيس قلم المحكمة لقاء إيصال. يجري التحقيق والفصل في الطعن وفق القواعد السارية في مجال النزاعات وفق الإجراءات التي لا تقتضي التمثيل الإلزامي.

القسم الفرعي 4: سقوط الحق في استخدام إشارة التخصص

المادة 92-5

يرغم نقيب المحامين بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم المحامي صاحب شهادة التخصص الذي لم يف بواجب التدريب المتواصل المنصوص عليه في الفقرة الثانية من المادة 85، على إثبات أداء هذا الواجب في أجل ثلاثة أشهر اعتبارا من تاريخ التبليغ.

وإذا لم يثبت المحامي ذلك في هذا الأجل، يجوز لمجلس نقابة المحامين التي ينتمي إليها المحامي منعه من استخدام إشارة أو إشارات تخصصه. لا يجوز النطق بهذا الإجراء دون سماع المعني بالأمر أو دعوته في أجل لا يقل عن ثمانية أيام بواسطة بريد

القسم الفرعي 3: المقابلة الخاصة بإقرار الكفاءات المهنية لنيل شهادة التخصص.

المادة 91

تجرى المقابلة الخاصة بإقرار الكفاءات المهنية في مراكز التدريب المهني الإقليمية وفق الشروط التي يحددها قرار صادر عن حارس الأختام، وزير العدل، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين.

تجري المقابلة أمام لجنة ممتحنين تتألف من أربعة أشخاص يعينهم رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين من القائمة الوطنية المنصوص عليها في الفقرة الثالثة من المادة 86. تضم لجنة الممتحنين:

1 – محاميين مرخص لهما باستخدام إشارة التخصص المطلوب، أو، إن لم يوجد، محاميين أثبتا كفاءة كافية في هذا التخصص، أحدهما مقرر لجنة الممتحنين ورئيسها؛

2 – أستاذ أو أستاذ محاضر مكلف بتدريس القانون في مجال التخصص المطلوب؛

3 – قاض من قضاة القضاء العدلي أو عضو في هيئة المحاكم الإدارية أو محاكم الاستئناف الإدارية.

يعين نفس العدد من النوّاب وفق نفس الشروط.

لا يجوز لأي عضو في لجنة الممتحنين شغر مقعد في اللجنة أكثر من خمس سنوات متتالية.

عندما تتعادل الأصوات، يكون صوت رئيس لجنة الممتحنين مرجحا.

يسلم رؤساء الجامعات المؤهلة لمنح شهادة الإجازة أو الماجستير في الحقوق ونقباء المحامين الحاليين ورؤساء محاكم الاستئناف ونوابها العامين الأوائل ورؤساء محاكم الاستئناف الإدارية ورؤساء المحاكم الإدارية التي توجد مقرات مراكز التدريب المهني الإقليمية في دائرة اختصاصها، رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين، في موعد أقصاه 31 يناير/كانون الثاني من كل سنة مدنية، قائمة الأشخاص الذين يمكن تعيينهم تطبيقا للبنود 1 و2 و3.

المادة 92

توجه الترشيحات للحصول على شهادة التخصص إلى رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين وفق الشروط التي يحددها قرار صادر عن حارس الأختام، وزير العدل، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين.

المادة 92-1

تبلغ مدة الممارسة المهنية اللازمة للحصول على شهادة تخصص أربع سنوات. يجوز قضاؤها في فرنسا أو في الخارج كما يلي:

1 – بصفة محام في مجال إشارة التخصص المطلوبة؛

2 – بصفة أجير، في مكتب محام يعمل في مجال التخصص المطلوب؛

3 – بصفة عضو، أو شريك أو معاون أو أجير في غيرها من المهن القانونية أو القضائية المنظمة أو في مهنة الخبير المحاسب، التي تتوافق مهامها مع التخصص المطلوب؛

4 – في القسم القانوني لشركة أو منظمة نقابية أو إدارة أو خدمة عامة أو منظمة دولية تعمل في التخصص المطلوب؛

5 – في مؤسسة جامعية أو مؤسسة للتعليم العالي معترف بها من قبل الدولة، بصفة أستاذ أو أستاذ محاضر مكلف بتدريس المادة القانونية المعنية؛

6 – بصفة عضو في مجلس الدولة أو بصفة قاض في ديوان المحاسبة أو في القضاء العدلي أو في المحاكم الإدارية أو محاكم الاستئناف الإدارية أو غرف المحاسبة الإقليمية، عين في هيئات تتوافق مع التخصص المطلوب.

يجوز تنفيذ الممارسة المهنية، بصورة فردية، عبر تنفيذ أنشطة أو أعمال أو منشورات لها علاقة بالتخصص.

يجوز تطبيق هذه الممارسة من خلال تولي مهمة أو عدة مهام مذكورة في هذه المادة شريطة أن تعادل المدة الإجمالية لهذه الأنشطة أربع سنوات على الأقل.

المادة 90

لا تؤخذ فترة الممارسة المهنية في الاعتبار إلا إذا جرت وفق الشروط التالية:

1 – أن توافق مدتها مدة العمل العادية، وفق ما تنص عليه التنظيمات أو الاتفاقيات الجماعية أو الاتفاقات أو الأعراف النافذة فيما يخص الفئة المهنية المعنية؛

2 – أن يتفق أجرها مع التنظيمات أو الاتفاقيات الجماعية أو الاتفاقات أو الأعراف المشار إليها في البند 1؛

3 – ألا تتوقف لفترة تزيد عن ثلاثة أشهر.

يجب إثبات الممارسة المهنية بواسطة شهادة تتضمن الإشارة إلى مدة الوظيفة المؤداة وطبيعة المهام التي اضطلع بها المعني بالأمر. من أجل تطبيق الفقرة الثالثة من المادة 88، يستعاض عن الشهادة بإقرار مشفوع بالقسم ترفق به قائمة الأنشطة أو الأعمال أو المنشورات التي يصرح عنها المحامي.

المفروض عليه خلال السنة المنصرمة، في أجل أقصاه 31 يناير/كانون الثاني من كل سنة مدنية منصرمة. يجب على هذا الإفصاح أن يكون مشفوعا بالمستندات الثبوتية الضرورية للتحقق من الامتثال لهذا الواجب.

القسم الخامس: الأحكام الخاصة بإشارات التخصص

القسم الفرعي 1: أحكام عامة.

المادة 86

يحدد قرار صادر عن حارس الأختام، وزير العدل، باقتراح من المجلس الوطني لنقابات المحامين، قائمة إشارات التخصص. يجوز مراجعة القائمة في أي وقت.

ينشر المجلس الوطني لنقابات المحامين سنويا القائمة الوطنية للمحامين المرخص لهم باستعمال إشارة أو إشارتي تخصص، ومن ضمنهم المحامين أصحاب الحق في الإشارة إلى التخصص في إجراءات الاستئناف المنصوص عليها في الفقرة الرابعة من أولا من المادة الأولى من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا.

كما يعد المجلس سنويا القائمة الوطنية لأعضاء لجنة الممتحنين المنصوص عليها في المادة 91. (1)

ملاحظة:
(1) المادة من المرسوم رقم المؤرخ في 28 ديسمبر/كانون الأول 2001: تسري أحكام المادة 86 كما ينص عليه البند 2 من المادة 8 من هذا المرسوم، اعتبارا من 1 يناير/كانون الثاني 2012 إذ تتعلق هذه الأحكام بالإشارة إلى التخصص في إجراءات الاستئناف.

المادة 87

يجب إعلام مجلس نقابة المحامين باستخدام إشارة التخصص سواء عند طلب التسجيل في الجدول أو بعد هذا التسجيل.

يجب على التصريح الذي يقوم به المحامي أن يكون مشفوعا بشهادة التخصص المنصوص عليها في المادة 1-12 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا. لا يسري هذا الطلب على وكلاء الدعوى السابقين ومساعديهم السابقين المذكورين في الفقرة الرابعة من أولا من المادة الأولى لذات القانون عندما يرغبون في استخدام إشارة التخصص في إجراءات الاستئناف.

القسم الفرعي 2: شروط الممارسة المهنية.

المادة 88

تبلغ مدة التدريب المتواصل عشرين ساعة خلال سنة مدنية أو أربعين ساعة خلال سنتين متتاليتين.

يجب على المحامي القيام بما يلي من أجل الوفاء بواجب التدريب المتواصل:

1 – المشاركة في أنشطة تدريبية ذات طابع قانوني أو مهني تجريها مراكز التدريب المهني الإقليمية أو المؤسسات الجامعية؛

2 – المشاركة في تدريبات يجريها محامون أو مؤسسات تعليمية أخرى؛

3 – حضور الندوات أو المؤتمرات ذات الطابع القانوني المرتبطة بالنشاط المهني للمحامين؛

4 – إعطاء دروس ذات طابع قانوني مرتبطة بالنشاط المهني للمحامين، في إطار جامعي أو مهني؛

5 – نشر أعمال ذات طابع قانوني.

يشمل هذا التدريب خلال السنتين الأولتين للممارسة المهنية عشر ساعات على الأقل تتناول أخلاقيات المهنة. بيد أنه، خلال هذه الفترة ذاتها، يجب على الأشخاص المذكورين في المادتين 97–1 و98 تكريس واجبهم التدريبي بالكامل للمواد التعليمية الخاصة بأخلاقيات المهنة والوضع المهني.
يجب على حاملي شهادة تخصص منصوص عليها في المادة 86، إلا إذا كانوا خاضعين لواجب التدريب المذكور في الجملة الثانية من الفقرة السابقة، تكريس نصف مدة تدريبهم المتواصل لمجال أو مجالات هذا التخصص. إذا كانوا يحملون شهادتي تخصص، يجرون عشر ساعات تدريب على الأقل في كل من هذين التخصصين، أي عشرين ساعة خلال سنة مدنية وأربعين ساعة خلال سنتين متتاليتين.

وإلا يفقد المحامي الحق في استعمال إشارة أو إشارات تخصصه وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 92–5.

يحدد المجلس الوطني لنقابات المحامين إجراءات تنفيذ أحكام هذه المادة.

يجب إبلاغ حارس الأختام، وزير العدل، ومجلس كل نقابة من نقابات المحامين، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم، بالقرارات التي تحدد الإجراءات التي يجري واجب التدريب المتواصل وفقها، والتي يتخذها المجلس الوطني لنقابات المحامين عملا بالفقرة الثانية من المادة 2–14 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً، في غضون ثلاثين يوما من تاريخ اتخاذها. تنشر القرارات في الجريدة الرسمية للجمهورية الفرنسية.

المادة 85–1

يجب على المحامي الإفصاح لدى مجلس نقابة المحامين التي ينتمي إليها، عن تفاصيل إيفائه بواجب التدريب المتواصل

القسم الثالث: تمرين المحامين الحاصلين على ألقابهم المهنية في الخارج.

المادة 84

يجوز للمحامي المسجل في نقابة محامين أجنبية إجراء تمرين لمدة سنة واحدة، قابلة للتجديد مرتين، لدى محام مقيد في الجدول. يحتفظ هذا المتمرن بصفة المحامي الأجنبي.

يشارك المتمرن، وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 60، في النشاط المهني للمحامي المشرف على التمرين، ولا يجوز له أن يحل محل المحامي لأداء أي عمل ذي صلة بمهام المحامي المشرف. يترتب على ممارسة المتمرن أنشطة مهنية أخرى سحب رخصته.

يخبر المشرف على التمرين نقيب المحامين باستقبال المتمرن وبالفترة المقررة للتمرين شهرا على الأقل قبل بد التمرين.

يرفع نقيب المحامين الأمر إلى مجلس النقابة الذي يعطي رخصته أو يرفضها في حدود هذا الأجل. يبلغ هذا القرار بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم في غضون خمسة عشر يوما من تاريخ اتخاذه للمعني بالأمر والنائب العام اللذان يحق لهما إحالته إلى محكمة الاستئناف وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 16. إذا لم يبلغ مجلس النقابة قراره في الشهر الذي يلي انتهاء الأجل الممنوح له لهذا الغرض، يعتبر الطلب مرفوضا ويجوز للمعني بالأمر رفع شكواه إلى محكمة الاستئناف وفق الشروط المذكورة في الجملة السابقة.

يجب على المعني بالأمر، في جميع الأحوال، إبلاغ النائب العام ونقيب المحامين شكواه بلا تأخير، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

القسم الرابع: التدريب المستمر (ملغى)

القسم الرابع: التدريب المتواصل

المادة 85

يضمن التدريب المتواصل المنصوص عليه في المادة 2-14 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً، للمحامي المقيد في جدول نقابة المحامين تحديث المعارف اللازمة لممارسة مهنة المحاماة وتطويرها.

يجوز لهيئة الممتحنين أن تضم إليها ممتحنين متخصصين بصفة استشارية.

يجوز إنشاء عدة لجان للممتحنين إذا سوّغ عدد المرشحين ذلك، وفق الشروط المنصوص عليها في هذه المادة.

المادة 70

تختتم الفترات التدريبية الثلاث المعرفة في المادتين 57 و58 بدورة امتحان، يحدد رئيس مجلس إدارة مركز التدريب المهني الإقليمي موعدها، بحيث لا يتعدى الشهرين اعتبارا من تاريخ انتهاء دورة التدريب الحالية.

تنظم دورة إعادة للامتحان وفق إجراءات يحددها قرار صادر عن حارس الأختام، وزير العدل، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

المادة 71

يجوز للطالب الراسب أول مرة في الامتحان، أن يتابع الفترات التدريبية الثلاث المعرفة في المادتين 57 و58 من هذا المرسوم من جديد.

لا يجوز للطالب الراسب مرة ثانية التقدم لشهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة. بيد أنه يجوز لمجلس إدارة مركز التدريب المهني الإقليمي، استثنائيا وبمداولة معللة، أن يأذن للمرشح متابعة دورة تدريبية ثالثة.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

القسم الثالث: التمرين (ملغى)

القسم الفرعي 1: التسجيل في قائمة التمرين. (ملغى)

القسم الفرعي 2: نظام التمرين. (ملغى)

أولا. تتألف لجنة الممتحنين من:

1 – أستاذين جامعيين أو أستاذين محاضرين، مكلفين بتعليم مواضيع قانونية، أحدهما رئيس لجنة الممتحنين، يعينان وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرة الرابعة من المادة 44؛

2 – قاض ينتمي للقضاء العدلي وعضو في هيئة المحاكم الإدارية ومحاكم الاستئناف الإدارية يعين وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرتين الثانية والثالثة من المادة 44؛

3 – ثلاثة محامين يعينهم نقباء نقابات المحامين الموجودة في دائرة اختصاص المركز بقرار مشترك.

4 – أساتذة لغات أجنبية يعينون وفق الشروط المنصوص عليها في البند 1، وهم لا يجتمعون في لجنة الممتحنين إلا في الاجتماعات المعنية بالمرشحين الذين امتحنوهم.

ثانيا. عندما تقرر عدة مراكز تدريب مهني إقليمية تنظيم اختبارات شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة على نحو مشترك، تعين لجنة الممتحنين كما يلي:

1 – قاضي القضاء العدلي، يعين تعيينا مشتركا بين رؤساء محاكم الاستئناف التي تقع مقرات المراكز في دائرة اختصاصها والنواب العامين لدى هذه المحاكم؛

2 – عضو هيئة المحاكم الإدارية ومحاكم الاستئناف الإدارية، يعين تعيينا مشتركا بين رؤساء محاكم الاستئناف الإدارية المعنية، وعند الاقتضاء بعد استشارة رؤساء المحاكم الإدارية المعنية بالأمر؛

3 – الأستاذان الجامعيان أو الأستاذان المحاضران، أحدهما رئيس لجنة الممتحنين وكذلك أساتذة اللغات الأجنبية، بقرار مشترك بين رؤساء الجامعات المعنية؛

4 – المحامون الثلاثة، بقرار مشترك بين نقباء نقابات المحامين في الموجودة في دائرة اختصاص المراكز.

ثالثا. تقدم الاختبارات الشفهية أمام ثلاثة ممتحنين يعينهم رئيس لجنة الممتحنين في كل فئة من الفئات المذكورة في البنود 1 و2 و3 من أولا. بيد أن اختبارات اللغات تقدم أمام ممتحن يعينه رئيس لجنة الممتحنين في الفئة المذكورة في البند 4 من أولا.

رابعا. يعين نفس العدد من النواب وفق الشروط المنصوص عليها في أولا وثانيا.

لا يجوز لأعضاء لجنة الممتحنين، باستثناء الأعضاء المذكورين في البند 4 من أولا، شغر مقعد في لجنة الممتحنين لأكثر من خمس سنوات متتالية.

تفصل محكمة الاستئناف في غرفة المشورة. مع ذلك يجوز إجراء المرافعات في جلسة عامة بطلب من المعني بالأمر؛ ويشار إلى ذلك في القرار.

يبلغ قلم المحكمة المعني بالأمر قرار محكمة الاستئناف بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. يرسل قلم المحكمة نسخة من القرار إلى رئيس المجلس التأديبي الذي ليس طرفا في الدعوى.

المادة 67

يجوز للطالب عندما يباشر في دورة تدريب جديدة تشمل الفترات الثلاث المعرفة في المادتين 57 و58، أن يطلب تسجيله في مركز تدريب مهني إقليمي آخر.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

القسم الثاني: شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة.

المادة 68

يجري اجتياز اختبارات شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة بعد انتهاء التدريب الذي ينظمه مركز التدريب المهني الإقليمي.

يتولى المركز تنظيم امتحان شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة.

لا يجوز للطالب أن يتقدم إلا للامتحان الذي ينظمه آخر مركز تابع فيه تعليمه.

يحدد قرار من حارس الأختام، وزير العدل البرنامج والإجراءات لنيل شهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

المادة 69

2 – التوبيخ؛

3 – الاستبعاد المؤقت من المركز لمدة أقصاها ستة أشهر.

المادة 64

يوقع المجلس التأديبي لمركز التدريب المهني الإقليمي العقوبات التأديبية. يرفع رئيس مجلس إدارة المركز القضايا التأديبية إلى المجلس التأديبي.

لا يحق لرئيس مجلس الإدارة أن يكون عضوا في المجلس التأديبي.

يتألف المجلس التأديبي من:

أ) محام عضو في مجلس إدارة المركز، بصفة رئيس المجلس التأديبي؛

ب) قاض والأستاذ الجامعي العضو في مجلس إدارة المركز؛

ج) محاميين محاضرين في مركز التدريب المهني؛

د) ممثلين عن الطلبة ينتخبهما الطلبة باقتراع سري في دورة واحدة خلال الأشهر الثلاثة الأولى من كل سنة مدنية.

يعين مجلس إدارة المركز الأشخاص المذكورين في النقاط (أ) و (ب) و (ج) الآنفة الذكر لمدة سنة واحدة خلال الأشهر الثلاثة الأولى من كل سنة مدنية. في حال إنهاء هذه الولاية قبل الموعد المحدد، يجب استبدال المعني بالأمر، وفق نفس الإجراءات، لفترة الولاية المتبقية.

لا يجوز إيقاع أية عقوبة دون سماع المعني بالأمر أو دعوته مع أجل مدته ثمانية أيام على الأقل وتمكينه من الاطلاع على ملفه مسبقا. يجوز للمعني بالأمر توكيل محام، وإن شاء، ممثل للطلبة.

عندما تتعادل أصوات أعضاء المجلس التأديبي، يعتمد الحل الذي يصب أكثر في صالح الطالب.

المادة 65 (ملغاة)

المادة 66

يبلغ المعني بالأمر بقرار المجلس التأديبي بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. يجوز للطالب المعني بالأمر إحالة القرار إلى محكمة الاستئناف وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرات الأولى والثانية والسادسة من المادة 16.

1 – حضور عملية استقبال الزبائن؛

2 – حضور جلسات أو اجتماعات مختلف السلطات القضائية أو اللجان أو أعمال التحقيق التمهيدية؛

3 – الإدلاء بملاحظات شفهية خلال الجلسة، بإذن من الرئيس؛

4 – المساعدة في الاطلاع على الوثائق في المجال القانوني وتحريرها.

يجوز لمركز التدريب المهني الإقليمي إشراك الطلبة في استشارات قانونية تنظمها نقابة المحامين.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

القسم الفرعي 4: الوضع القانوني لطلبة مركز التدريب المهني الإقليمي.

المادة 62

يتبع الطالب قانونيا لمركز التدريب المهني الإقليمي الذي تسجل فيه، حتى في أثناء مدة التمرين الذي يؤديه.

ينتفع طلبة المركز بصفتهم متمرنين في إطار التدريب المهني بالمساعدة التي تقدمها الدولة فيما يخص أجورهم، وفق الشروط المنصوص عليها في الباب الخامس من الكتاب التاسع من قانون العمل.

فضلا عن ذلك، تحدد الاتفاقيات التي تبرمها الدولة مع مراكز التدريب المهني الإقليمية الشروط التي تقدم هذه المراكز وفقها منح توزع وفق معايير اجتماعية.

المادة 63

قد يتعرض الطالب الذي لا يمتثل للالتزامات الناجمة عن هذا المرسوم أو النظام الداخلي لمركز التدريب المهني الإقليمي، أو الذي يرتكب أفعالا منافية للشرف أو النزاهة، لإحدى العقوبات التأديبية التالية:

1 – التنبيه؛

المادة 58-1

يجب إتمام الفترات التدريبية الثلاث المعرفة في المادتين 57 و58 دون انقطاع. يحدد مجلس إدارة مركز التدريب المهني الإقليمي ترتيب تتالي هذه الفترات الثلاث.

يجوز للمجلس الوطني لنقابات المحامين، استثنائيا، أن يأذن لمركز من مراكز التدريب المهني الإقليمية تنظيم هذه الفترات الثلاث بالتناوب مع العمل.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

المادة 59

يحق لجميع المحامين المقيدين في الجدول الذين أدوا اليمين منذ أكثر من أربع سنوات عند حلول 1 يناير/كانون الثاني من السنة الجارية الاضطلاع بمهمة مشرفين على التمرين.

يضع مجلس إدارة كل مركز من مراكز التدريب المهني الإقليمية أو نائبه بالتفويض، بعد استشارة مجالس نقابات المحامين المعنية، قائمة بالمحامين المشرفين على التمرين سنويا.

لا يجوز لأي محام رفض تسجيل اسمه في هذه القائمة دون مسوغ مشروع.

يقرر رئيس مركز التدريب المهني الإقليمي توزيع المتمرنين على المحامين، ويجوز له تغيير هذا التوزيع خلال مدة التمرين.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

المادة 60

يتعلم الطالب الأنشطة المهنية من المحامي المشرف على التمرين، ولا يجوز له أن يحل محل المحامي لأداء أي عمل ذي صلة بمهام المحامي المشرف.

يجب على المتمرن أن يؤدي المهام التالية على وجه الخصوص، بمعية المشرف على التمرين:

المادة 56

تتولى مراكز التدريب المهني الإقليمية تدريب الطلبة المحامين. يحدد المجلس الوطني لنقابات المحامين المبادئ التنظيمية لهذه المراكز.

تبلغ القرارات التي يتخذها المجلس الوطني لنقابات المحامين عملا بالفقرة السابقة، في غضون ثلاثين يوما من تاريخ إصدارها، لحارس الأختام، وزير العدل ومراكز التدريب المهني الإقليمية بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. تنشر القرارات في الجريدة الرسمية للجمهورية الفرنسية.

المادة 57

يتلقى طلبة مراكز التدريب المهني الإقليمية تدريبا مشتركا أساسيا من أجل ممارسة الاستشارة وحل النزاعات، يستغرق ستة أشهر، يشمل على وجه الخصوص الوضع القانوني للمهنة وأخلاقياتها وتحرير العقود القانونية والمرافعة والمناقشة الشفهية والإجراءات وإدارة مكاتب المحامين ولغة أجنبية حية. يختار مركز التدريب المهني الإقليمي اللغة أو اللغات المدرسة ضمن اللغات المحددة في قرار صادر عن حارس الأختام، وزير العدل.

يحدد مجلس إدارة مركز التدريب المهني الإقليمي برنامج وطرق التعليم والتدريب مع مراعاة الأحكام التي حددها المجلس الوطني لنقابات المحامين.

يجوز للمركز إعفاء الطلبة كليا أو جزئيا من الدروس، وفق مبادئ يحددها المجلس الوطني لنقابات المحامين، باستثناء الدروس المندرجة ضمن التدريب المشترك الأساسي.

المادة 58

تخصص فترة تدريب ثانية، مدتها ستة أشهر يجوز تمديدها استثنائيا إلى ثمانية أشهر، لإنجاز المشروع التربوي الفردي للطالب المحامي، وفق مبادئ يحددها المجلس الوطني لنقابات المحامين. يجب أن يحصل هذا المشروع التربوي، الذي يقترحه الطالب المحامي ويعده بمساعدة مركز التدريب المهني الإقليمي، على موافقة هذا الأخير.

تخصص فترة تدريب ثالثة، تستغرق ستة أشهر، للتمرين لدى محام.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

4 – أساتذة لغات أجنبية يعينون وفق الشروط المنصوص عليها في البند 1، وهم لا يجتمعون في لجنة الممتحنين إلا في الاجتماعات المعنية بالمرشحين الذين امتحنوهم.

يعين نفس العدد من النوّاب وفق نفس الشروط.

لا يجوز لأعضاء لجنة الممتحنين، ما عدا الأعضاء المذكورين في البند 4، شغر مقعد في اللجنة أكثر من خمس سنوات متتالية.

يجوز إنشاء عدة لجان ممتحنين إذا سوّغ عدد المرشحين ذلك.

تجرى اختبارات القبول، باستثناء اختبارات اللغات والاختبار المتعلق بحماية الحريات والحقوق الأساسية، أمام ممتحن يعينه رئيس لجنة الممتحنين في إحدى الفئات المذكورة في البنود 1 و2 و3.

يجرى الاختبار المتعلق بحماية الحريات والحقوق الأساسية أمام ثلاثة ممتحنين يعينهم رئيس هيئة الممتحنين في كل واحدة من الفئات المذكورة في البنود 1 و2 و3.

تجرى اختبارات اللغات أمام ممتحن يعينه رئيس لجنة الممتحنين في الفئة المذكورة في البند 4.

يجوز للجنة الممتحنين أن تضم إليها ممتحنين متخصصين بصفة استشارية.

المادة 54

يحدد قرار مشترك بين حارس الأختام، وزير العدل والوزير المكلف بالجامعات، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين، قائمة الشهادات الجامعية التي تعفي من امتحان الدخول إلى مركز التدريب المهني الإقليمي كليا أو جزئيا.

المادة 55

يجوز قبول طلبة أجانب في مركز إقليمي للتدريب المهني بصفة طلبة مستمعين، وفق إجراءات يحددها قرار صادر عن حارس الأختام، وزير العدل.

ملاحظة:

المادة من المرسوم المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 2004: ستدخل هذه الأحكام حيز النفاذ في 1 سبتمبر/أيلول 2005، مع مراعاة أحكام المادة 50 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

القسم الفرعي 3: محتوى التدريب.

القسم الفرعي 2: شروط الالتحاق.

المادة 51

مع مراعاة أحكام المادة 23 من القانون المؤرخ في 25 يناير/كانون الثاني 2011 المتضمن إصلاح التمثيل أمام محاكم الاستئناف، على المرشح الذي يرغب في التسجيل في مركز إقليمي للتدريب المهني اجتياز امتحان الالتحاق بالمركز، الذي يحدَد برنامجه وإجراءاته من خلال قرار مشترك صادر عن حارس الأختام، وزير العدل، والوزير المكلف بالجامعات، بعد استشارة المجلس الوطني لنقابات المحامين.

تنظم الجامعات التي يعينها رئيس الأكاديمية لهذا الغرض بعد استشارة حارس الأختام، وزير العدل، هذا الامتحان الذي يضم اختبارات أهلية كتابية واختبارات قبول شفهية.

تختار لجنة الممتحنين المنصوص عليها في المادة 53 مواضيع اختبارات الأهلية الكتابية.

المادة 52

يقتضي التقدم لامتحان الدخول إلى المركز الإقليمي للتدريب المهني من المرشحين حيازة أحد الألقاب أو الشهادات المنصوص عليها في المادة 11 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

لا يجوز لأي شخص التقدم لهذا الامتحان أكثر من ثلاث مرات.

المادة 53

فيما يلي تكوين لجنة الممتحنين المعنية بهذا الامتحان:

1 – أستاذان جامعيان أو أستاذان محاضران، مكلفان بتعليم مواضيع قانونية، أحدهما رئيس لجنة الممتحنين، يعينهما رئيس الجامعة المنظمة للامتحان؛

2 – قاض ينتمي للقضاء العدلي يعين بقرار مشترك بين رئيس محكمة الاستئناف الأول التي تقع الجامعة المنظمة للامتحان في دائرة اختصاصها والنائب العام لدى هذه المحكمة وكذلك عضو في هيئة المحاكم الإدارية ومحاكم الاستئناف الإدارية يعينه رئيس محكمة الاستئناف الإدارية التي تقع الجامعة المنظمة للامتحان في دائرة اختصاصها، باقتراح، عند الاقتضاء، من رئيس المحكمة الإدارية إذا أراد رئيس محكمة الاستئناف الإدارية تعيين عضو من المحكمة الإدارية؛

3 – ثلاثة محامين يعينهم نقباء نقابات المحامين المعنية بقرار مشترك.

يعين أعضاء نوّاب يساوي عددهم عدد الأعضاء الأصليين ووفق نفس الشروط.

تدوم فترة ولاية أعضاء المجلس، أكانو أصليين أم مناوبين، ثلاث سنوات، قابلة للتجديد مرة واحدة.

حينما تنتهي ولاية عضو في المجلس قبل نهايتها المقررة، يستبدل المعني بالأمر، وفق نفس الإجراءات، لمدة الولاية المتبقية.

لا يجوز إعادة انتخاب الأعضاء المنصرفين بعد انتهاء ولايتين متتاليتين إلا بعد مرور أجل ثلاث سنوات.

المادة 46

يعين مجلس الإدارة ضمن أعضائه رئيسا يجب أن يكون محاميا، وأمينا وأمين سر.

المادة 47

يمثّل رئيس مجلس الإدارة مركز التدريب المهني الإقليمي. يجوز للرئيس، بعد استشارة مجلس الإدارة، تفويض جزء من صلاحياته مؤقتا لعضو من أعضاء مجلس الإدارة.

المادة 48

يقرّ مجلس الإدارة النظام الداخلي لمركز التدريب المهني الإقليمي.

يبلغ النظام الداخلي للنائب العام لدى محكمة الاستئناف التي يقع المركز في دائرة اختصاصها والمجلس الوطني لنقابات المحامين في غضون خمسة عشر يوما من تاريخ وضعه بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. يجوز للنائب العام أو للمجلس الوطني لنقابات المحامين إحالة النظام الداخلي إلى محكمة الاستئناف وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرة الأولى والثانية والسادسة من المادة 16؛ ويخطر رئيس مجلس الإدارة بذلك بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. تفصل المحكمة في الطعن بعد دعوة رئيس مجلس الإدارة للإدلاء بملاحظاته.

يبلغ قلم المحكمة النائب العام ورئيس مجلس الإدارة بقرار محكمة الاستئناف بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

المادة 49

يأذن مجلس الإدارة لرئيسه بالترافع أمام القضاء، وقبول أية هبة أو ورثة، وإجراء الصلح أو التحكيم، وإجراء أي تصرف أو رهن، واقتراض أي قرض.

أصلي. في هذه الحالة، لا تسري عليه أحكام الفقرتين الرابعة والخامسة من المادة 42.

يملك هذا العضو الأصلي عدد أصوات يتفاوت بحسب عدد أعضاء نقابة المحامين التي يمثلها.

يملك ممثلو نقابات المحامين التي تضم أقل من 100 محام صوت واحد.

يملك ممثلو نقابات المحامين التي تضم 100 محام أو أكثر صوتاً إضافياً لكل مائة محام آخر.

خلافا للأحكام السابقة، يعين مجلس نقابة محامي باريس 12 ممثلا بصفة أعضاء أصليين يملك كل منهم 4 أصوات.

المادة 44

تضم مجالس الإدارة قاضيا وعضوا في هيئة المحاكم الإدارية ومحاكم الاستئناف الإدارية وأستاذا جامعيا أو أستاذا محاضرا مؤهلا لإدارة البحوث.

يعين الرئيس الأول والنائب العام لمحكمة الاستئناف التي يقع مقر المركز في دائرة اختصاصها القاضي المدعو للالتحاق بمجلس إدارة مركز من مراكز التدريب المهني.

يعين رئيس محكمة الاستئناف الإدارية التي يقع مقر المركز في دائرة اختصاصها عضو هيئة المحاكم الإدارية ومحاكم الاستئناف الإدارية، وعند الاقتضاء يجري التعيين بناءً على اقتراح رئيس المحكمة الإدارية إذا أراد رئيس محكمة الاستئناف الإدارية تعيين عضو محكمة إدارية.

يعين رؤساء الجامعات الموجودة في دائرة اختصاص المركز والمؤهلة لمنح شهادة الإجازة أو الماجستير في الحقوق الأستاذ الجامعي أو الأستاذ المحاضر بقرار مشترك.

يملك كل واحد من هؤلاء الأعضاء صوتاً واحداً عندما يكون للأعضاء المحامين أقل من 10 أصوات، وصوتين عندما يكون للأعضاء المحامين من 10 إلى 19 صوتا، و3 أصوات عندما يكون للأعضاء المحامين من 20 إلى 150 صوتا، و15 صوتا عندما يكون للأعضاء المحامين أكثر من 150 صوتا.

المادة 44-1

لا يتداول مجلس الإدارة قانونيا إلا إذا حضر ثلث أعضائه الحاصلين على نصف عدد الأصوات على الأقل.

إذا تعذر ذلك، يدعى مجلس الإدارة من جديد ويتداول دون الحاجة إلى اكتمال النصاب القانوني. يفصل المجلس بغالبية الأصوات.

المادة 45

التدريب المهني الإقليمي، قرار محكمة الاستئناف بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

الباب الثاني: امتهان مهنة المحاماة

الفصل الأول: التدريب المهني

القسم الأول: مراكز التدريب المهني الإقليمية للمحامين

القسم الفرعي 1: التنظيم.

المادة 42

لكل مركز إقليمي للتدريب المهني مجلس إدارة يتألف من محامين وقضاة وأستاذ جامعي واحد يعينون وفق الشروط المنصوص عليها في المواد التالية.

ينضم ممثلان عن طلبة المركز لهما الحق في التصويت إلى مجلس الإدارة كلما تداول المجلس في التدريب المهني للمحامين المقبلين أو في الشهادة المهنية لمهنة المحاماة.

ينتخب طلبة المركز هاذين الممثلين لمدة سنة، خلال الأشهر الثلاثة الأولى من السنة المدنية، بواسطة اقتراع سري بالأغلبية في دورة واحدة.

يدعى نقباء المحامين الحاليين في دائرة اختصاص المركز وممثل معين من قبل المجلس الوطني لنقابات المحامين إلى اجتماعات مجلس الإدارة. ويجوز لهم المشاركة في هذه الاجتماعات بدون الحق في التصويت.

لا يجوز للأشخاص المذكورين في الفقرة السابقة حضور التصويت على المداولات الخاصة بميزانية المركز.

لا يجوز لممثل المجلس الوطني لنقابات المحامين حضور التصويت على المداولات الخاصة بتجميع المراكز وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 1-13 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

المادة 43

يعين كل مجلس من مجالس نقابات المحامين في دائرة اختصاص مركز التدريب المهني الإقليمي محاميا بصفة عضو أصلي في مجلس الإدارة.

يجوز لمجالس نقابات المحامين المستقرين في دائرة اختصاص محكمة الاستئناف في باريس تعيين نقيبها الحالي بصفة محام

يجوز للجنة أن تضم إليها شخصيات مؤهلة في مجال التدريب بصفة استشارية.

يتداول المجلس الوطني في المسائل المنصوص عليها في الفقرة الثانية من المادة 1-21 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً، بعد الاطلاع على اقتراحات اللجنة. ويشارك القاضيان وعضوا التعليم العالي المنتميان إلى اللجنة في المداولات.

تفصل اللجنة في التدابير الفردية المنصوص عليها في الفقرة الثالثة من المادة 1-21 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

المادة 40

يتلقى المجلس الوطني لنقابات المحامين مساهمة الدولة في تمويل التدريب المهني المنصوص عليه في المادة 13 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً، ويوزعها بين مراكز التدريب المهني الإقليمية للمحامين. كما يوزع رسوم اشتراك المحامين المخصصة لهذا التدريب.

يترتب على مساهمة الدولة كل سنة تخصيص اعتماد في ميزانية وزارة العدل، وفق الشروط المنصوص عليها في الباب الرابع من الكتاب التاسع من قانون العمل.

يخضع تمويل التدريب المهني لرقابة المراقب المالي الذي يعيّن بموجب قرار صادر عن الوزير المكلف بالميزانية؛ كما يحدد قرار صادر عن نفس الوزير طرق الرقابة.

المادة 41

تبلغ القرارات الفردية للمجلس الوطني لنقابات المحامين المتخذة وفق الفقرتين الثانية والثالثة من المادة 1-21 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً، للنائب العام لدى محكمة الاستئناف في باريس، وبحسب الحالة، للمعني بالأمر أو لمركز التدريب المهني الإقليمي، بالبريد المسجل مع طلب إشعار بالتسلم في غضون خمسة عشر يوما من تاريخ صدورها.

يجوز للنائب العام وللمعني بالأمر ولمركز التدريب المهني الإقليمي إحالة قرارات المجلس الوطني لنقابات المحامين إلى محكمة الاستئناف في باريس وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرة الأولى والثانية والرابعة والسادسة من المادة 16.

يبلغ قلم محكمة الاستئناف رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين بالطعن بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.

تفصل محكمة الاستئناف بعد دعوة رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين للإدلاء بملاحظاته.

يبلغ قلم محكمة الاستئناف النائب العام ورئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين، وبحسب الحالة، المعني بالأمر أو مركز

يحدد المجلس الوطني لنقابات المحامين مبلغ المساهمات وطرق تسديدها سنويا.

المادة 38

يحدد النظام الداخلي سبل عمل المجلس الوطني لنقابات المحامين وتقر الجمعية العامة هذا النظام الداخلي ويسلم إلى حارس الأختام، وزير العدل.

المادة 38-1

تبلغ قرارات المجلس الوطني لنقابات المحامين التي توحد قواعد وأعراف مهنة المحاماة من خلال أحكام عامة عملا بالفقرة الأولى من المادة 1-21 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً، لحارس الأختام، وزير العدل ولمجلس كل نقابة من نقابات المحامين في غضون ثلاثين يوما بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. تنشر القرارات في الجريدة الرسمية للجمهورية الفرنسية.

القسم الثاني: أحكام خاصة بالتدريب المهني

المادة 39

يتضمن المجلس الوطني لنقابات المحامين لجنة للتدريب المهني يرأسها رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين أو عضو آخر في المجلس يفوضه هذا الرئيس، وتتألف اللجنة من الأعضاء التالين:

1 – ستة محامين ينتخبهم المجلس الوطني لنقابات المحامين من داخله؛

2 – قاضيان يعيّنان بقرار من حارس الأختام، وزير العدل؛

3 – عضوان من التعليم العالي، يعينان بنفس الطريقة، باقتراح من الوزير المكلف بالجامعات. ويعين نفس العدد من النوّاب بنفس الطريقة.

تدوم فترة مهام القاضيين وعضوي التعليم العالي ثلاث سنوات، قابلة للتجديد مرة واحدة.

لا تفصل اللجنة قانونيا إلا بحضور ثمانية من أعضائها على الأقل.

عندما تتعادل الأصوات، يكون صوت الرئيس مرجحا.

المادة 34

يتألف مكتب المجلس الوطني لنقابات المحامين من رئيس ونائبين للرئيس وأمين سر وأمين صندوق وأربعة أعضاء آخرين، ينتخبون باقتراع سري بالأغلبية في دورتين. كما يضم المكتب رئيس مؤتمر نقباء المحامين ونقيب محامي باريس الحالي وهما نائبان للرئيس بقوة القانون وتستثنى من ذلك أية مهام أخرى.

باستثناء الرئيس الذي تمتد ولايته سنة واحدة قابلة للتجديد مرتين، تدوم ولاية الأعضاء المنتخبين في المكتب ثلاث سنوات. وهي قابلة للتجديد مرة واحدة.
إذا أنهى عضو منتخب في المكتب مهامه قبل انتهاء المدة العادية لولايته، يجري تبديله في غضون ثلاثة أشهر. وفي هذه الحالة، تنتهي مهام العضو الجديد في الموعد الذي كانت ستنتهي فيه مهام العضو الذي خلفه.
يجوز لكل عضو في المجلس الوطني لنقابات المحامين وللنائب العام الطعن في انتخابات أعضاء المكتب أمام محكمة الاستئناف في باريس وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 33.

المادة 35

يؤدي عضو المجلس الوطني لنقابات المحامين مهامه في المجلس مجاناً ولا يسترد إلا تكاليف السفر والإقامة، وفق الشروط التي حددها المجلس الوطني لنقابات المحامين.

يجوز بموجب النظام الداخلي للرئيس ولأعضاء المكتب المنتخبين ولرئيس لجنة التدريب المهني المنشأة في المادة 39 ولرؤساء اللجان الدائمة المنشأة، عند الاقتضاء، الحصول على بدل لقاء النفقات الناجمة عن تمثيل المجلس، يحدد المجلس الوطني لنقابات المحامين قيمته.

المادة 36

يجتمع المجلس الوطني لنقابات المحامين بدعوة من رئيسه، بمبادرة منه أو بطلب من ثلث أعضاء المجلس على الأقل.

ولا تكون مداولات المجلس قانونية إلا بحضور نصف أعضائه. وإذا تعذر ذلك، يدعى المجلس الوطني لنقابات المحامين من جديد ويتداول دون الحاجة إلى اكتمال النصاب القانوني. يفصل المجلس بأغلبية الأصوات. عندما تتعادل الأصوات، يكون صوت الرئيس مرجحا.

المادة 37

يضع المجلس الوطني لنقابات المحامين ميزانيته التشغيلية. ويمول على وجه الخصوص من خلال المساهمة السنوية التي يسددها المحامون المقيدون في جدول من الجداول.

يمنح أول مقعد ظل شاغرا للقائمة التي حصلت على أعلى نتيجة.

تجري نفس العملية تباعا لكل مقعد من المقاعد التي تظل شاغرة.

المادة 30

عند تعادل الأصوات، وفي كلتا الهيئتين، يعلن فوز المرشح ذي أقدم تاريخ تقييد في أحد الجداول، وعند تساوي الأقدمية، يعلن فوز المرشح الأكبر سنا.

المادة 31

يحرر محضر بعمليات التصويت ويسلم لكل نقيب من نقباء المحامين وكذلك لرؤساء المنظمات المهنية المذكورة في المادة 21.

المادة 32

إذا أنهى عضو من أعضاء المجلس الوطني لنقابات المحامين مهامه قبل انتهاء مدة ولايته العادية، يحل محله عضو آخر على النحو التالي:

– في الهيئة النظامية، المرشح غير المنتخب الذي حصل على أعلى عدد من الأصوات في نفس دائرة العضو الذي أنهى مهامه؛

– في الهيئة العامة، أول مرشح غير منتخب في القائمة.

إذا انخفض عدد أعضاء المجلس الوطني بنسبة الربع على الأقل، بسبب عدم وجود أعضاء بديلين، تجري انتخابات لملء المقاعد الشاغرة وفق الشروط المنصوص عليها في المواد 22 إلى 27. لا يجري، مع ذلك، انتخاب جزئي في خلال الأشهر الستة التي تلي تجديد المجلس الوطني.

المادة 33

يحق لكل محام إحالة انتخاب أعضاء المجلس الوطني لنقابات المحامين إلى محكمة الاستئناف في باريس في غضون ثمانية أيام من إعلان النتائج.

يحق للنائب العام إحالة الانتخابات إلى محكمة الاستئناف في باريس في غضون خمسة عشر يوما من إعلان النتائج.

يرفع الطعن ويجرى التحقيق والفصل فيه وفق أحكام المادة 16. يبلغ رئيس قلم محكمة الاستئناف فورا النائب العام ورئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين بهذا الطعن.

يجرى التصويت باقتراع سري، وفيما يتعلق بالهيئة العامة، لا يجوز التنويع الانتخابي أو الاقتراع التفضيلي.

يجوز للناخبين التصويت بالوكالة. ولا يجوز للوكيل حيازة أكثر من وكالة واحدة.

يجوز أيضاً للناخبين التصويت عن بعد بواسطة الأسلوب الإلكتروني، إذا اعتمدت نقابة المحامين التي ينتمون إليها الوسائل التقنية اللازمة. في هذه الحالة، تحيط نقابة المحامين، خمسة عشر يوما على الأقل قبل تاريخ الاقتراع، كل عضو من أعضائها من أصحاب الحق في التصويت علما بإجراءات الاقتراع العملية وترسل إليهم رمزا شخصيا وسريا.

تفرز الأصوات بعد إنهاء الاقتراع في كل نقابة من نقابات المحامين. تسجل النتائج في محاضر تحرر من نسختين أصليتين تحملان تواقيع نقيب المحامين وفارزي الأصوات.

ترسل النسخة الأصلية الأولى بلا تأخير إلى رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم. يحتفظ بالنسخة الأصلية الثانية مع بطاقات الاقتراع بعد وضعها في ظرف يختمه نقيب المحامين.

يجرى مكتب المجلس الوطني لنقابات المحامين الإحصاء العام للأصوات. ويحرر المكتب محضرا بذلك.

القسم الفرعي 3: انتخاب أعضاء المجلس الوطني لنقابات المحامين (ملغى)

المادة 29

أولا – ينتخب في الهيئة النظامية المرشحون الذين حصلوا على أكبر عدد من الأصوات، في حدود المناصب الشاغرة في كل دائرة.

ثانيا – في الهيئة العامة، لا تحصل سوى القوائم التي حازت نسبة أدناها 4 في المائة من الأصوات المدلى بها في إحدى الدائرتين على مقاعد في هذه الدائرة.

تمنح كل قائمة عدد منتخبين يساوي عدد الحصص الانتخابية التي يضمها عدد الأصوات التي حصلت عليه القائمة في مكاتب التصويت المذكورة آنفا.

الحصة الانتخابية تساوي عدد الأصوات الإجمالي الذي حصلت عليه مختلف القوائم التي بلغت 4 في المائة مقسوم على عدد المقاعد الشاغرة.

توزع المقاعد التي تظل شاغرة بعد تطبيق الحصة الانتخابية وفق قاعدة أعلى معدل.

ولهذا الغرض، يقسم عدد الأصوات الذي حصلت عليه كل قائمة على عدد المقاعد التي منحت للقائمة مع إضافة وحدة لهذا العدد.

المادة 25

يعلم نقيب المحامين رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين، قبل 1 مارس/آذار من سنة الانتخابات، بعدد أعضاء نقابته الذين لهم صفة الناخب في الهيئة العامة في 1 يناير/كانون الثاني من سنة الاقتراع، وفق ما تنص عليه الفقرة 2 من المادة 15 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

قبل نفس التاريخ، يحدد كل نقيب من نقباء المحامين في الدائرة الوطنية عدد الأصوات الموجودة في حوزة كل ناخب في الهيئة النظامية لنقابته، عن طريق قسمة عدد المحامين أصحاب حق التصويت في 1 يناير/كانون الثاني من سنة الاقتراع على عدد الناخبين، وينبغي تقريب حاصل القسمة من أصغر عدد صحيح، ويقدم هذا العدد للرئيس. يحصل كل ناخب على بطاقة اقتراع مشار عليها عدد الأصوات الموجودة في حوزته.

لكل ناخب في الهيئة النظامية في دائرة باريس صوت واحد.

القسم الفرعي 2: هيئة المحامين أصحاب حق التصويت. (ملغى)

المادة 26

تجري عمليات التصويت في كل نقابة من نقابات المحامين، ويصوت كل ناخب في نقابته.

يجب تقديم إعلانات الترشيح، وهي فردية بالنسبة للهيئة النظامية وعبر قوائم للهيئة العامة، لرئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين لقاء إيصال، في أجل أقصاه آخر أسبوع من شهر سبتمبر/أيلول.

تتضمن كل قائمة من القوائم المرشحة للهيئة العامة إشارة إلى اسمها، الذي قد يكون اسم منظمة مهنية أو نقابية أو الأحرف الأولى من هذا الاسم، شريطة إثبات الموافقة الصريحة لهذه المنظمة أو النقابة على ذلك عند إعلان الترشيح. ويجوز إرفاق هذه الموافقة في وثيقة مستقلة. تضم كل قائمة اسم كل مرشح ولقبه ونقابة المحامين التي ينتمي إليها وتاريخ تقييده في الجدول وطريقة مزاولته للمهنة وتوقيعه. لا يجوز لأحد أن يترشح في أكثر من قائمة واحدة أو في هيئتين.

المادة 27

يحدد رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين تاريخ الاقتراع، خلال الأسبوع التالي لتاريخ إقفال باب إيداع القوائم، بحيث يجري الانتخاب في نفس اليوم لكلتا الهيئتين وخلال الشهرين السابقين لانتهاء ولاية الأعضاء الحاليين.

المادة 28

تنقسم الهيئة النظامية والهيئة العامة إلى دائرتين، دائرة وطنية، باستثناء نقابة محامي باريس، والأخرى تابعة لهذه النقابة.

المادة 21

يحيط رئيس المجلس الوطني لنقابات المحامين، قبل حلول 1 يوليو/تموز من سنة الانتخابات، كافة نقباء المحامين ورؤساء المنظمات المهنية للمحامين الذين حصلوا على مقاعد خلال الانتخابات السابقة للمجلس الوطني لنقابات المحامين علما بعدد المقاعد الشاغرة التي سينبغي ملؤها في كل دائرة من دائرتي الهيئة النظامية والهيئة العامة. وينطبق نفس التوزيع، الذي يجرى وفق قواعد التناسب المنصوص عليها في القانون المؤرخ في 30 ديسمبر/كانون الأول 1995 المذكور أنفاً، على كل هيئة من الهيئتين. عندما لا ينجم عدد صحيح للمقاعد عن تطبيق هذه القاعدة، يمنح المقعد المتبقي للدائرة التي حصلت على أعلى نتيجة، أو، في حالة التعادل، للهيئة الأخرى وليس هيئة باريس.

المادة 22

تتألف الهيئة النظامية، في كل دائرة، من نقيب أو نقباء المحامين وأعضاء مجلس أو مجالس نقابة المحامين المزاولين لمهامهم في الدائرة المعنية.

تنتخب هذه الهيئة، باقتراع أحادي بالأغلبية في دورة واحدة، نقباء المحامين ونقباء المحامين السابقين وأعضاء مجالس نقابة المحامين الحاليين والسابقين المزاولين لمهنة المحاماة، فضلا عن رؤساء وأعضاء اللجان الوطنية والإقليمية السابقة للمجالس القانونية المزاولين لمهنة المحاماة.

المادة 23

تتألف الهيئة العامة، في كل دائرة، من المحامين أصحاب حق التصويت المنصوص عليه في المادة 15 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً.

يحق للمحامين المقيدين في الجدول في 1 يناير/كانون الثاني من سنة الاقتراع الترشح لهذه الهيئة، للاقتراع بقائمة تناسبية مع منح المقاعد المتبقية للقائمة التي نالت أعلى معدل.

يجب أن تتضمن كل قائمة عددا من المرشحين يوافق عدد المقاعد المراد ملؤها.

القسم الفرعي 1: هيئة نقباء المحامين وأعضاء مجالس نقابة المحامين. (ملغى)

المادة 24

يتولى نقيب المحامين، في كل نقابة للمحامين، تنظيم العمليات الانتخابية وفرز الأصوات.

مجلس نقابة المحامين هو طرف في الدعوى، باستثناء المسائل التأديبية.
تفصل محكمة الاستئناف في الدعوى في جلسة رسمية وفق الشروط المنصوص عليها في المادة R. 212-5 من قانون التنظيم القضائي وفي غرفة المشورة بعد دعوة نقيب المحامين إلى الإدلاء بملاحظاته. ومع ذلك، تجري المرافعات في جلسة عامة، بطلب من المعني بالأمر؛ ويجب الإشارة إلى ذلك في قرار المحكمة.
يبلغ قلم المحكمة النائب العام ونقيب المحامين والمعني بالأمر بقرار محكمة الاستئناف بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم.
يوقف أجل الاستئناف تنفيذ قرار مجلس نقابة المحامين. كما يكون للاستئناف المرفوع خلال هذا الأجل أثر موقف.

المادة 17

تجرى مداولات نقابة المحامين خلال جلسات الجمعية العامة، وفق التدابير التي حددها النظام الداخلي.

المادة 18

لا تنظر الجمعية العامة إلا في المسائل التي يرفعها إليها مجلس نقابة المحامين أو أحد أعضائها، شريطة إخطار مجلس النقابة خمسة عشر يوما قبل ذلك.

يتداول مجلس نقابة المحامين في غضون ثلاثة أشهر بشأن الآراء والاقتراحات التي قدمتها الجمعية العامة.

في حالة الرفض، يعلل مجلس نقابة المحامين قراره. يحيط مجلس النقابة علما بقراراته في أقرب اجتماع للجمعية العامة. وتسجل القرارات في سجل خاص يوضع رهن إشارة جميع المحامين.

الفصل الثاني: المجلس الوطني لنقابات المحامين

القسم الأول: التكوين وسير العمل.

المادة 19

يتألف المجلس الوطني لنقابات المحامين من ثمانين عضوا ينتخبون لمدة ثلاث سنوات، فضلا عن رئيس مؤتمر نقباء المحامين ونقيب محامي باريس. يجوز للأعضاء المنتخبين إعادة ترشحهم للمجلس الوطني لنقابات المحامين بلا تأخير بعد انتهاء ولايتهم الأولى. لا يجوز انتخاب الأعضاء المنصرفين، عند انتهاء الولاية الثانية من ولايتين متتاليتين، إلا بعد مرور ثلاث سنوات.

المادة 20

مع مراعاة الأحكام الخاصة الواردة في هذا المرسوم، يبلِّغ النائب العام والمحامي المعني بالقرارات المتعلقة بالتسجيل، ورفض التسجيل في الجدول، وشطب اسم من الجدول، وتسجيل إشارة إلى تخصص أو رفض تسجيل إشارة كهذه، وعقود التعاون أو العمل، بالإضافة إلى القرارات المتخذة في المسائل التأديبية، في غضون خمسة عشر يوما من تاريخ اتخاذها، بواسطة بريد مسجّل مع طلب إشعار بالتسلم.

مع مراعاة الأحكام الخاصة الواردة في هذا المرسوم، يبلِّغ النائب العام بجميع المداولات ذات الطابع التنظيمي، بواسطة بريد مسجّل مع طلب إشعار بالتسلم، كما يحاط المحامون المقيدون في الجدول علما بها، في أجل خمسة عشر يوما من تاريخها.

كما تبلغ المداولات المتعلقة بوضع النظام الداخلي أو تعديله إلى رئيس محكمة الاستئناف الأول ورئيس محكمة الدرجة الأولى الكبرى، كما يحاط المحامون المقيدون في الجدول علما بها. تودع كذلك نسخة من النظام الداخلي والتعديلات المحدثة فيه في قلم كل محكمة استقرت نقابة المحامين في دائرة اختصاصها وتوضع تحت تصرف كل من يعنيه الأمر.

المادة 14

يجوز للنائب العام إحالة مداولة أو قرار يتخذه مجلس النقابة إلى محكمة الاستئناف، وفق الفقرة الأولى من المادة 19 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً، مع مراعاة الشروط المنصوص عليها في المادة 16. ويخبر النائب العام النقيب بذلك بواسطة بريد مسجّل مع طلب إشعار بالتسلم.

المادة 15

عندما يعتبر المحامي أن مداولة لمجلس نقابة المحامين أو قرارا من قراراته يضران مصالحه المهنية ويعتزم إحالتهما إلى محكمة الاستئناف، وفق الفقرة الثانية من المادة 19 للقانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً، يرفع شكواه أولا لنقيب المحامين بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم في غضون شهرين من تاريخ التبليغ بالمداولة أو القرار أو نشرهما. يجب أن يبَلغ المحامي المعني بالأمر بقرار مجلس النقابة بشأن الشكوى، بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم في غضون شهر من تاريخ تسلم البريد المسجل المذكور في الفقرة الأولى.
في حالة رفض الشكوى، يحق للمحامي إحالتها إلى محكمة الاستئناف وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرة 16. إذا لم يبلغ أي قرار في غضون شهر وهو المدة المنصوص عليها في الفقرة الثانية من هذه المادة، تعتبر الشكوى مرفوضة ويجوز للمحامي إحالة رفض شكواه إلى محكمة الاستئناف وفق نفس الشروط.

المادة 16

يرفع الطعن أمام محكمة الاستئناف بواسطة بريد مسجل مع طلب إشعار بالتسلم يرسل إلى قلم محكمة الاستئناف أو يسلم لرئيس قلم المحكمة لقاء إيصال. يجري التحقيق والفصل في الطعن وفق القواعد السارية في مجال النزاعات وفق الإجراءات التي لا تقتضي التمثيل الإلزامي.
يجرى الطعن في غضون شهر واحد.

تجرى الانتخابات العامة خلال الأشهر الثلاثة التي تسبق نهاية السنة المدنية، في التاريخ الذي يحدده مجلس نقابة المحامين. تجرى الانتخابات الجزئية خلال ثلاثة أشهر من وقوع الحدث الذي فرض إجراءها.

تبدأ ولايات نقيب المحامين وأعضاء مجلس نقابة المحامين في بداية السنة المدنية التالية وتنتهي في نهاية السنة المدنية، أيا كان تاريخ الانتخاب.

عندما يتوقف نقيب المحامين أو عضو في مجلس نقابة المحامين عن مزاولة مهامه قبل انتهاء ولايته، مهما كان سبب ذلك، يجرى انتخاب خلف له للفترة المتبقية إلى حين انتهاء الولاية المذكورة. وفي حال كانت هذه الفترة تقل عن سنة، يجوز إعادة الانتخاب بلا تأخير وبنفس الصفة؛ وتخضع إعادة الانتخاب التالية للمادتين 5 و6.

المادة 11

عندما يعادل عدد المحامين المسجلين في نقابة المحامين ثمانية محامين على الأقل، ينتخب نقيب المحامين وأعضاء مجلس نقابة المحامين في غضون شهر اعتبارا من آخر عملية تسجيل. يشغل نقيب المحامين وأعضاء مجلس نقابة المحامين مهامهم فور إعلان النتائج.

إذا أجري الانتخاب خلال النصف الأول من السنة، يجرى التجديد الجزئي الأول، خلال نفس السنة، في الفترة المنصوص عليها في الفقرة الأولى من المادة 10. وإذا أجري الانتخاب في النصف الثاني من السنة، يجرى التجديد الجزئي الأول في السنة التالية، في الفترة المنصوص عليها في الفقرة الأولى من المادة 10. يجري اختيار أعضاء مجلس النقابة المنصرفين بالقرعة، تمهيداً لإجراء تجديدي مجلس نقابة المحامين الأولين.

تنتهي ولاية نقيب المحامين، أيا كان تاريخ انتخابه، في نهاية السنة الثانية التي تلي سنة انتخابه.

المادة 12

يجوز للمحامين أصحاب حق التصويت إحالة الانتخابات إلى محكمة الاستئناف في غضون الأيام الثمانية التي تلي الانتخابات.

يرفع الطلب إلى قلم محكمة الاستئناف بواسطة بريد مسجّل مع طلب إشعار بالتسلم أو يسلّم إلى رئيس قلم المحكمة لقاء إيصال. يجب على المعني بالأمر، في كل الأحوال، أن يخطر النائب العام ونقيب المحامين بطلبه بلا تأخير بواسطة بريد مسجّل مع طلب إشعار بالتسلم.

يجوز للنائب العام إحالة الانتخابات لمحكمة الاستئناف في غضون خمسة عشر يوما من تاريخ إبلاغه بمحضر الانتخابات من قبل نقيب المحامين. ويخبر النائب العام النقيب بطعنه في نفس الأجل، بواسطة بريد مسجّل مع طلب إشعار بالتسلم.

المادة 13

يجوز لنقيب المحامين أن يعهد ببعض سلطاته إلى نائبه، إن وجد، وكذلك إلى عضو أو عدة أعضاء في مجلس نقابة المحامين لمدة محدودة. في حالة غياب النقيب أو حصول مانع مؤقت لأداء مهامه، يجوز له، خلال المدة التي يستغرقها هذا الغياب أو المانع، تفويض كافة سلطاته لنائبه أو، إن لم يوجد، لعضو أو عدة أعضاء في مجلس نقابة المحامين.

يجوز أيضا لنقيب المحامين تفويض سلطاته التي يتمتع بها بموجب الفقرة الأخيرة من المادة 7 والفقرة الثالثة من المادة 21 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفاً، للنقباء السابقين والأعضاء السابقين في مجلس نقابة المحامين المسجلين في قائمة يعدها سنويا بعد مداولات مجلس نقابة المحامين.

ملاحظة:

المادة من المرسوم رقم 1985–2011 المؤرخ في 28 ديسمبر/كانون الأول 2011: تسري أحكام المادة 7 كما هو مقرر في البند 1 من المادة 5 من هذا المرسوم، في كل نقابة من نقابات المحامين، اعتبارا من أول انتخاب لنقيب المحامين أو المحامي الذي سيخلفه، باستثناء موافقة الجمعية العامة على مجلس نقابة المحامين، بعد نشر هذا المرسوم.

المادة 8

لا ينتخب لتولي مهام نقيب المحامين أو نائب نقيب المحامين أو لعضوية مجلس نقابة المحامين سوى المحامين المقيدين في الجدول. لا يجوز انتخاب شركة محاماة أو تجمع محامين لتولي هذه المهام.

ملاحظة:

المادة من المرسوم رقم 1985–2011 المؤرخ في 28 ديسمبر/كانون الأول 2011: تسري هذه الأحكام، في كل نقابة من نقابات المحامين، اعتبارا من أول انتخاب لنقيب المحامين أو المحامي الذي سيخلفه، باستثناء موافقة الجمعية العامة على مجلس نقابة المحامين، بعد نشر هذا المرسوم.

المادة 9

· المعدلة بالمرسوم رقم 1985–2011 المؤرخ في 28 ديسمبر/كانون الأول 2011 – المادة 4

لا ينتخب لتولي مهام نقيب المحامين أو نائب نقيب المحامين أو لعضوية مجلس نقابة المحامين، في نقابات المحامين التي تضم أكثر من ستة عشر محاميا من أصحاب حق التصويت، ومع مراعاة أحكام المادة 8، إلا المحامين أصحاب حق التصويت والذين أدوا اليمين منذ أكثر من أربع سنوات بحلول 1 يناير/كانون الثاني من السنة التي يجرى فيها الانتخاب.

ملاحظة:

المادة من المرسوم رقم 1985–2011 المؤرخ في 28 ديسمبر/كانون الأول 2011: تسري هذه الأحكام، في كل نقابة من نقابات المحامين، اعتبارا من أول انتخاب لنقيب المحامين أو المحامي الذي سيخلفه، باستثناء موافقة الجمعية العامة على مجلس نقابة المحامين، بعد نشر هذا المرسوم.

المادة 10

يتم انتخاب نقيب المحامين، وعند الاقتضاء، انتخاب المحامي المرشح لتولي مهام نائب نقيب المحامين، قبل انتخاب أعضاء مجلس نقابة المحامين.

لا يجوز إعادة انتخاب نقيب المحامين بلا تأخير بصفة نقيب. ومع ذلك يجوز لنقيب المحامين تولي ولايتين متتاليتين في نقابات المحامين التي لا يفوق عدد المحامين أصحاب حق التصويت فيها ثلاثين محاميا.

لا يجوز إعادة انتخاب نائب نقيب المحامين في هذا المنصب بلا تأخير بعد انتهاء ولايته. لا تتفق مهام نائب نقيب المحامين مع مهام عضو مجلس نقابة المحامين.

باستثناء نقابات المحامين التي لا يفوق عدد المحامين أصحاب حق التصويت فيها ثلاثين محاميا، يجري انتخاب محام ليحل محل نقيب المحامين، في تاريخ يحدده النظام الداخلي، شريطة أن توافق الجمعية العامة لنقابة المحامين على ذلك، ووفق الشروط المنصوص عليها في الفقرة الأولى، عندما تنتهي ولاية نقيب المحامين الشاغل لهذا المنصب. ويجري انتخاب هذا المحامي بحسب نفس الإجراءات. ويشارك المحامي المعيّن كما سلف في مجلس نقابة المحامين، إن لم يكن عضوا فيه، بصفة استشارية حتى انتهاء ولاية نقيب المحامين.

يجوز تقديم الترشيحات المذكورة في الفقرة السابقة بالاقتران مع ترشيح محام آخر لتولي مهام نائب النقيب شريطة أن توافق الجمعية العامة لنقابة المحامين على ذلك وفق الشروط المنصوص عليها في الفقرة السابقة. ويشارك المحامي المعيّن كما سلف في مجلس نقابة المحامين، إن لم يكن عضوا فيه، بصفة استشارية حتى انتهاء ولاية نقيب المحامين.

ملاحظة:
المادة من المرسوم رقم 1985–2011 المؤرخ في 28 ديسمبر/كانون الأول 2011: تسري هذه الأحكام، في كل نقابة من نقابات المحامين، اعتبارا من أول انتخاب لنقيب المحامين أو المحامي الذي سيخلفه، باستثناء موافقة الجمعية العامة على مجلس نقابة المحامين، بعد نشر هذا المرسوم.

المادة 6–1

يعين نقباء نقابات المحامين المستقرة في دائرة اختصاص نفس محكمة الاستئناف، مرة كل سنتين خلال الشهر الأول من السنة المدنية، واحدا منهم بالأغلبية، يكلف بوصفه نقيبا حاليا للمحامين بتمثيلهم في معالجة المسائل المذكورة في الفقرة الأخيرة من المادة 21 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المشار إليه آنفا. ويبلّغ رئيس محكمة الاستئناف الأول والنائب العام في نفس المحكمة بالقرار بلا تأخير.
وفي حال انعدام التعيين بعد انقضاء الأجل المحدد في الفقرة السابقة، يضطلع بهذا التمثيل نقيب نقابة المحامين الواقعة في دائرة اختصاص محكمة الدرجة الأولى الكبرى الموجودة في مقر محكمة الاستئناف، أو إن لم يوجد، يضطلع به نقيب محكمة الدرجة الأولى الكبرى الأقرب من محكمة الاستئناف.

المادة 7

نقابات المحامين، اعتبارا من أول انتخاب لنقيب المحامين أو المحامي الذي سيخلفه، باستثناء موافقة الجمعية العامة على مجلس نقابة المحامين، بعد نشر هذا المرسوم.

المادة 4-1

يبلغ النائب العام بمداولات مجلس نقابة المحامين، التي تحدد تكوين الهيئات المنصوص عليها في الفقرة الثانية من البند 1 من المادة 17 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المذكور آنفا، بواسطة بريد مسجّل مع طلب إشعار بالتسلم.
استثناءً من الفقرة الأخيرة من المادة 4، لا تعتبر جلسة الهيئة المصغرة قانونية إلا بحضور أكثر من ثلثي أعضائها.
لا يجوز للهيئة المصغرة أن تحيل النظر في القضية إلى الهيئة الكاملة إلا بعد الاستماع إلى الشخص المرشح للتسجيل في نقابة المحامين أو المحامي المعني.
عند وجود عدة هيئات مصغرة داخل نفس مجلس نقابة المحامين، توزع القضايا بينها وفق الإجراءات المحددة في النظام الداخلي.

المادة 5

تنتخب الجمعية العامة للنقابة أعضاء مجلس نقابة المحامين لولاية مدتها ثلاث سنوات بالاقتراع السري بالأغلبية في دورتين.

يجدد ثلث أعضاء مجلس نقابة المحامين سنويا. ويحدد النظام الداخلي إجراءات الانتخاب.

يجوز إعادة انتخاب أعضاء مجلس نقابة المحامين بلا تأخير بعد انتهاء فترة ولايتهم الأولى.

لا يمكن إعادة انتخاب الأعضاء المنصرفين الذين انهوا الولاية الثانية من ولايتين متتاليتين إلا بعد مرور سنتين، ما لم يكونوا نقباء سابقين. ويخفض هذا الأجل إلى سنة في نقابات المحامين التي تضم أقل من ستة عشر محاميا من أصحاب حق التصويت.

في حالة تعادل الأصوات، يعلن فوز أكبر المحامين سنا.

المادة 6

يرأس النقيب مجلس النقابة وتنتخبه الجمعية العامة للنقابة لولاية مدتها سنتين بالاقتراع السري بالأغلبية في دورتين بحسب الإجراءات الواردة في النظام الداخلي. إذا لم يحصل أي مرشح على غالبية الأصوات المدلى بها في الدورة الأولى، لا يتقدم للترشيح في الدورة الثانية سوى المرشحين اللذين حصلا على أكبر عدد من الأصوات. وفي حالة تعادل الأصوات، يعلن فوز أكبر المرشحين سنا.

يجوز تقديم الترشيحات المذكورة في الفقرة السابقة بالاقتران مع ترشيح محام آخر لتولي مهام نائب النقيب. وفي حالة الترشيح المشترك، يترتب على تعيين النقيب تعيين نائبه. يمارس نائب النقيب مهامه طيلة مدة ولاية النقيب. يشارك نائب النقيب في مجلس نقابة المحامين بصفة استشارية.

يجوز للمحامين المستقرين بدوائر اختصاص عدة محاكم من محاكم الدرجة الأولى الكبرى الواقعة في دائرة اختصاص نفس محكمة الاستئناف، التجمع لإقامة نقابة محامين واحدة، بناءً على قرار يصدر بغالبية أصوات محامي كل واحدة من النقابات.

المادة 3

تتألف الجمعية العامة لنقابة المحامين من المحامين أصحاب حق التصويت المنصوص عليه في الفقرة الثانية من المادة 15 من القانون رقم المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المشار إليه آنفا.

المادة 4

مع مراعاة أحكام المادة 16 من القانون المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المشار إليه آنفا، تدار كل نقابة بواسطة مجلس نقابة المحامين، الذي يتألف من:

– ثلاثة أعضاء في نقابات المحامين التي يتراوح فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت بين ثمانية وخمسة عشر محامياً؛

– ستة أعضاء في نقابات المحامين التي يتراوح فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت بين ستة عشر وثلاثين محامياً؛

– تسعة أعضاء في نقابات المحامين التي يتراوح فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت بين واحد وثلاثين وخمسين محامياً؛

– اثني عشر عضوا في نقابات المحامين التي يتراوح فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت بين واحد وخمسين ومائة محام؛

– ثمانية عشر عضوا في نقابات المحامين التي يتراوح فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت بين مائة وواحد ومائتي محام؛

– واحد وعشرين عضوا في نقابات المحامين التي يتراوح فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت بين مائتين وواحد وألف محام؛

– أربعة وعشرين عضوا في نقابات المحامين التي يفوق فيها عدد المحامين أصحاب حق التصويت الألف؛

– اثنين وأربعين عضوا في نقابة باريس.

لا تعتبر جلسات مجلس النقابة قانونية إلا بحضور أكثر من نصف أعضاء المجلس. ويفصل المجلس بغالبية الأصوات.

ملاحظة:
المادة من المرسوم رقم 1985–2011 المؤرخ في 28 ديسمبر/كانون الأول 2011: تسري هذه الأحكام، في كل نقابة من

وعلى المرسوم رقم 1389–85 المؤرخ في 27 ديسمبر/كانون الأول 1985 المعدل المتعلق بالمديرين القضائيين والوكلاء القضائيين المكلفين بتصفية الشركات وخبراء تشخيص أوضاع الشركات؛

وعلى المرسوم رقم 601–87 المؤرخ في 29 يوليو/تموز 1978 المعدل المتعلق بشروط الالتحاق بمهنة مسجل المحكمة التجارية؛

وعلى المرسوم 807–91 المؤرخ في 19 أغسطس/آب 1991 المتعلق باللجنة المنصوص عليها في المادة XII–50 من القانون رقم 1130–71 المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المتضمن إصلاح بعض المهن القضائية والقانونية؛ وعلى المرسوم رقم 977–91 المؤرخ في 24 سبتمبر/أيلول 1991 المحدد لتركيبة اللجان المنصوص عليها في الفقرة الثانية من المادة X–50 من القانون رقم 1130–71 المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المعدل المتضمن إصلاح بعض المهن القضائية والقانونية؛

وعلى المرسوم رقم 1125–91 المؤرخ في 28 أكتوبر/تشرين الأول 1991 المتعلق بشروط الالتحاق بمهنة المحاماة لدى مجلس الدولة ومحكمة النقض؛

وعلى شورى المجلس الوطني للتأمينات (لجنة التنظيم) المؤرخة في 28 يونيو/حزيران 1991؛

وعلى الوثائق التي تفيد بأنه قد تم إبلاغ اللجنة الاستشارية لكاليدونيا الجديدة عملا بالمادة 68 من القانون رقم 1028–88 المؤرخ في 9 نوفمبر/تشرين الثاني 1988؛

وبعد الاطلاع على المهن المعنية المنصوص عليها في المادة 53، الفقرة الثانية (النقطة السابعة)، من القانون رقم 1130–71 المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1971؛

وبعد الاستماع إلى مجلس الدولة (قسم الداخلية)،

الباب الأول: تنظيم نقابات المحامين وإدارتها

الفصل الأول: نقابات المحامين.

المادة 1

يقيم المحامون المستقرون بدائرة اختصاص كل محكمة من محاكم الدرجة الأولى الكبرى نقابة للمحامين. تتكون نقابة المحامين من المحامين المقيدين في الجدول.

المادة 2

وعلى القانون رقم 9–70 المؤرخ في 2 يناير/كانون الثاني 1970 المنظم لشروط ممارسة الأنشطة المتعلقة ببعض العمليات الخاصة بالبنايات والمحلات التجارية؛

وعلى القانون رقم 1130–71 بتاريخ 31 ديسمبر/كانون الأول 1971 المتضمن إصلاح بعض المهن القضائية والقانونية، المعدل على وجه الخصوص بواسطة القانون رقم 1259–90 المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1990؛

وعلى القانون رقم 662–72 المؤرخ في 13 يوليو/تموز 1972 المعدل المتضمن نظام العسكريين؛

وعلى القانون رقم 16–84 المؤرخ في 11 يناير/كانون الثاني 1984 المعدل المتضمن الأحكام التنظيمية المتعلقة بموظفي الدولة؛ وبمقتضى القانون رقم 46–84 المؤرخ في 24 يناير/كانون الثاني 1984 المعدل المتعلق بنشاط مؤسسات الائتمان ومراقبتها؛

وعلى القانون رقم 99–85 المؤرخ في 25 يناير/كانون الثاني 1985 المعدل المتعلق بالمديرين القضائيين والوكلاء القضائيين المكلفين بتصفية الشركات وخبراء تشخيص أوضاع الشركات؛

وعلى القانون رقم 1052–90 المؤرخ في 26 نوفمبر/تشرين الثاني 1990 المعدل المتعلق بالملكية الصناعية؛

وعلى القانون رقم 1258–90 المؤرخ في 31 ديسمبر/كانون الأول 1990 المتعلق بممارسة المهن الحرة من خلال شركات حينما تخضع هذه المهن لنظام تشريعي أو تنظيمي أو تكون صفاتها محمية؛

وعلى القانون رقم 647–91 المؤرخ في 10 يوليو/تموز 1991 المتعلق بالمساعدة القانونية؛

وعلى المرسوم رقم 118–45 المؤرخ في 19 ديسمبر/كانون الأول 1945 المعدل الصادر لتطبيق نظام وكلاء الدعوى؛

وعلى المرسوم رقم 785–72 المؤرخ في 25 أغسطس/آب 1972 المعدل المتعلق بالاتصال بالناس في منازلهم لعقد الصفقات التجارية وبالدعاية في مجال تقديم الاستشارة بخصوص الوثائق القانونية وصياغتها؛

وعلى المرسوم رقم 541–73 المؤرخ في 19 يونيو/حزيران 1973 المعدل المتعلق بالتدريب المهني لمأموري الدلالة وشروط ممارسة هذه المهنة؛

وعلى المرسوم رقم 609–73 المؤرخ في 5 يوليو/تموز 1973 المعدل المتعلق بالتدريب المهني في مجال توثيق العقود وشروط ممارسة وظيفة موثق العقود؛

وعلى المرسوم رقم 770–75 المؤرخ في 14 أغسطس/آب 1975 المعدل المتعلق بشروط ممارسة مهنة المحضر القضائي وإجراءات إنشاء وظائف المحضرين القضائيين ونقلها وإلغائها والمتعلق ببعض الموظفين الرسميين والمساعدين القضائيين؛

مرسوم
المرسوم رقم 1197–91 بتاريخ 27 نوفمبر/تشرين الثاني 1991 المنظم لمهنة المحاماة

المرجع: NOR: JUSX9110304D

إن رئيس الوزراء،

بناء على تقرير حارس الأختام، وزير العدل،

بناء على معاهدة 15 مارس/آذار 1957 المنشئة للجماعة الاقتصادية الأوروبية؛

وعلى الأمر التوجيهي رقم 249–77 لمجلس الجماعات الأوروبية المؤرخ في 22 مارس/آذار 1977 الرامي إلى تسهيل ممارسة المحامين الفعلية لحرية تقديم الخدمات؛

وعلى الأمر التوجيهي رقم 48–89 لمجلس الجماعات الأوروبية المؤرخ في 21 ديسمبر/كانون الأول 1988 المتعلق بنظام عام للاعتراف بشهادات التعليم العالي الممنوحة بعد تدريبات مهنية مدتها ثلاث سنوات على الأقل؛

وعلى قانون التنظيم القضائي؛

وعلى قانون الانتخابات؛

وعلى قانون العمل؛

وعلى قانون التأمينات؛

وعلى قانون الإجراءات المدنية الجديد؛

وعلى الأمر رقم 1270–58 المؤرخ في 22 ديسمبر/كانون الأول 1958 المعدل المتضمن القانون الأساسي المتعلق بنظام القضاء؛

وعلى القانون رقم 390–54 المؤرخ في 8 أبريل/نيسان 1954 المسجل لبطلان القرار المسمى القانون رقم 2525 المؤرخ في 26 يونيو/حزيران 1941 المنظم لممارسة مهنة المحاماة ونظام نقابة المحامين والقرار المسمى القانون رقم 2691 المؤرخ في 26 يونيو/حزيران 1941 المنشئ لشهادة الأهلية لممارسة مهنة المحاماة؛

مرسوم

المرسوم رقم 1197-91 بتاريخ 27 نوفمبر/تشرين الثاني 1991 المنظم لمهنة المحاماة

الفصل الثالث: أحكام متفرقّة

المادة 91:

تُمنع على المحامي المنتمي الى دولة عضو في المجموعة الاوروبية غير فرنسا، أية وظيفة داخل المحكمة وإن بصورة عرضية.

المادة 92:

تتعاون نقابات المحامين، كلّ من جهتها، مع السلطات المختصة في الدول الأعضاء في المجموعة الأوروبية وتقدّم المساعدة الضرورية لتسهيل الممارسة المستمرة لمهنة المحاماة في بلد عضو غير الذي مُنح فيه الإختصاص.

الفصل الثاني: أحكام خاصة بممارسة مهنة المحاماة من مواطني المجموعات الأوروبية

المادة 89:

يُعفى المحامي الذي مارس في وطنه بلقبه المهني الأصلي فعلياً وبشكل منتظم مدة تعادل أقلها 3 سنوات وفق القانون الفرنسي وللسماح له بممارسة مهنة المحاماة في فرنسا، من شروط المذكرة CE/36/2005 الصادرة بتاريخ 7 أيلول 2005 المذكورة سابقاً؛ يقدم الإثبات على قيامه بهذا النشاط الى مجلس نقابة المحامين حيث ينوي الممارسة.

في حال أثبت المحامي الذي يمارس بلقبه المهني الأصلي قيامه بنشاط فعلي ومنتظم في بلده لمدة أقلها 3 سنوات، معادلة لأقل من ذلك في القانون الفرنسي، يبقى لمجلس النقابة تقدير الطابع الفعلي والمنتظم للنشاط الممارس ومدى كفاءة الشخص المعني في متابعته.

المادة 90:

أثناء دراسة طلب الشخص المعني، يضمن مجلس النقابة سرّية المعلومات المتعلقة به.

في حال توفرّت لدى الشخص المعني شروط المادة 89، لا يمكن لمجلس النقابة رفض تسجيله إلا على أساس أحكام الفقرات 4، 5 و6 من المادة 11 أو في حال بُرر ذلك بعدم التجانس أو بالتعدي على النظام العام.

يُصار الى تسجيل الشخص المعني على الجدول العام بعد أن يقوم بإداء القسَم المذكور في المادة 3.

يُمكن للمحامي المسجّل على جدول النقابة العام وتطبيقاً لأحكام هذا الفصل أن يُتبع لقبه كمحامٍ بلقبه المهني الأصلي، ضمن الشروط الملحوظة في الفقرة الأولى من المادة 85.

المادة 88:

قبل تحريك أية ملاحقات تأديبية بحق المحامي الذي يمارس بلقبه المهني الأصلي، يقوم نقيب المحامين بإعلام السلطة المختصة في الدولة العضو حيث هو مسجّل، ويكون من حق هذه الدولة، إبداء الملاحظات خطياً في هذه المرحلة أو خلال السير بأصول الملاحقة التأديبية، وفقاً لأحكام محددّة بقرار عن مجلس شورى الدولة.

عندما تحرّك الملاحقة التأديبية وفقاً للمادة 25، تمدّد المهلة المذكورة في الفقرة الثانية من هذه المادة شهراً كاملاً.

المادة 86:

يُلزم المحامي الذي يمارس بشكل مستمر تحت لقبه المهني الأصلي بتأمين ضد المخاطر وفق القواعد الملحوظة في المادة 27.

يُعتبر منفذاً للموجب الملحوظ في الفقرة الأولى إذا أثبت أنه إكتتب في تأمينات وضمانات موازية وفق أنظمة الدولة العضو حيث منح اللقب؛ في حال عدم التثبّت من المعادلة من قبل مجلس النقابة، يُلزم عندها الشخص المعني بالإكتتاب في تأمين أو ضمان إضافي.

المادة 87:

يُمكن للمحامي المسجّل بلقبه المهني الأصلي ممارسة المهنة وفق الأحكام الملحوظة في المادتين 7 و8.

يُمكنه كذلك، ممارسة المهنة ضمن مجموعة خاضعة لقانون الدولة العضو حيث منح اللقب أو بإسمها، بعد أن يكون قد أعلم مجلس النقابة حيث تسجّل بذلك وضمن الشروط التالية:

1- أن يعود اكثر من نصف رأس المال والحق بالإنتخاب لأشخاص يمارسون ضمن المجموعة أو بإسمها، بصفة محامٍ أو تحت أحد الألقاب الواردة على اللائحة الملحوظة في المادة 83.

2- أن تعود تكملة رأس المال وحق الإنتخاب لأشخاص يمارسون مهنة المحاماة، بلقب محام أو بأي لقب من الألقاب الواردة على اللائحة الملحوظة في المادة 83، أو لأشخاص يمارسون إحدى المهن القانونية أو القضائية الحرّة والخاضعة لنظام قانوني أو تنظيمي أو ذات لقب مسجّل.

3- أن يعود الإشراف والإدارة والرقابة الى أشخاص يمارسون المهنة داخل المجموعة أو بإسمها.

4- أن يقتَصر إستعمال تسمية المجموعة على أعضاء المهن المذكورة في الفقرة الأولى.

في حال تخلّف الشروط الملحوظة في الفقرتين 1 و4، لا يمكن للشخص المعني الممارسة إلا وفقاً للأصول الملحوظة في الفقرة الأولى؛ غير أنه يمكنه ذكر إسم المجموعة في بلده الأصلي التي يعمل داخلها أو بإسمها.

يمكن للمحامي المسجّل بلقبه المهني الأصلي، وضمن الشروط المحددة بقرار عن مجلس شورى الدولة، ممارسة المهنة في فرنسا ضمن شركة خاضعة لقانون الدولة العضو حيث مُنح اللقب والتي يكون موضوعها الممارسة الجماعية لمهن حرة مختلفة خاضعة لنظام قانوني أو تنظيمي أو بإسمها أو في حال كان اللقب مسجلاً.

الباب الرابع: أحكام خاصة بالممارسة المستمرة لمهنة المحاماة في فرنسا من قبل مواطني دول أعضاء في المجموعة الأوروبية والذين حصلوا على الصفة في بلد من البلدان الأعضاء

الفصل الاول: أحكام خاصة بالممارسة المستمرة تحت اللقب المهني الاصلي

المادة 83:

يحقّ لمواطن إحدى الدول الأعضاء في المجموعة الأوروبية ممارسة مهنة المحاماة في فرنسا بشكل دائم تحت لقبه المهني الأصلي دون غيره، فيما لو ورد هذا اللقب على لائحة محددة بمرسوم.

عندها، يخضع لأحكام هذا القانون، مع إحترام أحكام هذا الفصل.

المادة 84:

يُسجّل المحامي الذي يرغب بالممارسة المستمرة تحت لقبه المهني الأصلي على لائحة خاصة في الجدول العام للنقابة الذي إختار. ويكون هذا التسجيل حكمياً بإبرازه إفادة من السلطة الصالحة في البلد العضو في المجموعة الأوروبية، حيث هو مسجّل تُثبت إقرارها له باللقب.

والمحامي الذي يمارس بشكل مستمر بلقبه المهني الأصلي يكون عضواً في النقابة حيث تسجّل وفقاً للشروط الملحوظة في المادة 15 ويشارك في إنتخاب أعضاء المجلس الوطني لنقابات المحامين.

الحرمان المؤقت أو النهائي من حق ممارسة المهنة في البلد حيث حصل على لقبه يجرّ معه سحباً مؤقتاً أو نهائياً لإذن الممارسة. ويكون لمجلس النقابة إتخاذ القرار المناسب وفقاً للقرار المتخذ في بلد المنشأ.

المادة 85:

لا يمكن أن يُذكر اللقب المهني الأصلي المستعمل من قبله إلا بلغة من اللغات الرسمية المعتمدة في الدولة العضو حيث منح؛ ويُتبع اللقب المهني الاصلي دائماً بإشارة الى الهيئة المهنية التي يتبع لها الشخص، أو المحكمة المسجل لديها في الدولة العضو حيث مُنح اللقب، كذلك بإشارة الى النقابة المسجّل لديها في فرنسا.

يَدخل الباب الأول من القانون رقم 90-1259 تاريخ 31 كانون الأول 1990 حيّز التنفيذ في الأول من كانون الثاني 1992.

المادة 80:

يُطبق هذا القانون في إقليم Haut-Rhin-Bas-Rhin و La Moselle، بإستثناء الفصل الخامس من بابه الأول، مع التحفظ على الإبقاء على قواعد أصول المحاكمات المدنية والتنظيم القضائي المحليين.

المادة 81-1:

تُطبق المادة 14-1 في Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Mayotte وفي Wallis et Futuna.

المادة 82: ملغاة في 1 كانون الثاني 2012

في إقليم La Guadeloupe، La guyane، La Martinique و La Réunion، أُلغيت وظائف المعتمدين لدى محاكم الدرجة الأولى ومحاكم الإستئناف.

يُمكن للمحامين، وفق النظام الجديد للمهنة، القيام بتمثيل موكليهم أمام محاكم الإستئناف التي توجد النقابة التابعين لها ضمن دائرة إختصاصها. في هذه الحالة، تحدد أتعاب المحامي وفقاً لتعرفة المعتمدين لدى محاكم الإستئناف والذين يعملون في الولاية الأم.

- المواد 2 و4 من القانون رقم 54-390 تاريخ 8 نيسان 1954 التي تلحظ إلغاء النص المعروف بالقانون رقم 2525 تاريخ 26 حزيران 1941 الذي أنشأ شهادة الجدارة لمهنة المحاماة.
- المذكرة رقم 45-2594 تاريخ 2 تشرين الثاني 1945 الخاصة بنظام المعتمدين لدى محاكم التجارة.
- المادة 39 من القانون المالي والتعديل رقم 62-873 تاريخ 31 تموز 1962.
- يلغى بما يتعلق بالمحامين القانون رقم 57-1420 تاريخ 31 كانون الأول 1957 حول تحصيل أتعاب المحاماة.
- بما يختص بوكلاء الدعاوى لدى محاكم الدرجة الأولى، تلغى النصوص التالية:
  - قانون ventose an VIII 27 حول تنظيم المحاكم.
  - المواد 27، 31، 32 من القانون ventose an XII 22 الخاص بكليات الحقوق.
  - قانون 20 نيسان 1810 حول تنظيم السلك القضائي وتطبيق العدالة.
  - المواد 3، 4، 5، 6، 7 من المرسوم الصادر في 2 تموز 1812، المعدل بالمذكرة تاريخ 27 شباط 1822، وبالمرسوم الصادر في 29 أيار 1910 وبالقانون الصادر في 2 نيسان 1942، المصادق عليه بمذكرة 9 تشرين الأول 1945 حول الحق بالمرافعة المعترف به لوكلاء الدعاوى في المجال المدني أو أمام محاكم البداية.
  - المادة 91 من قانون 28 نيسان 1816 الخاص بالمالية.
  - القرار الصادر في 25 حزيران 1878 الخاص بمرافعة وكلاء الدعاوى أمام محاكم الدرجة الأولى.
  - قانون 24 كانون الأول 1897 الخاص بتغطية نفقات كتاب العدل، والوكلاء والمباشرين.
  - المذكرة رقم 45-2591 تاريخ 2 تشرين الثاني 1945 الخاصة بنظام الوكلاء.
  - المذكرة رقم 45-1418 تاريخ 28 حزيران 1945 الخاصة بنظام بعض موظفي الوزارات.
- تُستبدل عبارة "مستشار قانوني" بعبارة "محامي" في كل نص تشريعي مطبق بتاريخ دخول الباب الأول من القانون رقم 90-1259 تاريخ 31 كانون الأول 1990 الخاص بإصلاح بعض المهن القضائية والقانونية، حيّز التنفيذ.

ملاحظة:

المادة 71:

عدّلت الأحكام التالية:

تعديل قانون العقوبات المادة 408 (ملغاة).

المادة 72:

يُعاقب جزائياً بغرامة 4500 أورو وفي حال التكرار بغرامة 9000 أورو وبالحبس 6 أشهر أو بإحدى هاتين العقوبتين، كل من يمارس نشاطاً أو أكثر من النشاطات الخاصة بالمحامين والمذكورة في المادة 4، دون ان يكون مسجّلاً وفقاً للأصول في نقابة المحامين، بإستثناء ما تسمح به الإتفاقيات الدولية.

المادة 73:

كلّ شخص يستعمل في تسمية تجمّع مهني من أي نوع كان، عبارة "نقابة" خارج الحالات المنصوص عنها في القانون، يعاقب بالعقوبات الجزائية الملحوظة في المادة 72.

ملاحظة:

تُعاقب هذه الأفعال بغرامة 30 ألف فرنك ترفع الى 60 ألف فرنك في حال التكرار وحبس 6 أشهر أو بإحدى هاتين العقوبتين.

المادة 74:

كلّ من إستعمل دون أن تتوفر فيه الشروط المطلوبة ، لقباً من شأنه أن يخلق في ذهن الرأي العام، إلتباساً مع لقب ومهنة منظّمة بموجب هذا القانون، يُعاقب بالعقوبات الجزائية الملحوظة لجرم إنتحال الصفة في المادة 433-17 من قانون العقوبات.

تُطبق العقوبات نفسها على كل من إستعمل لقب مستشار قانوني أو ما يعادله وكان من شأنه أن يخلق التباساً، مع التحفظ بالنسبة لأحكام الفقرتين الرابعة والخامسة من الفقرة الأولى من المادة الأولى من هذا القانون.

المادة 76:

تُلغى كافة الأحكام المخالفة لهذا القانون وبصورة خاصة:

- المواد 24 الى 29 من القانون الصادر في الـ XII an ventose 22 المعدل والخاص بكليات الحقوق.

الفصل الثاني: أحكام متفرّقة

المادة 66-4:

يعاقب بعقوبات المادة 72 كل من يقوم بالترويج لإعطاء إستشارات أو تنظيم عقود ذي توقيع خاص في المواضيع القانونية على أن يخضع أي إعلان حولها للشروط المحددة في المرسوم المذكور في المادة 66-6.

ملاحظة: تعاقب هذه الأفعال بغرامة 4500 أورو، ترفع الى 9000 أورو في حال التكرار وبالحبس ستة أشهر أو بإحدى هاتين العقوبتين.

المادة 66-6:

تحدد أصول تطبيق هذا الباب بقرار يصدر عن مجلس شورى الدولة.

الباب الثالث: أحكام متفرّقة

المادة 67:

يُمكن للمحامي الذي يمارس في فرنسا أن يضع قبل إسمه أو بعده إسم الهيئة، أو الشركة أو تجمّع المحامين الذي ينتمي اليهم.

بإمكان شركات أو تجمعات المحامين الموجودة يوم دخول الباب الأول من القانون رقم 90-1259 تاريخ 31 كانون الأول 1990 المتعلق بإصلاح بعض المهن القضائية والقانونية حيّز التنفيذ، أن تبقي على إسمها التجاري حتى وإن لم يتضمّن أسماء الشركاء الحاليين أو السابقين وإستعماله في حال الإندماج أو الإنشطار.

يَذكر المحامون وتجمعات المحامين وشركات المحاماة التابعين لشبكة متعددة الإختصاصات، وطنية كانت أم عالمية، إنتمائهم الى هذه الشبكة.

المادة 68:

يُعفى المحامون الذي أقسموا اليمين قبل دخول الباب الأول من القانون رقم 90-1259 تاريخ 31 كانون الأول 1990 الخاص بإصلاح بعض المهن القانونية والقضائية حيّز التنفيذ، من إدائها ثانية وفق صيغة المادة 3.

المادة 3-3-66:

يُعفى السند ذات التوقيع الخاص الموقّع من قبل محامي، من أي بيان خطّي يفرضه القانون، إلا في حال وجود إستثناءاً صريحاً للمادة الحالية.

المادة 5-66:

مهما كانت المادة، إن في مجال المشورة أو في مجال الدفاع، يُغطي السرّ المهني الإستشارات التي يوجّهها المحامي إلى زبونه أو المخصّصة له، والمراسلات التي يتبادلها المحامي مع زبونه أو مع زملائه, باستثناء، فيما خصّ هذه الأخيرة، تلك التي تحمل إشارة "رسمية".

لا تمنع هذه الأحكام تطبيق النظام الخاص بنشاط الإئتمان على المحامي الذي يتصرّف بصفته مؤتمن له، وذلك عند إبرام عقد إئتمان باستثناء المراسلات التي لا تحمل إشارة "رسمية" التي يوجّهها إليه زميل لا يعلم أنه يتصرّف بصفته مؤتمن له.

لا تتمانع المادة الحالية مع واجب المحامي إبراز العقود المشار إليها في المادة L.222-7 من قانون الرياضة، والعقد الذي يتمّ تفويضه من قِبل أحد المتعاقدين لتمثيله لإبرام أحد هذه العقود، أمام الإتحادات الرياضيّة الأصلية وإذا لزم الأمر، وأمام الروابط المهنية التي ينشئونها، ضمن الشروط التي تضعها المادة L.222-18 من القانون عينه.

وتنظيم عقود ذي توقيع خاص لمصلحة هذه الهيئات أو لمصلحة أعضائها، حول مواضيع تتصل مباشرة بالنشاط المهني المعتبر.

المادة 66:

لا يمكن لأجهزة الصحافة والإتصال الإلكترونية أن تقدم الى قرائها أو مستمعيها إستشارات قانونية ما لم يكن مقدّمها عضواً في مهنة قانونية منظمة.

المادة 66-1:

لا يشكّل هذا الفصل عائقاً أمام نشر معلومات قانونية ذات طابع وثائقي.

المادة 66-2:

يُعاقب بالعقوبات الجزائية الملحوظة في المادة 72 كلّ من يُعطي إستشارات أو ينظّم للغير عقوداً ذي توقيع خاص في المجال القانوني خلافاً لمضمون هذا الفصل.

ملاحظة: تعاقب هذه الافعال بغرامة 4500 اورو ترفع الى 9000 في حال التكرار إضافة الى حبس لمدة 6 أشهر او بإحدى هاتين العقوبتين.

المادة 66-3:

يُمكن للهيئات المكلّفة بتمثيل المهن الملحوظة في المادة 56 وللمنظمات المهنية الممثّلة لها ممارسة حقوق الإدعاء الشخصي، فيما يختص بالجرائم الملحوظة في المادة 66-2.

المادة 66-3-1:

عند توقيعه سند ذات التوقيع الخاص، يضمن المحامي حسن إدراك الفريق أو الفرقاء الذين ينصحهم لنتائج هذا العمل.

المادة 66-3-2:

يضمن وجود توقيع محامي الفرقاء او توقيع محامي كافة الفرقاء، على سند ذات التوقيع الخاص، صحة كتابة وإمضاء المتعاقدين تجاههم كما تجاه ورثتهم أو خلفهم. وتطبّق إجراءات التزوير حسب أحكام قانون أصول المحاكمات المدنية.

يُمكن للأشخاص الذين يمارسون نشاطاً مهنياً منظماً وضمن الحدود المسموحة في النظام المطبق عليهم، إعطاء إستشارات قانونية متعلقة بنشاطهم الأساسي وتنظيم عقود ذي توقيع خاص مرتبطة بشكل مباشر بالخدمة المقدمة.

المادة 60:

يُمكن للأشخاص الذي يمارسون نشاطاً مهنياً غير منظم إنما أثبتوا كفاءة معترف بها من الدولة أو مشهود بها من قبل هيئة عامة أو هيئة مهنية معتمدة، وضمن حدود هذا الإختصاص، إعطاء إستشارات قانونية وتنظيم عقود ذي توقيع خاص مرتبطة بشكل مباشر بهذا النشاط.

المادة 61:

يُمكن للهيئات المكلّفة بمهمة في مرفق عام وخلال ممارسة هذه المهمة، إعطاء إستشارات قانونية.

المادة 63:

يُمكن للجمعيات المصنّفة ذي منفعة عامة، أو التي تُعتبر مهمتها ذي منفعة عامة وفقاً للقانون المدني المحلي في Alsace-Moselle، كذلك، للمؤسسات ذي المنفعة العامة، ولجمعيات المستهلكين المعترف بها والتي تمارس نشاطها في مجال حماية الطبيعة والبيئة وتحسين ظروف المعيشة والسكن وللجمعيات الأهلية ولتجمع الجمعيات الأهلية الخاضعة لقانون العائلة والمساعدات الإجتماعية ولتجمع التعاونيات الخاضع لقانون التعاونية، إعطاء أعضائها إستشارات قانونية حول مواضيع ترتبط بعملها بشكل مباشر.

المادة 64:

يُمكن للنقابات والجمعيات المهنية الخاضعة لقانون العمل إعطاء إستشارات قانونية وتنظيم عقود ذي توقيع خاص لمصلحة أشخاص يؤمن نظامها حماية مصالحهم حول مواضيع ترتبط بعملها بشكل مباشر.

المادة 65:

بمعزل عن شكلها القانوني، إن الهيئات المؤلفة من مجموع منظّمات مهنية أو متعدّدة المهن، أو من قبلها، كذلك إتحاد التعاونيات والإتحاد العام، يمكنهم إعطاء إستشارات قانونية

كذلك يُلزم هذا الشخص بتأمين ضمانة مالية تكون عبارة عن كفالة من قبل شركة ضمان خاضعة لقانون الضمان أو من قبل مؤسسة إئتمان مؤهّلة لذلك، ومخصّصة بشكل خاص لرد الأموال والأسهم أو القيّم التي سُلمت على هذا الأساس.

من ناحية اخرى، يُلزم الشخص بإحترام السر المهني وفقاً لمضمون المواد 226-13 و226-14 من قانون العقوبات، والإحجام عن التدخّل في حال وجود أية مصلحة له، مباشرة كانت أم غير مباشرة، في موضوع التقديمات المتوفرة.

وتطبّق الإلزامات المذكورة في الفقرة السابقة على كل شخص يُعطي بشكل عادي وإن مجاناً، إستشارات قانونية أو يُنظّم عقوداً ذي توقيع خاص.

المادة 56:

يتمتّع المحامون المعتمدون لدى مجلس شورى الدولة ومحكمة التمييز، والمحامون المسجّلون في نقابة فرنسية، وكتّاب العدل، والمباشرون، والدلالون، ووكلاء التفليسة، جمعاً، وفي إطار نشاطاتهم المحدّدة في أنظمتهم الخاصة، بحق تأدية إستشارات قانونية وصياغة الأعمال القانونية ذات التوقيع الخاص

المادة 57:

يكون لكافة الأشخاص الخاضعين للمرسوم الصادر بتاريخ 29 تشرين الاول 1936 والخاص بدمج تعويضات نهاية الخدمة، والمستحقّات والمهمّات وضمن الشروط الملحوظة فيه، سواء ما يزالون في الخدمة أم أحيلوا على التقاعد، ولأساتذة القانون في المعاهد الخاصة بالتعليم العالي المعترف بها من قبل الدولة والتي تمنح شهادات بإشراف وزير التعليم العالي، الحق بإعطاء إستشارات قانونية.

المادة 58:

يمكن لرجال القانون المرتبطين بعقد عمل ضمن شركة أو مجموع شركات، ومن ضمن ممارسة أعمالهم، إعطاء إستشارات قانونية وتنظيم عقود ذي توقيع خاص متعلقة بنشاط هذه الشركات، إنما فقط لمصلحة الشركة المستخدمة أو أية شركة أخرى تابعة للمجموعة.

المادة 59:

- من جهة أخرى، يمكن لهذه اللجنة أن تُصدر توصيات حول التأهيل المبدئي والمستمر للفئات المهنية المعنية.

تحدّد أصول تأليف اللجنة وطرق الوصول اليها وقواعد عملها بمرسوم.

لا يُمكن إستعمال الموافقة المذكورة في هذه المادة بهدف إعلاني أو للتعريف عن النشاط المذكور.

2- إن كان محكوماً جزائياً بجرائم مخلة بالشرف أو بالأمانة أو بالأخلاق العامة.

3- إن كان محكوماً تأديبياً أو إدارياً بالعزل، أو الشطب أو الرد أو بسحب الموافقة أو الإذن، بسبب أفعال من نفس النوع.

4- إن حكم عليه شخصياً بالإفلاس أو بغيره من العقوبات تطبيقاً للباب الرابع من القانون رقم 58-98 تاريخ 25 كانون الثاني 1985 المذكور سابقاً أو، في ظل النظام السابق لهذا القانون، تطبيقاً للباب الثاني من القانون رقم 67-563 تاريخ 13 تموز 1967 السابق ذكره.

5- إن لم تتوفر فيه الشروط المذكورة في المواد التالية من هذا الفصل ولم يُسمح له بذلك تطبيقاً للمواد السابقة وضمن شروطها.

- أي شخص معنوي يُحكم على أحد مديريه القانونيين أو الفعليين، بالعقوبة الملحوظة في هذه المادة، يُمكن أن يتعرض للمنع من ممارسة النشاطات الملحوظة في الفقرة الأولى وذلك بموجب حكم صادر عن محكمة الدرجة الأولى التابع له مركزه الرئيسي بناء على طلب النيابة العامة.
- تُنشأ اللجنة المذكورة في الفقرة الأولى بمهلة أقصاها 6 أشهر من تاريخ صدور القانون رقم 96-308 تاريخ 7 نيسان 1997.
- إن شرط الإجازة أو الكفاءة القانونية، الملحوظة في الفقرة الأولى يطبّق بعد مرور مهلة سنة إبتداء من تاريخ صدور القانون رقم 97-308 تاريخ 7 نيسان 1997.

ملاحظة:

إن تطبيق التعديلات التي أُدخلت بموجب القانون رقم 97-308 تاريخ 7 نيسان 1997 معلقة على صدور مراسيم تطبيقية قبل 9 نيسان 1998.

المادة 55:

يُلزم كل شخص رُخّص له وفق هذا الفصل بإعطاء إستشارات قانونية للغير أو بتنظيم عقود ذي توقيع خاص بشكل عادي ولقاء بدل، بإجراء تأمين إن بشكل فردي أو جماعياً يكفل التعويضات الناتجة عن المسؤولية المدنية المهنية التي يمكن أن تترتب عن أفعاله.

الباب الثاني: تنظيم إستعمال لقب مستشار قانوني (ملغاة)
الفصل الأول: شروط التسجيل على لائحة المستشارين القانونيين (ملغاة)
الفصل الثاني: شروط ممارسة مهنة المستشار القانوني (ملغاة)
الفصل الثالث: أحكام إنتقالية ومتفرقة (ملغاة)

مادة 63: Bis ملغاة

الباب الثاني: تنظيم الإستشارات القانونية وتحرير العقود ذي التوقيع الخاص
الفصل الأول: أحكام متفرقة

المادة 54:

لا يمكن لأي كان سواء بشكل مباشر أم بواسطة شخص آخر إعطاء إستشارات قانونية أو تنظيم عقود ذي توقيع خاص للغير بشكل إعتيادي ولقاء بدل:

1- إن لم يكن حائزاً على إجازة في الحقوق؛ وفي حال عدم توفّرها، إن لم يثبت كفاءة قانونية تتلاءم مع الاستشارات، وتنظيم العقود القانونية المسموح له بإجرائها وفقاً للمواد 56 الى 66.

- يُعتبر الأشخاص الواردة أسماؤهم في المواد 56، 57 و58 متمتعين بهذا الاختصاص القانوني.
- بالنسبة للاشخاص الذين يمارسون مهنة منظمة مذكورة في المادة 59، يُستنتج هذا الإختصاص من النصوص التي تنظّمها.
- بالنسبة لأي نشاط غير منظّم مذكور في المادة 60، يتفرع هذا الاختصاص من الإجازة المعطاة لممارسة هذا الحق وذلك بموجب قرار يؤخذ، بعد إستشارة لجنة، تحدّد، عند الحاجة، شروط الكفاءة او الخبرة القانونية المفروضة على الاشخاص الذين يمارسون هذا النشاط والذين يرغبون بممارسة هذا الحق تبعاً لذلك.
- لكل نوع من الاجهزة المذكورة في المواد 61، 63، 64، 65، يتفرّع هذا الإختصاص من الموافقة المعطاة لممارسة هذا الحق، بموجب قرار أُخذ بعد إستشارة اللجنة عينها، والتي حدّدت، عند الحاجة، شروط الكفاءة أو الخبرة القانونية المفروضة على الأشخاص الذين يمارسون هذا الحق تحت سلطة هذه الأجهزة.
- تُعطي اللجنة المذكورة في الفقرتين السابقتين رأيها بمهلة أقصاها 3 أشهر من تاريخ تسلّمها الطلب.

14) تشكيلة وشروط إنتخاب وعمل مجالس إدارة المراكز الإقليميّة للتنشئة المهنية ؛

15) الإجراءات الضرورية لتطبيق أحكام المذكرة التوجيهية C.E.E رقم 249–77 الصادرة بتاريخ 22 آذار 1977 عن مجلس المجموعات الأوروبية.

المادة 53:

تحدّد مراسيم تصدر عن مجلس شورى الدولة شروط تطبيق أحكام الباب الحالي، مع مراعاة استقلالية المحامي، واستقلال مجالس النقابة الذاتي، وطبيعة مهنة المحاماة الحرّة.

وتقدّم على نحوٍ خاص:

1) شروط ممارسة مهنة المحاماة وتعارضها مع بعض النشاطات، وشروط التسجيل على الجدول العام والشطب منه، وشروط ممارسة المهنة في الحالات المذكورة في المواد 6 إلى 1-8 ؛

2) قواعد الآداب المهنية، كما الأصول والعقوبات التأديبيّة ؛

3) قواعد التنظيم المهني، خاصّةً فيما بتعلق بتشكيلة المجالس النقابية وطرق الإنتخاب، وعمل، وتمويل، وصلاحيات المجلس العام للنقابات ؛

4) الشروط الواجب توافرها لكي يتمّ إعطاء الترخيص المذكور في البند الرابع من المادة 5 ؛

5) شروط إنشاء عقد التعاون الحر أو عقد العمل المذكور في المادة 7 ؛

6) أصول حلّ النزاعات المتعلقة بدفع مصاريف وبدل أتعاب المحامين ؛

7) شروط تطبيق البند الأخير من المادة 21 ؛

8) (فقرة ملغاة)

9) شروط تطبيق المادة 27، وعلى نحوٍ خاص، الشروط المتعلّقة بالضمانات، وطرق التدقيق والحالات التي يستلم فيها المحامون مبالغ وسندات نقدية أو أموال لمصلحة زبائنهم، وطرق إيداعها ودفعها، باستثناء المحامون الذين يتصرّفون بصفتهم مؤتمن لهم، في صندوق تنشئة لهذا الغرض كل نقابة أو بالإشتراك بين عدّة نقابات ؛

10) شروط منح شهادة إختصاص والحالات والشروط التي يتمّ فيها الإشارة إلى إختصاص من قبل محامي، والإستثناءات الممكنة ؛

11) شروط الإعفاء من شهادة الجدارة في مهنة المحاماة وشروط منح المعادلات للألقاب أو الشهادات المذكورة في المادة 11، وشروط الإعفاء من جزء أو كامل التنشئة المهنية، أو من جزء أو كامل شروط منح شهادة الإختصاص، لحاملي شهادة جامعية في القانون أو العلوم السياسيّة ؛

12) شروط تطبيق المادة 50 ؛

13) شروط التنسيق وشروط تقديم ضمانة صندوق إدارة مهنة المحاماة الجديدة، المذكورة في المادة 52 ؛

ينجزوا فترة التدريب في مهلة سنتين إبتداءاً من تاريخ البدء بتطبيق الباب الثاني من قانون رقم 130-2004 الصادر بتاريخ 11 شباط 2004 المذكور، من هذه الفترة المذكورة. ويحافظ الأشخاص الذين بقوا مسجّلين على قائمة التدريب، على حقّ المشاركة في انتخاب مجلس النقابة والنقيب.

وفي حال الرسوب في الدورة الأخيرة لإمتحانات شهادة الجدارة في مهنة المحاماة المنظّمة قبل البدء بتطبيق الباب الثاني من القانون رقم 130-2004 الصادر بتاريخ 11 شباط 2004 السابق ذكره، يخضع الأشخاص الذين يرغبون في استئناف تنشئتهم أو، في حال رسوبٍ ثانٍ، الذين أجيز لهم بذلك من قبل مجلس إدارة المركز الإقليمي للتنشئة المهنية بعد التداول، للأحكام المطبّقة بهذا التاريخ.

تطبّق أحكام الفصل الثالث كما نصّ عليه القانون 130-2004 الصادر بتاريخ 11 شباط 2004 المذكور، على المحامين السابقين المسجّلين على لائحة التمرين عند حصول الأفعال المذكورة في المادة 22.

أمّا في Mayotte ، وجزر Wallis و Futuna، وفي Polynésie Française ، وفي Nouvelle-Calédonie، فيتابع الأشخاص الذين بدأوا تنشئتهم المهنية عند البدء بتطبيق المواد (I)1 و(I)6، و(I)8، و(I)10 من القرار رقم 639-2006 الصادر بتاريخ 1 حزيران 2006، تنشئتهم وفق الأصول المرعيّة الإجراء قبل هذا التاريخ. ولكن يُعفى الحائزين على شهادة الجدارة في مهنة المحاماة، الذين لم يبدأوا أو لم ينجزوا فترة التدريب في مهلة سنتين إبتداءاً من التاريخ نفسه، من هذه الفترة التدريبيّة عند انتهاء فترة السنتين، ويحافظ الأشخاص الذين بقوا مسجّلين على قائمة التدريب، على حقّ المشاركة في انتخاب مجلس النقابة والنقيب.

وفي حال الرسوب في الدورة الأخيرة لإمتحانات شهادة الجدارة في مهنة المحاماة المنظّمة قبل البدء بتطبيق القانون المذكور في البند الأول، يخضع الأشخاص الراغبين في استئناف تنشئتهم أو، في حال رسوبٍ ثانٍ، الذين أجيز لهم بذلك من قبل مجلس إدارة المركز الإقليمي للتنشئة المهنية بعد التداول، للأحكام المطبّقة بهذا التاريخ

المادة 52:

سيتمّ التنسيق ما بين أنظمة التقاعد التي كان يتبع لها المباشرون، وأمناء السر، والموثقون والوكلاء والمحامون وكل الذين سيتبعون لها بسبب إنتقالهم الى مهنتهم أو وظيفتهم الجديدة. تضمن إدارة النظام الجديد لمهنة المحاماة دفع المبالغ الضرورية للحفاظ على الحقوق المكتسبة أو التي هي قيد الإكتساب بتاريخ البدء بتنفيذ هذا القانون، بما في ذلك ما يتعلق منها بأنظمة التقاعد الإضافية.

الأول 1990 والمتعلق بإصلاح بعض المهن القضائية والقانونية، كذلك كل عمل مهني سابق لهذا التاريخ.

تكون هذه المحاكم صالحة ايضاً للبت بالمراجعات ضد قرارات لجان المناطق الناظرة بطلبات بدل أتعاب المستشارين القانونيين الذين تنازلوا عن الإلتحاق بالمهنة وفق تنظيمها الجديد.

تبقى كل من محكمة الإستئناف ومحكمة التمييز واضعة يدها على الملاحقات التأديبية العالقة أمامها.

المادة 50:

يُعفى الأشخاص الذين أتمّوا، قبل البدء بتطبيق الباب الأول من القانون رقم 1259–90 الصادر في 31 كانون الأول 1990، كامل فترة التدريب اللازمة لتسجيلهم على لائحة المستشارين القانونيين، واستثناءاً للبند 3 من المادة 11 والمادة 12، من الحصول على شهادة الجدارة في مهنة المحاماة ومن فترة التدريب المفروضة قبل البدء بتطبيق الباب الثاني من القانون رقم 130–2004 الصادر بتاريخ 11 شباط 2004 الذي عدّل نظام بعض المهن القضائيّة أو القانونيّة، ونظام الخبراء القضائيّين، والمستشارين في الملكيّة الفكريّة والخبراء في البيع بالمزاد العلني.

للمحامين الحائزين على أختصاص أو أكثر عند البدء بتطبيق القانون رقم 331–2011 الصادر بتاريخ 28 آذار 2011 المتعلّق بتحديث المهن القضائيّة أو القانونيّة وبعض المهن المنظّمة، أن يختاروا، بعد تقديم الإثبات بممارسة مهنية فعليّة في المجال المرغوب، إختصاصاً أو إختصاصين في القائمة المحدّدة بقرار من وزير العدل.

ويحدّد المجلس العام للنقابات شروط ممارسة هذا الحق.

بصورة إستثنائيّة، يسمح للمستشارين القانونيّين السابقين الذين يمارسون مهنة المحاماة والذين مارسوا نشاط مراقب الحسابات بالإضافة إلى مهنتهم السابقة قبل البدء بتطبيق الباب الأول من القانون رقم 1259–90 الصادر في 31 كانون الأول 1990 السابق ذكره، بالمحافظة على هذا النشاط، إنّما لا يحقّ لهم ممارسة مهنة المحاماة وقبول التفويض بمراقبة الحسابات لا على وجه تجميعي ولا بالتتابع لمصلحة المؤسّسة الواحدة أو لمجموعة مؤسّسات.

يتابع الأشخاص المسجّلين في التنشئة المهنية عند البدء بتطبيق الباب الثاني من القانون رقم 130–2004 الصادر بتاريخ 11 شباط 2004 السابق ذكره، تنشئتهم وفق الأصول الجارية قبل هذا التاريخ. ولكن يُعفى الحائزين على شهادة الجدارة في مهنة المحاماة، الذين لم يبدأوا أو لم

وتبقى البنود الواردة في عقود العمل الخاصة بمستخدمي دوائر الموثقين قابلة للتطبيق إلا إذا تعارضت مع أحكام إتفاقيّة العمل الجماعيّة المشار إليها في البند السابق أو مع أحكام إتفاقيّة العمل الجماعيّة الخاصة بمستخدمي مكاتب المحامين.

عندما يمارس الموثق، عند البدء بتطبيق القانون رقم 94-2011 الصادر في 25 كانون الثاني 2011 السابق ذكره، مهنة محامي أو محامي معتمد لدى مجلس شورى الدولة ومحكمة التمييز، أو كاتب العدل، أو دلّال قضائي، أو كاتب لدى المحكمة التّجاريّة، أو مباشر، أو مدير قضائي أو وكيل قضائي، يحافظ مستخدميه، الذين لم يتمّ صرفهم، على أقدميّتهم والحقوق المكتسبة في إطار عقد عملهم النافذ

المادة 47:

في المحاكمات الدائرة في 16 أيلول 1972، وفي حال أصبح الموثّق وفق ما ورد سابقاً، محامياً، فإنه يحافظ على كافة الصلاحيات المعترف له بها طوال إجراءات المحاكمة ولحين صدور حكم في الأساس. كذلك ينحصر الحق بالمرافعة بالمحامي الذي إختاره كل فريق، ما لم تحصل إستقالة أو وفاة أو شطب أو إتفاق فيما بينهم أو في حال إتخاذ قرار مخالف من الفريق المعني.

المادة 48:

يبقى المنع المؤقت من الممارسة الملفوظ بحق أحد الموثقين أو الوكلاء لدى محكمة التجارة، والعقوبات التأديبية الملفوظة ضد أحد المحامين أو الموثقين أو الوكلاء، في حال صدروا عند دخول هذا القانون حيّز التنفيذ، سارين المفعول.

كذلك الأمر بالنسبة للعقوبات التأديبية الملفوظة ضد أحد المحامين أو المستشارين القانونيين قبل البدء بتنفيذ الباب الأول من القانون رقم 90-1259 تاريخ 31 كانون الأول 1990 المتعلق بإصلاح بعض المهن القضائية والقانونية أو بعد هذا التاريخ، بمعزل عن المهنة المنظمة التابع لها.

تمدّد صلاحيات الهيئات القضائية التأديبية البدائية الملغاة بموجب هذا القانون للبت نهائياً في القضايا العالقة أمامها بتاريخ البدء بتنفيذ القانون المذكور، وكل عمل مهني سابق لهذا التاريخ.

وتحدّد الصلاحيات التأديبية لمحاكم الدرجة الأولى للبت في القضايا المتعلقة بمستشار قانوني والعالقة أمامها قبل البدء بتنفيذ الباب الأول من القانون رقم 90-1259 تاريخ 31 كانون

يحلّ الصندوق الوطني لنقابات المحامين الفرنسية مكان غرف الموثقين لدى محكمة البداية في المحافظة أو المنطقة والغرف المناطقية للوكلاء الذين وقّعوا إتفاقيات خاصة بالأنظمة الإضافية للتقاعد، ويكون مؤهلاً لتوقيع أية اتفاقية يكون موضوعها وضع هكذا تنظيم للمهنة ككل.

المادة 45:

إحتياطياً، يضمن الصندوق إيفاء المبالغ الضرورية للحفاظ على الحقوق المكتسبة بتاريخ تنفيذ هذا القانون. في حال أدّى تطبيق هذا القانون الى تقليص عدد المشتركين في النظام المذكور في المادة السابقة وبالتالي الى إنتقاص من هذه الحقوق، تطبقّ هذه الضمانة سواء بأن يأخذ الصندوق على عاتقه تكملة الإشتراكات، أو بإسترداد وحدات المداخيل أو بإنشاء مداخيل لمدى الحياة.

المادة 46:

تخضع علاقات المحامين مع مستخدميهم لإتفاقيّة العمل الجماعيّة الخاصة بمستخدمي مكاتب المحاماة وتعديلاتها، وذلك مهما كانت طريقة مزاولة مهنة المحاماة.

ولكن، وحتّى إتمام إتفاقيّة عمل جماعيّة جديدة، وقبل مرور سنة بعد التاريخ المحدّد في المادة 34 من القانون رقم 94- 2011 الصادر بتاريخ 25 كانون الثاني 2011 المتعلّق بتعديل التمثيل أمام محاكم الإستئناف، تبقى العلاقات بين الموثقين السابقين لدى محاكم الإستئناف الذين أصبحوا محامين، ومستخدميهم، خاضعة إلى أحكام إتفاقيّة العمل الجماعيّة وتعديلاتها المطبّقة عليهم قبل تاريخ البدء بتطبيق الفصل الأول من القانون عينه، بما فيه عقود العمل التي توقّع بعد ذلك التاريخ.

وخلال هذه الفترة، في حال تجمّع محامين وموثقين سابقين في جمعيّة أو شركة، أو في حال إندماج شركات أو جمعيّات، يستفيد المستخدمين من أحكام إتفاقيّة العمل الجماعيّة المطبّقة عليهم قبل تاريخ البدء بتطبيق الفصل السابق ذكره وإلّا، فتطبّق عليهم أحكام إتفاقيّة العمل الجماعيّة الخاصّة بمستخدمي مكاتب المحامين وتعديلاتها.

وفي حال عدم تبنّي إتّفاقيّة عمل جماعية جديدة قبل مرور المهلة المذكورة في البند الثاني، تطبّق أحكام إتّفاقيّة العمل الجماعيّة الخاصة بمستخدمي مكاتب المحاماة وتعديلاتها على العلاقات بين الموثقين السابقين الذين أصبحوا محامين مع مستخدميهم. ويحافظ المستخدمون على كامل الإمتيازات الفردية التي حصلوا عليها تطبيقاً لإتفاقيّة العمل الجماعيّة السابقة.

المادة 42:

إن المحامين الجدد، بإستثناء المحامين الأجراء الذي كانوا يمارسون كأجراء مهنة مستشار قانوني ووكلاء إجتماعيون تابعون لنظام الأجراء، قبل البدء بتنفيذ الباب الأول من القانون رقم 90 – 1259 تاريخ 31 كانون الأول 1990 الخاص بإصلاح بعض المهن القضائية والقانونية، يلحقون حكماً بالصندوق الوطني لنقابات المحامين الفرنسية الملحوظ في المادة L 1–723 من قانون الضمان الإجتماعي.

تحدد بقرار عن مجلس شورى الدولة وبعد إستشارة صناديق التقاعد الإضافي، شروط المقاصة التعاقدية بين مختلف النتائج المالية.

المادة 43:

يتكفّل الصندوق الوطني للنقابات الفرنسيّة بدفع المستحقّات المتوجّبة لصندوق ضمان الشيخوخة الخاص بالمأمورين الرسميّين والعامّين والمهن القضائيّة إن للضمان الأساسي أو الضمان التكميلي، وذلك ضمن الشروط المحدّدة في مرسوم، للأشخاص الذين يمارسون المهنة بتاريخ البدء بتطبيق القانون الحالي أو الذين مارسوا مهنة موثق لدى المحاكم الإبتدائيّة أو مهنة معتمد لدى محاكم التجارة قبل تاريخ البدء بتطبيق القانون الحالي، كما لذويهم.

ويبقى صندوق ضمان الشيخوخة الخاص بالمأمورين الرسميّين والعامين والمهن القضائيّة والصندوق الوطني لضمان الشيخوخة الخاص بالمهن الحرّة، ملزمين بدفع المستحقّات المتوجّبة عليهما على صعيد الضمان الأساسي والتكميلي وضمان الإعاقة والموت، للأشخاص الذين يمارسون، بتاريخ البدء بتطبيق الفصل الأول من القانون رقم 94–2011 الصادر بتاريخ 25 كانون الثاني 2011 المتعلّق بتعديل التمثيل أمام محاكم الإستئناف أو الذين مارسوا قبل هذا التاريخ مهنة موثق لدى محكمة الإستئناف، كما أزواجهم وذويهم.

ولتطبيق أحكام المادّة 11–L.723 من قانون الضمان الإجتماعي، تحتسب مدّة ضمان الموثقين الذين يصبحون محامون، بالنظر إلى مدّة ممارسة المهنتين، كموثق وكمحامٍ.

ويتمّ عقد اتّفاقية بين الصناديق المعنية لإتمام التحويلات النقديّة، وإلّا، فيتم ذلك عبر مرسوم. وتؤخذ بعين الإعتبار خصوصيّة كلّ من الأنظمة

المادة 44:

الفصل الرابع: في المسؤولية والضمانة المهنية

المادة 26:

تطبق في ملاحقة المحامين مدنياً الأصول العادية.

الفصل الخامس: في التعويض – ملغى

المادة 27:

يتوجّب على النقابة تقديم الإثبات، إمّا جماعيّاً إمّا فرديّاً من قبل المحامين، أو جماعيّاً وفرديّاً في آن واحد، باتخاذها بوليصة تأمين تضمن المسؤوليّة المدنيّة المهنية لكل محامٍ منتسب للنقابة، في حال إهماله أو إرتكابه أخطاءاً في إطار قيامه بمهامه.

كما يتوجّب إتّخاذ بوليصة تأمين من قبل النقابة لمصلحة الغير أو تقديم ضمانات تُخصّص لتسديد الأموال والمبالغ والسندات الماليّة المستلمة. ويبلّغ النقيب المدعي العام الإستئنافي ماهية الضمانات المتّخذة.

أمّا فيما خصّ المسؤولية الخاصة بممارسة نشاطات الإئتمان وتلك المشار إليها في البند الثاني من المادة 6 وفي المادة 6bis، فيتحمّلها حصريّاً المحامون الذين يمارسونها، ويجب ضمانها باتّخاذ بوليصة تأمين خاصّة يتمّ عقدها بصورة فرديّة أو جماعيّة، ضمن الشروط المحدّدة في قانون 13 تموز 1930 المتعلق بعقد التأمين، أما لضمان نشاط الإئتمان، فيتمّ اتّخاذ ضمانات نقديّة.

المادة 28–ملغاة:

- معدلة بالقانون رقم 77–1468 تاريخ 30 كانون الأول 1977 – مادة 13– جريدة رسمية 31 كانون الأول 1977 دخل حيزّ التنفيذ في 1 كانون الثاني 1978.
- ملغاة بالقانون رقم 2004–130 تاريخ 11 شباط 2004 – مادة 27– جريدة رسمية 12 شباط 2004.

الفصل السادس: أحكام إنتقالية ومتفرّقة

- يُمكن لمجلس النقابة وضمن نفس الشروط، أو بناء على طلب الشخص المعني، وضع حدّ لهذا التعليق، بإستثناء الحالة التي يكون القرار بالتعليق قد صدر عن محكمة الإستئناف؛ فتبقى الصلاحية لها.
- عند سقوط الدعويين الجزائية والتأديبية؛ يتوقف التعليق حكماً.
- يمكن الطعن في القرارات المتخذة وفق هذه المادة أمام محكمة الإستئناف من قبل المحامي المعني ونقيبه والنائب العام الإستئنافي.

المادة 25:

يمكن لأية محكمة ترى أن محامياً اخلّ أثناء الجلسة بالواجبات التي يفرضها عليه قسمه، أن تطلب من النائب العام الإستئنافي الإدعاء بحقه أمام الهيئة التأديبية التي يتبع لها؛ عند الإدعاء، يكون على الهيئة التأديبية البت في الموضوع بمهلة أقصاها 15 يوماً من تاريخه تحت طائلة إعتبار سكوتها رفضاً للطلب؛ عندها يحق للنائب العام الإستئنافي الطعن إستئنافاً ولا يكون لمحكمة الإستئناف أن تلفظ عقوبة تأديبية إلا بعد دعوة النقيب أو من يمثله لإبداء ملاحظاته.

في حال حصول ذلك أمام محكمة فرنسية ووجوب تقديم الإدعاء أمام هيئة تأديبية في إقليم ما وراء البحار أو في Mayotte، تمدد المهلة شهراً، والعكس صحيح.

المادة 25-1:

في حال الإخلال بالواجبات أو مخالفة قواعد أصول المحاكمات، يتعرّض المحامون للعقوبات الملحوظة فيها.

المادة 22-2:

- يُمكن لمجلس نقابة محامي باريس، في حال إجتماعه كمجلس تأديبي، تأليف عدة هيئات من خمس أعضاء كحد أدنى، يشاركون في المذاكرة بعدد وتر (مفرد)، يرأسها نقيب محامين سابق؛ وفي حال التعذر، العضو الأقدم على جدول النقابة. ويمكن أن تؤلف هذه الهيئات من أعضاء مجلس نقابة المحامين غير النقيب الحالي أو أعضاء سابقين قد مرّ على تركهم مهامهم ثماني سنوات على الأقل. ويتم إختيار كل هؤلاء، من رئيس وأعضاء أصيلين ورديفين، أثناء المذاكرة في مجلس النقابة.
  كما يمكن للهيئة المصغرة أن تحيل دراسة القضية الى الهيئة العامة.

المادة 23:

يتم رفع القضية الى الهيئة التأديبية المختصة والمذكورة في المادة 22 من قبل المدعي العام لدى محكمة الإستئناف التي تقع هذه الهيئة ضمن نطاقها أو من قبل النقيب الذي يتبع له المحامي الملاحق.

- لا يُمكن للنقيب السابق الذي كان قد حرّك هذه الملاحقة أثناء ترؤسه النقابة أن يكون عضواً في الهيئة التأديبية.
- يكلّف مجلس النقابة الذي يتبع لها المحامي، أحد أعضائه للقيام بالتحقيق الوجاهي في القضية؛ تستند إليه الهيئة التأديبية لإصدار القرار المعلّل، ويحرّم على هذا العضو في حال كان عضواً أصيلاً أو رديفاً في الهيئة التأديبية، أن يمثل عند المداولة لإصدار القرار في القضية نفسها.
- ويكون القرار الصادر عرضة للطعن أمام محكمة الإستئناف من قبل المحامي المعني والنقيب والنائب العام الإستئنافي.

المادة 24:

لدواعٍ أمنية، يمكن لمجلس النقابة، الذي ينتمي اليها المحامي الملاحق جزائياً أو تأديبياً وبناء على طلب النائب العام أو النقيب، تعليق ممارسة مهامه لمدة لا تتجاوز الأربعة أشهر قابلة للتجديد.

- لا يمكن لأعضاء مجلس النقابة، الأعضاء في المجلس التأديبي أو في الهيئة التأديبية كأصيلين أو رديفين، أن يشاركوا في جلسات المجلس أو الهيئة المذكورين سابقاً عند إتخاذ أي قرار وفق هذه المادة.

الفصل الثالث: في النظام

المادة 22:

ينظر المجلس التأديبي المُنشأ في نطاق كل محكمة إستئناف في كافة الجرائم والأخطاء المرتكبة من قبل المحامين التابعين للنقابات الموجودة ضمن هذا النطاق.

إلا أنه يكون لمجلس نقابة محامي باريس وبصفته مجلساً تأديبياً أن ينظر في الجرائم والأخطاء المرتكبة من قبل المحامين المسجلين لديها.

ويكون للمجلس التأديبي الصالح، تطبيقاً لما ورد سابقاً أن ينظر أيضاً في الجرائم والأخطاء المرتكبة من قبل محام سابق في حال كان عند إرتكابه الفعل مسجلاً على الجدول أو على لائحة محامي الشرف في إحدى النقابات الموجودة ضمن نطاق سلطته.

المادة 22-1:

يتألف المجلس التأديبي، المذكور في الفقرة الأولى من المادة 22، من ممثلي مجالس النقابات الموجودة ضمن نطاق محكمة الإستئناف. ولا يحقّ لأي مجلس نقابة أن يسمّي أكثر من نصف أعضاء المجلس التأديبي على أن يكون لكل مجلس ممثل على الأقل؛ كما يتم تعيين أعضاء رديفين ضمن نفس الشروط؛

يُمكن للنقباء السابقين ولأعضاء مجالس النقابات السابقين الذي مضى على تركهم المركز ثماني سنوات على الأقل وللأعضاء الحاليين باستثناء النقيب، ان يُختاروا أعضاء في المجلس التأديبي.

- يَنتخب أعضاء المجلس التأديبي رئيسهم.
- يُمكن أن تحال مداولات مجالس النقابات التي تمت وفقاً للفقرة الأولى وإنتخاب رئيس المجلس التأديبي الى محكمة الإستناف.

يجتمع المجلس التأديبي بهيئات مؤلفة من خمس أعضاء على الأقل، أي عدد وتر؛ كما يمكن أن تؤلف عدة هيئات في حال تجاوز عدد المحامين ضمن نطاق محكمة الإستئناف الخمس مائة.

ويكون للهيئة المصغّرة أن تُحيل دراسة القضية الى الهيئة العامة.

تحدّد شروط تطبيق هذه المادة بقرار يصدر عن مجلس شورى الدولة.

ويتولّى المجلس العام للنقابات مهمّة تحديد مبادئ تنظيم التنشئة وتوحيد البرامج. كما ينسّق ويتحقّق من برامج التنشئة في المراكز الإقليمية للتنشئة المهنية ويمارس في ميدان تمويل التنشئة المهنية الصلاحيّات التي تؤول إليه بموجب المادة 1-14. ويحدد الشروط العامة للحصول على الإختصاصات، ويضع القائمة الوطنيّة لأعضاء لجنة الإمتحان المذكورة في البند الأول من المادة 1- 12 والقائمة العامة للمحامين الحائزين على الإختصاصات.

كما يتولّى وضع لائحة الأشخاص المؤهلين للإستفادة من المذكّرة التوجيهيّة 2005\36\CE الصادرة بتاريخ 7 أيلول 2005 السابق ذكرها، ولائحة المرشّحين للخضوع لإمتحانات التدقيق بالمعارف المذكورة في البند الأخير من المادة 11. وعندما ينعقد المجلس العام للنقابات في مسائل تهمّ التنشئة المهنية، يجلس معه قضاة وأعضاء ينتمون إلى التعليم العالي.

وفي الحلات المعروضة في مرسوم يصدر عن مجلس شورى الدولة، يمكن للمجلس العام للنقابات مؤازرة مجلس النقابة في ممارسته لمهمّته المحدّدة في 13° من المادة 17.

المادة 21-2:

يتألف المجلس الوطني لنقابات المحامين من محامين يُنتخبون بالتصويت المباشر من قبل هيئتين:

- الهيئة النقابية، المؤلفة من النقباء ومن أعضاء مجالس النقابة.
- الهيئة العامة المؤلفة من مجموع المحامين الذين يملكون حق التصويت وفق ما هو وارد في الفقرة الثانية من المادة 15.

تَختار كل هيئة نصف أعضاء المجلس الوطني لنقابات المحامين.

يتمّ الإنتخاب في كل هيئة على قاعدة دائرة أو أكثر.

في حال تعدّد الدوائر، يَتم توزيع المراكز في ما بينها نسبة الى عدد المحامين المسجلين في كل منها.

يكون كل من رئيس تجمّع نقباء المحامين ونقيب محامي باريس الحالي أعضاء حكميين في المجلس الوطني لنقابات المحامين.

في غياب المصالحة، تخضع كل مشكلة بين محامين تقع في إطار ممارستهم المهنيّة لتحكيم النقيب الذي، إذا لزم الأمر, يلجأ إلى تعيين خبير لتخمين قيمة الحصص أو الأسهم في شركات المحامين. ويمكن للنقيب فيما يتعلّق بهذه الصلاحيّة، تفويض أحد النقباء القدامى أو أي عضو او عضو سابق في مجلس النقابة.

ويمكن لأي فريق أن يطعن في قرار النقيب أمام محكمة الإستئناف.

تحدّد الشروط التي يعطي ضمنها النقيب تفويضاً بصلاحياته وأصول إجراءات التحكيم في مرسوم يصدره مجلس شورى الدولة بعد استشارة المجلس العام للنقابات.

يعيّن نقباء النقابات الموجودة ضمن نطاق محكمة الإستئناف الواحدة أحدهم لمدّة سنتين بصفته نقيب في الخدمة، يتولّى مهمّة تمثيلهم لمعالجة أي أمر ذات منفعة مشتركة يتعلّق بإجراءات الإستئناف.

المادة 1-21:

يتولّى المجلس العام للنقابات، وهو مؤسسة ذات منفعة عامة تتمتّع بالشخصية المعنوية، مهمّة تمثيل مهنة المحاماة، بما فيه في العلاقات مع السلطة العامة. تطبيقاً للأحكام القانونية والنظامية قيد الإجراء، للمجلس العام للنقابات توحيد القواعد والأعراف المهنية عن طريق تقنينها في أحكامٍ عامة.

يتلقّى المجلس العام للنقابات محصول المساهمة المدفوعة للمعونة القضائيّة التي أنشأتها المادة 1635 bisQ من القانون العام للضرائب. وللقيام بتوزيع هذا المحصول بين النقابات، بحسب الشروط المحدّدة في البند الثالث من المادة 27 من القانون رقم 647-91 الصادر بتاريخ 10 تموز 1991 المتعلق بالمعونة القضائية. يبرم المجلس العام للنقابات معاهدة مع الإتّحاد الوطني لصناديق التسديدات النقديّة للمحامين، وهو جمعيّة يطبّق عليها قانون الأول من تمّوز 1901 المتعلّق بعقد الجمعيّة، ويضمّ الإتحاد مجمل صناديق التسديدات النقديّة للمحامين التي تتلقّى المبالغ التي تمنح للنقابات. ويجب أن تحظى هذه المعاهدة على موافقة وزير العدل. ويخصّص كامل محصول المساهمة لتسديد أتعاب المحامين الذين يؤدّون مهمّات في إطار المعونة القضائية، بواسطة صناديق التسديدات النقدية للمحامين.

ويتحقّق المجلس العام للنقابات، تحت رعاية وزير العدل، ومع مساعدة الإتّحاد الوطني لصناديق التسديدات النقدية للمحامين، من حسن إستخدام الأموال التي تتلقاها النقابات وصناديق التسديدات النقدية للمحامين، تطبيقاً للأحكام القانونية والنظاميّة المطبّقة عليهم.

يحقّ للمجلس العام ممارسة كافة الحقوق الخاصة بالمدّعي بالحق المدني، أمام كافة المحاكم، نسبةً إلى الأفعال التي تسبّب ضرراً مباشراً أو غير مباشر بمصلحة مهنة المحاماة بشكل عام.

الرساميل وتمويل الإرهاب، ومن تسليمها كافة الوثائق المتعلقة بإحترام هذه الواجبات وفق الشروط المحددة بموجب قرار مجلس شورى الدولة.

تُبلّغ الى مجلس النقابة عقود التعاون او العمل الموّقعة من المحامين ويكون له إنذارهم بتعديل تلك التي تكون قيودها مخالفة لمضمون المادة 7، وذلك وفقاً لشروط وضعها مجلس شورى الدولة.

المادة 18:

تتولّى مجالس النقابات، بالتداول وضمن إطار الأحكام القانونية والنظامية، مهمة وضع الآليات المناسبة لمعالجة المسائل ذات المنفعة المشتركة، كالتالية: المعلوماتية، التواصل الإلكتروني، التنشئة المهنية، تمثيل المهنة، نظام التأمين.

ويطرح نقباء النقابات الموجودة ضمن نطاق محكمة الإستئناف الواحدة, المسائل المشار إليها في البند الأخير من المادة 21 للمناقشة, خلال إجتماع مجلس النقابة الذي يرأسونه

المادة 19:

أية مداولة تتم وأي قرار يصدر عن مجلس النقابة خارج صلاحياته أو خلافاً للقوانين أو الأنظمة يُبطل من قبل محكمة الإستئناف بناء على طلب النائب العام.

كذلك، يمكن أن تُحال الى محكمة الإستئناف وبناء على طلب صاحب العلاقة، مداولات وقرارات مجلس النقابة التي من شأنها الإضرار بالمصالح المهنية للمحامي.

المادة 20:

يُمكن أن تحال قرارات مجلس النقابة الخاصة بالتسجيل على الجدول، أو بإهماله أو برفضه، وتلك الخاصة بالترخيص بفتح أكثر من مكتب أو بإقفاله، الى محكمة الإستئناف من قبل النائب العام الإستئنافي أو من قبل صاحب العلاقة.

المادة 21:

تتمتّع كل نقابة بالشخصية المعنوية المدنية.

ويمثّل النقيب نقابته في كافة الأعمال المدنية. يتّقي حدوث مشاكل على الصعيد المهني بين أعضاء النقابة أو يتولّى مصالحتهم ويحقق في أي مطالبة تصدر عن الغير.

2- المشاركة في وضع النظام وفق الشروط الملحوظة في المواد 22 الى 25 من هذا القانون وفي مراسيم المادة 53.

3- المحافظة على مبادئ الأمانة والترفع والإعتدال والتآخي التي تقوم عليها المهنة وممارسة الرقابة الضرورية التي يفرضها شرف ومصلحة أعضائها.

4- السهر على إحترام المحامين لمواعيد الجلسات وعلى تصرّفهم كمعاونين للعدالة شرفاء.

5- دراسة كل موضوع يتعلق بممارسة المهنة، وبحماية حقوق المحامين والتزامهم التام بواجباتهم.

6- إدارة أموال النقابة وتحضير الموازنة وتحديد بدل إشتراك المحامين التابعين لها وبدل إشتراك المحامين التابعين لنقابة أخرى والذين رُخّص لهم بفتح مكتب آخر أو أكثر ضمن نطاقها، وإدارة وإستعمال هذه المداخيل لتأمين المساعدات والتعويضات العائلية وغيرها من التقديمات الممنوحة الى أعضائها الحاليين أو السابقين، والى الزوج الباقي على قيد الحياة، أو الى أولادهم وفق القوانين المرعية الإجراء، وعلى توزيع المسؤوليات ما بين أعضائها ومتابعة تنفيذها.

7- السماح للنقيب بتمثيلها أمام القضاء، وبقبول أية منحة وهمية معطاة للنقابة، وبالبتّ رفضاً أو قبولاً، بأي بيع أو تأمين، وبعقد مختلف أنواع الإقتراضات.

8- تنظيم الأجهزة العامة للبحث والتوثيق الضرورية لممارسة المهنة.

9- مراقبة مسك حسابات المحامين، والأشخاص الطبيعيين والمعنويين، وتوفير الضمانات المفروضة في المادة 27 وفي مراسيم المادة 53.

10- تأمين تنفيذ المقررات الصادرة عن المجلس الوطني لنقابات المحامين ضمن نطاقها.

11- السهر على إلتزام المحامين بموجب التنشئة المستمرة الملحوظ في المادة 14- فقرة 2.

12- التعاون مع السلطات المختصة في الدول الأعضاء في الإتحاد الأوروبي أو الدول الأخرى المنضمة الى الفضاء الإقتصادي الأوروبي بغية تسهيل تطبيق المذكرة التوجيهية C.E/36/2005 الصادرة عن البرلمان الأوروبي والمجلس في 7 أيلول 2005 والمتعلقة بالإعتراف بالمواصفات المهنية.

13- التأكد من إحترام المحامين لموجباتهم الملحوظة في الفصل الأول من الباب الأول من الكتاب الخامس للقانون النقدي والمالي في موضوع مكافحة تبييض

عينها. ويتمّ تجديد ثلث مجلس النقابة كل سنة. يترأسه نقيب منتخب لسنتين وفق الشروط نفسها. ويمكن أن يعاون النقيب نائب له يُنتخَب معه وفق الشروط عينها وللمدّة ذاتها.
وفي حال وفاة النقيب أو وجود مانع دائم لاستمراره في مهامه، يتولّى مهام النقيب في انتظار انتخابات جديدة، نائب النقيب، إذا وُجدَ، وإلّا يتولّاها العضو الأقدم في مجلس النقابة.
ويمكن الطعن في الإنتخابات أمام محكمة الإستئناف من قبل كافة أعضاء النقابة الذين يتمتّعون بحق التصويت ومن قبل النائب العام لدى محكمة الإستئناف

المادة 16:

في النقابات حيث لا يبلغ عدد المحامين المسجلين على الجدول ثمانية والتي لم تستعمل إمكانية التجمع الملحوظة في المادة 15، تقوم محكمة البداية مقام مجلس النقابة.

المادة 17:

يكون لمجلس النقابة صلاحية البت بكافة المواضيع التي تتعلق بممارسة المهنة والسهر على حماية حقوق المحامين وعلى قيامهم بواجباتهم.
ومع الإلتزام بمضمون المادة 1-21، يكون لمجلس النقابة بصورة خاصة **المهام التالية:**

1- وضع النظام الداخلي وعند الحاجة، تعديل مضمونه؛

البتّ بتسجيل المحامين على الجدول أو برفضه تلقائياً أو بناء على طلب النائب العام؛ والبتّ بتسجيل المحامين الذين تركوا المهنة بعد أن كانوا مسجلين على الجدول ومن ثم عادوا وتقدموا بطلب متابعة مع تحديد درجتهم، إضافة الى الترخيص بفتح أكثر من مكتب أو بسحبه.

يحقّ لكل نقابة تضم أكثر من 500 محام يملكون حق التصويت المذكور في الفقرة الثانية من المادة 15، الإجتماع بهيئة واحدة أو أكثر من خمسة أعضاء، برئاسة النقيب الحالي أو نقيب سابق، للبتّ بالتسجيل على الجدول أو بإهماله، أو للترخيص بفتح أكثر من مكتب أو بسحب هكذا ترخيص.

يمكن لأعضاء مجلس النقابة الحاليين أو السابقيين أن يكونوا أعضاء في الهيئة شرط أن يكونوا قد تركوا وظائفهم هذه قبل 8 سنوات على الأقل.

تختار أسماء الأعضاء من لائحة يضعها مجلس النقابة في بداية كل عام.

يمكن للهيئة المصغرة أن تحيل دراسة القضية الى الهيئة العامة.

تُحدّد مساهمة كل نقابة، الممولة بمجملها أم بقسم منها فقط من الناتج المالي للعقارات والأموال والأسهم المذكورة في البند 9 من المادة 53، من قبل المجلس الوطني لنقابات المحامين، وفقاً لعدد المحامين المسجلين على الجدول؛ تُحسم منها كافة مصاريف النقابة في المركز الإقليمي للتنشئة.

في حال التخلّف عن دفع هذه المساهمة بعد مرور شهر على الإنذار بالدفع، يُصدر المجلس الوطني لنقابات المحامين بحق النقابة المديونة، سنداً تنفيذياً يشكّل قراراً له مفاعيل الحكم وفق البند 6 من المادة 3 من القانون رقم 91-650 تاريخ 9 تموز 1991 الخاص بتعديل أصول التنفيذ المدنية.

2- مساهمة من الدولة، وفقاً لمضمون القانون رقم 71-575 تاريخ 16 تموز 1976 المذكور سابقاً.

3- عند الحاجة، من رسوم التسجيل.

يحصّل المجلس الوطني لنقابات المحامين هذه المساهمات ويوزعها ما بين المراكز الاقليمية للتنشئة المهنية.

تحدّد بمرسوم شروط تطبيق هذه المادة، وبشكل خاص تلك المتعلقة بحقوق التسجيل وبحسم المصاريف المذكورة في الفقرة الرابعة.

المادة 14-2:

تكون التنشئة المستمرة إلزامية للمحامين المسجلين في جدول النقابة.

تُحدّد بقرار من مجلس شورى الدولة طبيعية ومدة النشاطات التي يصحّ إعتبارها إلزامات تنشئة مستمرة. ويبقى للمجلس الوطني لنقابات المحامين أن يحدّد طرق تنفيذها.

المادة 15:

ينتمي المحامون إلى نقابات يتمّ أنشاءها ضمن نطاق المحاكم الإبتدائية، وفق الشروط المنصوص عليها في المراسيم المذكورة في المادة 53. ويُسمح بموجب هذه المراسيم للنقابات بالتجمّع.

ويتولّى إدارة كلّ نقابة مجلس للنقابة يتمّ انتخابه، بالتصويت السرّي، لمدّة ثلاث سنوات، من قِبل جميع المحامين المسجّلين على الجدول العام في هذه النقابة والمحامون الفخريّون في النقابة

3) تأمين الحدّ الأدنى في التنشئة العامة للمحامين، وتأمين التنشئة التكميلية عند الحاجة، بالتواصل مع الجامعات والمؤسّسات التربويّة أو المولجة التدريب المهني، خاصةً كانت أم رسميّة، والمحاكم.

4) عقد الإتّفاقيّات المذكورة في المادة 2-116 .L من قانون العمل.

5) التحقق من حسن سير التدريبات التي يتبعها الأشخاص الذين تمّ قبولهم للتنشئة.

6) تأمين التنشئة المستمرّة للمحامين.

7) تنظيم مقابلة التصديق على الكفاءة المهنية المنصوص عليها في البند الثاني من المادة 1-12 للحصول على شهادة الإختصاص

المادة 1-13:

يحدّد وزير العدل، وبناء على توصية المجلس الوطني لنقابات المحامين، مركز ونطاق كل مركز إقليمي للتنشئة المهنية.

يُمكن اللجوء الى التجميع بنفس الطريقة، بعد إستشارة المراكز المعنية بالمجلس الوطني لنقابات المحامين؛ عندها تُنقل الأموال المنقولة وغير المنقولة العائدة الى المراكز الإقليمية للتنشئة المهنية المدعوة الى التجمع الى المركز الموحد. في هذه الحال، تُطبق إجراءات المادة 1039 من قانون الضريبة العام، بشرط نشر قرار مجلس شورى الدولة الذي يسمح بذلك.

يُمكن للمركز الإقليمي وبعد موافقة المجلس الوطني لنقابات المحامين، إنشاء فرع محلي في المدن المجهّزة بمراكز تنشئة وأبحاث قانونية.

المادة 14:

تُرفع المراجعات ضدّ القرارات الخاصة بالتنشئة المهنية الى محكمة الإستئناف صاحبة الإختصاص.

المادة 1-14:

يُؤمن تمويل المراكز الإقليمية للتنشئة المهنية بصورة خاصة بالطرق التالية:

1- مساهمة من مهنة المحاماة

يُحدّد المجلس الوطني لنقابات المحامين سنوياً وبصورة مسبقة مقدار المساهمة في تمويل هذه المراكز وفق حاجاتها الحالية مع الزيادة المرتقبة لعدد المستفيدين من هذه التنشئة. ويكون حدها الأقصى للعام 2002، 11 مليون اورو؛ ولا يمكن أن تزاد سنوياً بأكثر من نسبة 10%.

ويلتحق الدكاترة في القانون مباشرةً بالتنشئة النظريّة والتطبيقيّة المحدّدة في المادة 12، دون تقديم الإمتحان الذي يسمح بدخول المركز الإقليمي للتنشئة المهنية للمحامين

المادة 12-2:

- يُلزم الشخص المقبول للتنشئة بإحترام السر المهني بالنسبة لكل الأفعال والأعمال التي يطلع عليها خلال هذه التنشئة وخلال التدريب المدعو الى تنفيذه لدى أصحاب المهن، والمحاكم ومختلف المنظمات.
- يُمكن للشخص المقبول للتنشئة حضور مداولات المحاكم إن كان يتبع خلال تنشئته في المركز، تدريباً لديها.
- يُلزم الشخص المعني منذ قبول طلبه، وبعد تقديمه من قبل رئيس مجلس إدارة المركز الإقليمي للتنشئة المهنية، بحلف اليمين التالية: "أُقسم أن أُحافظ على كافة الأسرار التي قد تصل الى علمي خلال التنشئة أو التدريب"، وذلك أمام محكمة الإستئناف الذي يقع المركز ضمن نطاقها.

المادة 13:

تتكفّل المراكز الإقليمية للتنشئة المهنية بالتدريب.

المركز الإقليمي للتنشئة المهنية هو مؤسسة ذات منفعة عامة يتمتّع بالشخصية المعنويّة. وتضمن مهنة المحاماة حسن سير التنشئة، بالتعاون مع القضاة والجامعات وعند الحاجة، أي شخص أو مؤسّسة مؤهلين.

ويتولى مجلس إدارة المركز الإقليمي للتنشئة المهنية إدارة وتسيير أعمال المركز. ويقرّ الميزانية والحساب الختامي وحساب الربح للسنة السابقة.

ويتولى المركز الإقليمي للتنشئة المهنية، مع احترام الصلاحيات والمهام المناطة بالمجلس العام للنقابات:

1) تنظيم التحضير لشهادة الجدارة في مهنة المحاماة،

2) البتّ في طلبات الإعفاء من قسم من التنشئة المهنية تبعاً للشهادات الجامعية التي يحملها مقدّمي الطلبات، وذلك مع مراعاة الأحكام النظامية المنصوص عليها لتطبيق المذكرة التوجيهيّة 2005\36\CE، تاريخ 7 أيلول 2005 السابق ذكرها،

إن حاملي الإجازة في الحقوق وفق النظام السابق للمرسوم رقم 54-343 تاريخ 27 آذار 1954 الخاص بالنظام الجديد لتدريس الحقوق وإمتحانات الاجازة، يُعتبرون، عند تطبيق هذا القانون، حائزين على إجازة في الحقوق Maîtrise de droit؛ ويكون الامر كذلك بالنسبة للمجازين في الحقوق الذين حصلوا على هذا اللقب عندما كانت الإجازة تمتد على أربع سنوات.

يُلزم المحامي المنتمي الى دولة أو مجموعة دوّل خارج المجموعات الأوروبية أو المجال الإقتصادي الأوروبي، وفي حال عدم حصوله على شهادة الجدارة لممارسة مهنة المحاماة، بالخضوع لإمتحان تقييم لمعلوماته حول القانون الفرنسي وفق أصول محددة بقرار من مجلس شورى الدولة كشرط للتمكن من الإنتساب الى إحدى نقابات المحامين في فرنسا.

كذلك هو حال مواطن إحدى الدول الأعضاء في المجموعات الأوروبية أو المجال الإقتصادي الأوروبي والذي يكون قد حصل على صفة المحامي في بلد أو مقاطعة غير تابعة لهذه المجموعات الأوروبية أو لهذا المجال الإقتصادي الأوروبي والذي لا يمكنه المطالبة بالإستفادة من الإجراءات التنظيمية المتخذة تطبيقاً للمذكرة التوجيهية C.E/36/2005 تاريخ 7 أيلول 2005.

المادة 12:

بإستثناء ما ورد في الفقرة الأخيرة من المادة 11 والإجراءات التنظيمية المأخوذة تطبيقاً للمذكرة التوجيهية C.E/36/2005 تاريخ 7 أيلول 2005 المذكورة سابقاً، وتلك المتعلقة بالأشخاص الحائزين على بعض الشهادات أو الذين مارسوا بعض النشاطات، تشترط التنشئة المهنية المفروضة لممارسة مهنة المحاماة النجاح في إمتحان دخول الى مركز إقليمي للتدريب المهني وتنشئة نظرية وعملية لمدة أقلها 18 شهراً، تتوّج بشهادة كفاءة مهنية. هذه التنشئة يمكن أن تتم من خلال عقد التدريب الملحوظ في الباب الأول من الكتاب الأول لقانون العمل.

المادة 1-12:

مع مراعاة الإستثناءات التي تحدّدها النصوص النظاميّة لتطبيق المذكرة التوجيهيّة CE\36\2005، تاريخ 7 أيلول 2005 السابق ذكرها، يُمنَح الإختصاص عن طريق ممارسة مهنية غير منقطعة لمدّة تحدّد في قرار يصدر عن مجلس شورى الدولة، ولا تقلّ عن سنتين، تصدّق عليها هيئة فاحصة تتأكّد من كفاءات المحامي المهنية في الإختصاص، وتثبّت بشهادة يمنحها المجلس العام للنقابات.

إستنادا إلى ملف يقدّمه المرشح، تتخذ الهيئة الفاحصة قرارها بعد مقابلة المرشح وامتحانه.

الفصل الثاني: في تنظيم وإدارة المهنة

المادة 11:

المعدلة بموجب المادة 19 من المذكرة رقم 2008-507، الصادرة بتاريخ 30 أيار 2008.

يشترط في من ينوي ممارسة مهنة المحاماة أن يكون:

1- فرنسياً او مواطناً لإحدى دول المجموعات الأوروبية أو لدولة منضمة الى الإتفاقية الخاصة في المجال الاقتصادي الأوروبي، أو لإحدى الدول أو المقاطعات غير التابعة لهذه المجموعات إنما تمنح للفرنسيين إمكانية ممارسة المهنة التي يرغب صاحب العلاقة ممارستها في فرنسا ضمن نفس شروط مواطنيها وذلك مع إحترام قرارات مجلس المجموعات الأوروبية الخاصة بإلحاق دول وأقاليم خارجية بالمجموعة الإقتصادية الأوروبية؛ أو في حال حصوله على صفة لاجيء أو عديم الجنسية من قبل المكتب الفرنسي لحماية اللاجئين أو عديمي الجنسية.

2- حائزاً على الاقل على إجازة في الحقوق أو ما يعادلها في ممارسة المهنة بقرار موحد من وزيري العدل والتعليم العالي؛ وذلك مع إحترام الإجراءات التنظيمية المأخوذة تطبيقاً للمذكرة التوجيهية CE/36/2005 الصادرة من البرلمان الأوروبي والمجلس بتاريخ 7 أيلول 2005؛ وتلك الخاصة بالأشخاص الذين سبق لهم أن مارسوا بعض المهن أو النشاطات في فرنسا.

3- حائزاً على شهادة الجدارة لممارسة مهنة المحاماة إضافة الى الشروط التنظيمية المذكورة في الفقرة 2 أو وفقاً لقاعدة المعاملة بالمثل، أن يكون قد اجتاز بنجاح الإمتحان الملحوظ في الفقرة الأخيرة من هذه المادة.

4- غير محكوم عليه سابقاً جزائياً بسبب أفعال مخلة بالشرف والأمانة أو الأخلاق.

5- غير محكوم عليه تأديبياً أو إدارياً بإقالة أو شطب أو عزل أو سحب الإذن أو الترخيص.

6- غير محكوم عليه شخصياً بالإفلاس أو بعقوبة من نوع آخر تطبيقاً للباب الرابع من القانون رقم 85-98 تاريخ 25 كانون الثاني 1985 الخاص بالتعويم والتصفية القضائية للمؤسسات، أو وفق النظام السابق لهذا القانون، تطبيقاً للباب الثاني من القانون رقم 67-563 تاريخ 13 تموز 1967 الخاص بالتسوية القضائية، تصفية الممتلكات، الإفلاس العادي والإفلاسات الإحتيالية.

ويحدّد في التفويض المعطى للمحامي لعقد أحد العقود المذكورة في البند الأول من المادة L.222-7 من قانون الرياضة، بدل أتعابه الذي لا يجوز أن يتخطّى 10% من قيمة العقد. وعندما يتعاون عدّة محامون، أو محامٍ مع وكيل رياضي، لإتمام هكذا عقد، لا يجوز أن يتخطّى بدل أتعابهم ال 10% من قيمة هذا العقد. ولا يجوز للمحامي الذي يمثّل أحد الفرقاء في العقد بصفته وكيلاً له أن يتقاضى بدل أتعابه من شخص غير زبونه.

خلافاً لما ورد في البند ما قبل الأخير، يمكن للإتّحادات الرياضيّة الأصيلة تحديد بدل أتعاب المحامي أو المحامين، يكون أقل من 10% من قيمة العقد الموقّع بين الأفرقاء

لا يمكن أن يُرفض الإذن إلا لأسباب تتعلق بممارسة المهنة في المكتب الثاني؛ كما لا يمكن سحبه إلا للأسباب عينها؛ مع الابقاء على إمكانية لفظ عقوبات تأديبية بحق المحامي من قبل مجلس النقابة التي ينتمي اليها.

في كافة الأحوال، يُلزم المحامي الذي يملك أكثر من مكتب بممارسة فعلية فيه تحت طائلة الإقفال بقرار من مجلس النقابة الذي يقع المكتب الثاني ضمن نطاقها.

المادة 8 –2–:

خلافاً لمضمون المادة 8 –1، لا يحق للمحامين المسجلين في نقابة إحدى محاكم البداية في باريس، بوبينيي، كريتاي ونانتير، فتح مكتب ثانٍ ضمن نطاق إحدى هذه المحاكم غير ذلك التابع للنقابة المنتمين اليها.

المادة 9:

لا يمكن للمحامي المعين حكماً من قبل نقيب المحامين أو رئيس محكمة الجنايات، رفض المهمة دون موافقة النقيب أو الرئيس على أسباب الإعتذار أو المانع.

المادة 10:

تُحدّد تعرفة التمثيل أمام المحكمة الإبتدائية وإجراءات الدعوى وفق أحكام أصول المحاكمات المدنية. أمّا بدل أتعاب الإستشارة والحضور والمشورة وصياغة الأعمال القانونية ذات التوقيع الخاص والمرافعة، فيتمّ تحديده بالإتفاق مع الزبون.

وفي حال عدم وجود إتّفاقية بين المحامي وزبونه، يُحدّد بدل الأتعاب وفق العادات، بحسب حالة الزبون الماديّة وصعوبة القضيّة والنفقات وشهرة المحامي والوقت المخصّص لمعالجة الملف.

يمنع تحديد الأتعاب إذا كانت ترتكز بصورة حصريّة نسبةً على النتيجة. وتعتبر قانونية كل إتفاقية على الأتعاب تحدّد، بالإضافة إلى بدل الأتعاب لقاء الخدمات المقدّمة، مبلغاً تكميلياً بحسب النتيجة أو الخدمة المقدّمة. ويُلزم المحامي بعقد إتّفاقية أتعاب مع زبونه فيما يخصّ قضايا الطلاق. ويتمّ نشر جداول غير ملزمة بالأتعاب التي يطلبها عادةً المحامون في تلك القضايا، ويتم إعدادها نظراً إلى العادات المتّبعة في المهنة، وتنشر في قرار يصدر عن وزير العدل بعد استشارة المجلس العام للنقابات. ويتمّ مراجعة هذه الجداول مرّة كل سنتين على الأقلّ.

يتمّ إنشاء عقد العمل كتابةً. ويجب أن يتمّ تحديد أصول تقاضي الأجر فيه. ولا يحقّ للمحامي الأجير قبول زبائن شخصيّين له. ويتمتّع بالإستقلالية وفقاً لقَسَمه عند تأديته المهام التي تُعهد إليه، وتقتصر علاقة التبعيّة إزاء ربّ العمل بتحديد شروط العمل.

ويمنع صياغة مواد, ضمن عقود التعاون أو العمل، من شأنها الحدّ من حريّة المعاون أو الأجير بإنشاء مكتب خاص له لاحقاً.

ويمنع منعا باتاً أي تعدّي على قواعد الآداب المهنية الخاصة بالمحامين، إن من خلال صياغة العقود أو الإنتساب إلى شركة، أو جمعيّة أو تجمّع، وبالأخصّ، يجب إحترام واجبات المحامي فيما خصّ المعونة القضائية والتعيينات التلقائية، كما الإمكانية المعطاة للمحامي الأجير أو الحرّ بطلب إعفائه من مهمّه تناقض وجدانه أو تعرّضه لفقدان إستقلاليّته.

تخضع النزاعات الناشئة عن عقد عمل أو إتّفاقية فسخه أو التصديق أو رفض التصديق على هذه الإتّفاقية، كما النزاعات التي تنشأ عن عقد التعاون الحرّ، إلى تحكيم نقيب المحامين، ويمكن الطعن بقراراته أمام محكمة الإستئناف. ويمكن للنقيب، في هذا المجال، ووفقاً للشروط الموضوعة بقرار صادر عن مجلس شورى الدولة، تفويض أحد النقباء السابقين أو أي عضو سابق أو حالي في المجلس النقابي، بالقيام بهذه المهام.

المادة 8:

يتمّ تأسيس التجمّعات والشركات والجمعيات المنصوص عليها في المادة 7 بين محامين وتجمّعات أو شركات أوجمعيّات تضمّ محامين منتمين إلى نقابة واحدة أو إلى عدّة نقابات، يزاولون المهنة في فرنسا، أو في إحدى دول الإتحاد الأوروبي أو في إحدى دول المجال الإقتصادي الأوروبي، أو في سويسرا.

وتَمثّل الجمعيّة أو الشركة أمام كافة المحاكم الإبتدائية ومحاكم الإستئناف التي تقع هذه المحاكم ضمن إختصاصها، بواسطة أحد المحامين المسجّلين في النقابة التي تقع ضمن نطاق المحكمة.

المادة 8 -1-:

مع إحترام مضمون المادة 5 من هذا القانون، يحق للمحامين بأكثر من مكتب شرط إبلاغ مجلس النقابة المنتمي اليها بذلك.

في جال وجود المكتب الثاني في نطاق نقابة أخرى غير التي يتبع لها موطنه القانوني، يتوجب على المحامي الحصول على إذن من مجلسها، الذي عليه أن يبت بالموضوع بمهلة 3 أشهر إبتداء من تاريخ استلامه الطلب تحت طائلة إعتبار الموافقة ضمنية.

المادة 6 مكرر:

- يمكن للمحامين تسلم مهام موكلة إليهم من القضاء.

المادة 6 ter:

يمكن للمحامون، في إطار القواعد التي يخضعون لها، بصفتهم وكلاء، تمثيل أحد الفرقاء الموقّعين على أحد العقود المذكورة في الفقرة الأولى من المادة L.222-7 من قانون الرياضة.

إن عدم إلتزام المحامي الذي يمارس النشاط المشار إليه في الفقرة الأولى بالواجبات المشار إليها في الفقرة الأخيرة من المادتين 10 و 5-66 من القانون الحالي، وتلك المشار إليها في الفقرة الثانية من المادة L.222-5 في قانون الرياضة، يعرّضه للعقوبات الملحوظة في الفقرة الأولى من المادة L.222-20 من القانون عينه. ويمكن رفع الغرامة البالغة 30.000 يورو إلى ضعف المبالغ التي تمّ كسبها بطريقة غير مشروعة مخالفةً للفقرة الأخيرة من المادة 10 من القانون الحالي.

وتُعاقب مخالفة قواعد استيفاء الأجر المذكورة في الفقرة الأولى من المادة L.222-5 من قانون الرياضة بغرامة قدرها 7.500 يورو.

المادة 7:

يمكن للمحامي أن يمارس مهنته إمّا بمفرده، وإمّا في إطار جمعيّة يمكن حصر مسؤولية أعضائها، مع مراعاة الشروط التي تضعها المراسيم، بالأعضاء الذين شاركوا في العمل المشكو منه، أو في إطار شركة مدنية مهنيّة، أو شركة إمتهانٍ حرّ (Société d'exercice libéral) أو شركة محاصة كما نصّ عليها القانون رقم 90-1258 الصادر بتاريخ 31 كانون الأول 1990 الخاص بالممارسة في إطار شركة, للمهن الحرّة الخاضعة لنظام قانوني أو تنظيمي أو تلك التي يتمتع لقبها بالحماية، إن بصفة أجير أو بصفة معاون حرّ لدى محام أو جمعيّة أو شركة محامين. كما يمكن للمحامي الإنتساب إلى تجمّع ذو منفعة إقتصادية (GIE) أو تجمع أوروبي ذو منفعة إقتصادية (GEIE).

مع مراعاة أحكام هذه المادة، يمكن للمحامي أن يمارس مهنته بصفته معاوناً حراً لمحام وفق الأصول التي نصّت عليها المادة 18 من القانون رقم 2005-882 الصادر بتاريخ 2 آب 2005 الخاص بالمؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم.

لا يحق لمن ليس محامياً، قبول توكيلاً أو مساعدة فريق ما، أو تمثيله أو الترافع لمصلحته أمام المحاكم واللجان القضائية أو التأديبية مهما كانت طبيعتها، وذلك مع مراعاة الأحكام الخاصة بالمحامين الموثقين لدى محكمة التمييز ومجلس شورى الدولة. إنّ الأحكام السابق ذكرها لا تمنع تطبيق القواعد القانونية والنظامية الخاصة, السارية في تاريخ نشر هذا القانون، وبالأخص، فيما يتعلّق بحريّة ممارسة المنظمات النقابية،أو ممثليها، للنشاطات التي يدخلها قانون العمل ضمن صلاحياتهم في تمثيل ومساعدة العمّال أمام المحاكم العمّالية والتحكميّة واللجان القضائية والتأديبية التي يحق لهم التمثيل أمامها.

ولا يحق لمن ليس محاميا مساعدة فريق في إطار إجراءات حلّ النزاع بالمشاركة كما نصّ عليها القانون المدني.

المادة 5:

يقوم المحامون بمهامهم ويترافعون أمام كافة المحاكم واللجان القضائية أو التأديبية، دون أي مانع جغرافي، وذلك مع مراعاة أحكام المادة السابقة.

ويمارس المحامون نشاطهم حصرياً أمام المحكمة الإبتدائية التي يقع ضمن نطاقها مركز إقامتهم المهني، وأمام محكمة الإستئناف التي تقع ضمن نطاقها المحكمة الإبتدائية، كما يمارسون المهام التي كانت ضمن الصلاحيات الحصريّة الخاصة بالموثقين لدى محاكم الإستئناف والمحاكم الإبتدائية. ولكن، يمارس المحامون هذه المهام أمام كافة المحاكم الإبتدائية التي يتم توثيق نقابتهم في نطاقها.

وخلافا لما نصّت عليه الفقرات السابقة، إذا كان عدد المحامين المسجّلين على الجدول العام والمقيمين ضمن نطاق محكمة إبتدائية غير كافٍ للإهتمام بالقضايا، يمكن أن يجاز للمحامين المسجّلين ضمن نطاق محكمة إبتدائية أخرى تقع ضمن إختصاص محكمة الإستئناف عينها، بالقيام بالإجراءات.

وتعود صلاحية إعطاء هذه الإجازة لمحكمة الإستئناف

المادة 6:

- يمكن للمحامين مرافقة موكليهم إلى الدوائر الرسمية وتمثيلهم أمامها شرط إحترام القواعد القانونية والتنظيمية.
- بعد مرور سبع سنوات على ممارسة أية مهنة قانونية منظمة يمكن للمحامين أن يكونوا أعضاء في مجلس رقابة أو مجلس إدارة شركة تجارية. هذه المهلة قابلة للتخفيض من قبل مجلس النقابة.

V) للمحامين المسجّلين في نقابات إحدى المحاكم الإبتدائية الواقعة في نطاق Nîmesو Alès، الحقّ بالتمثيل أمام كلا المحكمتين.

VI) تطبّق الفقرتين الثانية والثالثة من المقطع III على المحامين المذكورين في المقطعين IV و V .

المادة 2:

تلغى كل من دوائر الموثقين لدى المحاكم الإبتدائية والموثقين لدى محاكم الإستئناف.

ويتم التعويض على الموثقين لدى المحاكم، تطبيقا لأحكام الفصل II من القانون رقم 94-2011 الصادر بتاريخ 25 كانون الثاني 2011 السابق ذكره، عن الضرر الناتج من جرّاء خسارتهم حقهم بتقديم خلفاً لهم إلى وزير العدل للموافقة بحسب المادة 91 من القانون الصادر في 2 نيسان 1816.

المادة 3:

المعدلة بموجب المادة 2 من القانون رقم 90 – 1259، الصادر بتاريخ 31 كانون الاول 1990- والمنشور في الجريدة الرسمية الفرنسية تاريخ 5 كانون الثاني 1991 والذي دخل حيّز التنفيذ في 1 كانون الثاني 1992.

- المحامون هم معاونو عدالة.
- يحلفون اليمين التالية:

"أُقسم، كمحامي، أن أمارس واجباتي بكرامة وضمير وإستقلالية ونزاهة وإنسانية".

- يرتدون رداء المحامين الخاص عند مثولهم أمام المحاكم.

المادة 3 مكرر:

المضافة بموجب المادة 3 من القانون رقم 90 – 1259 تاريخ 31 كانون الأول 1990 المنشور في الجريدة الرسمية تاريخ 5 كانون الثاني 1991 والذي دخل حيّز التنفيذ إبتداء من 1 كانون الثاني 1992.

- يتمتع المحامون بحرية التنقل أثناء ممارسة مهامهم.

المادة 4:

المحاكمات أمام محكمة الإستئناف، ويتمّ حكماً منح الموثقين لدى محاكم الإستئناف هذا الإختصاص. أمّا بالنسبة للأشخاص الذين زاولوا مهنة مساعد للموثقين لدى محاكم الإستئناف بعد تاريخ 31 كانون الأول 2008، والحائزين على شهادة الجدارة في مهنة الموثقين قبل تاريخ 1 كانون الثاني 2012، فيتمتّعون بالإختصاص في أصول المحاكمات أمام محكمة الإستئناف ضمن الشروط نفسها.

وللمحامين المسجّلين في نقابة والمستشارين القانونيّين، الذين مارسوا مهنتهم مدّة تزيد عن خمسة عشر سنة عند البدء بتطبيق الباب الأول من القانون رقم 1259-90 الصادر في 31 كانون الأول 1990 الذي عدّل بعض المهن القضائية والقانونية، والذين لا يرغبون بالإنتماء إلى المهنة الجديدة، أن يطلبوا الحصول على اللقب الفخري، كما يعطى هذا الحق لأعضاء المهنة الجديدة إذا زادت مدّة ممارستهم للمهنة السابقة والجديدة عن عشرين سنة.

وتطبّق أحكام الفقرة السابقة على الموثقين لدى محاكم الإستئناف إذا زادت فترة ممارستهم المهنية عن خمسة عشر سنة عند البدء بتطبيق الفصل الأول من القانون 94-2011 الصادر في 25 كانون الثاني 2011 السابق ذكره.

II) (فقرة ملغاة)

III) خلافاً لما نصّت عليه الفقرة الثانية من المادة 5، يتمتّع المحامون المسجّلون في إحدى نقابات باريس، بوبيني، كريتيل ونانتير بالصلاحيات التي كانت تؤول سابقاً إلى الموثقين لدى المحاكم الإبتدائية المذكورة. ويمكنهم القيام بالأعمال التي كانت ضمن صلاحيات الموثقين لدى محاكم الإستئناف، أمام محكمة إستئناف باريس إذا مثلوا سابقاً أمام إحدى المحاكم الإبتدائية في باريس، بوبيتي، كريتيل، أو أمام محكمة فرساي إذا مثلوا سابقا أمام محكمة نانتير الإبتدائية. إنما يستمرّ تطبيق أحكام الفقرة الثانية من المادة 5 على إجراءات الحجز العقاري والقسمة, وإزالة الشيوع الإجبارية.

وعليه، لا يمكن للمحامي القيام بالأعمال التي كانت من صلاحيات الموثقين لدى محكمة غير تلك التي تقع نقابته ضمن نطاقها، إن في القضايا التي تُمنح فيها المعونة القضائية وإن في القضايا التي لا يملك فيها المحامي إدارة القرار ويكون فقط مكلّف بالمرافعة.

ويمكن للمحامين المسجّلين قبل 16 أيلول 1972 في إحدى النقابات المذكورة في الفقرة الأولى من المقطع III المحافظة على مركزهم المهني في نطاق أي من المحاكم الإبتدائية في باريس، بوبيني، كريتيل ونانتير إذا تمّ تأسيس المركز في تاريخ سابق للتاريخ المذكور.

IV) للمحامين المسجّلين في نقابات إحدى المحاكم الإبتدائية الواقعة في نطاق Bordeaux و Libourne الحقّ بالتمثيل أمام كلا المحكمتين.

قانون

قانون رقم 71 – 1130 تاريخ 31 كانون الاول 1971

الخاص بتعديل بعض المهن القضائية والقانونية

نسخة مثبتة بـ 21 نيسان 2010

الباب الأول: التنظيم الجديد لمهنة المحاماة

الفصل الأول: قواعد عامة

المادة 1:

I) يتم استحداث مهنة جديدة يحمل أعضاؤها لقب محامي، تحلّ مكان مهن المحامين والموثقين لدى محاكم الإستئناف والمستشارين القانونيّين. ويتمتّع حكماً أعضاء تلك المهن بعضويّة هذه المهنة الجديدة، إلّا إذا أرادوا عكس ذلك. ويتم تسجيل المستشارين القانونيّين المدرجين على اللائحة المنظّمة من قبل المدّعي العام لدى المحكمة الإبتدائية في تاريخ البدء في تطبيق الباب الأول من القانون رقم 1259–90 الصادر في 31 كانون الأول 1990 الذي عدّل بعض المهن القضائية والقانونية، على جدول النقابة العام المقامة ضمن نطاق المحكمة الإبتدائية التي كان قد تمّ تسجيلهم ضمن نطاقها بصفتهم مستشارين قانونيّين. ويعتبرون مسجّلين إبتداءاً من تاريخ بدء مزاولتهم المهنة إذا كان هذا التاريخ سابقاً ل 16 أيلول 1972، أو منذ تسجيلهم على اللائحة. ومع مراعاة أحكام المادة 26 من القانون رقم 94–2011 الصادر بتاريخ 25 كانون الثاني 2011 الذي عدّل التمثيل أمام محاكم الإستئناف، يتمّ تسجيل الموثقين لدى محاكم الإستئناف، بمفعول رجعي منذ تاريخ تأديتهم اليمين الأولى بصفتهم محامين أو موثقين، على جدول النقابة العام المقامة ضمن نطاق المحكمة الإبتدائية التي تقع دائرة الموثقين ضمن نطاقها. كما يتمّ تسجيل شركات الموثقين على جدول النقابة المقامة ضمن نطاق المحكمة الإبتدائية حيث يكون مركز الشركة.

يزاول أعضاء المهنة الجديدة كافة النشاطات المناطة سابقا بمهن المحامين والموثقين لدى محاكم الإستئناف والمستشارين القانونيّين، مع مراعاة شروط الباب الأول من القانون الحالي.

إن مهنة المحاماة مهنة حرّة ومستقلّة.

يجوز ذكر الشهادات الجامعيّة تبعاً للقب المحامي. كما يجوز ذكر الألقاب المهنية المميّزة والمهنة القانونية المنظّمة التي زاولها المحامي سابقا، ويمكن ذكر اللقب المهني المنظّم في الخارج والذي يسمح لحامله مزاولة مهنة المحاماة في فرنسا، كما يجوز ذكر إختصاص أو إختصاصين تمّ الحصول عليهم ضمن شروط المادة 1–21، من بينها الإختصاص في أصول

قانون

قانون رقم 71 – 1130 تاريخ 31 كانون الاول 1971

الخاص بتعديل بعض المهن القضائية والقانونية

نسخة مثبتة بـ 21 نيسان 2010

قانون

قانون رقم 71 – 1130 تاريخ 31 كانون الاول 1971

الخاص بتعديل بعض المهن القضائية والقانونية

نسخة مثبتة بـ 21 نيسان 2010

Page 7

مرسوم

بتاريخ 27 نوفمبر/تشرين الثاني 1991 المنظم لمهنة المحاماة1197-91المرسوم رقم

Page 53

المرسوم رقم 2005/790 ، تاريخ 12 تموز 2005

المتعلّق بقواعد آداب مهنة المحاماة

Page 157

القرار التنظيمي رقم 2005-003

لمهنة المحاماة (RIN) القاضي باعتماد النظام الداخلي العام

Page 167

مقدمة

إنها بل تكريمًا، ولا مكافأة وليس القانون، ودولة الديمقراطية في أساسًا الاستقلال هذا يعد .ومستقلة حرة مهنة المحاماة مهنة .وواجب مسئولية

بكاملة وحرية بفعالية المتهم تمثيل على المحامين قدرة في الثقة لديه يكون أن يجب العدالة، بكفاءة المواطن يؤمن لكي

والمهنية الأخلاقية القواعد من إطار في مهنته آخر، شخص باسم للتحدث يُدعى الذي المحامي، يمارس أن الضروري فمن لذا الأخلاقيات التأهيل، التنظيم، قواعد وخاصة للمحامين، المهنية القواعد بتطبيق وذلك .فيه المواطن وضعها التي الثقة تضمن بحيث .الثقة لهذه استنادًا والخبرة، والنزاهة للاستقلال الضرورية الضمانات توفر التي والمسئولية، الإشراف، المهنية،

قررت التي العربية للدول والمهنية الحكومية للمؤسسات الآن متاحة فرنسا في المحاماة مهنة تحكم التي القواعد أن ويسرني .وستظل مكانتهم للمحامين .الإنسان حقوق واحترام الديمقراطية القيم تعزيز القانون، سيادة تعزيز طريق في السير

Bertrand Debosque

ديبوسك بيتراند المحامين نقيب

للمحامين الوطني المجلس في والدولية الأوروبية الشؤون لجنة رئيس

باشرت فرنسا اليوم، في العديد من بلدان العالم، العمل لصالح تعزيز سيادة القانون و الحكم الديمقراطي، حيث يمثل النظام القضائي إحدى الأليات الأساسية .

إن المحامون هم الكفلاء لقضية حضورية و عادلة. لهذا يسهر القانون الفرنسي على استقلاليتهم ، و على الشروط الضرورية لعدالة حرة مستقلة بذاتها، عمادها الديمقراطية. كذلك، فإن المحامون يخضعون للعديد من القواعد: حيث تأسست أخلاقياتهم على قيم قوية من الاحترام والسر المهني و الاستقامة و الإنسانية ولا مبالاة، تكوينهم القانوني الابتدائي و مواصلتهم نحو التوفق، مهنتهم التي تنضم الحل لنزاعات المصلحة بمنع ممارسة أي وظيفة قانونية أخرى على الخصوص.

هذه النصوص القانونية تمثل عبارة الرؤية المتطلبة لمهنة المحامي. أتمنى أن تستطيع هذه الترجمة، التي تمت بدعم وزارة الشؤون الخارجية، خدمة عنصر المقارنة و الانعكاس على عدد كبير من ممارسي المهنة في البلدان الحية، بطموحات ديمقراطية قوية، في وضح إصلاحات تأسيسية. كل هذا هو معنى نهج الصداقة و المبادلات

Jean-Baptiste MATTÉI - المدير العام للشؤون العالمية والتنمية والشراكات، وزارة الشؤون الخارجية

النصوص الرئيسية

فرنسي/عربي

Les cahiers

Mandature 2012-2014

du Conseil National des Barreaux

Conseil National des Barreaux

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

تم إنجاز هذه الترجمة بدعم من وزارة الخارجية الفرنسية